



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Chronique de Colmar

Joseph Liblin

Fr. 7022.17.2.5

Harvard College
Library



THE GIFT OF
Archibald Cary Coolidge
Class of 1887
PROFESSOR OF HISTORY



CHRONIQUE DE COLMAR

CHRONIQUE DE COLMAR

PAR

J. LIBLIN

Directeur de la REVUE D'ALSACE

1^{re} ET 2^{me} *et 3^e* PARTIES

DE L'AN 58 A L'AN 1800



MULHOUSE,

Imprimerie L. L. Bader.

—
1867

Fr 7022.17.2.5
~~Gen 11503.90.6~~

Harvard College Library

MAR 6 1913

Hohenzollern Collection

Gift of A. C. Coolidge

HARVARD
UNIVERSITY
LIBRARY
NOV 2 1970

AVERTISSEMENT

Le titre de cette publication en indique le plan et le programme. Ce n'est ni une œuvre d'érudition, ni une œuvre d'imagination : elle se borne à l'enregistrement chronologique des faits et des événements. Si la provision est assez grande, si elle est exacte et concise, le lecteur y trouvera, sans perte de temps et sans le secours du raisonnement d'autrui, ce qui est utile pour concevoir, par lui-même, la succession et la signification des faits exposés, une idée générale de l'histoire et de la vie intime de la commune. Il saisira facilement les phases par lesquelles Colmar a passé pour arriver au développement que la ville a de nos jours. Mais il ne faut pas insister puisqu'il ne s'agit que de chronologie.



RÉSUMÉ

des propositions émises sur l'origine de Colmar.

On a cherché l'origine de la ville dans l'étymologie de son nom.

A l'endroit le plus élevé de la ville, c'est-à-dire là où est le lycée, il y aurait eu aux premiers temps de la domination romaine dans les Gaules, un temple dédié au dieu *Mars*; d'où le nom de *Collis Martis*, et, par transformations successives, Colmar.

On a été plus loin sur le domaine de la fable : l'Hercule grec, dans ses pérégrinations aventureuses et le cours de ses fabuleux travaux, aurait passé sur la colline, y aurait rencontré une nouvelle Omphale, aux pieds de laquelle il aurait déposé sa massue pour saisir le fuseau. De là la *massue* dans les armes de Colmar.

Quelques-uns ont supposé que le nom de Colmar dérive de *Collis Marii*, tiré du nom de Marius, évêque de Lausanne, qui bâtit, en 595, sur ses biens propres le village et l'église de Payerne, changée, en 962, en abbaye, à laquelle St.-Pierre, berceau de Colmar, fut donné par Berthe, reine de Bourgogne.

D'autres avancent que le territoire de Colmar aurait été une forêt vigoureuse où l'on aurait fabriqué et vendu du charbon de bois; d'où *Kohle* (charbon) et *Markt* (marché), et par contraction *Kolmar*.

D'autres encore pensent que le nom lui vient des ramiers qui peuplaient les forêts du territoire et plus probablement du colombier de la maison du roi, la colombe étant l'attribut de la puissance que la féodalité a emprunté au naïf symbole des premiers âges. »

Une opinion plus récente, mais qui ne s'est pas encore produite, trouve l'origine de Colmar dans une nouvelle interprétation du nom de *Columbarium* que lui donnent un assez grand nombre de chartes. Ce mot signifie aussi une nécropole où des niches étaient creusées pour recevoir les urnes funéraires. Un cimetière gaulois aurait donc existé là où est Colmar et lui aurait transmis son nom : *Columbarium*.

Toutes ces thèses s'appuient sur les variations d'orthographe qui caractérisent la dénomination de Colmar dans les titres que l'on a consultés pour écrire son histoire. On y trouve en effet : *Columba*, *Columbra*, *Columbaria*, *Columbarium*, *Cholumpurum*, *Cholumbare*, *Cholambur*, *Colobur*, *Colmir*, *Colmere*, *Kolmere*, d'autres variantes encore et enfin Colmar.

Le domaine aux hypothèses est vaste. Nous ne devons signaler aucun des efforts ingénieux que l'on a faits pour justifier l'une ou l'autre des opinions que nous avons indiquées. Cette chronique enregistre, elle ne discute pas.

D'un autre côté Beatus Rhenanus suppose qu'une famille noble de Colmaringen aurait donné son nom à Colmar qui se serait aussi appelé autrefois *Colmaringia*. Schœpflin repousse cette allégation parce que Rhenanus ne l'appuie d'aucune preuve.

Enfin, Rhenanus, Sébastien Munster, Irenicus, Petrus Bertius, Knipschild, Lymnæus, Baudrand, Lamartinière, Pigagniol de la Force, Merian, Bleau et d'autres plus modernes qui se sont réciproquement copiés, prétendent que Colmar sortit des ruines d'Argentouaria

(Horbours), détruit au ^{ve} siècle par les invasions germanes (406-445). C'est donc de la dernière moitié du ^{ve} siècle que daterait l'existence de Colmar.

Schœpflin et Grandidier n'admettent pas que Colmar soit sorti des ruines d'Argentouaria. Ils pensent que c'est aux Francs qu'il faut faire remonter cette origine, c'est-à-dire au commencement du ^{vi}e siècle, si l'on adopte l'époque la plus reculée et dans tous les cas avant la seconde moitié du ^{viii}e siècle, puisqu'à la période carolingienne Colmar était déjà connu sous le nom de *villa regia*.

Voilà, en peu de mots, tout ce qu'il importe de retenir de ce qui a été avancé relativement à l'origine de Colmar.

J. LIBLIN.



CHRONIQUE

PREMIÈRE PARTIE.

An 58 de l'ère chrétienne.

Lucius Vetus, préfet de la Germanie première, forme le projet de joindre le Rhône et la Saône au Rhin, par le Doubs et l'III. Ce plan fut contrarié par la jalousie d'Ælius Gracilis, préfet romain de la Belgique. Si ce projet se fût réalisé, Colmar aurait pu devenir une place de commerce importante, par où les marchandises des contrées voisines de la Bourgogne, de la Lorraine, de la Suisse, ainsi que du midi de la France, de l'Espagne et de l'Italie seraient arrivées au Rhin. — *Schœpflin, Alsatia illustrata, tom. V, pag. 207; traduction Ravenez.*

Toutes les fois que nous ferons des emprunts à l'*Illustrata*, c'est à cette traduction qu'il faut se référer.

92.

Les Gaulois avaient un penchant excessif pour le vin. Ne cultivant point la vigne, ils le tiraient d'Italie. Cependant les Séquaniens en faisaient dans leur pays; il avait un goût de

poix dont on faisait alors le plus grand cas. Domitien publie un édit en vertu duquel toutes les vignes des Gaules furent arrachées. — *Grandidier, Histoire d'Alsace, tom. I, pag. 38.*

Le territoire de Colmar faisait partie de la Séquanie. Mais le vin dont il est question semble ne concerner que les vins de Bourgogne. Il n'y avait donc pas de vigne sur le territoire de Colmar à cette époque.

281.

L'Alsace ne commença à avoir des vignes que vers la fin du troisième siècle. L'édit de Domitien est abrogé par Probus qui rend aux Gaulois la liberté de replanter des vignes. C'est à lui que l'on doit attribuer l'existence des vins d'Alsace. — *Grandidier, op. cit. page 38-39.*

357.

Constance Chlore accorde aux Leutes allemands des terres de l'Etat dans les Gaules et sur les bords du Rhin. — *Félix Blanc, essai historique sur le colonat gallo-romain, pag. 67.*

Le territoire de Colmar, protégé par le *castrum d'Argentouaria*, était une terre de l'Etat.

— Les Leutes ne sont autres que les Thuringiens, voisins des Saxons qui les avaient réduits à la plus dure servitude. *Ibidem, pag. 45.*

— Un grand nombre de Leutes ou Thuringiens ayant obtenu des empereurs romains des terres, sur les bords du Rhin, ils occupèrent vraisemblablement la Haute-Alsace jusqu'à la rivière qui formait la limite des Rauraques, la *Thur*, à laquelle ils donnèrent leur nom, ainsi qu'à Thuringheim (Turckheim) où ils étaient établis en nombre.

— Lorsque la Dynastie mérovingienne régnait sur la France, les habitants de l'Alsace étaient distingués de ceux du *Sund-*

gau, aujourd'hui encore séparé du reste de la province par la rivière de la Thur. — *Schæpflin, op. cit., tom. I. pag. 23.*

— Les terres de l'Etat accordées aux Leutes (Thuringiens), sont affranchies de toute imposition. Ils en prennent possession en qualité de simples usufruitiers, à charge de fournir des recrues aux armées romaines et de défendre le sol qui leur est confié. — *Felix Blanc, op. cit., pag. 67.*

378.

Les Lentiens apparaissent, au nombre de 40,000, dans la plaine de Colmar-Horbourg. Ils sont battus par les troupes romaines, sous le commandement de l'empereur Gratien. Il paraît que la bataille eut lieu au mois de Mai. *Argentouaria* (Horbourg) était déjà une ville très-florissante. — *Laguille, Histoire d'Alsace, tom. I, pag. 31 et Duvernois, Ephémérides, introduction, pag. XVI.*

406-451.

Après l'invasion des Barbares, les Thuringiens (Leutes) établis dans la plaine de Colmar, jusqu'aux Vosges et la Thur, sont réduits à prendre rang dans la classe des colons proprement dits ; mais les conditions qui leur sont faites sont plus douces que celles imposées aux anciens colons Gallo-romains et aux colons Francs, nouveaux-venus. Ils occupent les manses *lidiles* et leurs femmes sont tenues de fabriquer, pour l'habillement de leurs maîtres, certains tissus, des pièces de toile, *camsiles* et des pièces de serge, *sarciles*. — *Felix Blanc, op. cit., pag. 60.*

— Parmi les redevances que les colons payaient à leurs maîtres, chez les Francs, figure la dîme du fer. — *Ibidem, pag. 59.*

— On lit la même chose, mais pour des époques posté-

rieures, dans l'Alsace illustrée de Schœpflin, savoir : pour la fabrication des étoffes, *tom. III, pag. 413* ; pour la dime du fer, *tom. IV, pag. 43*.

Sous la domination romaine, le futur *Oberhoff*, le futur prieuré de St.-Pierre, le berceau de Colmar était vraisemblablement une colonie Thuringienne établie, comme Thuringheim, sous la protection du *castrum d'Argentouaria*, sur une terre létique comprise, à l'époque où nous sommes arrivée, c'est-à-dire sous les barbares, dans la *Marca Columbaria*. Peu après, cet établissement est converti en un manse lidile juxta-posé à une *villa regia* qui, par ce fait, devient le siège principal, la capitale du Fisc royal substitué à la Marche barbare. Les femmes des colons viennent y fabriquer les vêtements du maître et fondent le fameux gynécée qui, sur une annotation du moine de St.-Gal, a fourni à Schœpflin, *Als. illust., tom. III, pag. 413-415*, le sujet d'une savante démonstration de l'origine peu honorable qu'il attribue à Colmar, bien que, à la fin du chapitre, il se défende d'y croire dans le sens d'une maison de mœurs dissolues.

Le Gynécée n'est pas l'origine de Colmar ; il n'est qu'une phase temporaire imprimée par la barbarie à l'établissement colonger qui préexistait.

Il existe, près du lieu où était le Gynécée barbare, un canton de terres arables qui porte de nos jours encore le nom, barbare aussi, de *Huebe*. On a trouvé là quatre masses de fer, forgées à doubles pyramides quadrangulaires ; elles sont déposées au musée d'archéologie, à côté de quatorze autres masses de même calibre, dont douze proviennent du territoire de Biesheim et deux de celui de Hadstatt. L'explication que l'on en donne n'est pas soutenable. De semblables découvertes ont été faites en Suisse ; elles ont beaucoup exercé la sagacité des archéologues de ce pays. M. Aug. Quiquerez,

ingénieur des mines, qui s'est laborieusement occupé de la sidérurgie du Jura Bernois n'admet pas leurs conclusions : il pense que ces masses de fer sont la forme sous laquelle les produits des nombreux fournaux celtiques et gallo-romains qu'il a découverts aux sommets des montagnes du Jura, sur leurs flancs et à leurs pieds en Alsace, se répandaient dans le pays. — *De l'âge de fer, recherches sur les anciennes forges*, pag. 24.

Il nous paraît plus naturel d'admettre que les masses découvertes à Colmar et les environs sont la dime que les colons payaient aux maîtres des colonges. Comme celles de la Suisse, ces masses pèsent de 10 à 15 livres.

590.

Il y avait en Alsace, outre des places fortes, des châteaux de plaisance et des fermes royales ; à Colmar et à Marlenheim où Childeric II. résida. — *Aufschlager*, tom. I, pag. 102.

752.

Colmar, construit avec les ruines de la vieille cité (Argentouaria), était déjà connu au temps de Charlemagne ; . . . mais Colmar ne fit jamais partie du Comté de Horbourg qui fut érigé sur les ruines du vieil Argentouaria. — *Schæpflin*, op. cit., tom. I, page 491.

— Charlemagne, dans ses pèlerinages armés de l'Elbe aux Pyrénées, dut visiter sa villa Columbaria. — *Dillemann*, annuaire de 1838, pag. 364.

— Notker-le-Bègue, moine de St.-Gal, fait mention du courage et de la fidélité de deux enfants naturels, de *genitio Columbrensi procreati*, nés au Gynécée de Colmar, qui se distinguèrent dans les guerres de Charlemagne. — *De Bellis Caroli magni*, apud Canisium, tom. II, part. 3, pag. 73.

— Le capitulaire de *Villis regis* porte : « Que l'on donne à
« faire dans nos gynécées, suivant les saisons, comme le
« veulent les règlements, les étoffes de lin, de laine, les
« waides, les étoffes de laine teintes en rouge, des peignes à
« carder, des lames de métal, de la serrurerie, du savon, des
« onguents, des petits vases et autres objets nécessaires. » Un
autre capitulaire porte : « Que nos femmes, qui sont employées
« à notre service, reçoivent de nos propriétés le lin et la laine
« et qu'elles en fassent des vêtements de laine et de lin,
« *faciant camsilos et sarcilos.* » — *Schæpflin, op. cit., tom. III.*
pag. 413.

823.

Louis-le Débonnaire, cédant aux sollicitations de Gothafrid, du monastère de Munster, donne et le revêt du sceau de sa bague, un diplôme, daté de la veille des Ides de Juin, par lequel il dispose, au profit dudit monastère, d'une partie de la forêt qui lui est contiguë et qui appartient au fisc de Colmar. « *Quae ad fiscum nostrum nomine Columbarium pertinere videtur.* » — *Laguille, hist. d'Als., preuves, pag. 44, et D. Bouquet, tom. VI, pag. 534.*

— Louis-le-Débonnaire donne au même abbé de Munster des dîmes autour de Colmar. Pour en opérer la perception, l'abbé fit construire une maison où quelques moines logeaient. On appela cette maison *Cour de Munster*. Une chapelle fut aussi immédiatement bâtie pour l'usage des moines. Ce fut l'origine de l'église St.-Martin et du droit qu'avait l'abbé de Munster de nommer le curé de Colmar. — *Hunkler, Geschichte der Stadt Colmar, pag. 163.*

Hunkler ne dit pas à quelle source il a puisé ces détails si précis. Nous n'avons rien découvert qui nous permette de suppléer cette omission. — Cependant nous trouvons les mêmes détails dans une notice sur l'église de St.-Martin qui a paru

en 1777. Toutefois, le pasteur Billing, qui a écrit cette notice, ne présente ces détails que comme des probabilités historiques, ne pouvant d'ailleurs s'appuyer sur aucuns titres connus jusque-là. On peut donc penser que ce qui n'était que probabilités en 1777 dans l'esprit du premier historiographe de Saint-Martin, a passé comme faits prouvés sous la plume du chanoine Hunkler. — *Voy. Patriotische-Elsasser. 1 Theil, pag. 367, Num. XXII, du 29 Mai.*

833.

Colmar, *Columb in pago Helisaciæ*, est ainsi désigné dans les Annales de Bertin, *apud Duchesne, tom. 3. pag. 189, ad annum 833.* — *Extrait des notes inédites de Grandidier.*

— Le pape Grégoire IV, venu en Alsace pour apaiser la guerre entre Louis-le-Débonnaire et ses fils, réside à Colmar où il signe un privilège en faveur d'Aldric, évêque du Mans. Cette décrétale est datée de *Cholambur*, VIII id. julii. — *Maillon, annal., tom. 3, pag. 277.*

Schœpflin ajoute que Grégoire IV fut témoin de la bataille du champ-du-mensonge. — *Als. illust, tom. III, pag. 411.*

— Louis-le-Débonnaire paraît avoir fini son triste règne à sa *villa columbaria*, car les narrations contemporaines, les plus dignes de foi, s'accordent à raconter que c'est dans la plaine de Colmar que ses fils vinrent asseoir leur camp; que c'est de la villa *cholambur* que le pape Grégoire IV, marchant dans les armées des fils contre leur père, alla présider, le 24 Juin, l'assemblée où Louis-le-Débonnaire échangea la couronne contre le cloltre. — *Dillemann, loc. cit., pag. 365.*

— Schœpflin place le champ-du-mensonge (*Campus rubeus-Rothfeld*) près de Cernai à l'Ochsenfeld. Les raisons sur lesquelles il fonde cette opinion, n'ont point paru concluantes aux historiens qui se sont occupés de Colmar. Billing — que

Hunkler a copié — dit que, selon les documents contemporains de l'événement, la bataille fut livrée *Juxta montem Sigwaldi* : or, les latins appellent Sigolsheim *Sigwaldi-Mons* et les français *Savamont*. D'un autre côté, Billing, entrant dans le système de Schœpflin, signale, tout près de *Sigwaldi-Mons*, une forêt qui porte encore le nom de *Rothlæuble* (*campus-rubeus*). La bataille aurait donc été livrée dans la partie de la plaine qui sépare Sigolsheim de cette forêt. — *Billing, op. cit., pag. 178 - 179, num. XII du 20 Mars 1777.*

— Sigolsheim est appelé *Mons Sigwaldi* ou *Sigoldi* dans les chartes des VIII^e et IX^e siècles... L'historien Nithard, témoin peut-être oculaire et dans tous les cas contemporain de l'événement, dit formellement que les fils de Louis avaient établi leur camp près de Sigolsheim. « *Juxta Sigwaldi montem castra ponunt.* » — Le pape Grégoire IV les accompagnait, et l'on a de ce pontife une bulle de 733, datée de *Cholambur*, Colmar... Que demandez-vous de plus ? Il est clair que l'événement s'est passé dans le voisinage de Colmar et de Sigolsheim. Vouloir préciser davantage, rechercher près de quel arbre, en face de quel rocher, sur quelle motte de terre l'un ou l'autre des personnages a pu poser le pied ; ce ne sont plus là seulement les *miettes*, ce sont, en vérité, les *niaiseries* de l'histoire. — *Paul Huot, Des Vosges au Rhin, pag. 323. — Voy. au surplus Grandidier, Hist. de l'Égl. de Strasbourg, tom. II, pag. 141 - 144.*

. 865.

Le territoire de la ville faisait partie d'une *marche* à laquelle *Columbaria* avait donné son nom. Le comte Richinus donne, en effet, au monastère de St-Grégoire (Munster) toutes les propriétés qu'Adalric, son neveu, possédait dans la *villa et Marca Columbaria*, savoir : un manse, avec les habitations, cabanes, champs, prés, vignes, forêts, marais, cours d'eau etc.

qui en dépendent; à la condition que Richard (frère d'Adalric ?) aura la jouissance viagère de la moitié de ces biens et qu'à sa mort elle retournera au monastère. La même charte investit l'abbé de St.-Grégoire et ses successeurs de la puissance en toutes choses sur les terres qui lui sont concédées. *Schæpflin, Als. dipl. tom. I, pag. 474 et Illust., tom. III, pag. 314 et 411.*

Ce titre est la première preuve directe que nous rencontrons de l'établissement précis du monastère de Munster à Colmar. On se rappelle que le diplôme de Louis-le-Débonnaire, de 823, ne dispose en sa faveur que d'une forêt con-
tiguë au monastère et faisant partie du fisc royal.

Il semble donc que, contrairement aux conjectures de Billing et à l'affirmation de Hunckler (voir année 823) c'est à l'année 865 qu'il faut faire remonter l'établissement régulier des moines de Munster à Colmar, dans la cour qui a appartenu à Adalric.

Notons encore que c'est de l'époque de l'établissement des moines de Munster à Colmar que Billing et après lui Hunckler, considèrent l'endroit comme étant alors un village (ein Dorff). Cette opinion nous paraît justifiée. Mais à l'inverse d'une idée reçue, ce ne fut, nous l'avons déjà dit, ni le prieuré de St.-Pierre, ni l'abbaye de Munster, ni l'établissement de l'évêché de Constance qui peuvent être considérés comme l'origine de Colmar. Ce fut la collonge gallo-romaine, la collonge létique, et la villa regia autour desquelles une population plus ou moins considérable se groupa peu à peu, et qui devait déjà être fort nombreuse lorsque les établissements ecclésiastiques sollicitèrent des concessions au centre desquelles devait, plus tard, s'élever la paroisse actuelle de St.-Martin.

876.

Charles-le-Gros est à sa villa de Colmar en cette année. Une

donation en faveur de son fidèle Otpert le constate. — *Schœpflin, Als. illust., tom. III, pag. 411.*

883.

Charles-le-Gros est à sa cour impériale de Colmar, en cette année. Un diplôme qu'il donne en faveur de l'église de Würzburg porte en effet : « *Actum Cholumbra curte imperiali.* » — *Eccard, Rer. francic., tom. II, pag. 890. Extrait des notes inédites de Grandidier.*

884.

Charles-le-Gros était encore à Colmar vers le mois de Février de cette année. — Lorsque les Normands envahirent l'Occident, il réunit, en effet, dans le lieu qui s'appelle *Colobur*, une assemblée de nobles pour s'entendre sur les moyens de défendre l'Empire. — *Conf. annal. Fuldensium, apud D. Bouquet, tom. VIII, pag. 44. Extrait des notes inédites de Grandidier.*

— Schœpflin dit la même chose avec la variante *Villa Cholonpurum. Illust., tom. III, pag. 411.*

— Charles-le-Gros y était encore au mois de Mars, car il signe, le 16 des calendes de ce mois, un diplôme, *Actum Cholumbra*, qui accorde trois manses à Fulbert, abbé de St.-Evre de Toul. — *Benoit Picart, Hist. de Toul, preuve., pag. 9 et Calmet, preuve. de l'Hist. de Lorr., tom. I, pag. 319 et script. rer. francic., tom. IX, pag. 333. — Schœpflin. Illust., tom. III, pag. 411.*

886.

Le 15 Février de cette année, Charles-le-Gros signe, *in villa Columbaria*, un diplôme qui accorde à son fidèle Otpert deux manses à Marlenheim où, comme on l'a vu, existaient une villa impériale et un gynécée semblables à ceux de Colmar. — *Grandidier, Hist. de l'Egl. de Strasb., tom. II, num. 153, pag. 279.*

903.

Une charte de Luitfrid, comte d'Alsace, donnée au monastère de St.-Trudpert, le 9 des calendes de Mars, porte qu'il donne « spécialement » à l'autel où il désire être enterré une *Hube, unam Hubam, in Columbra*, afin que le gardien et le desservant de cet autel conservent mémoire de lui. — *Eccard, in orig. Habsburg., pag., 142 et Schæpflin, diplomatica, tom. I, pag. 101.*

936.

Conrad, fait évêque de Constance en 935 et mort en 976, abandonne à son frère aîné, le comte Rodolphe, le patrimoine qu'il a hérité de son père et reçoit, en retour, les lieux éloignés, c'est-à-dire *Colmir*, en Alsace. Il donne ses biens de *Colmir* à l'église de Constance, ainsi que le remarque l'anonyme de Weingarten. — *De Guelficis principibus, sæculi 12, apud Canisium, lect. ant., tom. III, part. 2, pag. 581.*

Beatus Rhenanus, suivi par Sébastien Munster, ignorait l'échange entre Rodolphe et son frère Conrad, de même que la donation de Conrad en faveur de l'église de Constance. Il explique donc faussement, *pag. 174 et 284*, que Colmar appartenait à l'évêché de Constance, par suite d'une donation de Berthrade, mère de Charlemagne, qu'il confond d'ailleurs avec Berthe, reine de Bourgogne et mère d'Othon III. Du reste Beatus Rhenanus désigne Colmar comme étant alors un village ; « *in vico Colmariensi.* »

954.

Burchard II, duc de Souabe, père de Berthe, reine de Bourgogne, possédait l'*Oberhof* de Colmar. — *Billing, loc. cit. pag. 181.*

958.

Il tomba du ciel de petites croix qui causaient la lèpre à ceux qui les touchaient; ce qui donna occasion de bâtir une infinité de petites maisons pour loger ceux qui étaient atteints de cette maladie. Il y a eu pendant plusieurs siècles un grand nombre de lépreux. — *Boyve, Annales du comté de Neuf-Châtel et Valengin, liv. I, pag. 103.*

959.

M Othon I, roi de Germanie, donne à son fidèle Rodolphe, qui paraît être le duc Rodolphe, fils de la reine Berthe, les biens situés au lieu dit *Cholumbra*, avec tous les droits qui y sont attachés. Othon les retire à Gunthram, ainsi que tous ceux qu'il tenait en *Hillisazaas*, parce que, parjure à la foi publique, Gunthram avait fomenté la rébellion contre la puissance royale. — *Schæpflin, Als. dipl. tom. I, pag. 114.*

962.

M Testament de la reine Berthe qui donne à Ste.-Marie, à St.-Pierre, à St.-Jean, à St.-Maurice et à tous les saints qui y reposent, la ville de Payerne avec toutes ses appartenances, les esclaves de l'un et de l'autre sexe, et leurs héritages. Cette donation est faite pour que l'on bâtit un monastère régulier où vivront, sous la règle de Saint-Benoit, des moines placés sous la puissance et la domination de l'abbé Majole, aussi longtemps qu'il vivra. Ce testament est signé à Lausanne le 1^{er} Avril et la reine Berthe meurt la même année. On commença de suite après sa mort à bâtir l'abbaye. — *Boyve, op. cit., liv. I, pag. 103—106.*

963.

Les mines d'argent, de cuivre, de fer et de plomb des Vosges

et du val de Lièpvre peuvent le disputer, par leur ancienneté, aux premières qui furent connues des Allemands. Du temps de Gérard, évêque de Toul, il est question de la dime que doivent les mines du val de Lièpvre. — *Schœpflin, Als. illust., tom. I, pag. 43.*

966.

Guichenon, *in bibliotheca Sebusiana*, et Schœpflin, *Als. dipl.* *tom. I, pag. 119*, ne sont pas d'accord avec Boyve sur la date attribuée au testament de la reine Berthe, ou à la fondation de l'abbaye de Payerne dont la *villa Columbaria*, *Colmir*, *Cholumbra* ou le *vicus Columbrensis* doit bientôt dépendre. En second lieu Schœpflin affirme que Guichenon a incorrectement reproduit ce titre ; lui au contraire le publie avec exactitude parce qu'il a été à même d'en relever le texte sur l'original qui est aux archives de Berne. Il est daté : « in die Martis Kal. Aprilis anno vigesimo quarto. Regnante Cuonrado rege. » Or, le mardi des calendes d'Avril de la 24^e année du règne de Conrad le pacifique correspond à 962 et non à 966, Conrad ayant succédé à son père Rodolphe II en 937.

— Il importe de consigner ici la mention des droits que l'acte de fondation réserve à l'abbaye, car il est certain que lorsque la *villa Columbaria* sera devenue le Prieuré de Saint-Pierre, le droit de l'Abbaye régira la partie qui lui compètera du *Vicus Columbariensis*.

« Les moines, dit le testament, ne seront assujettis ici à « notre joug, ni à celui de nos parents, ni aux grandeurs de « la puissance royale, ni à aucune puissance terrienne quelle « qu'elle soit. »

974.

On ne trouve dans les pièces diplomatiques aucune preuve directe de la donation que Rodolphe, duc de Bourgogne, fils de Rodolphe II, roi de la Transjurane, et de Berthe de Souabe,

fit au monastère de Payerne des biens de Colmar qui avaient été retirés par Othon I des mains de Gunthram et dont il avait été investi, comme on l'a vu en l'année 959. Le fait n'en est pas moins exact, ainsi que cela est prouvé ci-après.

— Par un diplôme daté du VIII des calendes d'Août, l'empereur, Othon II, confirme au monastère de Payerne les biens qui lui ont été donnés par le duc Rodolphe, entr'autres « *churtis scilicet in Cholumbra*, » avec tous les droits qui y sont attachés. — *Hergott, Habsburg.*, pag 84 et *Schœpflin, Als. dipl.*, tom. I, pag. 124.

977.

⁂ L'empereur, Othon I, étant mort, la jalousie de l'impératrice Théophanie obligea Adélaïde, veuve d'Othon I et mère d'Othon II, à quitter la cour. Elle obtint de son fils la confirmation des biens qu'elle avait en Alsace, parmi lesquels se trouvait le Prieuré de St.-Pierre de Colmar, qu'elle plaça sous la dépendance de l'abbaye de Payerne. C'est à ce titre que le prieuré de St.-Pierre doit reconnaître Adélaïde pour sa fondatrice. — *Laguille, op. cit.*, tom. I, pag. 141.

Laguille ajoute que ce fut Adélaïde qui fonda l'abbaye de Payerne. Il se trompe puisque ce fut Berthe, ainsi qu'on l'a vu aux années 962 et 966.

Il faut d'ailleurs remarquer que c'est la première fois que le titre de *Prieuré* apparaît, et qu'en 974 il n'est question, dans le diplôme d'Othon II en faveur du duc Rodolphe, que de *churtis in Cholumbra* ; d'où l'on doit conclure que, si Laguille est exact, le monastère de St.-Pierre de Colmar fut établi entre les années 974 et 977.

983.

⁂ Le 17 des calendes de Juillet, l'empereur Othon II confirme à l'abbé Majole toutes les donations que son oncle Rodolphe et sa mère Adélaïde ont faites à l'abbaye de Payerne. Il af-

franchit les moines de toute juridiction séculière ; aucun duc, margrave, comte, vogt et aucune autre personne, grande ou petite, n'aura aucun pouvoir à Payerne, à Columbaria ou autres lieux qui appartiennent à l'abbaye. — *Hergott, Habsburg, Aust. tom. II, pag. 86, et Schœpflin, Als. dipl., tom. I, pag. 132.*

Avant d'aller plus loin, il nous semble utile de résumer le démembrement qu'a subi, suivant les titres que nous analysons, l'ancienne terre létique ou l'ancien fisc royal au profit des établissements religieux. 1° En 823, une forêt contigüe au monastère de Munster, passe à ce monastère des mains même de Louis-le-débonnaire ; 2° En 936 une deuxième partie, le *Niderhoff*, passe des mains des ducs de Souabe à l'église de Constance ; 3° En 965, une troisième partie, la *cour de Munster*, passe des mains des comtes d'Alsace au Monastère de Munster, et 4°, en 974, le noyau même du fisc, la *villa regia* avec le Gynécée ou *Oberhoff* passe à l'abbaye de Payerne, des mains propres de la famille souveraine.

984.

Un nommé Philippe apparaît en qualité de doyen (*Dechant*) de St.-Martin. Cette dénomination prouve que l'église était déjà florissante. Bientôt après il y eut un curé séculier (*Welt-priester*) qui porta le titre de Prévôt. — *Hunkler, op. cit., pag. 164.*

Hunkler n'indique pas la source d'où il a tiré ces indications. C'est vraisemblablement à Billing qu'il a emprunté ce renseignement. — *Loc. cit. pag. 338.*

— Philippe, doyen de St.-Martin de Colmar, passe une transaction avec la bourgeoisie (*Burgerschaft*) et le prieuré de St.-Pierre au sujet des pâturages, de la moisson etc. — *Billing loc. cit., pag. 181.*

C'est la première fois que la bourgeoisie apparaît comme personne civile dans les documents que nous consultons. Si Billing a écrit, au vu du titre, ce qu'il n'indique pas, la commune était alors constituée. Le titre n'existe pas aux archives de Colmar.

986.

- ♣ Par un diplôme daté du 8 des calendes de Novembre, Othon III, roi de Germanie, confirme à l'abbaye de Payerne deux *villa* situées *in Alsazia*, qui lui ont été données par son père et son grand-père, et dont l'une est appelée *Cholumbra* dans le comté de Luitfrid. — *Herrgott, Habsburg. Aust., pag. 89 et Schæpflin, Als. dipl., tom. I, pag. 133.*

997.

- ♣ Othon III, devenu empereur, renouvelle, le 8 des ides de Février, la confirmation précédente. Le diplôme rappelle que la donation faite à Payerne consiste en une cour, *churtis*, et ce qui avait appartenu dans Colmar, à Gunthram dépossédé, - comme on l'a vu en 959. — *Herrgott, ibidem, pag. 93 et Schæpflin ibid. pag. 140.*

1003.

- ♣ Henri II donne à l'abbaye de Payerne une confirmation semblable à celle d'Othon III, de ses possessions à *Columbra*. — *Herrgott, tom. II, pag. 96.*

1024.

- ♣ Le v des ides de Septembre, Conrad II, roi des Romains, confirme également à l'abbaye de Payerne ses possessions à Colmar. *Curtis in Columbra. Schæpflin, Als. dipl., tom. I, pag. 155 et Trouillat, monuments de l'ancien évêché de Bâle, tom. I, pag. 160, nota 4.*

1027.

Conrad II, devenu empereur, renouvelle sa confirmation de

1024 en faveur des possessions de l'abbaye de Payerne à Colmar. — *Schæpflin, ibid., page 157.*

1049.

Le 4 Décembre, l'empereur Henri III confirme à l'abbaye de Payerne la possession de sa Cour de *Columbra*, qu'elle tenait de Rodolphe, frère de l'impératrice Adelaïde, lequel l'avait obtenue d'Othon I. (Voy. année 959.) — Le diplôme autographe est aux archives de Cluny. — *Notes inédites de Grandidier.*

1101.

Dès le commencement du XII^e siècle, les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem auraient eu leur maison à Colmar, près la première porte de Bâle (Steinbruckthor), sur la rive gauche de la Lauch. Ils auraient eu, dès les premiers temps aussi, un hospice pour les voyageurs (pélerins) pauvres ou malades. Le jardin s'étendait fort loin le long de la rivière. Dans une élégante église jointe à la commanderie, on remarquait plusieurs tombes de chevaliers de l'ordre, parmi lesquelles on lisait les noms des Rathsamhausen, des Münch, de Landscron, des comtes de Ferrette, des Waldner et des Reichenstein. Au XIII^e siècle il y avait toujours dix chevaliers. Les empereurs y descendaient ordinairement. Cette maison dépendait de la commanderie de Soultz ; elle paraît avoir été une des plus confortables de la province et continuellement bien entretenue. — *Hunkler, op. cit. pag, 204.*

Hunkler omet de dire sur quels titres, ou sur quelle autorité il fonde les intéressants renseignements qui précèdent. Il serait pourtant utile de le savoir, surtout en ce qui concerne l'époque de la fondation. La suite de cette chronique confirmera la majeure partie des autres détails.

Il est évident qu'en écrivant ce que nous avons rapporté, Hunkler avait la préoccupation de rapprocher autant que pos-

sible la création de la maison de Colmar, de l'époque où l'ordre fut fondé. Or, c'est vers le milieu du ^x^e siècle que des négociants d'Amalfi, qui commerçaient en Syrie, obtinrent du calif d'Egypte la permission de fonder à Jérusalem un monastère du rit latin. On y plaça des Bénédictins qu'on fit venir d'Italie. A côté du monastère, on bâtit, pour les pauvres pèlerins et les malades, un hôpital dédié à St.-Jean, l'Aumônier, puis à St.-Jean-Baptiste. C'est du titre de cette chapelle que vient le nom des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. — *Art de vérifier les dates*, pag. 421, édition de D. Clément.

La même chose aurait été faite à Colmar, au commencement du ^{xii}^e siècle, et dès-lors on peut conclure que la rue St.-Jean, contemporaine de la fondation de la commanderie, est une des plus anciennes rues de Colmar, contrairement à ce que nous avons cru entrevoir en 1865, lorsque l'on démolit l'ancien gymnase, bâti en 1604, sur l'emplacement d'un ancien hôpital. — *L'ancien gymnase de Colmar*, pag. 3.

Les tombes dont il est question dans Hunkler, existaient encore au commencement de ce siècle ou à la fin du dernier. Billing les a relevées. Elles sont encore inédites. Il sera fait mention du décès des commandeurs que ces tombes concernent, dans leur ordre chronologique. — *D'après le manuscrit de Billing, qui appartient à M. Ig. Chauffour.*

1106.

La chronique de Munster appelle Colmar non une ville ou une cité, mais un village; elle ajoute qu'il fut détruit par le feu. — *Laguille, op. cit.*, pag. 182.

La chronique dont il est question dit : *Columbaria villa exusta*. — *Apud D. Martène, Thesaur. anecdot.*, tom. III, col. 1436.

Interpréter cette mention dans le sens que villa Columbaria

signifie le village de Colmar et que ce village fut entièrement détruit par un incendie, comme l'ont récit beaucoup d'autres après Laguille, c'est, dans tous les cas, donner à l'évènement des proportions qu'il a pu ne pas avoir, dans un temps surtout où les maisons n'étaient pas adossées l'une à l'autre comme elles le furent plus tard. Tout ce que l'on peut en déduire c'est que la villa, l'*Oberhof*, fut consumée.

1145.

Un moine nommé Rodolphe, qui se disait disciple de Saint-Bernard, homme d'une capacité médiocre mais d'une vie austère, vient, en inspiré, prêcher la croisade en Alsace et, au préalable, l'extermination des infidèles du pays, les juifs. Pour arrêter la persécution, St.-Bernard vient en Alsace où il voit Rodolphe et le fait rentrer dans son cloître. — *Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. II, pag. 404.*

1153.

Frédéric I (Frédéric-Barberousse), roi des Romains, était à Colmar au commencement de cette année. Un diplôme qu'il donne *in Colmere*, le 30 Janvier et qui confirme les possessions de l'abbaye d'Altorff, constate en effet sa présence en notre ville. L'autographe est aux archives d'Altorff, et les auteurs de la Gaule chrétienne l'ont publié, *tom. V, pag. 483.* — *Extrait des notes inédites de Grandidier.*

— Schoepflin, *Illust. tom. V, pag. 483 (?)*, fait aussi mention de la présence de Frédéric I à Colmar en cette année.

— Frédéric était encore à Colmar le 15 Février, avec Arnold, archevêque de Cologne, Humbert, archevêque de Besançon, Amédée, évêque de Lausanne, Ortlieb, évêque de Bâle, Hermann, évêque de Constance et d'autres princes séculiers qui signent au diplôme de Frédéric, confirmant à l'abbaye de Payerne la possession de la cour de Colmar (*Curia Columba-*

riensis), avec les maisons, les personnes (*mancipiis*), les terres cultivées, les terres vagues et leurs revenus, que ladite abbaye tenait du duc Rodolphe. — *Schæpflin, Als. dipl. tom. I, pag. 239-240.*

1154.

↪ Pierre, prieur (de St.-Pierre), de Colmar, est témoin d'une charte d'Ortlieb, évêque de Bâle, en faveur du monastère de St.-Alban. — *Schæpflin, op. cit., pag. 241 et Trouillat, op. cit. pag. 327.*

C'est la première mention régulière que nous rencontrons d'un prieur de St-Pierre de Colmar.

1155.

Frédéric I confirme aux chanoines de l'église de Constance la possession d'une cour seigneuriale (*curtim dominicalem*) avec une maison hospitalière (*cum hospitali*) à Colmar. — *Pistorius, in scriptor. rer. germ., tom. III, pag. 697. — Extrait des notes inédites de Grandidier.*

Il s'agit de la cour appelée le *Niderhof*, par nos historiens. *Voy. années 936 et 983.*

1156.

Au mois d'Août, l'empereur Frédéric Barberousse, qui venait d'épouser à Wurtzbourg Béatrice, fille et héritière de Renaud, comte de Bourgogne, arrive à Colmar et y tient une assemblée des évêques et des seigneurs d'Allemagne et de Lorraine. On y délibéra sur les moyens de rendre la paix à l'église et de prévenir le schisme. — *Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. II, pag. 411.*

— Le 17 Août, Frédéric donne, à Colmar, un diplôme qui confirme à l'évêque de Verdun, le comté de ce nom. — *Ibidem et Roussel, Hist. de Verdun, preuve., pag. 12.*

Mabillon, *de re diplomatica*, pag. 100, est en désaccord avec

Grandidier et Roussel. Il donne à ce diplôme la date du 14 des calendes de Septembre.

1178.

Nous trouvons en cette année la première mention d'une famille noble de Colmar. Théodoric de Kolmer est cité par le traducteur de Schœpflin, *tom. V, pag. 663.*

— Egenolphe d'Urselingen et Cunon d'Horbourg se livrent bataille près de Colmar, entre Loglenheim et Sundhoffen. — *Grandidier, op. cit. tom. II, pag. 454.*

C'est en cette année qu'Egenolfe, quittant le château d'Urselingen, en Souabe, vint s'établir au château de Ribeauvillé et fonda la dynastie des Rappolstein.

Le fief de Ribeauvillé relevait alors de l'évêque de Bâle.

1180.

Conrad de *Columbir* vivait en cette année. *Traduction de Schœpflin, tom. V. pag. 663.*

1183.

Le pape, Lucius III, donne, le 18 Mars, une bulle qui confirme à l'abbaye de Payerne les droits et les privilèges dont elle est en jouissance. Relativement à Colmar la bulle s'exprime ainsi : « La cour (*curiam*) située dans la *villa Columbariensi*, en Alsace, avec l'église et la moitié de la justice de toute la *villa*, les marais, les cours d'eau, les moulins, les forêts, les champs, prés et autres choses qui lui appartiennent. — *K. Zeerleder, Origines de l'histoire de la ville de Berne, tom. I, pag. 125.*

Cette pièce nous est signalée par M. X. Mosmann, archiviste de la ville. Elle a une signification qui n'échappera pas au lecteur, par rapport à la *villa* qui peut être prise dans le sens

de village, de bourg et surtout par rapport à la juridiction départie à la cour de Payerne.

La désignation de *villa*, *curtis*, *curia* que l'on rencontre dans les documents diplomatiques, signifie une surface déterminée de territoire, limitée habituellement par une clôture consistant en mur, haie ou palissade. Elle comprend les habitations de toute espèce, les colons serfs et esclaves qui les occupent, les champs, prés, vignes, forêts, cours d'eau et généralement toutes choses et dépendances utiles à une exploitation agricole.

La suprématie était réservée au souverain alors même qu'il investissait d'une *villa*, *curtis* ou *curia* une corporation religieuse. C'est ce que démontrent les diplômes et les chartes de confirmation que l'on a rencontrés jusqu'à présent concernant les possessions des églises de Payerne et de Constance à Colmar. Relativement à l'abbaye de Munster, la situation paraît différente. Ses principales possessions venaient de donation privée. Elle ne sollicite point de confirmations, elle agit en propriétaire et fonde la paroisse de concert avec la population laïque qui fondait parallèlement la commune.

1184.

✎ Le pape, Lucius III, confirme à l'abbaye de Pairis la possession de biens à Colmar, *in Kolmere*. — *Hugo. Mon. sacr. antiq., tom. II, pag. 282. Extrait des notes inédites de Grandidier.*

C'est la première mention que nous rencontrons de l'abbaye de Pairis possessionnée à Colmar. Cette abbaye fut fondée en 1136 par Ulrich, comte d'Eguisheim.

1186.

✎ Un procès s'élève entre le prieuré de St.-Pierre de Colmar et Ulric, chevalier d'Heristein (Erstein), au sujet de la pro-

priété de quelques femmes serves.— *Schæpflin, loc. cit., tom. V, pag. 189 et 198.*

— Le 3 des nones d'Octobre, l'empereur Frédéric Barbe-rousse, était à Colmar. Albert de Dagsbourg, investi de l'advocatie de St.-Pierre, le prieur et les moines soumettent à l'empereur la contestation qui s'était élevée entre le prieuré et le chevalier Ulric d'Erstein, au sujet de la propriété des serves dont il est parlé plus haut, Gertrude et ses filles. L'empereur prononce et adjuge la propriété de ces femmes au prieuré.

— Rodolphe, Nordwin, Immo et Burchard, chevaliers de Colmar (*milites de Columbaria*) signent comme témoins la sentence du l'empereur. — *Schæpflin, Als. dipl., tom. I, pag. 184-185.*

Le diplôme est daté du 5 Octobre 1185. Il faut lire 1186, du temps que cet empereur était de retour d'Italie. — *Grandidier, op. cit., tom. III, pag. 8, nota 1.*

1188.

Conrad de Colmaria vivait en cette année. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 663.*

1196.

L'Alsace perd une grande partie de sa population, tant par les émigrations que produisit la quatrième croisade que le pape Célestin III fit prêcher, que par une famine qui emporta beaucoup de monde. — *Grandidier, op. cit., tom. III, pag. 69; chronique d'Ebersmunster § 38.* — *Kleinlawel, pag. 26 fait remonter cette disette à l'année 1197*

1198.

Colmar fut vraisemblablement ravagé par les troupes de l'évêque de Strasbourg, Conrad de Hunenbourg qui avait pris le parti d'Othon, duc de Saxe et compéiteur à l'empire contre le

duc d'Alsace, Philippe de Hohenstauffen, frère de l'empereur Henri, mort en 1197. La chronique d'Ebersmunster dit en effet que l'évêque envahit les villes et les cours royales et les incendia. — *Grandidier, op. cit., tom. III, pag. 79. Nota 1.*

1199.

Colmar reçoit le roi Philippe et ses troupes se rendant à Rouffach pour se venger des violences de l'évêque, exercées sur les possessions de l'empire dans la province. Le château d'Isenbourg est pris et rasé. Le monastère de St.-Valentin, fondé en 1183, subit le même sort ainsi que plusieurs maisons de la ville appartenant à ceux qui avaient pris parti contre le roi Philippe. — *Ibidem, pag. 80.*

1209.

Le pape, Innocent III, confirme à l'abbaye de Pairis les biens qu'elle possède à Colmar. — *Hugo, mon. sacr. ant. tom. II, pag. 264. Voy. année 1184.*

1212.

Frédéric II venait d'être élu roi de Germanie. Il s'arrête à Colmar, au retour de son expédition en Italie où Othon IV lui disputait l'empire. Lutold, évêque de Bâle, l'accompagne à Colmar, où l'évêque de Strasbourg, Henri de Weringen, l'attendait pour le conduire plus loin. Frédéric trouva également à Colmar son cousin, Ferri, duc de Lorraine, qui lui offre ses troupes pour se rendre maître de son royaume. De Colmar les deux princes et l'évêque se rendent à Haguenau. — *Grandidier, op. cit., tom. III, pag. 176; Richer de Senones, liv. III, chap. 20 et Belhomme, hist. de Moyenmoutier, chap. CXIII, pag. 296.*

— Huncker ajoute que Frédéric passa quelques jours à Col-

mar et qu'il répandit des faveurs en Alsace pour s'attacher les populations. — *Op. cit.*, pag. 154.

— Le pape, Innocent III, confirme à l'abbaye de Marbach, ^M fondée en 1090, les biens qu'elle possède à Colmere. — *Extrait des notes inédites de Grandidier.*

C'est la première mention que nous rencontrons de l'ab- ^M baye de Marbach possessionnée à Colmar.

— Les Mineurs conventuels, dits Franciscains ou Récollets, ^{M Cordier} ont reçu un couvent à Colmar au treizième siècle, époque où leur ordre a été fondé. — *Schæpflin, Als. illust.*, tom. V, pag. 191.

Or la règle de St.-François a été approuvée par le pape Innocent III, en 1212.

La mention qui précède, et que nous avons dû placer à l'année de la fondation de l'ordre, à cause de ce qu'elle comporte de vague relativement à la date de la fondation des Franciscains de Colmar, n'implique nullement que cette fondation remonte à la première année de l'existence de l'ordre. La suite de cette chronologie fixera avec plus de probabilité ou plus de certitude l'année de l'arrivée des Franciscains à Colmar.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

DEUXIÈME PARTIE.

1214.

Le premier titre et le premier sceau que l'on connaisse, émanant de la communauté des citoyens de Colmar, sont de cette année. Ils sont conservés aux archives du Haut-Rhin, fond de Pairis. Ils consistent en un contrat par lequel les citoyens de Colmar vendent à l'abbé de Pairis des champs, prés et marais situés autour du moulin (*Widenmühle*) et faisant partie du communal (*Almende*), moyennant douze marcs d'argent. Le sceau représente trois arbres ou massues terminés par une boule et au-dessous l'image d'un lion. On lit au pourtour : *Sigillum Columbariensium civium*.

Ce monument a été découvert en 1846 par M. Dietrich, chef de division à la préfecture, et alors archiviste-adjoint. M. Ch. Goutzwiler, secrétaire en chef de la mairie de Colmar, a publié l'image du sceau dans les *Curiosités d'Alsace*, 1^{re} année, planche 2, fig. 4, pag. 112. M. X. Mossmann, archiviste de la ville de Colmar, a pris copies du contrat et du diplôme de confirmation par l'empereur Frédéric II, copies qu'il nous a obligeamment communiquées pour la rédaction de cette note.

On a varié jusqu'à présent sur l'année à laquelle il faut faire remonter la promotion du bourg de Colmar au rang de ville libre. L'existence du titre dont il est question plus haut et le diplôme de confirmation nous semblent devoir mettre fin à

l'incertitude et donner raison aux historiens qui ont accordé la préférence à l'année 1214. M. Ch. Goutzwiller a bien voulu relever sur le titre originale le *fac simile* que nous publions.

— L'empereur Frédéric II ayant nommé, vers cette année, Wolfel ou Wölfelin, son préfet ou landvogt impérial en Alsace, celui-ci éleva Schlestadt au titre de ville libre, l'entoura de murailles et trouva moyen d'augmenter sa population. — *Grandidier, Œuv. hist. inéd., tome II, pag. 156.*

Le passage de la chronique de Richer de Senones sur lequel Grandidier fonde ce qu'il dit de Schlestadt s'applique également à Colmar.

— Wolfelin éleva au titre de ville libre (*fecit francam*) Colmar, au diocèse de Bâle, et l'entoura de murailles comme Schlestadt. — *Richer, chronici Senoniensis, lib. IV, cap. VI, apud d'Achery, spicilegium, tom. II, pag. 631.*

— L'administration de la province est confiée à un bailli général par l'empereur Frédéric II. Ce bailli était Wolfel. Il procure à Colmar, qui jusqu'alors n'avait été qu'un bourg considérable, le rang de ville en l'entourant de murailles et en lui accordant des privilèges qui attirent de nouveaux habitants. *Aufschlager, Nouvelle description hist. et top. des deux départ. du Rhin, tom. I, page 180.*

Laguille place ce fait à l'année 1216 et il ajoute :

— Pour attacher aux intérêts de Frédéric II les lieux les plus importants de l'Alsace, Wolfelin donne à Colmar le titre de ville, lui accorde des privilèges et des immunités propres à y attirer beaucoup d'habitants. Colmar commença, dès lors, à devenir une des villes les plus considérables de la province. — *Laguille, op. cit., tom. I, pag. 218.*

— Colmar, devenu ville, eut un Schultheiss impérial exerçant la haute juridiction criminelle et les droits réservés à l'empereur. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 199.*

— Le Schultheiss représente l'Empereur, commande la milice, exerce et maintient les droits de haute juridiction et de souveraineté de l'empereur. Les écrivains contemporains le désignent sous le nom d'*advocatus*, *capitanus*, *schultheiss*, selon qu'ils l'envisagent dans l'exercice de ces diverses fonctions. — *Dillemann, Annuaire de 1838, pag. 369.*

— Il n'existe, que nous sachions, aucun plan de la première enceinte de Colmar. L'examen de la gravure fort défectueuse que donne Sébastien Munster dans sa *Cosmographie, page DCLIII*, ne permet pas d'en reconnaître avec sûreté les contours. Mais on trouve encore aujourd'hui des vestiges très-reconnaissables de ce rudiment de fortification ; ils sont disséminés sur un assez grand nombre de points pour qu'il soit possible d'indiquer avec certitude quelle est la partie de la ville actuelle qui constituait le périmètre de la ville primitive. Du coin sud-ouest de l'enclos du Lycée, où se trouvent encore dissimulés dans le mur les restes d'une tour primitive, l'enceinte se dirigeait, à peu près en ligne droite, jusqu'au coin du *Werckhof*, sur le bord de la Lauch où les assises du pavillon actuel sont incontestablement celles d'une seconde tour établie pour défendre l'entrée en ville par la rivière. Sur la rive opposée, la rive droite, il existait vraisemblablement aussi une tour pareille à celle de la rive gauche ; on en reconnaît aisément les fondations dans une petite cour au fond de l'impasse appelée rue de la Herse. Du pavillon de la rive gauche, le mur de Wolfelin se dirigeait, encore à peu près en ligne droite, jusqu'au pont donnant accès dans la rue Turenne où se trouvait une première porte appelée *Steinbrucker-Thor*. Au delà, vers l'est et enclavant l'ancienne commanderie de St-Jean, le mur suivait les courbes de la rivière jusqu'à peu près au milieu du préau sud de l'école des garçons catholiques ; puis, faisant un angle vers l'ouest de manière à rejoindre l'alignement de la

façade sud de l'école actuelle des garçons protestants, il se prolongeait en ligne droite jusqu'à la maison qui borde, au sud, le passage couvert conduisant, à travers le canal, de la rue des Tanneurs à la petite rue du même nom. La maison dont il s'agit, est elle-même élevée sur les fondations d'une tour qui existait sur ce point de la première fortification. Elle prit plus tard le nom de *Gerber-Thurm* et de *Hexen-Thurm* sous lesquels elle est encore connue de nos jours. De là, le mur se dirigeait, au nord-est, jusqu'au ruisseau appelé *Schluss-Bachlein*, de manière à comprendre dans l'enceinte le premier établissement des Franciscains, c'est-à-dire une partie de l'enclos de l'hôpital actuel et l'église ; puis, remontant vers le nord-ouest, le mur aboutissait, en longeant la rive droite du ruisseau des Clefs, à l'étranglement de la Grand'rue, en amont du temple, où se trouvait alors une deuxième porte d'entrée en ville qui, reportée plus loin à une époque plus rapprochée de nous, prit le nom de *Deinheimer-Thor*. Au-delà, et toujours en suivant la rive droite du ruisseau des Clefs, le mur se prolongeait jusqu'à la hauteur du pont Felix où se trouve encore, isolée de tous côtés, une maison élevée sur les fondations reconnaissables d'une tour. Celle-ci avait été construite également au bord de l'eau pour défendre l'entrée en ville par le canal qui alors n'avait peut-être pas la section ou l'importance qu'il acquit plus tard. De ce point, le mur faisait retour vers le sud-ouest, de manière à enclaver le couvent des Dominicains ou la gendarmerie actuelle, et aboutir à l'étranglement de la rue des Serruriers, en aval de sa bifurcation avec la rue des Clefs, et où se trouvait une troisième porte appelée *Kerker-Thor*. A partir de cette porte le mur faisait retour au sud, pour aboutir, en suivant vraisemblablement le parcours qu'il occupe encore de notre temps, au coin sud-ouest du Lycée, notre point de départ. Nous donnons le plan de cette

première enceinte et de ses agrandissements successifs, au commencement de la période française, c'est-à-dire à la démolition des anciennes fortifications sous Louis XIV.

1219.

L'empereur Frédéric II vient à Colmar en cette année. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 198.*

Il venait de Haguenau où sa présence est constatée, au III des ides de Janvier, par deux diplômes accordant des immunités à la ville de Strasbourg et des privilèges à celle de Molsheim. — *Als. diplom., tom. I, pag. 333, 334.*

1220.

Sifrid, prévôt de Colmar, et André, Schultheiss du même lieu, signent, comme témoins, une Charte de l'abbé Hugo, de Murbach, dont l'original est aux archives de Saverne (archives de l'évêché). — *Extrait des notes inédites de Grandidier.*

On remarquera que c'est la première mention régulière que nous rencontrons d'un prévôt (*prepositus*) et d'un Schultheiss (*Scultetus*) de Colmar.

— C'est en 1220, époque de leur affranchissement, que les bourgeois de Colmar jetèrent les fondements de l'église Saint-Martin. — *Dillemann, loc. cit., pag. 366.*

— Hunkler, *pag. 164*, dit à peu près la même chose ; mais il ne précise pas l'année. Il ajoute : Aussitôt que Colmar fut élevé au rang de ville, sa population augmenta considérablement, et l'on fut obligé de construire une église. Elle fut commencée et construite principalement avec les dons volontaires de Frédéric, abbé de Munster.

Dillemann et Hunkler n'indiquent pas sur quels titres ils basent d'aussi précises indications. Nous ne découvrons rien qui puisse suppléer cette omission. Il est possible que la pre-

mière enceinte ne fut terminée qu'en 1220 et que, sur la foi de documents qui nous sont inconnus, ces deux écrivains fassent remonter, l'un, « l'affranchissement de la ville », l'autre, « la fondation de Saint-Martin, » à l'année où le mur fut achevé. Du reste il paraît y avoir, relativement à la fondation de Saint-Martin, une confusion que la suite de cette chronique rendra sensible. Lors de l'établissement des moines de Munster à Colmar, en 865, une chapelle dédiée à Saint-Michel fut fondée ; elle occupait, pensons-nous, la place où est maintenant le bâtiment de la police. Plus tard, lorsque le village eût grandi, on éleva une seconde église qui fut dédiée à Saint-Martin. Elle était située là où est le chœur de l'église actuelle. Nous la verrons apparaître en 1245 et disparaître plus tard. De la première église paroissiale il ne resterait donc plus de vestige.

1226.

47 La communauté de Colmar, d'une part, et l'église de Payerne, d'autre part, conviennent de composer un tribunal arbitral de neuf juges, dont quatre élus par la communauté, quatre par l'église de Payerne et le neuvième par les deux parties, afin de vider une contestation qui s'est élevée entre la commune et la cour supérieure (Oberhof).

La transaction porte : Que la cour aura la pleine propriété de douze fauchées de prés, situées dans les pâturages communaux et dans les moissons pour en jouir comme elle en avait coutume ; que l'église de Payerne conservera la juridiction qui lui appartient sur la ville de Colmar et ses dépendances et que, pour l'exercice de cette juridiction, la commune l'aidera de son pouvoir et de son autorité en toute occurrence où ce sera nécessaire. La commune conservera les amendes, le cornage, le tonlieu des habitants du dedans et du dehors, le glandage et le pâturage dans les forêts, qui n'ont pas été contestés par

l'Oberhof, moyennant un cens de soixante-cinq sols qui sont assignés à perpétuité à ladite cour sur la moitié de la maison aux étoffes (Halle aux toiles ?) et du chésal situés sur la place publique ; à la condition toutefois que si le revenu vient à s'accroître, la moitié de l'augmentation reviendra à l'église de Payerne. Tous les droits d'usage des forêts sont entièrement réservés à ladite église. Il est ajouté à ces clauses que si le prieur de la Cour supérieure ou son procureur se trouvent dans la nécessité de poursuivre les débiteurs de cens, et que si les débiteurs ne satisfont pas à la requête, après une citation de trois jours consécutifs et ne comparaissent pas, le prieur ou son procureur saisiront des gages dans la ville et les assigneront à ladite Cour. Relativement à la vente des pâturages faite par la commune de Colmar et au tonlieu des bourgeois de Brisach, la commune n'interviendra pas contre l'église de Payerne. Il est arrêté que chaque fois que le prieur ou son procureur intenteront une action en justice contre un tiers, leur cause aura la priorité sur les autres.

Cette pièce dont on a fait un usage erroné pour une notice sur Colmar, *pag. 117 du Musée pittoresque et historique de Rothmüller, édition de 1863*, se trouve dans Schœpflin, *Als. dipl.*, tom. I, *pag. 356*.

Pour se rendre compte du développement et de la constitution de la ville, d'après les documents connus au temps où nous sommes arrivé, il nous paraît utile d'arrêter un moment l'attention du lecteur sur les faits acquis.

Le contrat de vente consenti par la commune, en 1214, au profit de l'abbaye de Pairis et la transaction qui précède, établissent que dès la première année de son émancipation, 1214, la communauté était en possession du droit absolu de propriété des communaux ; qu'en 1226 elle avait droit de juridiction sur les parties de la ville indépendantes de l'Oberhof

et de s'en attribuer les bénéfices en percevant les amendes ; qu'il en était de même du cornage, impôt frappant le bétail employé au labour ou envoyé aux pâturages ; du tonlieu, impôt frappant la circulation des marchandises qui arrivaient en ville ou qui en sortaient ; du droit de glandage et de pâturage et enfin du droit frappant les étoffes exposées en vente sur le marché de la ville.

— L'empereur Frédéric II octroie à Colmar sa Charte d'affranchissement et la déclare ville impériale. Une nombreuse population de la campagne, exposée aux guerres, aux exactions de seigneurs et au brigandage des hommes d'armes, vient y chercher la sécurité. — *Dillemann, loc. cit., pag. 365.*

— Hunkler, *op. cit., pag. 26*, dit également qu'en 1226, Frédéric II déclara Colmar ville impériale. Il ajoute que Schlestadt et Kaysersberg obtinrent la même faveur.

Dillemann et Hunkler ne fournissent aucune preuve à l'appui de leurs allégations. Nous n'avons trouvé nulle part la Charte d'affranchissement dont parle le premier. Il n'y en a pas non plus, parmi les pièces diplomatiques que nous consultons, pour Schlestadt et Kaysersberg. Nous pensons que les affirmations qui précèdent reposent sur l'interprétation trop libre du § de la chronique de Richer, de Senones, où il est question de l'affranchissement de Schlestadt, Colmar et Kaysersberg, par Wolfelin, préfet de Frédéric II. D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue qu'au XIII^e siècle, il suffisait que, du consentement de l'empereur, une localité fût entourée de murs pour être rangée au nombre des villes libres relevant de l'empire. Il peut donc se faire que les fortifications de ces trois villes, comprises dans la même décision du préfet Wolfelin, n'aient été entièrement terminées qu'en 1226 ; que quelques-uns de leurs historiens n'aient fait dater leur affranchissement que de l'époque

de l'achèvement — 1216, 1220 et 1226 ? — d'où le défaut de concordance que nous devons constater.

Enfin, il faut encore remarquer qu'une grande partie de Colmar était soumise à la juridiction du monastère de Munster, de l'église de Constance et de celle de Payerne ; que cet état de choses avait été l'objet de nombreuses confirmations des empereurs et des papes ; que dès lors on peut concevoir que l'œuvre des fortifications n'ait pas été suivie immédiatement d'une Charte de franchises au profit de la communauté des citoyens, afin de ne pas lui donner, dès le début, une force qui aurait pu devenir embarrassante, sauf à l'avantager plus tard et successivement, comme on le verra, c'est-à-dire lorsque, par lui-même, l'élément communal aura acquis une force capable de seconder efficacement la politique d'émancipation de l'autorité impériale.

1227.

Le Schultheiss de Colmar signe, comme témoin, une charte par laquelle Henri VII, roi des Romains, permet aux citoyens de Bâle d'acquérir et de posséder des fiefs, et déclare chose jugée, en matière féodale, tout ce qui sera prouvé par le témoignage de trois citoyens de cette ville. — *Trouillat, op. cit., tom. I, pag. 510*

On remarquera que c'est la première fois que, dans un acte public, notre ville est désignée sous le nom définitif qu'elle porte actuellement. Les noms du Schultheiss ne sont pas indiqués.

1232.

On commence le cloître des sœurs de Colmar. (*Unterlinden*) M
soumises à la règle de Saint-Augustin. — *Annales des Dominicains de Colmar, édition de Ch. Gérard et J. Liblin, pag. 11.*

— Le couvent de Saint-Jean-Baptiste de Colmar (dit Unter-

linden) est fondé par plusieurs dames nobles et pieuses, sur le conseil du P. Walther, prieur et lecteur de Strasbourg. — *Annales des Dominicains de Guebwiller, pag. 10.*

— Le monastère des *Unterlinden* est fondé hors de la ville non loin de la porte de Rouffach, près de la chapelle Saint-Jean, par Agnès de Heringheim et une autre veuve noble. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 192.* Schoepflin confond évidemment le lieu où était la chapelle Saint-Jean (*Ufmülen*) avec le lieu dit *Unterlinden*.

— Deux veuves nobles de Colmar, Agnès de Mittelheim, et Agnès de Herentheim, résolurent de construire un cloître, à la prière de Jean Walther, lecteur de l'ordre des frères prêcheurs de Strasbourg. Elles firent part de leur projet aux veuves du voisinage, qui s'y associèrent. Les deux premières se réunirent avec leurs enfants, garçons et filles, et s'établirent au faubourg, où se trouvait une cour appelée *Unterlinden*. Mais elles n'y demeurèrent pas longtemps, car deux autres veuves s'étant jointes à elles, leur établissement fut transféré, sur l'avis de ces dernières, à l'endroit dit *Ufmülen*, près de la chapelle Saint-Jean-Baptiste, où elles s'installèrent le 23 Juin 1232. A la fête de Saint-André, de la même année, elles étaient déjà au nombre de huit. Elles reçurent l'habit religieux de Walther, lecteur des Dominicains de Strasbourg, sous le général Jordano, construisirent des maisons et un vaste dortoir en pierres. Elles vécurent religieusement, prirent des domestiques mâles et femelles pour cultiver leurs champs et leurs vignes et reçurent, à leur table, un prêtre qui leur lisait la messe tous les jours. — *Extrait d'une notice publiée dans Hunckler, op. cit., pag. 207-212, et communiquée à ce dernier par l'ancien curé de Colmar, M. Maimbourg.*

1234.

Deux bulles du pape, Grégoire IX, marquent nettement le point de départ des constructions de l'église de Saint-Martin. En considération de l'abondance des biens temporels de Saint-Martin, le pape autorise, par la première bulle, du 9 Juin, l'érection de cette église en église collégiale, du consentement de l'évêque de Bâle et de l'abbé de Munster, patrons de la paroisse. Par la seconde, du 27 Juin, le pape prend sous sa protection le nouveau chapitre et lui confirme la possession de ses biens. — *Schäpflin, Als. illust., tom. V, pag. 187*. Louis Schnéegans et Trouillat disent la même chose. *Revue d'Alsace, an. 1852, pag. 275 et monum. de l'anc. évêché de Bâle, tom. I, pag. 538*. La 1^{re} bulle est publiée par Trouillat.

— Les religieuses d'*Unterlinden* sont enlevées à la Direction spirituelle des frères prêcheurs de Strasbourg et soumises à celle des frères prêcheurs de Bâle. — *Ch. Bartholdi, Curiosités d'Alsace, 1^{re} année, pag. 95*.

— Au même moment, les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem jettent à Colmar les fondements de leur importante commanderie.

— Le couvent des Franciscains remonte à la même époque s'il n'est antérieur. — *X. Mossmann, Revue d'Alsace, 1851, pag. 233*.

— Le 20 Septembre, les chevaliers de Girsberg font donation aux chevaliers de Saint-Jean de Colmar de la chapelle de Saint-Martin, fondée par eux sur le territoire de Wihr-au-Val. Le titre est publié. — *X. Mossmann, ibidem, pag. 239*.

M. Mossmann pense, *loc. cit., pag. 234 et 235*, que l'hôpital, dont il sera question plus loin, existait avant 1234, et qu'il était indépendant de la commanderie.

1235.

L'empereur Frédéric II vint à Colmar avec une multitude de chameaux. — L'arrivée de Frédéric eut lieu au mois de Mars : l'usage des chameaux était un emprunt qu'il avait fait aux habitudes des princes de l'Orient pendant son séjour en Palestine. Ils produisirent un grand effet sur le peuple, qui ne les connaissait, pour ainsi dire, que de nom. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. de Ch Gérard et J. Liblin, pag. 13 et note 3.*

— Hunkler, *pag. 25*, ajoute qu'il fut reçu avec enthousiasme.

— L'empereur, qui venait de convoler, à Worms, en troisièmes noces, avait établi sa cour à Haguenau où il passa tout l'hiver, visitant, avec la suite qui a frappé l'annaliste de Colmar, les différentes villes du pays. — *Trithème, Annales d'Hirsauge, tom. I, pag. 565.*

— Marquard, Schultheiss, de Colmar, signe comme témoin une transaction qui intervient entre les comtes de Ferrette et l'abbé de Murbach, au sujet du tonlieu du val de Saint-Amarin et de l'usufruit des cours d'Oltingen, Lutran, Delle et Balschwiller. — *Schœpflin, Als. diplom., tom. I, pag. 373.*

Schœpflin ajoute, *Als. illust., tom. V, pag. 199*, que le nom de la famille Schultheiss qu'il a rencontré parmi ceux des nobles de Colmar, prouve que cette charge a été héréditaire et que les plébéïens y furent rarement admis. Le premier Schultheiss, André, que nous avons rencontré en 1220, aurait donc été de cette famille. Le premier plébéïen que nous rencontrerons bientôt sera Jean Roesselmann, fils d'un cordonnier de Turckheim.

1236.

L'empereur Frédéric II était de nouveau à Colmar au mois de Mars de cette année, alors qu'il était maître de l'Empire.

Orig: Lutten

Un diplôme de ce prince, confirmant à la ville de Strasbourg ses droits et ses privilèges, le constate. Le diplôme est donné *apud Columbariam, mense Martii*. — *Wencker, de Usburgeris, pag. 7-9.*

— L'empereur Frédéric II, étant à Spire au mois d'Avril, donne un diplôme par lequel il renouvelle en faveur de l'église de Payerne la confirmation de ses biens et de ses droits à Colmar, spécifiés dans le diplôme de Frédéric Barberousse de 1153. — *Schœpflin, Als. diplom., tom. I, pag. 377.*

1237.

Henri de Thoune, évêque de Bâle, règle les statuts de la collégiale de Saint-Martin de Colmar. Après le décès ou la retraite de maître Henri, tous les revenus de la prévôté seront affectés au profit des chanoines. Les chanoines éliront le prévôt qui recevra l'investiture de l'abbé de Munster et lui jurera fidélité. Le prévôt touchera annuellement, sur les revenus de l'église, outre sa prébende qui lui sera payée sans aucune retenue, qu'il soit présent ou absent, une somme de dix livres et dix hectolitres (viertel, quartalia) d'avoine pour le service de l'écurie. L'abbé de Munster institue le doyen du chapitre qui n'est pas soumis à l'élection et qui reçoit de l'évêque de Bâle le droit de direction des chanoines et des habitants, après avoir au préalable prêté serment de fidélité à l'abbé de Munster. Une prébende est réservée pour être conférée par l'abbé de Munster à qui il lui plaira et sans être obligé de prendre l'avis des chanoines. Le doyen recevra annuellement, sur les revenus de l'église, douze livres, monnaie de Bâle, trente hectolitres de blé, douze de seigle et quinze d'orge ; trente mesures de vin, dont la moitié en vin blanc et l'autre moitié en vin rouge. Il sera le custos de l'église et aura un vicaire pris en dehors des chanoines, lequel servira au chœur avec le chanoine semainier, mais ne pourra chanter la messe au maître-

autel, prérogative réservée aux chanoines et à l'abbé de Saint-Grégoire, etc., etc. Notons encore que le règlement porte : que l'abbé de Munster viendra à Colmar une fois l'an, avec une suite de douze chevaux et sera reçu par les chanoines le soir et le matin ; que les chanoines de Colmar iront à Munster, également une fois l'an, en procession avec leurs paroissiens de Colmar. Le custos de Munster donnera à dîner aux seuls chanoines. — *Schœpflin, Als. diplom., tom. I, pag. 379-380 et Trouillat, op. cit., tom. I, pag. 545-546.*

1240.

La veille de la Toussaint, les sœurs d'Unterlinden sont autorisées à suivre la règle et à porter l'habit des Frères Prêcheurs (Dominicains). — *Ch. Bartholdi, loc. cit., pag. 95.*

Cette indication ne repose sur aucune preuve. Mais elle doit exister aux archives de la ville, car la notice de M. Bartholdi a été écrite sur les indications fournies par M. Hugot qui s'est spécialement occupé de l'histoire des *Unterlinden*. Toutefois, il est probable qu'il ne s'agit que de l'autorisation donnée par leur directeur spirituel, car nous verrons que ce n'est qu'en 1245 qu'elles furent autorisées pontificalement.

1241.

On prêche en Alsace la croisade contre les Sarrasins. — *Godefroi d'Ensmingen, chron. inéd., fol. 48. — Extrait des notes inéd. de Grandidier.*

1245.

Werner de Elzebach était prévôt de Saint-Martin de Colmar. Il figure comme témoin d'une charte, du 17 Janvier, par laquelle Henri de Rædersdorff résigne au chapitre de Bâle trois maisons qu'il possède en cette ville. *Trouillat, op. cit., tom. II, page 60.*

— Les deux premières fondatrices du couvent des sœurs, établies *uf Mûlen* dès la Saint-André 1232, partent pour visiter le couvent de Saint-Dominique, prendre le plan de la maison et le modèle de l'habit de l'ordre. Elles obtiennent du pape, Innocent IV, la confirmation de leur établissement. La bulle fut expédiée la veille de la Toussaint. — *Notice communiquée à Hunkler, op. cit., page 209.*

— Le XXIII. des calendes d'Octobre, le pape, Innocent IV, donne une bulle qui place sous la règle de Saint-Augustin les religieuses établies *uf Mûlen*, confirme au monastère les biens qui lui appartiennent, les exempte de la dîme et donne des règlements intérieurs au couvent qui est définitivement constitué. La bulle est publiée dans les *Curiosités d'Alsace*, 1^{re} année, pag. 87-90.

— Le pape, Innocent IV, donne, le 10 Novembre, une bulle confirmant le statut du chapitre de Saint-Martin de Colmar, et fixant à seize le nombre des chanoines. — *Louis Schnéeegans, Revue d'Alsace, année 1852, page 276.*

— La construction de l'église Saint-Martin est contemporaine de l'institution du chapitre. Le temple primitif fut provisoirement conservé : on le réserva pour servir de chœur. — *Louis Schnéeegans, ibidem, page 270 et Musée pittoresque, page 118. Conf. année 1220.*

1246.

Il y eut un combat à Feldkirch, près de Colmar. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., page 17.*

— Ce combat eut lieu le 14 Septembre entre les bourgeois de Rouffach et ceux de Colmar. Rouffach, ville des domaines de l'évêché de Strasbourg, s'était mise du parti de l'évêque, Henri de Stahleck, contre l'empereur Frédéric II, tandis que Colmar, qui n'avait reçu que des faveurs de l'empereur était resté passionnément attaché à ses intérêts, malgré la dépositi-

tion et l'excommunication prononcées contre lui au concile de Lyon. Le théâtre de ce combat doit être placé dans la plaine qui s'étend devant le village de Wettolsheim. Il existait à cet endroit, et absolument isolée dans les champs, une église dite : *Feldkirch*, dont la tradition populaire fait remonter l'origine à l'établissement du christianisme en Alsace. Elle a été détruite au commencement de ce siècle. — *Ibidem*, note 2. de Ch. Gérard et J. Liblin, éditeurs des annales.

La note qui précède est erronée : elle doit s'appliquer à la mention, faite par l'annaliste, du combat qu'il signale en l'année 1248. Il se peut que ceux de Colmar et de Rouffach aient fait les frais du combat de 1246 ou y aient pris part. Mais rien ne l'établit. Il n'y a donc lieu de retenir, quant à présent, que le fait et les indications concernant la chapelle qui est d'ailleurs signalée sur la carte de Specklin de 1576, sur le plan de Colmar de la cosmographie de Sébastien Munster, *page DLII*, sur le plan de la même ville de la topographie de Mérian et d'autres après eux.

— Aufschlager, *tom. I, page 183*, place, par erreur, en 1247 le combat qui fut livré par les habitants de Rouffach à ceux de Colmar. Il ajoute : le Landgrave de Thuringe, Henri Raspon, (*Pfaffenkœnig* — Roi des prêtres, parce que les prêtres l'avaient fait roi des Romains), étant mort, le pape, Innocent IV, oppose à Frédéric II et à Conrad IV, son fils, Guillaume de Hollande. Colmar demeure attaché à Frédéric, tandis que l'évêque et Strasbourg sont pour Guillaume. La guerre civile désole l'Alsace. Les habitants de Rouffach, qui tiennent pour l'évêque, remportent une victoire sur ceux de Colmar. En revanche, le roi, Conrad IV, saccage Sainte-Croix.

— Dillemann, *loc cit*, *page 373*, commet la même erreur de date. Il dit : Henri de Stahleck, profitant des troubles de l'interrègne voulut étendre sa domination sur les villes impè-

riales. Les habitants de Rouffach se mettent en campagne contre leurs voisins de Colmar. La rencontre fut fatale à ces derniers.

Voyez sur cette bataille l'année 1248.

— Afin de défendre ses droits, Colmar entre dans l'alliance des villes d'Alsace et des seigneurs voisins. — *Hunkler, op. cit., page 26.*

On ne sait où Hunkler a pris ce renseignement. La confédération à laquelle il fait allusion ne date que de 1254, ainsi qu'on le verra. Il est possible que huit ans auparavant on ait eu déjà le désir, le projet même de la former. Mais sa formation ne remonte qu'à l'année précitée et sa conclusion définitive en 1256, de sorte que la négociation d'un projet, formé depuis huit ans, aurait encore duré près de trois années.

1248.

Les habitants de Rouffach défirent ceux de Colmar et en prirent un grand nombre. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., page 17.*

— La première guerre que Colmar eut à soutenir fut contre les habitants de Rouffach qui défendaient la cause de l'évêque de Strasbourg voulant profiter de l'anarchie de l'empire pour soumettre à son autorité temporelle les villes impériales. Ceux de Colmar furent vaincus, mais nous les verrons bientôt prendre leur revanche. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, page 208.*

— Colmar, se souvenant des grâces reçues de Frédéric, ne peut se résigner à désertier sa cause et la défend contre Guillaume de Hollande que Strasbourg et l'évêque soutiennent. Rouffach qui tenait pour l'évêque attaque les habitants de Colmar. Le combat fut sanglant. Rouffach eut tout l'avantage et sa victoire fut signalée par la prise de nombreux colma-

riens qu'elle fit prisonniers. — *Laguille, op, tom. I, page 231.*

1249.

Bertholde (de Ferrette), évêque de Bâle, écrit un mandement par lequel il invite tous les « archi-prêtres, doyens, curés, vicaires et chanoines de son diocèse à contribuer aux frais qu'occasionnera la reconstruction de l'Oberhof du prieuré de Saint-Pierre » ruiné et incendié par les guerres de l'inter-règne. — *Billing, loc. cit., num XXV, du 17 Mai 1777, page 386.*

Billing et après lui Hunkler font seuls mention de ce mandement. Selon sa coutume, Hunkler affirme sans indiquer de source; Billing place entre guillemets ce qu'il écrit, et cela semble prouver qu'il a extrait le fait, soit du mandement même de l'évêque, soit d'une relation de seconde main. Si l'on admet ce mandement, on peut conclure, avec quelque apparence de certitude, que les dégâts qu'il s'agit de réparer sont le résultat de l'attaque de Colmar par les habitants de Rouffach l'année précédente, et qui se termina par la défaite de Colmar combattant pour l'empire contre la papauté, que Rouffach soutenait avec la ville de Strasbourg et son évêque.

1250.

Un acte émanant de la ville de Brisach fournit la première preuve de l'existence de la célèbre ligue des villes rhénanes et tout porte à croire que l'idée de la confédération est née dans le Haut-Rhin. — *Musée pittoresque, page 119.*

L'acte auquel l'auteur fait allusion est publié dans les *Regestes imp. de Bœhmer*.

Outre l'hôpital, Colmar eut dès la deuxième moitié du XIII^e siècle, sa léproserie ou maladrerie. Le canton *Guthleuten* (des pauvres gens), tire son nom de la léproserie qui y était située. — *X. Mossmann, Revue d'Alsace, 1851, page 243.*

— Au milieu du XIII^e siècle l'église de la Trinité et le couvent des Franciscains furent bâtis dans les environs du moulin à moutarde (*Senftmühle*), au bord du ruisseau des clefs, au moyen de legs et d'aumônes des bourgeois de Colmar. — *Hunkler, op. cit. pag. 190.*

— Schœpflin n'a pas trouvé de traces d'un sénat à Colmar avant le milieu du XIII^e siècle. — *Als. Illust., tom. V, page 200.*

1251.

L'église de Saint-Pierre de Colmar, desservie par quelques religieux bénédictins, ayant été dépouillée de ses biens et brûlée, est relevée à l'aide d'aumônes. — *Schœpflin, ibidem, page 189.*

— Le Schultheiss et les citoyens de Colmar écrivent aux Schultheiss et aux citoyens des villes de Haguenau, Schlestadt, Kaysersberg, Brisach, Neubourg, Mulhouse, Rheinfelden, Soleure, Berne, Zurich et Schaffhouse, pour recommander à leur protection et à leur sollicitude charitable les envoyés de l'église de Saint-Pierre de Colmar, ruinée par suite des guerres entre la papauté et l'empire, et incendiée ensuite de fond en comble. — *Schœpflin, Als. diplom., tom. I, page 406.*

L'auteur de la notice du *Musée pittoresque et historique*, page 119, verrait volontiers dans ces villes les premiers membres de la confédération rhénane.

— Dans le même temps, H., prieur de Payerne, informe le chapitre de Cluny qu'étant venu en Allemagne visiter sa maison de Colmar, il l'a trouvée si désolée et si pauvre que les moines, qui y servent Dieu, n'ont pas de quoi se nourrir. — *Cartulaire de l'abbaye de Monestier en Velay, dans la bibliothèque du Roi. — Extrait des notes inédites de Grandidier.*

— Les troubles que cause l'interrègne engagent quelques princes et quelques villes à former une fédération qui est

conclue à Mayence le 29 Juin. Colmar, Strasbourg, Brisach, Schlestadt, Haguenau et Wissembourg prennent part à cette alliance. — *Schatenus, Annales Paderborn, part. 2, lib. XI, page 68.* — *Notes inédites de Grandidier.*

1252.

♫ Les religieuses établies *uf Mülen* quittent cet endroit parce qu'elles sont journellement exposées aux incursions des hommes d'armes. Elles reviennent à leur cour dite *Unterlinden* « où elles trouvent le bonheur, vivent dans la piété et assurent le salut de leur âme. » — *Notice communiquée à Hunkler par M. le curé Maimbourg.*

La notice ajoute que la détermination de quitter l'établissement *uf Mülen*, qui demeura sans destination après le départ des religieuses, fut surtout motivée par l'apparition de St.-Jean qui leur conseilla « de retourner à *Unterlinden*, où il serait « leur soutien et leur protecteur. Elles prirent ainsi St.-Jean, « avec joie, pour leur patron, comme auparavant (1232) elles « avaient accepté St.-André lorsqu'elles prirent l'habit religieux au lieu dît *uf Mülen*. Devant cette image de St.-Jean « s'obtiennent encore journellement des grâces et s'accomplissent des miracles.

- « A Unterlinden les religieuses
- « Vivent en sûreté et sont heureuses;
- « Elles cultivent la piété,
- « Pour vivre dans l'éternité.

« Ainsi s'exprime leur chronique. »

M. Maimbourg a montré à Hunkler une statue en bois « qui porte le cachet d'une haute antiquité. » Elle représente Saint-Jean, patron des Unterlinden. Les quelques mots qu'en dit Hunkler laissent entrevoir que, dans sa pensée et celle de M. Maimbourg, cette statue pourrait bien être l'image primitive du saint adoré dans la chapelle de St.-Jean *uf Mülen*.

honore

STATUETTE DE S' JEAN DES MOULINS.



Nous avons voulu nous assurer par nous-même de l'existence et du sort de cette statue. Voici les renseignements que nous avons recueillis.

Lorsqu'à la révolution les sœurs se dispersèrent, il fut permis à chacune d'elles d'emporter un des objets qui avaient servi à la célébration du culte. Quatre d'entr'elles se retirèrent dans une maison privée de Colmar où elles vécurent pendant de longues années de leur ancienne vie monastique. Ce fut l'une de ces quatre qui emporta la statue de St.-Jean. Il fut convenu qu'à la mort de l'une ou de l'autre l'objet qu'elle tenait du couvent serait légué à l'une des survivantes. St.-Jean échut à Gertrude Taud dont la famille existe encore. Mais la statue était habillée ; des bras et des mains postiches sortant du vêtement cachaient les bras et les mains de la sculpture. Les mains croisées portaient l'agneau et la croix, en argent massif, reposant sur un piédestal formant coffret, dans lequel étaient renfermées des reliques, ou fragments d'étoffes provenant vraisemblablement du vêtement des supérieures décédées. Un jour vint où la légataire, Gertrude Taud, dut remettre la statue habillée à un orfèvre de Colmar pour réparer les injures du temps ; mais Gertrude conserva chez elle le bijou représentant l'agneau et renfermant les reliques. Or, la statue fut retirée des mains de l'orfèvre par une autre sœur, Séraphine Richert, qui en ambitionnait la possession. A partir de ce moment St.-Jean eut une compagne qui ne le quitta plus. Les dames portaient alors au bras un sac que l'on a appelé jusque dans ces derniers temps *un Ridicule*. C'est dans ce sac que Séraphine Richert n'a cessé, jusqu'à sa mort, de donner asile à la statue de St.-Jean. On raconte, dans la famille de Gertrude Taud, que Séraphine eut, à deux ou trois reprises, le projet de livrer cette statue, dès qu'elle fut en sa possession, à un ecclésiastique d'outre-Rhin ; que deux fois elle dut sortir de

la nacelle qui devait la passer sur l'autre rive à Brisach, la nacelle ne pouvant démarrer parce que, par un effet surnaturel de la volonté de St.-Jean, la statue devait rester au pays. Quoi qu'il en soit, elle y est restée et voici la seconde phase de son histoire moderne.

Séraphine Richert avait pour directeur de conscience M. l'abbé Mayblum, vicaire de la paroisse. Il était naturel que, dans un entretien de confiance, M. l'abbé Mayblum exprimât à sa cliente l'intérêt qu'un ecclésiastique porte à la réintégration dans le trésor de la paroisse d'un objet du culte. Cette pensée, manifestée avec discrétion, eut pour conséquence d'éloigner Séraphine Richert du prêtre qui avait sa préférence et dès ce jour la statue de St.-Jean fut gardée à vue plus sévèrement. M. l'abbé Deschamps, décédé curé à Orbey, succéda à son ami M. l'abbé Mayblum, et lorsque l'ancienne religieuse mourut elle légua St.-Jean à son confesseur. Dès ce moment il fut acquis à M. le curé Maimbourg qui le fit voir à Hunkler lorsqu'il écrivait ses fragments de l'histoire de Colmar.

Quelque temps après, une dame pieuse fonda dans sa propriété située hors de ville, sur la route de Bâle, une chapelle pour laquelle on sollicita la statue des Unterlinden. M. Maimbourg consentit à la livrer. L'ancien bibliothécaire-archiviste de la ville, M. Hugot, obtint, au préalable, la permission de la mouler. Il en tira un exemplaire pour le musée et quelques autres pour les personnes qu'elle intéressait, puis elle passa entre les mains de la dame dont il s'agit, qui la fit dorer sur tous les côtés et la logea dans la chapelle qui venait d'être ouverte. Des malheurs domestiques la firent bientôt revenir entre les mains de M. le curé Maimbourg, pour passer de là à l'oratoire des sœurs de Niederbronn où elle est en ce moment et où M. Ch. Goutzwiler en a pris le dessin qui accompagne cette relation.

Dans les familles des anciennes religieuses, la tradition n'est pas d'accord sur l'origine de cette statue. Gertrude Taud l'expliquait ainsi : quand on construisit l'église du couvent, les religieuses s'ingéniaient à lui trouver un patron. Une voix se fit entendre, disant : « *creusez le sol à cette place et à quelque profondeur, vous y trouverez le patron de votre église.* » On obéit et l'on découvrit, en effet, la statue de St.-Jean qui manifesta ainsi son pouvoir par ce premier miracle. Dans d'autres familles, la tradition dit que lorsque les religieuses quittèrent le lieu *Uf Mülen*, la statue leur dit : « *Emmenez-moi aussi avec vous. Nehmet mich auch mit.* » C'est évidemment cette dernière leçon qui se rapproche le plus de la vérité historique.

Mais quittons la légende pour revenir à l'histoire.

— Les nones d'Unterlinden, fondées selon la règle de Saint-Augustin, adoptent celle de St.-Dominique et se transportent en ville. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 192.* — *Annales des Dominicains, pag. 19.* — *Hunkler, pag. 120.*

— Par actes, datés de Strasbourg, le cardinal Hugo, de l'ordre des prêtres au titre de Ste-Sabine, confirme la translation du couvent des sœurs au lieu dit *Unterlinden* et invite les fidèles à contribuer à la construction de leur église de St.-Jean-Baptiste. — *Ch. Bartholdi, loc. cit. pag. 97.*

— Elles construisent, à côté de la première maison (la cour Unterlinden) l'aile ouest du cloître, de manière à n'en former qu'une seule. — *Ibidem, pag. 102.*

— Les travaux de restauration de cette galerie ouest ont fait découvrir quelques parties de la maison primitive, du berceau de la communauté, c'est-à-dire de l'habitation privée où, dans l'origine, les deux fondatrices s'étaient établies avec leurs enfants. — *Louis Hugot, livret indicateur du musée, édit. cit., pag. 6.*

Les parties retrouvées, auxquelles l'auteur du livret fait allu.

sion, sont celles qui ont été si scrupuleusement respectées, si intelligemment restaurées dans la galerie ouest du cloître, et que le public en général regarde comme un fragment de l'ancienne chapelle St.-Jean, grâce peut-être à la même confusion commise par quelques-uns de nos historiographes d'occasion. La primitive chapelle de St.-Jean n'était point à Unterlinden : elle était au lieu dit *uf Mülen*, c'est-à-dire sur le bord du canal, en face du magasin à tabacs. Un débris de cette chapelle existe encore et forme la chambre d'en bas d'une maisonnette de jardin dont nous aurons à parler, si nous conduisons ce travail jusqu'à la Révolution.

M. Hugot dit positivement, et avec raison, que les restes découverts dans la galerie ouest du cloître des Unterlinden sont les parties conservées de la cour d'Unterlinden, antérieures d'un siècle et même plus à la détermination d'Agnès de Herkenheim (Hergheim) et d'Agnès de Mittelheim (Mittelwihr ?) de se réunir dans cette cour avec leurs enfants et d'y vivre en commun. Sur la façade extérieure et correspondante de l'aile ouest, apparaissent des parties non moins curieuses de cette cour primitive. Elles méritent autant d'égards que celles de la façade intérieure. Nous prévoyons que prochainement cet édifice sera restauré à l'extérieur et que les parties signalées seront comprises dans le devis ou le plan général des travaux. Nous demandons une exception pour cette surface extérieure du mur. Elle ne peut être traitée de la même façon que d'autres parties. Elle exige que l'on s'inspire des procédés que MM. Hugot et l'architecte Geiger ont mis en œuvre. Il ne s'agit point de maçonnerie ou de taille courante de la pierre. Il s'agit de faire revivre à l'extérieur, comme à l'intérieur du cloître, un échantillon authentique d'architecture privée ou civile du XII^e siècle. C'est, paraît-il, le seul échantillon qui existe en Alsace et dès lors il mérite qu'on lui

continue les soins particuliers que l'on a donnés à la façade correspondante.

— Le premier hôpital de Colmar faisait déjà partie, en 1252, de la maison des chevaliers de St.-Jean et il paraît avoir été construit en même temps que cette maison. Sa chapelle, sous l'invocation du Saint-Esprit, était renommée et attirait en pèlerinage des personnes atteintes de différentes maladies. Les papes attachèrent des indulgences à la fréquentation de ce pèlerinage. — *Hunkler, op. cit., pag. 235 - 236.*

Il y a toujours lieu de regretter que cet écrivain ne cite aucune des sources où il a pris ses informations. Une seule bulle d'indulgences antérieure à 1252, ou même de cette année, les mettrait à l'abri de suspicion. On verra que le premier titre connu, concernant l'hôpital, date de 1255.

1254.

A cette époque déjà, la confédération des villes, dont Colmar faisait partie, avait pris une influence décisive : elle pourvoyait par elle-même à la sécurité des routes, à la liberté du commerce et de la navigation du Rhin. Une expédition militaire ne pouvait se décider que par les villes, et non par les nobles. La protection de la ligue s'étendait indifféremment sur le noble et le plébéien, le bourgeois et le paysan, le clerc et le laïque, le juif et le chrétien. Le taux de l'intérêt est fixé par livre à deux deniers pour le prêt à la semaine, à quatre sous pour le prêt à l'année. Mais le prêt à intérêt est réservé aux juifs ; l'église excommunait les chrétiens qui s'y livraient. — *Musée pittoresque, cit. pag. 119, d'après le code diplomatique de Bæhmer, pag. 103 et 199.*

1255.

Le premier titre connu jusqu'à présent attestant l'existence de l'hôpital et le concernant, est du mois de Février de cette

année. C'est un acte par lequel la ville de Colmar et Henri de Blienswiller, chevalier, font abandon de certaines propriétés litigieuses à l'hôpital du St.-Esprit de Colmar, à la condition que chaque année une réfection abondante soit servie aux infirmes. — X. Mossmann, *Revue d'Alsace*, 1851, pag. 235.

Ce titre sur parchemin avait été déposé dans le mur du bâtiment, où il fut découvert en 1604 lorsque l'on construisit le gymnase protestant à la place de l'hôpital. Le titre est aux archives de l'hospice. M. Mossmann en a publié le texte dans la *Revue*, pag. cit.

Le texte porte que les biens abandonnés à l'hospice sont situés *in banno Wossenhein*. Ne faut-il par lire : *in banno Woffenheim*, c'est-à-dire Ste-Croix ? Et dès-lors, ne s'agit-il pas de la forêt de la *Sem* ou tout au moins de la partie de cette forêt qui est sur l'autre rive de la *Thur* et qui est encore aujourd'hui la propriété de l'hôpital ?

— Le 18 Mars, Pierre, légat du siège apostolique, accorde une bulle d'indulgence de quarante jours aux fidèles qui viendront en aide, par dons et aumônes, à l'entretien des pauvres recueillis par l'hôpital. — X. Mossmann, *loc. cit.* pag. 236.

Le texte de la bulle est également publié dans la *Revue*.

— Frédéric II étant mort en 1250 et son fils Conrad IV en 1254, le duché d'Alsace revint au fils de ce dernier, Conradin, âgé de deux ans et héritier des royaumes de Naples et de Sicile. Mais une horrible confusion règne en Allemagne. Les plus faibles sont opprimés par les plus forts ; les lois étant oubliées et la justice proscrite, ce n'est de toutes parts que rapines et brigandages. Dans de si tristes conjonctures on cherche à établir une confédération pour la défense et la sûreté communes, choisissant ses chefs pour veiller à l'exécution de ce qui sera réglé. Colmar entre dans cette confédération. — Schæpflin, *Laguille et autres*.

— Le récéès de la diète de Worms, du 14 Octobre, mentionne Colmar au dixième rang, à la tête de toutes les cités secondaires d'Alsace et Guillaume de Hollande, en confirmant la ligue, le 10 Novembre (à Oppenheim), nomma pour juger les différends qui surviendraient dans son sein, le prévôt (Schultheiss) de Colmar avec ceux de Franckfort, Oppenheim et Haguenau. — *Musée pittoresque, cit. pag. 129.*

Voyez ce qui a été dit au sujet de cette ligue aux années 1246, 1250 et 1251.

— Un long extrait de l'acte de confédération, conclu pour dix ans, est publié avec la date des années 1254, 1255 et 1256, dans Trouillat, *op. cit. pag. 607 - 611* ; Colmar y figure, en effet, au dixième rang parmi plus de quarante villes qui avaient adhéré en 1256.

— Le roi Guillaume étant à Haguenau, donne, le VI des ides de Mars, un diplôme confirmant à la ville de Colmar les droits et privilèges concédés par ses prédécesseurs. — *Schœpfelin, Als., illust., tom. V, pag. 195.*

Le diplôme auquel Schœpfelin fait allusion dans son *Alsace illustrée*, il le publie dans son *Alsace diplomatique, tom. I, pag. 413*. Le texte ne spécifie pas. Il porte : tous les droits, libertés et privilèges qui ont été concédés aux citoyens de Colmar, en retour de leur fidélité à l'empire, par les rois des Romains et les empereurs nos prédécesseurs.

Si, comme nous le croyons, il y a absence de diplôme antérieur définissant ces droits, libertés et privilèges, il faudrait, pour en faire état, connaître les actes passés depuis 1214 et même dans les temps antérieurs, par la commune ou en son nom. Nous avons dégagé du contrat de 1214 et de la transaction de 1226 les droits qui en découlent pour la communauté des citoyens ; si importants qu'ils soient, ils ne constituent certainement pas toute la somme des droits, libertés et privi-

lèges dont elle était en jouissance, mais ils sont assez considérables déjà pour comprendre que, restreints aux proportions connues, ils aient été suffisants pour motiver de la part d'un empereur à la cause duquel Colmar fut opposé jusqu'en 1254, la confirmation écrite des droits que ses prédécesseurs avaient concédés verbalement peut-être ou même par simple tolérance. Quoi qu'il en soit, ce qui paraît acquis, dès ce moment, c'est que la commune avait attiré à soi le bénéfice de coutumes et d'usages dont l'exercice a fini par lui donner, en 1214, sinon antérieurement déjà, le droit de traiter d'égal à égal avec les églises qui se partageaient la juridiction du territoire. Vers la fin de ce siècle on verra la commune en possession, de plus en plus régulière, de droits qui formeront, bientôt après, le code municipal destiné à la régir pendant des siècles.

Notons ici, parmi les droits dont la commune aurait été en possession avant qu'elle fût élevée au rang de ville, une mention qui aurait peut-être besoin d'être justifiée avec plus de précision.

— Le magistrat, usant du droit que sa charte communale lui conférait, institua en 1205 la foire de Saint-Martin. Elle devait durer quatre jours et commencer la veille de la fête patronale.

— *Musée pittore-sque et historique de Rothmuller, pag. 125.*

L'auteur s'appuie sur des titres qui existent aux archives de la ville, mais qu'il ne désigne pas. — Quant au mot *charte* employé par lui, il ne faut vraisemblablement pas s'y arrêter dans le sens vrai du mot, car Colmar était encore un bourg et l'on ne trouve nulle part qu'il ait été de la part des rois ou des empereurs l'objet de concessions directes. Le mot *charte* ne doit donc être pris que dans le sens d'une mesure arrêtée par ceux qui administraient le bourg, d'instituer le marché, la foire ou la fête civile de Saint-Martin, en un mot la *Kölbe*, qui serait ainsi l'origine de nos foires et marchés.

1256.

Une chapelle est élevée dans l'enceinte même de l'hôpital. Nous avons sous les yeux le document qui le prouve. — X. Mossmann, *Revue d'Alsace*, 1851, pag. 237.

M. Mossmann fait allusion au titre suivant.

— Bertholde de Ferrette, évêque de Bâle, fait la consécration et arrête les statuts d'une chapelle pour l'hôpital de Colmar. — Trouillat, *op. cit.*, pag. 640.

Ce document contient des indications qu'il est utile de signaler.

L'évêque étant venu à Colmar précédemment pour relever cette ville des sentences prononcées contre elle à propos de la discorde générale, les citoyens le prièrent de faire la consécration de la chapelle de l'hôpital. Mais cette mesure paraissant devoir causer du préjudice à l'église paroissiale, l'évêque différa la consécration jusqu'à ce que les intérêts de cette dernière fussent garantis. Le chapitre ayant donné son consentement, l'évêque consacre la chapelle, le 12 Juin, et stipule qu'elle ne pourra jamais être agrandie; que la messe y sera célébrée à d'autres heures que celle de la paroisse; que la cloche sera sonnée à des heures différentes de celles où Saint-Martin fait entendre le son des siennes, excepté à l'anniversaire de la dédicace de la chapelle, jour auquel le chapelain fera l'office et l'annoncera par la cloche à l'heure qui lui conviendra. Le personnel de la chapelle et de l'hôpital, ainsi que la population de l'établissement, demeurent soumis à l'autorité spirituelle du doyen du chapitre. Pour indemniser celui-ci de la part des offrandes faites à la chapelle, il sera prélevé sur les revenus de l'hôpital quatre livres quatre sols, monnaie de Bâle; quatre livres et deux chapons sur la maison occupée par Dideric D'Owner; cinq sols et deux poulets sur la maison

d'Henri Isensmit; deux sols sur le jardin de Henri, receveur du tonlieu *auf Mullen* et enfin un sol, plus un chapon sur le jardin de la fille *des schnurbers*, situé au delà du pont de pierres. Le droit de contrôler les comptes annuels de l'hôpital est réservé au doyen du chapitre, assisté de deux citoyens choisis parmi les plus honnêtes de la ville. — La charte est également publiée par M. Mossmann, *loc. cit. pag. 338 - 339*.

Il importe de remarquer — on verra tout à l'heure pourquoi — que dès 1254 peut-être, 1255 probablement et certainement dès le commencement de 1256, la ville de Colmar avait été relevée de l'excommunication qui la frappait à cause de « la discorde générale, » c'est-à-dire de l'appui qu'elle donnait à la cause de l'empire contre celle de la papauté. Il est donc certain qu'après la mort de Conrad IV, Colmar abandonna la cause de Conradin, son fils, et se rallia à la cause de Guillaume de Hollande qui lui confirma, comme on l'a vu l'année précédente, ses droits, libertés et privilèges. Dès ce moment donc, la cause d'inimitié qui existait entre les habitants de Rouffach et la ville de Colmar n'existait plus, puisque ces deux localités marchaient désormais sous la même bannière. Et cependant :

— A la Ste-Croix de la vendange, les citoyens de Colmar se rencontrèrent avec ceux de Rouffach, au lieu appelé *Tiefenbach*, et ceux de Colmar remportèrent la victoire sur leurs adversaires. — *Kœnigshowen, Chron., cap. V, pag. 314*.

— Les annales des Dominicains de Colmar ne font pas mention de cette rencontre. Mais elles disent qu'il y eut famine en cette année.

— La chronique des Franciscains de Colmar constate ceci : « En 1256, une grande bataille fut livrée à Feldkirch près de Colmar. A la suite de cette bataille ceux de Colmar firent prisonniers ceux de Rouffach. » — *Hunkler, op. cit., pag. 108*.

Nous n'aurions pas fait mention de ce passage de Hunkler si, contrairement à son habitude, il ne voulait paraître avoir tiré cette citation de la chronique contemporaine des Franciscains de Colmar. Or, rien ne paraîtra plus douteux : d'abord le texte même rappelle trop bien le fait signalé par l'annaliste dominicain de Colmar en 1246 et même l'attaque de 1248 ; ensuite, quiconque a un peu étudié notre histoire sait que, dès le siècle dernier, on a perdu la trace de la chronique des Franciscains de Colmar, de sorte que l'on peut à bon droit mettre en doute que Hunkler l'ait eue sous les yeux et lui ait emprunté le paragraphe que nous rapportons. En troisième lieu cet écrivain donne à la rencontre de 1256 les causes que tout le monde attribue à celle de 1248. Or, nous avons établi plus haut qu'elles n'existaient plus. C'est donc à un *casus belli* différent qu'il faut attribuer la nouvelle bataille qui eut lieu entre les habitants de Colmar et ceux de Rouffach en 1256, au *Tieffenbach*, c'est-à-dire sur le canal de dérivation de la Fecht qui coulait, paraît-il, entre Wettolsheim et Wintzenheim vers Colmar et dont une branche coulait, paraît-il, au sud du prieuré de St.-Pierre (le Lycée), dans la Lauch, tandis que la principale alimentait le canal des moulins, le futur *Logelbach*. Afin de ne pas alonger inutilement cette note, nous ne rapporterons pas les termes dans lesquels Dillemann, *pag. 273*, le *Musée pittoresque*, *pag. 119*, et d'autres, font mention de cette nouvelle rencontre. Nous noterons seulement que Guillaume de Hollande était mort depuis le 28 Janvier et que Colmar faisant partie de la grande confédération des villes rhénanes, a pu saisir la première occasion favorable pour venger sa défaite de 1248. Ainsi se dissipe la confusion qui existait sur ce point.

1257.

Les sœurs d'Unterlinden abandonnent la règle de St.-Augustin qui leur avait été donnée en 1245 par Innocent IV et sont *M.*

placées sous celle de St.-Dominique par le frère Hugo, légat du St.-Siège, sous le pontificat d'Alexandre IV. L'acte est daté du III des ides de Février. — *Ch. Bartholdi, loc. cit., pag. 98.*

1259.

N. Frédéric, abbé de Munster, consent que l'on détache de l'abbaye une partie de ses biens pour fonder une collégiale dans l'église de St.-Martin de Colmar. — *Laguille, op. cit., tom. I, pag. 234.*

Il ne peut être question que de faveurs nouvelles accordées à la collégiale de St.-Martin et non de sa création. Celle-ci était établie de fait avant 1234, année de son institution canonique par Grégoire IX. Voyez au surplus années 1220 et 1234.

1260.

Le Schultheiss de Colmar, Jean, est témoin, le 28 Janvier, d'une transaction entre les religieux de Lieu-Croissant et les héritiers de Conrad de Trubelberg au sujet de certains biens situés à Soultz. Le scel de ce schultheiss, appendu à l'acte, porte : † S. IOHIS SCULTI COLUMB. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 97 et nota 3.*

Il s'agit vraisemblablement de Jean Roesselmann, que l'on verra bientôt jouer un rôle important dans l'histoire de la ville de Colmar.

N. — On commence à bâtir le couvent des Dominicains de Colmar. Les premiers Dominicains vinrent de la Suisse et achetèrent à Colmar un emplacement qui ne leur fut accordé qu'à la condition de se tenir à quatorze pieds en dedans du mur d'enceinte. Les chanoines du chapitre de St.-Martin firent différentes objections à l'établissement des Dominicains à Colmar; mais l'évêque de Bâle (Bertholde de Ferrette) se posa comme médiateur. — *Hunkler, op. cit., pag. 198.*

Hunkler, continuant à affirmer sans preuves, devance d'une année la fondation du chœur des Dominicains.

1261.

Walther Roesselmann, pauvre artisan de Turckheim (cordonnier), eut pour fils Jean Roesselmann. Celui-ci, mécontent de l'existence qu'il menait dans la maison paternelle, s'attacha au schultheiss de Colmar et le servit avec fidélité. Le schultheiss ayant été remplacé, il resta au service de ses deux successeurs et rendit parfois la justice à leur place. Aspirant pour lui-même à la fonction, il employa tous les moyens pour la conquérir et réussit. — *Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 299.*

— Les rois des Romains qui avaient succédé à Frédéric II, avaient donné aux évêques de Strasbourg le pouvoir de gouverner, en leur nom, les villes impériales d'Alsace. C'est ainsi que Colmar, du diocèse de Bâle pour le spirituel, était soumis à l'évêque de Strasbourg au temporel. — *Laguille, op. cit. tom. I, pag. 236-237 et Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 14 - 15. De même Aufschlager, tom. I, pag. 185 - 186,* qui ajoute : Le joug de l'évêque Gauthier de Géroldseck pesait à un grand nombre de citoyens. Jean Roesselmann, homme prudent et courageux, les en délivre.

— Jean Roesselmann amène la ville de Colmar à se lier avec la ville de Strasbourg contre l'évêque Gauthier de Géroldseck. — *Wenker, in apparatu archiv., num 11, pag. 169.*

— Les bourgeois de Colmar, commandés par leur prévôt impérial, Jean Roesselmann, s'unissent à ceux de Strasbourg contre Gauthier de Géroldseck. Les intrigues des nobles, impatientes de voir exercer la suprême magistrature par un homme du peuple, décidèrent son bannissement, l'accusèrent d'avoir provoqué une guerre ruineuse et livrèrent la ville à l'évêque. — *Dillemann, loc. cit., pag. 374.*

— Quand Roesselmann eut conquis la dignité de schultheiss, il s'en servit pour élever les siens et écraser les autres. Les pauvres bourgeois, poussés à bout, se liguèrent pour se délivrer de sa tyrannie. Le seigneur de Rathsamhausen, homme pieux, bon et juste, fut élu à sa place. Jean Roesselmann, ainsi déposé, se retira à Ensisheim auprès de Rodolphe de Habsbourg et s'attacha à son service. Il médita, dès lors, par quels moyens il pourrait mettre la ville de Colmar sous l'autorité de Rodolphe.

Quelque temps s'étant passé, il dit au comte : « Envoyez votre cousin, le comte Gottfrid, seigneur de Lauffenberg ; engagez-le à réunir ses hommes, puis présentez-vous devant Colmar, je vous y ferai entrer de force. Le comte y consentit. Alors Jean Roesselmann alla prévenir les partisans qu'il avait aux environs de Colmar, de se rassembler en armes. S'étant caché dans un tonneau vide, il fut secrètement introduit à Colmar et conduit à l'hôtel du doyen du chapitre. Le lendemain au point du jour, aidé de quelques-uns de ses affidés, il fit entrer dans la ville le comte Rodolphe et ses gens. A cette nouvelle, les ennemis de Jean, et parmi eux le seigneur de Rathsamhausen, sept chevaliers et dix bourgeois, tous plus riches que Jean, prirent la fuite, abandonnant ce qu'ils possédaient. Jean, redevenu schultheiss, confisqua leurs biens et les partagea entre ses créatures. Il resta plusieurs années en possession de la charge qu'il avait ainsi reconquise. — *Chronique des Dominicains de Colmar, édition de Ch. Gérard et J. Liblin, pag. 299 - 301.*

La relation des Annales auxquelles nous empruntons cet extrait, renferme des inexactitudes que nous n'avons pas dû reproduire. Nous les signalons ici pour mettre en garde l'historien futur qui voudra confronter notre extrait avec le texte : Le chroniqueur a confondu en un seul deux schultheiss de la

même famille, Jean et Walther Rösselmann. C'est ce qui lui a fait attribuer à Walther le fait qui appartient à Jean, d'avoir livré Colmar à Rodolphe de Habsbourg; c'est ce qui lui a fait dire encore qu'après avoir reconquis le schultétat, Jean Rösselmann le conserva plusieurs années, tandis que l'on va le voir mourir en repoussant l'évêque qui, à son exemple voulait employer la ruse pour replacer la ville sous sa domination.

— Jean Rösselmann ayant ressaisi ses fonctions, s'engage à porter secours à la ville de Strasbourg pendant cinq années. Le traité est du mois d'Octobre. — *Wencker, de Usburgeris, pag. 168.*

— On pose les fondations du chœur de l'église des Dominicains. — *Annales, édit. cit. pag. 23.*

La même chose est répétée d'une façon aussi laconique par ceux qui ont écrit sur Colmar. La chronique des Dominicains de Guebwiller constate également le fait, *pag. 21.*

— Les Flagellans, venant de Rome, de la Toscane et de la Lombardie, arrivent en Alsace et vont à Strasbourg. — *Godefroi d'Ensmingen, chron. inéd, f° 40, verso. Notes inédites de Grandidier.*

1262.

Le seigneur de Wineck, fils de la sœur du seigneur de Hombourg, se ligu avec un grand nombre de chevaliers et de nobles de la province pour reprendre de vive force, et du consentement d'une grande partie de la bourgeoisie, la ville de Colmar. — *Annales des Dominicains, 2^e partie, édit. cit. pag. 301.*

— Informé de ce dessein, Jean Rösselmann monte à cheval et se porte en toute hâte à la rencontre des envahisseurs. Mais la troupe du seigneur de Wineck s'étant emparée du schultheiss, le massacra sans miséricorde. Au bruit de sa

mort, ses parents sortent de la ville et tuent plus de vingt nobles. — *Annales et Chronique des Dominicains de Colmar, édit cit., pag. 25 et 301.*

— L'évêque de Strasbourg a aussi recours aux moyens de surprise pour reconquérir Colmar. Il rassemble un grand nombre de combattants, parmi lesquels se trouvent des nobles et des bourgeois exilés de Colmar depuis la rentrée en fonctions de Jean Rœsselmann. Les conjurés arborent les insignes de l'armée de Habsbourg, à la faveur desquels une centaine d'entr'eux pénètrent en ville, le matin, à l'ouverture des portes; puis ils jettent le masque et acclament l'évêque.

L'alarme est donnée. Jean Rœsselmann se met à la tête des partisans de Rodolphe, se précipite sur les envahisseurs et tous ceux qui ne sont pas tués dans la mêlée et qui ne parviennent pas à s'échapper, sont ensuite mis à mort. Mais Rœsselmann est tué près de la porte, que l'évêque, à sa grande confusion, trouve fermée lorsqu'il se présente pour entrer en ville et appuyer ses premiers émissaires. — *Billing, op. cit., 2^e semestre, num. XXXVII, pag. 148.*

— La même chose est racontée dans le *Musée pittoresque de Rothmüller, pag. 120*, où l'on ajoute que cela eut lieu « en Mars ou en Avril; » que Rœsselmann fit sonner le tocsin; qu'au premier moment il n'est pas soutenu et tombe entre les mains de l'ennemi; que cette capture est cause que les bourgeois se rallient, résistent, gagnent du terrain et repoussent les assaillants jusqu'à la porte; que ceux-ci, furieux de leur échec, massacrent le schultheiss et qu'enfin cette cruauté ayant porté la colère des bourgeois à son comble, ils poursuivent les conjurés hors des murs et en tuent une vingtaine.

— Aufschlager, *loc. cit. pag. 186*, dit que quelques nobles, favorisant les projets de l'évêque, ouvrirent les portes de la ville à ses écuyers.

Aucun des historiens dont nous venons de donner des extraits sur cet épisode, n'indique la source où il a pris ses informations. Richer de Senones, *apud D. Lutae & Achery spicilegium*, tom. III, cap. XIII, pag. 652-653; Koenigshoven, *cap. IV*, pag. 249, et Closener, *Corps historique et diplomatique de Strasbourg*, tom. I, pag. 77, rapportent le fait dans des termes qui n'ajouteraient rien de nouveau à ce qui précède, et qui prouvent que Billing et l'auteur de la notice du *Musée historique* ont écrit leurs relations, plus circonstanciées, d'après des documents qui nous sont inconnus et qu'ils ont négligé de révéler.

Voici le jugement que porte sur les actes de Jean Roesselmann, qui périt en repoussant les évêcopaux, l'un des auteurs que nous faisons parler.

— Les efforts de Jean Roesselmann pour abaisser la noblesse et affranchir la bourgeoisie lui avaient valu l'exil. Il trouva la mort en combattant pour la liberté de sa patrie. — Dillemann, *Annuaire de 1838*, pag. 374.

— Les troupes de l'évêque Gauthier de Géroldseck ayant été battues à Hausberg, le 8 Mars, par celles de la ville de Strasbourg et de ses alliés, l'évêque, pour se ménager le temps d'arriver à la paix, signe une trêve qui commence le 24 Mars pour finir le 24 Avril. Il est stipulé que pendant la trêve, les exilés de Colmar par Jean Roesselmann resteront bannis et ne seront point inquiétés hors du territoire où ils se trouvent; que le bourg de Munster, le val et ses habitants jouiront du bénéfice de la suspension des hostilités. — *Schœpflin, Als. dipl. tom. I, pag. 436; Wencker, apparat. archiv., pag. 172 et Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 120-121.*

— Le traité de paix, signé le 9 Juillet, stipule que Colmar est rendu à l'évêque, à condition que de nouvelles charges ne seront pas imposées à la ville et que ceux qui avaient voulu

la surprendre pour le compte de l'évêque ne sont pas compris dans le traité. — *Grandidier, Œuv. hist. inédit. tom. IV, pag. 21.* Voyez au surplus, *Schæpflin, Als. diplom., tom. I, pag. 439.*

En d'autres termes : Les nobles et les bourgeois exilés par Jean Rœsselmann, demeurent bannis après comme avant la paix arrachée à l'évêque Gauthier de Geroldseck par la victoire remportée sur lui à Hausberg.

On paraît avoir généralement confondu ces exilés avec les citoyens de Colmar qui, en vertu du traité d'alliance avec la ville de Strasbourg, combattaient à Hausberg contre l'évêque. — *Voyez entr'autres le Musée pittoresque et historique de Rothmüller, pag. 120.*

— Le couvent des Dominicains de Colmar est bâti dans la première enceinte de la ville. — *Hunkler, op. cit., pag. 26.*

Nous ignorons sur quelle autorité repose l'indication qui précède. Mais cela est établi par tout ce qui précède.

1263.

Théodoïc, évêque de Véronne, accorde quarante jours d'indulgence aux fidèles qui apporteront leurs aumônes pour la construction de l'église St.-Martin de Colmar, *ad s. Martini fabricæ consummationem quæ sumptuoso incohata opere.* — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 188.*

Hunkler, *pag. 168*, ajoute que les travaux marchaient lentement et que cet évêque envoya une somme importante au doyen de la collégiale pour les continuer. L'auteur de la notice du *Musée pittoresque, pag. 118*, dit que le chapitre se met en quête de lettres d'indulgences pour les fidèles qui participeront à la construction.

— Le frère Bruno, commandeur de la maison hospitalière de St.-Jean in *Columbaria*, est témoin d'une charte de Henri

de Neufchatel qui donne en emphythéose aux hospitaliers de St.-Jean de Jérusalem de Lutgern la dîme qui appartenait à l'évêché près de ladite localité. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 134.*

1264.

Ruedeger, prévôt de Colmar, est témoin d'une charte, du 9 Février, par laquelle l'évêque de Bâle donne au Couvent St.-Léonard de cette ville l'église de Roggenbourg et les rentes affectées à ladite église. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 138 et Schœpflin, Als. dipl., tom. I, pag. 449.*

Dans le texte de Schœpflin, le nom du prévôt est ainsi écrit : *Rudigerus*; dans Trouillat, *Ruedegerus*. Schœpflin a emprunté son texte à Urstisius; Trouillat au titre original. Ce prévôt s'appelait donc *Ruedeger* et non *Rudiger*.

— Conrad de Horbourg, l'assassin de son frère, fait don à la commanderie de St.-Jean de Colmar, pour la rémission de ses péchés, des biens qu'il possède à Bergheim et que le comte Philippe de Reichenberg tient en engagement pour trente marcs. — *Note fournie par M. Dietrich, chef de Division à la Préfecture.*

Schœpflin, *Als. illust., tom. V, pag. 612*, dit que Conrad tua son oncle paternel, Walther, et que, pour ce fait, il fut dépouillé par la maison de Lorraine des biens qu'il possédait et obligé de s'enfuir avec ses fils. L'acte de donation en faveur de la commanderie de Colmar a probablement précédé sa fuite et ne l'a pas conjurée.

1265.

Le même Ruedeger, prévôt de la collégiale St.-Martin de Colmar, est témoin de deux chartes des 3 et 17 Novembre par lesquelles : 1° Louis, comte de Froburg, se reconnaît vassal de l'église de Bâle pour les châteaux d'Oltén et de Waldembourg; 2° Henri de Neufchâtel, évêque de Bâle, autorise l'abbé de

Monaster de s'approprier les revenus de l'église paroissiale de St.-Léger audit lieu, à la condition de pourvoir à l'entretien d'un prêtre capable d'administrer cette église. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 158 et 159.*

1266.

Le frère Achille, autrefois prieur, prédicateur général, commence à prêcher la croisade en Alsace. — Il avait été prieur du couvent de Bâle, et était devenu illustre dans son ordre. On est d'accord pour lui attribuer une origine alsacienne. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 27 et note 2.*

1268.

Dans les environs de Colmar, il ne plut point pendant dix-neuf semaines, c'est-à-dire depuis le 24 Février jusqu'au 10 Juillet (la fête de St.-Mathias à celle des sept frères). — *Ibidem, pag. 29 et note 6.*

47. — Maître Ruedeger, prévôt de la collégiale St.-Martin de Colmar, homme éloquent et docte en beaucoup de sciences, célèbre sa première messe avec une grande solennité. — Ruedeger était de Kientzheim. Il appartenait à une famille noble de cette localité de laquelle on connaît encore Hesso et Cuno, tous deux enterrés à l'abbaye de Pairis. — *Ibidem, pag. 29 et note 7.*

48. — La direction des sœurs d'Unterlinden est transférée des frères prêcheurs de Bâle aux frères prêcheurs de Fribourg. — *Ch. Bartholdi, loc. cit. pag. 95, note 1, et pag. 98.*

— Albert, qu'on a nommé le *Grand*, comme s'il était aussi distingué entre les théologiens qu'Alexandre entre les guerriers, qui a fait tant de bruit au XIII^e siècle et qui en ferait si peu au XVIII^e, vint à Strasbourg, après avoir quitté son évêché de Ratisbonne. — *Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 36.*

— Albert *le Grand* vient à Colmar. Il prêche, et l'élégance de sa parole attire la population à ses sermons. — *Hunkler, loc. cit. pag. 198.*

1269.

Le comte Rodolphe de Habsbourg et les bourgeois de Colmar s'emparent du château de Reichenstein, derrière Rique-^Nwihr, et des deux maîtres de ce château, nommés Gesilin. —

— *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 31.*

— Reichenstein était un nid de brigands. Il fut détruit de^N fond en comble pour assurer la tranquillité des habitants du voisinage. — *Hunkler, loc. cit. pag. 109.*

— Le monastère des sœurs de Colmar est consacré (il s'agit^N du monastère d'Unterlinden). — *Annales des Dominicains de Colmar, pag. 31.*

— Le chœur de l'église d'Unterlinden est terminé et con-^Nsacré par Albert, évêque de Ratisbonne. — *Ch. Bartholdi, loc. cit., pag. 99.*

— Dès cette année on trouve annexée à la commanderie de^N St.-Jean une église à laquelle le pape Alexandre IV attache cent jours d'indulgence. — *Musée pittoresque, p. 125, d'après un titre existant aux archives du département.*

1270.

— La construction du monastère des Dominicains com-^Nmença vers cette année, sur un terrain que les religieux avaient acheté. — *Schæpflin. Als. illust., tom. V, pag. 190.*

1273.

Le 26 Janvier de cette année, Hedwige, prieure du monas-^Ntère de St.-Jean, aux Unterlinden, à Colmar, déclare que le couvent de St.-Léonard de Bâle, a cédé à son frère, Eberhard, un jardin, situé près la porte Spalen en cette dernière ville, pour quatre sols de rente annuelle, destinée à l'anniversaire

des usufruitiers qui ont résigné ce jardin. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 234.*

— Après un interrègne de près de deux ans, des désordres de tous genres ont lieu en Alsace. Rodolphe de Habsbourg est élu et la province est soumise à l'immédiateté de l'empire. Pendant son séjour à Vienne pour rétablir l'ordre, plusieurs seigneurs d'Alsace se font la guerre. Ceux de Rappolstein surprennent Colmar, enlèvent plusieurs bourgeois et pillent les domaines de l'évêque de Bâle. — *Aufschlager, op. cit. tom. I, pag. 190.*

— Rodolphe, comte de Habsbourg, est élu roi des Romains. Il confère la charge de schultheiss de Colmar à Walther, fils de Jean Roesselmann, tué en 1262, et institue landvogt Otton d'Ochsenstein, son neveu par sa sœur. Mais le schultheiss et le landvogt ne s'entendent pas. Le landvogt, d'après les ordres du roi ou tout au moins d'après son consentement, établit plusieurs impôts auxquels le schultheiss et la bourgeoisie de Colmar ne se soumettent qu'en murmurant.

Rodolphe, irrité de cette résistance, se met à la tête de ses chevaliers et marche sur Colmar pour déposer le schultheiss, Walther Roesselmann. Celui-ci ferme les portes de la ville et refuse l'entrée au roi, qui alors assiégea la ville. Pendant le siège, Rodolphe apprend qu'un imposteur, se faisant passer pour l'empereur Frédéric II, marchait vers la basse Alsace, revendant l'empire des Pays-Bas ; le roi, craignant pour sa sûreté, lève le siège de Colmar, descend le pays avec son armée, s'empare du faux Frédéric et le livre au feu. Il revient ensuite faire de nouveau le siège de Colmar et reçoit la ville en grâce, sous certaines conditions. Il dépose le schultheiss, Walther Roesselmann, le remplace par un noble de Stameheim et frappe les bourgeois de fortes contributions. — *Chronique des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 301 - 303.*

Il y a erreur de la part du chroniqueur de Colmar. Ces faits, moins l'élection de Rodolphe, se rapportent à l'année 1284 ainsi qu'on le verra ci-après.

— Rodolphe donne avis de son élection à sa femme, fille de Burckardt de Hohenberg, en Souabe, elle était alors dans son château de Brugg, sur l'Aar, dans le voisinage du château de Habsbourg. Elle s'embarque sur le Rhin et à son passage, les Colmariens lui font présent de douze vaisseaux du meilleur vin. — *Ibidem, Annales, pag. 15, nota 3, et Chronique, pag. 263.*

— L'église des Dominicains de Colmar, dont les fondements ont été posés en 1260 ou 1261, est terminée en cette année, époque de l'achèvement du campanile. — *Musée pittoresque et historique, pag. 125.*

1274.

Un jeune homme accusé de viol commis sur une fille est enterré vif à Colmar. — *Annales des Dominicains, édit. cit. pag. 41.*

Hunkler, *op. cit. pag. 54*, rapporte le même fait en ces termes : « Colmar exerçait le droit de haute justice. Le bourgeois condamné à mort subissait sa peine par la potence ou la roue; le noble était décapité. Cependant on voit la ville appliquer d'autres peines : en 1274 un jeune homme convaincu de viol, est enterré vivant; trois ans après, c'est un faux monnayeur que l'on fait mourir dans la chaux vive; plus tard, ce sont les juifs et les sorcières qui sont livrés aux flammes.

Il y a erreur de deux années pour le faux monnayeur, ainsi que l'établit la mention suivante de l'annaliste de Colmar.

1275.

Un faux-monnayeur est bouilli dans une chaudière à Colmar. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 49.*

♣ — Le cellier des sœurs de Colmar (Unterlinden) est achevé.
— *Ibidem.*

♣ — Les sœurs d'Unterlinden ont vraisemblablement continué leurs constructions par le côté Nord qui longe le ruisseau du moulin, ou Sinnbach, et qui se termine par une partie voûtée où sont aujourd'hui les archives de la ville, et où étaient alors la cuisine et le cellier. La date de l'achèvement nous est donnée par celle du cellier, qui se trouve à l'extrémité et qui fut terminé en 1725.

♣ A cette époque, les bâtiments des Unterlinden, qui devaient former un carré, n'offraient donc encore que trois côtés construits : l'un était formé par l'église, et les deux autres par les galeries ouest et nord. — *Ch. Bartholdi, loc. cit., pag. 102.*

1276.

♣ La fille du comte de Ferrette, femme de Conrad Wernher de Hatstatt, landvogt d'Alsace, meurt, le 23 Septembre, au château de Plixbourg. Elle est enterrée au cimetière des sœurs d'Unterlinden. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 59.*

♣ — Ruedeger de Kientzheim, quatrième prévôt de Saint-Martin de Colmar, donne à cette église la maison qu'il habite, et qu'il a fait magnifiquement construire (*opere sumptuoso*) sur le bord de la rivière (au nord de l'église). A la mort du prévôt, le chapitre usera du cellier de cette maison pour le service commun, et des salles pour le réfectoire dans les grandes occasions ; des parties voûtées pour ses magasins et des combles pour ses greniers. Ledit chapitre ne l'affectera pas à d'autres usages que ceux stipulés par l'acte de donation ; il n'y logera aucun laïc, mais un clerc de bonne vie, qui veillera fidèlement à son entretien et la tiendra à la disposition des chanoines, pour l'usage défini par le donateur. Ruedeger

affecte au surplus douze marcs d'argent à l'acquisition du terrain contigu, qui était, il y a peu de temps, d'un aspect sordide, et qui est maintenant dans des conditions propres à constituer l'enclos chapitral, le chapitre s'étant au préalable engagé à prélever sur ses revenus annuels trois livres, destinées à la fondation d'un anniversaire pour le repos de l'âme du donateur, somme que ce dernier réduit à deux livres, et dont il règle la distribution au profit des officiants et des assistants à son anniversaire. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 273-274.*

1277.

On vient en bateau, par les champs, depuis Ostheim jusqu'à Colmar. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., page 61.*

Les frères prêcheurs se retirent à Colmar, vers la Nativité du Seigneur. — *Ibidem, page 67 et Curiosités d'Alsace, tom. I, page 99.*

1278.

A la fête des S. S. Simon et Jude, la communauté de l'ordre des prêcheurs de Colmar prend possession de la maison qu'elle tenait du chapitre (de Saint-Martin). La communauté est reçue par les chanoines, les dames de Saint-Jean-Baptiste (Unterlinden) et toute la cité louablement et honorablement. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., page 71-73*

Le nouveau couvent (Dominicains) de Colmar est habité par les frères prêcheurs, avec le secours de l'honorée Abbessse Hedwige. Albert, le grand, assistait à la cérémonie d'installation. — *Chronique des Dominicains de Guebwiller, page 21.*

Le 5 Janvier, les Dominicains de Colmar s'établissent dans les bâtiments du couvent. Mais ils donnent à la ville un revers portant que : « Quoique les bâtiments soient à proximité du mur de la ville, ils laisseront vide un espace de quatorze pieds

entre le mur et les constructions du couvent. » — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 190-191.*

✧ Herman de Minde, vicaire de l'ordre pour la province du Rhin, Conrad, prieur de Berne, et le frère Edmond prennent cet engagement au nom des Dominicains de Colmar, envers le Schultheiss et les *membres du sénat (Consules)* de la ville. Le texte de ce revers est publié dans Schœpflin, *Als. diplom., tom. II, page 17.*

✧ L'acte porte, outre ce qui a été rapporté : « Que les Dominicains n'achèteront pas de terrains au-delà du mur des juifs (*ultrâ murum Judei*) vers l'occident; qu'à l'orient, ils n'en achèteront pas au-delà des maisons (hameau) de la petite porte du Nord (*ultrâ viculum parve porte aquilonaris*).

✧ Ainsi, il y a lieu de constater qu'en 1278, et probablement longtemps avant, la partie du mur d'enceinte, à partir de l'occident de l'église des Dominicains jusqu'à la *Kerker-thor* et au-delà, en retour vers le lycée, portait le nom de mur du juif ou mur des juifs; que ce fait atteste la présence à Colmar des débris du culte mosaïque tout au moins dès les premières années de l'élévation du bourg au rang de ville impériale, et enfin qu'en 1278 l'autorité était exercée non-seulement par le schultheiss mais encore par des conseillers (*Consules*) composant le sénat. C'est vraisemblablement à ce titre que Schœpflin fait allusion lorsqu'il dit, *Als. illust., tom. V, pag. 200*, qu'avant la seconde moitié du XIII^e siècle, il n'a pas trouvé de traces d'un sénat à Colmar.

✧ — Dans le principe, les chanoines de Saint-Martin avaient essayé de s'opposer à l'établissement des Dominicains de Colmar; mais le différend se termina par l'arbitrage du prévôt de Bâle. — *Ibidem, page 191.*

✧ — Avant de prendre possession de leur maison, les Dominicains durent obtenir le consentement du chapitre de Saint-

Martin, qui s'y opposait, comme il le fit d'ailleurs pour tous les établissements religieux qui s'élevaient autour de lui. Il redoutait particulièrement l'influence des éloquents disciples de Saint-Dominique. Il céda enfin moyennant une indemnité de quarante marcs d'argent que les Dominicains lui payèrent en cette année. — *Musée pittoresque*, page 125, et archives du Haut-Rhin, fond des Dominicains

— Le 25 Mars, Othon, prévôt de l'église de Bâle et vicaire général de l'évêque Henri, ayant été constitué arbitre de l'opposition formée par le chapitre de Saint-Martin à l'établissement des Dominicains à Colmar, rend une sentence qui admet l'ordre à prendre possession de l'église et du cloître, et fixe à quarante marcs d'argent l'indemnité à payer au chapitre. La sentence arbitrale est publiée par *Trouillat, op. cit., tom II, pag. 290-291.*

Le préambule de cet acte relate les circonstances de l'opposition du chapitre dès que les Dominicains eurent acheté le terrain où ils voulaient établir leurs constructions. C'est vraisemblablement à ce titre que sont empruntées les indications que nous avons dû rapporter plus haut. Il suffit de s'y référer pour savoir exactement les péripéties de cette petite lutte et être édifié sur les privilèges, libertés, indulgences et grâces dont les Dominicains jouirent à Colmar parallèlement aux droits et privilèges dont le chapitre de Saint-Martin était en possession.

— Les sœurs d'Unterlinden contribuent, par leurs dons, à la construction du couvent des Dominicains de Colmar. — *Ch. Bartholdi, loc. cit., pag. 100.*

— La direction spirituelle des sœurs d'Unterlinden est retirée aux Frères-Prêcheurs de Fribourg et définitivement attribuée aux Frères-Prêcheurs (Dominicains) de Colmar. — *Ibidem, pag. 99.*

⁂ — Les sœurs de l'ordre des Prêcheurs (Unterlinden de Colmar) ceignent leur monastère d'un mur dont la hauteur est de vingt pieds. Le chêne qui est employé pour les sièges d'église des religieuses avait vingt-quatre pieds de circonférence. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit. pag. 69.*

⁂ On verra, d'après le plan que nous donnerons en temps et lieu, que la cour *Unterlinden*, devenue le couvent des Dominicaines d'Unterlinden, était en dehors de l'enceinte primitive de Colmar, bien que toutes les indications recueillies depuis leur translation du lieu dit *Uf Mullen*, semblent attester qu'elles revinrent à Unterlinden pour se placer en dedans de l'enceinte. Ces indications ne peuvent signifier autre chose que : *sous la protection du mur d'enceinte*. L'établissement *Unterlinden* n'en était en effet éloigné que de quelques pas. En 1278, l'aile ouest du cloître n'existait pas. Les religieuses durent donc se clore. Elles construisirent le mur dont l'annaliste fait mention. Il engloba non-seulement le cloître, mais encore l'église, l'emplacement où est le théâtre, les maisons qui l'entouraient il y a quelques années, longeait le bord du canal où l'on voit encore quelques assises de ce mur, ménageait une dérivation dudit canal à l'usage du couvent, dérivation qui subsiste encore en partie, puis il se prolongeait le long de l'eau presque jusqu'au pont Félix et faisait retour à l'ouest vers l'église qu'il enclavait, comme nous l'avons dit. C'était donc une enceinte indépendante de celle de la ville, mais une enceinte en quelque sorte juxtaposée à celle-ci. Un plan de l'ancien Colmar, autographié par les soins de M. Hugot, rend très-sensible la délimitation que nous indiquons, et qui sera accusée par une teinte spéciale sur le plan que nous donnerons plus loin.

⁂ — Il y avait à Colmar une béguine qui entendit, en plein jour, et sans voir personne, une voix qui disait : « Les Frères-Prêcheurs auront une maison à Colmar, » ce qui eut lieu en

effet, car ils y célébrèrent la messe avant le carême. — *Ibidem*, pag. 71.

— Les sœurs de Saint-Jean de Colmar (Unterlinden) achètent une horloge pour six marcs. — *Ibidem*.

— Les porcs dévorent le pâtre de Colmar qui les garde. — *Ibidem*, pag. 69.

— La veille de la Nativité, les Prêcheurs achètent un emplacement pour un prix de plus de cinq cents marcs. La veille de l'Épiphanie ils commencent l'édifice. — *Ibidem*, pag. 75.

L'annotation de l'annaliste est erronée s'il s'agit du terrain sur lequel les Dominicains voulaient construire l'église et le cloître, puisqu'en cette année ils prennent possession de leurs édifices. Elle ne peut s'entendre que dans le sens d'une nouvelle acquisition destinée à agrandir leur domaine.

— La veille de l'Épiphanie, Guillaume de Nortgasse, chanoine de St.-Martin de Colmar, les chevaliers Conrad et Wernher, Rutlieb et Jean, frères de Nortgasse, vendent à l'ordre des frères Prêcheurs leur cour située à l'intérieur du mur d'enceinte, avec les maisons qui en dépendent, pour cinquante marcs d'argent. Cette cour est limitée à l'occident par la cour du juif Salomon, à l'orient par la maison d'habitation de la mère des vendeurs, au midi par la voie publique et au nord par le mur de la ville qui doit, à moins de permission spéciale du sénat, demeurer libre de toute construction sur un espace de quatorze pieds. — *Protocole des faits temporels mémorables des Dominicains de Colmar, mss., f° 21 aux archives du Haut-Rhin*.

— Le cimetière et l'autel de Sainte-Marguerite des sœurs d'Unterlinden sont consacrés. — *Ibidem*.

— Colmar et d'autres villes prêtent serment à la reine, femme du roi Rodolphe. — *Ibidem*.

— Colmar prend part à la confédération conclue pour deux

ans à Haguenau, le jour de la St.-Jean-Baptiste entre les villes et les seigneurs, afin d'assurer la paix générale dans la province. — *Wencker in apparata archivorum*, pag. 186-187.

— Rodolphe I affranchit les Colmariens de toute juridiction étrangère et ordonne que toute action intentée contr'eux soit portée devant le schultheiss de la ville. — *Schœpflin, Als. illust.*, tom. V, pag. 195.

— Rodolphe de Habsbourg, roi des Romains, accorde, le 29 Décembre, à la ville de Colmar, différentes franchises et des privilèges réglant certains rapports sociaux et politiques, quelques questions civiles, commerciales, judiciaires et féodales. — *Trouillat, op. cit.*, tom. II, pag. 299-310.

Le texte de ce document est en langue allemande. Schœpflin, qui y fait allusion dans son *Illustrata*, tom. V, pag. 195, ne le publie point dans sa *Diplomatica*. Par contre Trouillat le donne, d'après une copie qui a été faite, en 1730, pour la ville de Porrentruy à laquelle on verra Rodolphe accorder, en 1283, les mêmes franchises qu'à Colmar. Outre le texte allemand, dont l'original doit exister aux archives de Colmar, Trouillat publie une traduction française faite en 1733 par le notaire J.-Georges Bruat. Ce document est trop peu connu. Il a pour l'histoire de Colmar une importance qui ne permet pas de le présenter en raccourci. Nous le reproduisons *in extenso*, en numérotant les paragraphes établis par le traducteur.

FRANCHISES DE COLMAR.

Rodolphe, par la grâce de Dieu, roi des Romains, toujours auguste, fait savoir, par le présent instrument, à tous les fideles de l'Empire les choses qui sont ci-après écrites. L'attention et les soins de la suprême puissance royale, qui est la source des lois et qui doit les conserver toutes, doit à juste titre faire en sorte qu'elle établisse et donne des lois telles, qu'elles donnent la paix et le repos aux bons et aux innocents et qu'elles infligent des châtimens et des peines aux méchants et aux gens pernicioeux, sui-

vant que leur délit l'aura mérité. C'est pourquoi nous avons, de notre grâce spéciale et par l'autorité de l'Empire, accordé à toujours et confirmé à nos fidèles bourgeois de Colmar les droits ci-après écrits.

I.

Celui qui tuera quelqu'un dans la ville et sur le ban de Colmar, sera décapité; mais s'il arrive qu'il se sauve, on lui démolira sa maison, à laquelle est attaché son droit de bourgeoisie, sans qu'elle puisse être rebâtie par quelqu'un pendant l'année; et tout son bien, situé dans le ban de Colmar, sera confisqué à notre profit, sans que le coupable puisse jamais rentrer dans la ville. Mais quand l'année sera écoulée, ses héritiers nous paieront dix livres et à notre juge trois livres, au moyen de quoi, il leur sera permis de rebâtir la susdite maison, s'ils le veulent. Mais si celui qui est suspecté de meurtre se présente en jugement et prétend être innocent, s'il ne peut pas être convaincu par un combat d'être coupable, il sera absous et restera innocent. Et lorsque quelqu'un sera tué dans le ban de Colmar, comme il est dit ci-dessus, l'on sonnera le tocsin à quelle heure que ce puisse être, ou que la plainte soit portée de la part de qui que ce soit; le coupable sera assigné suivant l'usage et jugé par le prévôt, suivant la sentence des bourgeois. Mais si quelqu'un aidait à celui qui a commis l'homicide à se sauver, s'il en est convaincu par le combat, l'on prononcera contre lui la même sentence qui aurait été rendue contre celui qui est coupable.

II.

Si un bourgeois en fait assigner un autre pour lui servir de témoin dans quelque cause légère et de moindre conséquence, laquelle il voudrait prouver par son témoignage, il sera obligé de comparaitre et de lui prêter assistance pour parvenir à son droit, ou de prêter serment aux saints qu'il n'a aucune connaissance de cette affaire. S'il ne le voulait pas faire et qu'il arrivât quelque dommage à celui qui voulait prouver son fait par son témoignage, il sera obligé de le dédommager.

III.

Celui qui attaque injurieusement un autre sera tenu de payer six sols à l'injurié, dix sols au juge et dix sols à la ville.

IV.

S'il arrive quelque rixe entre les bourgeois, ni le maître de la ville ni le juge ne doivent forcer personne à porter plainte à cet égard, et le maître de la ville de même que le juge ne doivent point faire d'enquête à ce sujet; mais si l'un ou l'autre reçoit une plainte, le maître de la ville de même que le juge peut attester qu'il est nanti d'une plainte et même d'un accord conditionnel.

V.

Ceux qui ne sont pas bourgeois ne peuvent pas être reçus pour témoins contre un bourgeois.

VI.

Lorsqu'un bourgeois devra rendre témoignage contre un autre, l'on pourra prouver chaque fait par le témoignage de deux honnêtes bourgeois, bien entendu qu'ils ne pourront déposer que sur des choses qu'ils auront vues ou entendues.

VII.

S'il y a difficulté entre les bourgeois, pendante devant la justice, à raison de laquelle ils demandent sentence, ils auront la liberté de la faire décider par d'autres villes qui ont les mêmes droits qu'eux s'ils veulent, ou la difficulté sera réglée suivant les droits de **Cologne**, s'ils veulent; et celui qui se trouve avoir tort, paiera les frais.

VIII.

Il sera permis à chaque bourgeois de donner et vendre ses biens pendant la vie de sa femme; mais si sa femme vient à mourir et à délaisser des enfants, il n'aura plus le pouvoir de donner et vendre lesdits biens qu'avec le consentement des enfants lorsqu'ils seront en âge; mais s'il convole en secondes noces, il ne pourra pas le faire.

IX.

Si quelqu'un insulte l'autre dans la maison où il demeure, la justice l'obligera de lui faire raison de tout le tort qu'il lui a fait.

X.

Nul manant ou habitant du pays ne peut obliger un bourgeois de se battre avec lui, à moins que le bourgeois ne le veuille bien.

XI.

Nul bourgeois ne doit traduire un autre bourgeois devant un juge étranger; et au cas qu'il le fasse, il sera tenu de lui payer ses dommages et intérêts, et à notre juge une amende; mais au cas qu'il le fasse saisir et constituer prisonnier, il encourra notre disgrâce.

XII.

S'il arrivait qu'un habitant du pays blessât et poursuivît un bourgeois, notre juge, aussitôt qu'il en sera averti, fera ordonner et savoir audit habitant du pays, qu'il ait à donner satisfaction au bourgeois à cet égard. Et au cas qu'il ne le fasse pas, s'il vient ensuite dans la ville de Colmar, le bourgeois ne sera tenu à aucun dommage à raison de ce qu'il lui fera.

XIII.

Nous promettons aussi aux bourgeois de Colmar de ne leur donner aucun prévôt qui n'y soit bourgeois et domicilié.

XIV.

Ils pourront aussi recevoir pour bourgeois toutes sortes de gens. Mais s'ils reçoivent les hommes appartenant à quelque seigneur, et que ce seigneur demeure dans le pays sans qu'il réclame son homme dans le terme d'un an, alors il restera bourgeois. Mais au cas qu'il fasse cette réclamation dans le terme d'un an et justifie par le témoignage de deux de ses plus proches parents qu'il lui appartient, alors on le lui relâchera.

XV.

Un bourgeois qui possèdera du bien pendant un an et un jour, ne pourra être inquiété de personne à raison dudit bien, quoique celui qui voudrait l'attaquer habite le pays. Et généralement personne ne pourra former une action contre l'un de nos bourgeois à raison de ses biens, sinon à Colmar, dans la ville, par devant notre juge.

XVI.

Si un bourgeois terrasse l'autre, s'il l'attaque à main armée, ou si un bourgeois saisit l'autre ou fait qu'il soit constitué prisonnier, ou qu'il lui rende une visite passible d'amende, tous ceux-ci encourront notre disgrâce. Un bourgeois qui battra et maltraitera un habitant du pays dans la ville de Colmar, sera tenu de payer trois sols d'amende.

XVII.

Celui qui prendra les armes dans la ville de Colmar malicieusement et qu'il en arrive une émotion, en allant ainsi armé chez ses amis, encourra notre disgrâce.

XVIII.

Celui qui attaquera l'autre dans la ville de Colmar avec les armes à la main, soit qu'il lui donne des coups ou non, encourra notre disgrâce.

XIX.

Si un habitant du pays est actionné par un bourgeois pour cause de dette, s'il inficie la dette, l'acteur accordera un délai de quatorze nuits. Et après qu'elles seront écoulées, le débiteur paiera trois sols au juge et fournira de rechef réponse à l'acteur. Mais s'il avoue la dette, le sergent du juge le présentera le lendemain devant la justice, et il se contentera de la sentence qui sera rendue à son égard.

XX.

Si quelqu'un hypothèque à quelqu'un d'autre le bien d'autrui, et

que le propriétaire de ce bien soit présent sans s'y opposer, il ne pourra plus le faire dans la suite et l'hypothèque restera valable.

XXI.

Si quelqu'un trouve son bien entre les mains d'autrui, qui lui a été volé ou pillé, il ne l'attaquera que par la voie de la justice, et il sera obligé d'affirmer par devant le juge que ce bien est à lui. Mais si celui entre les mains duquel le bien se trouve, oppose qu'il l'a acheté sur un marché public sans savoir s'il a été volé et pillé, et qu'il n'a pas connu non plus le vendeur, on le recevra à prêter serment; après quoi il ne pourra plus être inquiété. Mais s'il demande de pouvoir appeler son vendeur en garantie, le juge lui accordera délai de quatorze nuits pour le trouver, s'il peut le trouver, et faire déclarer en justice qu'il est son garant. S'il ne le trouve pas, il sera puni comme un voleur.

XXII.

Si quelqu'un attaque et saisit un autre dans la ville de Colmar, sans autorité de justice, à moins que ce ne soit un voleur, ou qu'il ne soit porteur de fausse monnaie, il paiera trois livres d'amende.

XXIII.

Si un bourgeois de Colmar, qui soit un homme propre à quelque seigneur, vient à mourir, sa veuve et ses enfants ne seront obligés de donner à ce seigneur aucune portion de leurs biens, que ce qui sera de leur volonté.

XXIV.

Celui qui encourra notre disgrâce pour cause de malversation, aura sa liberté pendant six semaines à l'égard de sa personne et de ses biens dans la ville et hors de la ville, à l'égard de l'un et de l'autre, et il pourra disposer suivant sa volonté de tous ses biens, à la réserve de sa maison et des autres biens qu'il aura, situés sur le ban de Colmar. Mais s'il ne recouvre pas notre grâce dans six semaines, il sera contraint au paiement des amendes au moyen de la maison et des biens qui lui appartiendront dans le ban, avec la liberté de se retirer avec tous ses autres biens où bon lui semblera. Mais au cas que notre juge ne fût pas dans le pays et qu'il voulût convenir avec lui, le conseil lui accordera six autres semaines pour se concilier notre grâce. Et s'il regagne notre grâce, il lui sera libre de demeurer dans la ville de Colmar suivant sa volonté, ou de se transporter avec son corps et son bien où il voudra.

XXV.

Quand des bourgeois feront quelques voyages par ensemble, ceux qui feront tort aux autres seront condamnés aux amendes comme si le fait était arrivé dans la ville. Et lorsque l'on ordonnera aux

bourgeois de sortir ensemble en armes, l'on démolira les maisons et cours de ceux qui resteront sans nécessité légitime, ou à moins que le prévôt et le juge ne leur permettent de rester.

XXVI.

Le prévôt et le conseil députeront deux bourgeois, gens de bien et d'honneur, pour avoir inspection sur les mesures dont on se sert à l'égard des denrées à vendre, et sur tous les poids qui servent à peser l'or et l'argent et autre chose à vendre. Et s'il se trouve quelqu'un qui use de faux poids ou fausse mesure pour vendre ou acheter, il sera puni comme un voleur.

XXVII.

Si quelqu'un taxe un bourgeois d'être un faussaire, s'il ne peut pas le prouver par sept bourgeois, il encourra notre disgrâce. Mais s'il peut être convaincu d'avoir fait un faux serment, il ne pourra plus jamais être témoin, et il sera en outre tenu de payer l'amende de notre disgrâce, et de tenir compte de tout dommage à celui auquel il aura porté préjudice par son faux serment.

XXVIII.

Si un bourgeois se transporte hors de la ville de Colmar et fait dommage hors de celle-ci à quelqu'un, à l'insu du prévôt et du conseil, et s'il ne rentre pas dans trois jours dans la ville, les autres bourgeois ne pourront point être amendés à cet égard.

XXIX.

Aucun fils de bourgeois ne pourra être reçu à porter témoignage dans quelque cause, tant qu'il sera au-dessous de l'âge de douze ans.

XXX.

Nul enfant de bourgeois ne pourra disposer de son bien, si le père ou la mère meurt, en faveur du père ou de la mère survivant, à moins qu'il n'ait atteint l'âge de quinze ans.

XXXI.

Nous accordons aussi à nos bourgeois la grâce de pouvoir recevoir et posséder toutes sortes de fiefs.

XXXII.

Dans la ville de Colmar, la femme doit hériter son mari et le mari sa femme.

XXXIII.

Si un bourgeois de Colmar épouse plusieurs femmes et qu'il ait aussi des enfants d'elles, les enfants de chaque mère héritent les biens qui lui appartenaient.

XXXIV.

Nul fils de bourgeois de Colmar, qui est encore sous la puissance de père ou de mère, ne peut disposer de son bien ni le perdre en jouant, ni le dissiper d'une autre manière. Et s'il le faisait, on le rendra au père ou à la mère. Et si quelqu'un lui louait ou prêtait un bien, le père et la mère ne seront pas tenus de s'en charger, ni d'en répondre.

XXXV.

Lorsque quelqu'un aura fait assigner une journée pardevant la justice pour faire quelques preuves, il devra avoir ses témoins prêts. S'il ne les a pas, ce sera à ses frais et dépens.

XXXVI.

Les nobles qui seront bourgeois à Colmar et qui nous serviront comme nobles doivent le faire, ne seront pas tenus comme les autres bourgeois de payer communances et tailles.

XXXVII.

S'il y a un combat singulier à Colmar, chaque champion aura un collet et deux épées; le vaincu sera tenu de remettre toutes ses armes au juge ou de rédimier chaque arme par trois livres.

XXXVIII.

Si un bourgeois de Colmar voulait quitter cette ville par motifs de pauvreté ou pour gérer ses affaires, et se rendre ailleurs, on doit le laisser aller, corps et biens, où il voudra; et si les bourgeois sont grevés de quelque dette, il devra contribuer à l'acquitter selon ses facultés.

XXXIX.

Nous défendons aussi de contraindre un bourgeois forain de faire des corvées à Colmar et d'y résider dans les temps où il est d'écuité et de coutume, à moins que ce ne soit par le prévôt et conseil de Colmar, ou par les seigneurs qu'il devrait servir, s'il n'était pas bourgeois.

XL.

Ce dont un bourgeois conviendra avec ses enfants ou ses héritiers par devant le prévôt et le conseil, et sur quoi ils dresseront acte sous l'apposition de leur sceau, demeurera ferme et stable.

XLI.

Outre cela les bourgeois de Colmar pourront statuer entre eux des voiges suivant qu'ils estimeront être utile pour eux et pour la ville.

XLII.

Nous recevons aussi tous et un chacun bourgeois de Colmar en

notre protection et sauf conduit et celle de l'Empire, afin qu'ils puissent en paix et avec sûreté voyager et vaquer à leurs affaires et négoce, aussi loin que le pouvoir de l'Empire s'étend.

Les présentes ont été écrites et données en présence de notre prince l'archevêque Frédéric de Salzbourg, d'**Henri**, évêque de Bâle, de Jean, évêque de Chiemsée, de Wernhard, évêque de Seckau, et de Louis, comte palatin du Rhin, notre fils, comme aussi de nos fils le comte Albrecht et le comte Hartmann de Habsbourg, du comte Albrecht de Hohenberg, notre beau-frère, du comte Bourckard son frère, du comte Henri de Furstenberg, du marquis de Hochberg et de plusieurs autres personnes nobles. Afin que les choses ci-dessus soient stables à toujours, nous y avons fait apposer notre scel royal. Donné à **Vienne**, l'an après la naissance de notre Seigneur Jésus-Christ, douze cent septante-huit, le jeudi devant le nouvel an, de notre règne le sixième.

1279.

Le 6 Février, la meilleure des cloches de Colmar se brise.—
Annales des Dominicains, édit, cit., pag. 77.

— Dans le même temps arrive à Colmar une lettre du pape qui enjoint au prieur (des Dominicains) de la province d'Allemagne de prêcher et de faire prêcher par ses moines la foi catholique aux juifs infidèles. — *Ibidem*.

— La synagogue des juifs de Colmar est consumée par le feu. — *Ibidem, pag. 81.*

— Colmar est habité par les juifs depuis les plus anciens temps. Ils paraissent avoir toujours occupé la rue qui porte encore aujourd'hui le nom de *rue des Juifs*. On trouve déjà en 1279 leur synagogue dans cette rue; elle est détruite par un incendie. — *Billing, loc. cit., num. XXIX, pag. 17.*

— Hunkler, *op. cit., pag. 54*, dit à peu près la même chose. Il ajoute : « la rue des juifs est probablement contemporaine. »

— Dès le XII^e siècle, quelques débris dispersés du peuple juif franchissent le Rhin et s'établissent en Alsace. Les juifs n'appartenant à aucun peuple allemand, ceux qui arrivent en Alsace sont considérés comme serfs du domaine impérial. —

Dagobert Fischer, les juifs dans les terres de l'évêché de Strasbourg, pag. 3.

Nous avons fait remarquer, en l'année 1278, que le mur qui enceint la rue actuelle des juifs portait à cette époque le nom de *mur des juifs*. Cette remarque, jointe aux indications qui précèdent, autorise à admettre la présence des juifs à Colmar dès les premières années de leur arrivée en Alsace. Ils y trouvent quelque sécurité, et cet état de choses continue après 1279, car on verra tantôt ceux de Rouffach venir demander asile à Colmar pour se soustraire aux violences et aux exactions de l'évêque de Strasbourg dans le chef-lieu du Haut-Mundat.

— Les habitants de Colmar prennent dans leur forêt le bois nécessaire pour bâtir *quatre cents maisons nouvelles* et en réparer *cent anciennes*. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 79.*

De nos jours, on ne trouve plus à Colmar de vestiges d'habitations privées de cette époque. Les plus anciennes qui existent, à notre connaissance, sont de la fin du XV^e et du commencement du XVI^e siècles.

Quatre cents maisons nouvelles, ajoutées à celles qui existaient dans la première enceinte, durent combler bien des vides de l'ancien village, de l'ancien bourg, et préparer la formation de nouvelles rues en dehors de l'enceinte, de la rue des Clefs, par exemple, en continuation du *viculum parve porte aquilonaris* du couvent des Dominicains, à *porte orientali*.

— Le seigneur de Rappolstein enlève traitreusement les châteaux de Hohenack et de Minnewihr à ses parents et les donne à la ville de Colmar. — *Ibidem, pag. 77.*

Selon Louis Levrault, *Musée pittoresque et historique, pag. 77*, le fait signalé par l'annaliste serait le résultat des entreprises d'Anselme II de Rappolstein, dit *le téméraire*, pour

étendre ses possessions au détriment de ses frères et des seigneurs du voisinage. Les seigneurs de Rappolstein possédaient alors le domaine utile de Hohenack ; le domaine direct ou d'investiture, oblat de l'évêché de Bâle, appartenait aux comtes de Ferrette. En enlevant à ses frères le domaine utile de Hohenack, Anselme le donnait en oblation à la ville de Colmar pour s'assurer son appui contre les comtes de Ferrette qui ne devaient pas manquer de revendiquer leur droit avec l'évêque de Bâle et les autres seigneurs de Rappolstein privés violemment du domaine utile. Ce qui est certain, c'est que Colmar accepta l'oblation, car le schultheiss, Sigfrid de Gundolsheim, procéda, non pour son compte, mais pour celui de la ville de Colmar, ainsi que le remarque Luck, auteur des *Annales Rappolsteinenses*, à la réédification de ce château qui avait été ruiné vraisemblablement par les efforts que dut faire Anselme l'audacieux pour s'en emparer.

— Sigfrid de Gundolsheim, schultheiss de Colmar, élève, avec la permission du roi Rodolphe, un château sur le Hohenack. — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 77.

Ce que nous venons de dire plus haut corrige ce que la mention de l'annaliste a de trop absolu. Il ne s'agit pas de la fondation du Hohenack, laquelle remonte au XI^e siècle, mais de sa réédification par le schultheiss pour le compte de la ville de Colmar. On sait que l'oblation n'était qu'un moyen employé par un plus faible pour se mettre sous la protection d'un plus fort. La ville impériale de Colmar était donc, déjà à cette époque, considérée comme une puissance capable de résister à ses plus puissants voisins, les dynastes de Rappolstein, les comtes de Ferrette et même l'évêque de Bâle.

— Ruédiger de Kientzheim, prévôt de St.-Martin de Colmar, homme illustre par ses richesses et sa science, meurt vers la fête de St.-Grégoire, pape. — *Ibidem*, pag. 77.

— Les bourgeois de Colmar s'emparent de plusieurs hommes de Sigolsheim pour les châtier d'excès commis par eux (*propter insolentiam quam fecerunt.*) — *Ibidem*, pag. 83.

— On chasse de Colmar ceux qui avaient, dit-on, le dessein de tuer le schultheiss. Un d'eux subit le supplice de la roue, pour avoir trempé dans le complot qui avait non-seulement pour but de se défaire du schultheiss, mais encore de plusieurs de ses partisans. — *Ibidem*, pag. 83.

Une note des éditeurs des *Annales* dit qu'il s'agissait de Jean de Kaysersberg, schultheiss de Colmar, contre lequel Sigfrid de Gundolsheim excita les esprits pour ressaisir le pouvoir à la faveur des troubles. Cela paraît probable mais n'est pas bien établi. Nous ne trouvons aucune preuve positive de l'arrivée de Jean de Kaysersberg au schultétat, tandis qu'il peut, à certains égards, paraître constant que Sigfrid de Gundolsheim occupa cette fonction, sans interruption prouvée, jusqu'en 1281. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point.

— Quelques femmes sont expulsées de Colmar afin qu'elles ne puissent révéler le secret des citoyens à leurs maris. — *Ibidem*, pag. 89.

Il s'agit indubitablement des femmes de ceux qui sont bannis de la ville pour avoir formé le complot de tuer le schultheiss et ses principaux partisans. Ce serait donc l'élément noble de Colmar qui aurait subi la peine d'une tentative avortée pour reprendre le pouvoir dont il aurait été momentanément évincé par l'élément bourgeois, l'élément démocratique représenté par Jean de Kaysersberg au pouvoir suprême de la cité.

1280.

Le schultheiss, Jean de Kaysersberg, est tué. — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 89.

Si jusqu'à présent l'on avait fourni la preuve certaine d'un

mouvement qui aurait placé, en 1279, le pouvoir entre les mains du parti bourgeois, représenté par Jean de Kayzersberg, et en aurait évincé momentanément le parti noble, représenté par Sigfrid de Gundolsheim, tout serait expliqué relativement aux événements qui se sont passés à Colmar en 1279 et 1280. Mais en l'absence de cette preuve, le doute subsiste et l'on peut se demander :

Si l'on doit considérer ce Jean de Kayzersberg comme ayant effectivement été schultheiss de Colmar à la fin de 1279 et au commencement de 1280, ou bien s'il ne faut attacher à la mention de l'annaliste d'autre sens qu'une allusion au but que se proposait, en 1279, le parti bourgeois, de secouer la domination des nobles, en plaçant au pouvoir Jean de Kayzersberg ?

Mais, nous le répétons, nous n'avons trouvé nulle part la preuve que Jean de Kayzersberg a positivement remplacé, ne fût-ce qu'un instant, le schultheiss Sigfrid de Gundolsheim, tandis que nous lisons dans Schœpflin, *Als. illust.*, tom. V, pag. 199, que ce dernier fut déposé en 1281.

Pour concilier les faits on a donc admis que Jean de Kayzersberg, d'origine plébéienne, arriva au pouvoir avant le complot de 1279 et que ce complot avait pour but de l'en arracher. Dans cette hypothèse, ou cette vérité constante qu'il ne nous est pas donné de pouvoir vérifier, le complot aurait été formé par les nobles. Dès lors les individus qui furent bannis, hommes et femmes, et dont l'un d'eux subit le supplice de la roue, étaient du parti de Sigfrid de Gundolsheim, ainsi que l'ont dit, note 6, pag. 89, les éditeurs des *Annales des Dominicains de Colmar*. Mais la nature du supplice infligé à l'un d'eux semble contredire cette opinion, car la peine du glaive était le privilège des nobles, la potence ou la roue le partage des bourgeois. Toutefois il est possible qu'un vilain

ait tenu, même en ce temps-là, pour la noblesse et dans ce cas notre remarque est sans portée.

Cependant, en l'absence de preuves, il ne demeure pas moins constant : que le complot de 1279 peut avoir eu pour but de se défaire du schultheiss, Sigfrid de Gundolsheim ; que le complot peut avoir été formé par le parti bourgeois pour faire arriver au pouvoir un des siens, Jean de Kaysersberg, qui, malgré l'insuccès du complot, aurait été regardé par l'annaliste comme le schultheiss du parti opprimé. Après la paix qui suivit la défaite de l'évêque de Strasbourg, à Hausberg, le pouvoir était revenu, à Colmar, au parti noble et l'on conçoit que le parti bourgeois, encore imbu de l'idée d'affranchissement dont Jean Roesselmann avait été le premier soldat, dut continuer à réagir.

L'auteur de la notice du *Musée pittoresque et historique de Rothmuller* dit, il est vrai, page 122, que Jean de Kaysersberg succéda, en 1279, à Sigfrid de Gundolsheim et que celui-ci reprit ses fonctions après le meurtre du chef plébéien. Mais il n'appuie d'aucune preuve cette allégation que Schœpflin semble contredire, car outre que Sigfrid ne fut déposé qu'en 1281, Schœpflin ne mentionne pas Jean de Kaysersberg au nombre des schultheiss de Colmar ; de sorte qu'en l'absence de documents plus précis, l'obscurité ou la confusion que nous devons signaler, continue à subsister. Quoi qu'il en soit, il demeure établi par l'annaliste que Jean de Kaysersberg périt, comme Jean Roesselmann, victime des luttes de la bourgeoisie pour conquérir son affranchissement. C'est donc un nom de plus à placer au nombre de ceux dont la cité doit garder le souvenir.

— Les Colmariens s'emparent du clerc du seigneur de Girsperg, du clerc du seigneur de Nortgasse et de quatre (bourgeois) de Soultzmatt. — L'évêque de Bâle vient à Colmar et

réclame leur mise en liberté. Les bourgeois la refusent. — L'évêque excommunie la ville ou y interdit la célébration du culte. — Dans le même temps le seigneur de Rappolstein déclare la guerre à Colmar; il fait prisonniers tous les bourgeois dont il peut s'emparer au dehors, et, après l'octave de la St.-Jean-Baptiste, le schultheiss de Colmar, Sigfrid de Gundolsheim, fait prisonnier le campagnard Jean de Nortgasse, seigneur de Kercivelt-Hirtzfeld ? — Enfin le 8 des calendes d'Août (25 Juillet) l'interdit est levé par l'évêque de Bâle. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 91.*

Nous suivons les errements admis pour dégager le sens historique des indications qui précèdent; c'est-à-dire que nous raisonnons dans la prévision ou la certitude que Jean de Kaysersberg fut schultheiss de Colmar depuis 1279 jusqu'à sa mort, en 1280.

En représailles du meurtre de Jean de Kaysersberg, les bourgeois de Colmar s'emparent de deux clercs appartenant aux nobles de Girsperg et de Nortgasse ainsi que de quatre bourgeois de Soultzmatt auteurs ou adhérents des auteurs de la mort du schultheiss. L'évêque de Bâle intervient pour les délivrer et en intervenant, il prend fait et cause pour le parti noble. Le parti bourgeois lui résiste et l'évêque fait, contre lui, usage des rigueurs spirituelles. Dans le même moment les seigneurs de Rappolstein lui déclarent la guerre pour la même cause peut-être, et vraisemblablement aussi pour retirer des mains de Colmar le château de Hohenack dont le schultheiss, Sigfrid de Gundolsheim, avait accepté l'oblation et qu'il faisait réédifier pour le compte de la ville. Les bourgeois, attaqués de toutes parts, rendent la liberté à leurs prisonniers, l'évêque de Bâle les relève des peines spirituelles qu'ils ont encourues et les bourgeois se résignent à courber de nouveau le front sous la domination du parti noble, que Sigfrid de Gundols-

heim représente en reprenant possession de la dignité de schultheiss.

Il serait intéressant de voir exhumer de nos archives des documents propres à confirmer ou rectifier ces déductions.

— Sigfrid de Gundolsheim, schultheiss de Colmar, prohibe les cérémonies des anniversaires trentenaires des noces et les festins. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit. pag. 93.*

— L'auteur de la notice du *Musée pittoresque de Rothmuller, pag. 118*, trouve des documents qui attestent que cette année le chapitre de St.-Martin a encore recours au bénéfice des indulgences pour continuer la construction de l'église Saint-Martin.

— Dans l'octave de St.-Augustin (28 Août), il se fit un concours de fidèles à la collégiale de St.-Martin à cause des miracles qui s'y faisaient. — *Annales, édit. cit. pag. 93.*

— On consacre trois autels chez les frères prêcheurs. — *Ibidem.*

— Le 7 des calendes de Novembre (26 Octobre) il y eut un tremblement de terre. — *Ibidem.*

1281.

♂ Le VI des ides de Février (8 Février), la sœur Helwige, prieure des sœurs de Saint-Jean de Colmar (Unterlinden) meurt. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., page 95.*

Hunkler publie, *op. cit., pag. 223-228*, une biographie de la sœur Helwige, empruntée à une histoire de l'ordre des frères prêcheurs, imprimée à Dillingen en 1596. La sœur Helwige était d'une famille noble de Gundolsheim. (La sœur peut-être du Schultheiss Sigfrid?) Ayant refusé d'épouser le gentilhomme qu'on lui destinait, elle subit de la part de ses parents des violences si horribles que ses jours furent en danger. Ses

parents renoncèrent alors à la contrainte qu'ils exerçaient et promirent de déferer à ses vœux de se consacrer à Dieu si elle recouvrait la santé. Dès qu'Helwige fut rétablie elle entra au couvent d'Unterlinden où elle mourut, âgée de 42 ans 5 jours et fut enterrée devant l'autel de l'église du couvent. Son confesseur, le frère Burchard, fit graver l'inscription suivante sur son tombeau :

*Moribus ornata jacet hic soror intumulata ;
Istud praelata claustrum, rexit bene grata,
Est augmentata sub ea res laus cumulata.*

— Le XII des calendes de Mars (18 Février), s'endormit ⁴³ dans le Seigneur le frère Rheinher, de l'ordre des prêcheurs, dans la quatre-vingt-quatrième année de son âge. Il vécut louablement dans notre ordre pendant cinquante-sept ans et dirigeait depuis quarante-trois ans les sœurs de Saint-Jean d'Unterlinden, qu'il enseignait par sa parole et son exemple.
— *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 95.*

La mention que Rheinher a dirigé pendant quarante-sept ⁴⁴ ans les sœurs d'Unterlinden implique qu'il aurait été le deuxième chapelain du couvent, car il y serait entré en 1234, c'est-à-dire lorsque les religieuses étaient encore établies *uf Mühlen*, en l'année même où elles furent enlevées à la direction spirituelle des Dominicains de Strasbourg et soumises à celle des Dominicains de Bâle; d'où l'on peut conclure que Rheinher succéda immédiatement au lecteur Walther de la maison de Strasbourg et qu'il sortit de la maison de Bâle. Lorsqu'en 1268, cette direction fut attribuée aux Dominicains de Fribourg (en Brisgau), Rheinher subit la même dépendance et de même en 1278, lorsqu'elle fut confiée aux Dominicains de Colmar. Cela est simple et pas n'est besoin, ce nous semble, pour expliquer la mention de l'annaliste, de supposer une

erreur de copiste comme on le fait, *pag. 100, note I, des Curiosités d'Alsace.*

Si les Unterlinden avaient encore leurs historiographes, amis du merveilleux ou du surnaturel, nous leur poserions cette question historique : La tentative de Séraphine Richert (*Voyez année 1252*) de restituer la statue de Saint-Jean au pays de Bade, ne serait-elle pas le dernier écho de la protestation des Dominicains d'Allemagne contre la conquête de l'Alsace par Louis XIV ?

— Le seigneur Othon III d'Ochsenstein, fils de la sœur du roi Rodolphe et landvogt de la province, dépose Sigfrid de Gundolsheim, Schultheiss de Colmar, au grand contentement de tous ceux qu'il avait molestés et troublés. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 95, et Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 199.*

— Sigfrid de Gundolsheim a pour successeur Conrad de Kaysersberg. — *Schæpflin, ibidem.*

Si, comme cela est vraisemblable, Conrad était parent de Jean de Kaysersberg, tué en 1280, Colmar aurait été délivré momentanément de la domination des nobles qui était une cause de troubles continuels. Mais on verra que cette déposition ne se fit pas sans résistance de la part de Sigfrid de Gundolsheim et de ses adhérents.

72 — Guillaume de Nortgasse et ses frères déclarent que le prix de la cour vendue par eux, en 1278, aux dominicains de Colmar, pour cinquante marcs d'argent, leur a été entièrement et religieusement payé et qu'ils tiennent pour dégagés de leurs obligations, à cet égard, les dominicaines d'Unterlinden et leurs représentants. — *Protocole, cit. aux archives du Haut-Rhin, f° 21.*

— Le IV des calendes d'Août (14 Juillet), Wernher, dit Walch, et le seigneur Chevalier Conrad, dit de Nortgasse, sont

tués par les Colmariens. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 99.

— Pendant que Rodolphe était à Vienne, où il ne veillait que de loin sur l'Alsace, les seigneurs de cette province et de son voisinage se faisaient de continuelles guerres... Ceux de Rappolstein portent leurs armes contre Colmar et font prisonniers plusieurs de ses bourgeois. — *Laguille, Hist. d'Als.*, tom. I, liv. XXI, pag. 247.

— Ces désordres engagent Rodolphe à revenir en Alsace. — *Aufschlager, op. cit.*, tom. I, pag. 191.

— Le IV des ides d'Octobre Rodolphe I est à Colmar et y date les lettres qu'il écrit au duc de Luxembourg. — *Martène, Thesaur. anecd.*, tom. I, col. 1171. — *Notes inédites de Grandidier*.

— Le roi Rodolphe dépense à Colmar, en moins de quinze jours, 1200 marcs en frais d'entretien. — *Annales des Dominic.*, édit. cit., pag. 99.

— De Colmar Rodolphe se rend à Augsbourg, où Rodolphe, son second fils, est déclaré duc de Souabe, landgrave d'Alsace et comte d'Ergaw, pays où est situé Bade, en Suisse. — *Laguille, tom.*, liv. et pag. cit.

— Le XIII des calendes de Novembre (20 Octobre), Thié-ⁿbaut, comte de Ferrette, signe à Colmar une charte par laquelle il cède à Henri d'Isny, évêque de Bâle, tous ses droits sur Porrentruy, l'advocatie d'Ajoie, le domaine de Bure et sur leurs dépendances, gens et biens, avec tous les droits qu'y possédait Thierry III, comte de Montbéliard, pour cent quatre-vingts marcs d'argent, payables en deux termes. — *Trouillat, op. cit.*, tom. II, pag. 343-344.

Il s'agit de la restitution à l'évêque de Bâle du château et de la ville de Porrentruy dont le comte de Montbéliard s'était

emparés et que les armées de Rodolphe reprennent au profit de l'évêque.

— Le 7 Novembre Rodolphe I signe à Strasbourg un diplôme par lequel il prend le chapitre de Saint-Martin de Colmar sous sa protection spéciale, et lui accorde les avantages dont jouissent les citoyens de cette ville. — *Ibidem*, pag. 345.

— A la fête de Saint-Nicolas (6 Décembre), le château de Hoh-Landspurg, qui était au Schultheiss de Colmar, est assiégé et pillé par le landvogt d'Alsace et les Colmariens. — *Annales des Dom. de Colmar*, édit. cit., pag. 101.

Il s'agit de Sigfrid de Gundolsheim qui s'était retiré dans cette forteresse pour résister à sa déposition du Schultétat de Colmar.

Hunkler dit la même chose, pag. 66, note 1. De même l'auteur de la notice du *Musée pittoresque de Rothmuller*, pag. 122.

1282.

Le IV des nones de Janvier, Conrad de Kaysersberg, Schultheiss, le sénat (*Consules*) et les bourgeois de Colmar, sur le désir et la demande (*ad jussum et mandatum*) de Rodolphe de Habsbourg, consentent unanimement à laisser aux Dominicains la faculté d'élever des constructions contre et même par dessus le mur d'enceinte de la ville, à la condition toutefois que ces constructions ne nuisent ni à la propreté ni à la solidité de la fortification, c'est-à-dire que les latrines en soient éloignées et qu'aucune ouverture, susceptible d'affaiblir la solidité du mur, n'y soit pratiquée. — *Protocole des faits temporels mémorables des Dominicains de Colmar*, mss. fol. 21-22 aux archives du Haut-Rhin.

~ — Le X des calendes de Juin (23 Mai), Henri d'Isny, évêque de Bâle, confère l'ordination dans l'église des frères mineurs (Franciscains) de Colmar. Il avait dans sa suite un Ethiopien

couvert de vêtements blancs, et un nain, surnommé le *Chevalier Conrad*, dont la taille atteignait à peine trois pieds. — *Annales des Dominicains de Colmar; édit. cit., pag. 103.*

— Les sœurs d'Unterlinden sont réduites à ne se nourrir, pendant six semaines, que d'une espèce de bouillie ou de soupe; elles n'ont de pain que deux fois par semaine. Seize cents pauvres se présentent au couvent pour y recevoir l'aumône. — *Ibidem, pag. 105.*

Différentes mentions, concernant d'autres localités que Colmar, attestent qu'il y eut disette en Allemagne en cette année et qu'une contagion s'ensuivit en plusieurs localités d'Alsace.

— Un premier agrandissement (de l'enceinte de Colmar) a eu lieu du côté des Dominicains avant 1282 : on en a la preuve par une charte que Rodolphe donne, en cette année-là, aux religieux. — *Schœpflin Als. illust. tom. V, pag. 186.*

Schœpflin ne publie pas la charte à laquelle il fait allusion. Nous ne l'avons trouvée nulle part ailleurs. Nous pensons que l'agrandissement dont il parle se rapporte à la faculté qui est concédée aux dominicains d'élever des constructions contre et par-dessus le mur d'enceinte, dont il fait également mention, *ibidem, pag. 191*, et que nous indiquons plus haut. Peut-être encore ne s'agit-il que de l'agrandissement du domaine des Dominicains, à l'intérieur de l'enceinte, par l'acquisition de la cour (*infra muros*) des seigneurs de Nortgasse dont nous avons parlé en 1278.

— Le chapitre de Saint-Martin de Colmar use encore de la ressource des indulgences pour la construction de l'église collégiale. — *Musée pittoresque et historique, pag. 118.*

— En 1282, Rodolphe I passe quinze jours chez le prévôt Rœsselmann. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 198.*

Billing dit la même chose, *loc. cit. 2^e semestre, pag. 66.* Hunkler, *op. cit., pag. 154*, répète le fait et ajoute que pendant

ce séjour il dépensa deux mille marcs d'argent, et accorda à la ville diverses diminutions d'impôt afin d'être agréable à tout le monde.

Si la présence de Rodolphe chez Walther Rösselmann, fils de Jean, tué en 1262, est vraie, il faut en conclure que cette circonstance valut à Walther la faveur de succéder, comme Schultheiss de Colmar, à Conrad de Kaysersberg que, sur la demande de Rodolphe, l'on vient de voir révoquer l'engagement pris, en 1278, par les Dominicains de laisser libre un espace de quatorze pieds entre le mur d'enceinte et leur établissement.

♣ — Le seigneur de Hohenstein, landvogt d'Alsace, enlève, par violence, huit vases de vin aux sœurs de Saint-Jean de Colmar (Unterlinden). — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 107.

Il faut lire *Ochsenstein* au lieu de Hohenstein. On a vu en effet que Othon d'Ochsenstein, neveu de Rodolphe de Habsbourg, est Landvogt de la province.

1283.

♣ Le frères Mineurs (Franciscains) réunissent plus de trente-une jeunes filles et quelques veuves et, le XV des calendes d'Août (18 Juillet), ils les cloîtent dans le monastère d'Alspach qu'ils ont acheté pour elles moyennant treize cents marcs. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 109.

♣ — Ulric V de Rappolstein meurt le 13 Avril et est enterré dans l'église des Franciscains de Colmar. — *Billing, manuscrits inédits de M. Ignace Chauffour*.

On verra sa femme Adelaïde l'y suivre en 1300.

— Le XII des calendes de Mai, Rodolphe de Habsbourg rend communes à la ville de Porrentruy les franchises qu'il a accordées à la ville de Colmar, en 1278. — *Trouillat, op. cit*, 2, pag. 377.

— Jacques, de l'église de Saint-Martin, remplit depuis plusieurs années la charge d'écolâtre de la collégiale, fonction à laquelle aucune rétribution n'est attachée. Désirant assurer l'existence de l'école après sa mort, Jacques affecte, de sa fortune privée, quarante livres deniers à la fonction d'écolâtre. De son côté le chapitre ajoute dix livres aux quarante que Jacques accorde, afin que, du produit de cette fondation, il puisse être payé annuellement cinq livres à l'écolâtre qui, après la mort du fondateur, sera élu ou choisi par le chapitre; moyennant cette rétribution l'écolâtre n'exigera rien des enfants qui fréquenteront l'école. L'écolâtre est soumis aux mêmes règles que celui de l'église de Bâle. La charte de la fondation est du lendemain de la fête de Sainte-Lucie (15 Décembre). Elle est publiée par *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 385-386.*

1284.

Henri d'Isny, évêque de Bâle, est à Colmar le IV des calendes de Mars (26 Février). Il y donne une charte par laquelle il déclare vouloir maintenir les étrangers que l'abbaye de Bellelay établira sur ses terres et les affranchir de toute espèce de servitude, sous la réserve que chaque famille paiera annuellement audit évêque ou à ses officiers un chapon et une émine d'avoine, et que lesdits étrangers agiront comme les autres habitants de ces terres pour la défense de l'évêque et du pays. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 390-391.*

On peut conjecturer de cette charte que l'évêque était à Colmar pour recruter des émigrants au profit de Bellelay.

— Henri d'Isny, évêque de Bâle, écrit à tous les doyens, camériers et prêtres de son diocèse de provoquer et recueillir des offrandes nécessaires pour continuer la construction de l'église de Saint-Martin de Colmar. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 188. Hunkler, op. cit., pag. 168 et Musée pittoresque de Rothmuller, pag. 188.*

— Le seigneur Henri, évêque de Bâle, confère les ordres à Colmar le III des nones de Mars (5 Mars) aux Quatre-Temps et consacre beaucoup de prêtres. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 113.

— La reine, femme de Rodolphe, vint à Colmar à la septuagésime, c'est-à-dire le jour de la chaire de Saint-Pierre (1^{er} Août) ; elle fut magnifiquement accueillie par les religieux, les clercs, les chevaliers et les citoyens. Les habitants pourvurent à ses dépenses pendant plusieurs jours et lui donnèrent, en outre, à titre de présent, cent livres. — Il s'agit d'Elisabeth, dite aussi Agnès, fille de Hugues IV, duc de Bourgogne, épousée par Rodolphe de Habsbourg, devenu veuf d'Anne de Hohenberg. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 111 et note 5.

— Rodolphe ayant établi landvogt son neveu, Othon d'Ochsenstein, celui-ci frappe de grosses impositions sur l'Alsace. Colmar, qui était alors une des villes les plus importantes de la province, et à laquelle Rodolphe avait donné Walther Roesselmann pour Schultheiss, se révolte. — *Laguille, Hist. d'Als.*, tom. I, liv. XXI, pag. 248.

— Le Landvogt ayant opprimé les bourgeois par les impôts qu'il demandait, Walther Roesselmann, Schultheiss de Colmar, excite le mécontentement et quand le trentième est exigé, il propose à la ville de se déclarer pour le Pseudo-Frédéric qui erre dans les provinces voisines du Rhin et se pose en antagoniste de Rodolphe. — *Schæpflin, Als. illust.*, tom. V, pag. 209.

Les habitants de Colmar envoient en une seule année trente mille livres au roi Rodolphe ; et le XVII des calendes de (Mai ?) ils se soulèvent contre lui en refusant de lui donner le trentième de leurs biens (qui était exigé par le Landvogt). — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 117.

— Cette résistance irrite Rodolphe, qui vient lui-même à

Colmar dans le dessein de déposer le Schultheiss. Mais Rœsselmann prévoyant le coup qui le menaçait, ose fermer les portes de la ville à l'empereur. Cette insulte force Rodolphe d'assembler des troupes pour en commencer le siège. Mais les mouvements que le faux Frédéric cause sur le Bas-Rhin forcent Rodolphe d'abandonner pour un temps son entreprise, jusqu'à ce qu'il se soit défait de l'imposteur. — *Laguille, op. cit., pag. 248.*

— Le frère Henri, qui s'était fait hermite et qui prétendait être l'empereur Frédéric II, pressentant l'arrivée du roi Rodolphe, se cache prudemment, à ce que l'on dit. — Cet imposteur se retire dans une petite place des environs de Cologne (Wetzlar). Rodolphe s'étant présenté pour l'assiéger, les habitants lui livrent le faux Frédéric, qui est condamné au feu. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 113 et note 4.*

1285.

Aux nones de Mai (7 Mai) les habitants de Colmar font leurs premiers actes de résistance contre le roi Rodolphe en brûlant le village de Deinheim et quelques autres lieux. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 117.*

— Le roi Rodolphe assiège les Colmariens le XVIII des calendes de Juillet (14 Juin), le jour d'Elisée le prophète; le siège dure cinq jours. — Les habitants de Colmar sont imposés de 2,200 marcs, et les chevaliers qui n'ont pas pris parti contre les Colmariens ou qui n'ont pas fidèlement aidé le roi dans le siège de la ville, sont, comme les citoyens, frappés de contributions. Un juif, prisonnier du roi Rodolphe, et qui avait promis de lui donner 1,500 marcs, s'échappe. — *Ibidem, pag. 117-119.*

— Dès que Rodolphe eut puni l'imposteur « comme il le méritait » il vient mettre une seconde fois le siège devant la

ville de Colmar. Elle ne résiste que cinq jours, après lesquels elle se soumet à donner à l'Empereur 2,200 marcs d'argent ; c'est à ce prix qu'elle achète sa grâce. Les gentilshommes qui ne se sont pas opposés à la révolte, ou qui n'ont pas prêté secours à Rodolphe, paient leur part de cette imposition. Le Schultheiss, Walther Rösselmann, est déposé et remplacé par un autre Schultheiss, nommé Stameheim, qui fit sentir aux Colmariens tout le poids de son autorité. — *Laguille, op. cit., pag. 248.*

Schœpflin, *Als. illust., tom. V, pag. 209*, dit que l'amende payée par Colmar est de 400 marcs d'or. Hunkler, *op. cit., pag. 67*, la porte à 4,000 marcs d'or ; de même Dillemann, *loc. cit., pag. 375.*

1286.

Le jour de Pâques, quelques citoyens de Colmar blessent les gens du Schultheiss et les forcent, par leurs violences, à se réfugier dans le couvent des frères Mineurs ; à la suite de cet évènement, ces citoyens sont chassés de la ville, leurs maisons détruites et leurs biens confisqués par les juges. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 121.*

— La conduite violente du Schultheiss Stameheim fait renaitre la révolte dans Colmar ; les bourgeois, outrés des mauvais traitements qu'on leur fait souffrir, se jettent, le jour de Pâques, sur les valets du Schultheiss, en blessent plusieurs, et s'étant saisis des autres les retiennent prisonniers dans le couvent des cordeliers (Franciscains). Cette nouvelle sédition est bientôt apaisée. Les chefs sont bannis de la ville, leurs biens confisqués et leurs maisons rasées. Mais, comme les violences du Schultheiss ont été la cause de la révolte, et que sa présence aigrit toujours le mal, il est obligé de quitter lui-même la ville après avoir délégué à son beau-fils l'exercice de sa charge. — *Laguille, op. cit., liv. XXI, pag. 249.*

Aufschlager, *pag. 191*, Hunkler, *pag. 68*, et Dillemann, *pags 375*, rapportent l'évènement sans y ajouter aucun détail nouveau. L'auteur de la notice du *Musée pittoresque et historique de Rothmüller*, *pag. 122*, fait suivre la mention de la révolte, d'une révélation importante pour l'histoire de Colmar.

On a vu, qu'en exécution de l'art. 1^{er} des franchises de Colmar, tout individu ayant tué quelqu'un dans la ville et étant parvenu à se sauver, était soumis à la peine de voir démolir sa maison, à laquelle était attaché le droit de bourgeoisie, et confisquer, au profit de l'empereur, tous les biens qu'il possédait dans le ban de Colmar. L'exécution dont fut suivie la révolte et le meurtre des hommes du Schultheiss Stameheim inspira au nouveau Schultheiss et au Sénat l'abrogation d'une partie de ces rigueurs. « Par un acte du 20 Juillet, que l'auteur de la notice dit exister aux archives de Colmar, le Schultheiss et le Sénat renoncèrent, pour l'avenir, à appliquer la prescription en vertu de laquelle la maison d'un bourgeois condamné devait être démolie. »

Néanmoins on verra plus tard cette peine appliquée de nouveau à Colmar, mais directement par l'empereur, ainsi que le constate une inscription religieusement conservée dans une maison particulière et dont nous parlerons en temps et lieu.

— Walther Rösselmann saisit cette occasion pour éloigner et Colmar le Schultheiss Stameheim et les nobles, ainsi que pour reprendre la dignité de Schultheiss. — *Hunkler, op. cit., pag. 68.*

Aucun des documens que nous consultons ne constate le fait probable, d'une façon aussi précise que Hunkler.

— Pour diminuer les dettes de la ville et recouvrer les bonnes grâces du roi, et avec sa permission, le Schultheiss, les membres du Sénat et les bourgeois de Colmar vendent aux Dominicains quatre portions de terrain situées au-delà du

fossé intérieur, pour le prix de cinq marcs et demi d'argent chaque portion. — *Protocole, cit., aux archives du Haut-Rhin, f° 22.*

— Les sœurs de Saint-Jean-sous-les-Tilleuls (Unterlinden), sont, au mépris de la liberté des religieux, contraintes par les bourgeois à payer soixante marcs. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 121.*

— Le seigneur de Rappolstein, Anselme l'Audacieux, que l'on a vu en 1279 enlever par la force le château de Hohnack à sa famille et le donner en fief oblat à la ville de Colmar, est mandé devant Rodolphe de Habsbourg, son cousin, qui voulait l'amener à délivrer à son frère Henri et à ses neveux les biens qui leur revenaient de l'héritage de leur père et grand-père mort en 1278. Anselme ayant refusé de déférer aux exhortations de Rodolphe, ce dernier ordonne au seigneur de Waldeck, l'homme de sa cour en qui il a le plus de confiance, de se mettre à la tête des habitants de Colmar et d'autres villes voisines pour assiéger le château de Ribeauvillé et forcer Anselme à délivrer les biens qu'il détenait indûment. Le siège a lieu, mais eu égard au peu d'entrain des bourgeois recrutés pour cette expédition et aux difficultés de prendre le château, Waldeck doit lever le siège et se contenter de ravager, avec ses troupes d'occasion, les terres du seigneur de Rappolstein. Bergheim fut incendié. — *Laguille, op. cit., liv. XXI, pag. 249.*

La guerre contre Anselme l'Audacieux eut d'autres suites ; mais Colmar paraît n'y avoir pris qu'une part peu importante.

— L'évêque de Constance et dix évêques italiens délivrent des lettres d'indulgence en faveur de ceux qui tendront une main secourable pour la construction de l'église de Saint-Martin de Colmar, le luminaire de cette église et en faveur de ceux qui, avant de mourir, lui lègueront quelque chose de leur bien. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V., pag. 188.*

— Le jour des Trépassés (2 Novembre) le légat du Saint-Siège, venant de Spire, arrive à Colmar. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 125.*

— L'église de Saint-Pierre rentre en possession de tous ses biens. La moitié du village de Wasserbourg, qui avait été engagée au noble Dietrich de Hauss, lui revient. Ulric, fils de ce dernier, payait au prieuré cinq mesures de vin ; les nobles de Hattstatt, de Rappolstein et de Stœren avaient aussi en fief cette partie du village et payaient au prieuré dix mesures de vin rouge. — L'église et le petit cloître de Saint-Gilles, derrière Wintzenheim, appartenaient également au prieuré de Saint-Pierre et servaient, à cause de la situation agréable et du bon air du vallon, d'infirmier aux moines du prieuré. — *Hunkler, op. cit., pag. 187-188.*

— Une sentence arbitrale, rendue le 28 Novembre, sur un différend qui s'était élevé entre le couvent de Saint-Léonard de Bâle et le curé de Ranspach au sujet de la dime dudit Ranspach, nous apprend que Frédéric de Columbaria était chanoine de l'église de Bâle. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 435.*

1287.

L'empereur Rodolphe de Habsbourg est à Colmar le III des calendes de Mars de cette année. Il y date des lettres par lesquelles il engage à Jean de Lobgasse le domaine de Bilsheim. *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 198.*

— Le VI des calendes de Mai (10 Mai) le seigneur de Baldeck se marie, et les habitants de Colmar envahissent avec lui les possessions du seigneur de Rappolstein. — *Annales des Dominicains de Colmar. édit. cit., pag. 127.*

Il s'agit du seigneur que Rodolphe envoya pour châtier Anselme l'Audacieux, seigneur de Rappolstein, dont il a été parlé

en 1286 d'après Laguille, qui le désigne sous le nom de Waldeck, au lieu de celui de Baldeck que lui donnent les annales.

— Les habitants de Colmar, requis pour punir Anselme de Rappolstein de concert avec ceux des villes voisines, occupent sous le commandement de Baldeck la petite ville de Zellenberg et participent à la construction du château en bois élevé à Guémar pour bloquer Rappolstein qu'on ne peut prendre de force. — *Laguille, op cit, pag 249 et autres.*

Le seigneur de Horbourg, qui a aussi pris fait et cause contre Anselme, soutient plus particulièrement que Colmar la guerre contre son voisin. A Zellenberg le seigneur de Horbourg tue à Anselme huit chevaux et blesse plus de vingt-un cavaliers ; par contre Anselme* prend beaucoup d'hommes à son adversaire et beaucoup de gens de Sigolsheim qui paient à leur vainqueur une rançon de deux marcs pour recouvrer leur liberté. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 129.*

— Un des chevaliers de Nortgasse, Jean, que l'on a vu figurer dans l'acte de vente de 1278, d'une cour aux Dominicains, détruit violemment, le VIII^e des ides d'Octobre (8 Octobre), la clôture desdits Dominicains de Colmar. — *Annales, édit. cit., pag. 131.*

1288.

La Haute-Alsace voit, en cette année, finir la guerre contre Anselme l'Audacieux, par l'arrivée de l'empereur et de son fils, Rodolphe, landgrave d'Alsace. Celui-ci vient à Colmar avec de la cavalerie ; l'empereur le suit de près avec une armée nombreuse, dans le dessein d'entrer dans la Bourgogne et d'attaquer le comte de Montbéliard. — *Laguille. op. cit., tom. I, liv. XXI, pag. 250.*

— Ce fils du roi, Rodolphe, landgrave d'Alsace, fait séjour,

avec cent chevaux, dans la maison des sœurs de Colmar à Unterlinden. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 133.*

— Au calendes d'Avril (1^{er} Avril) le roi Rodolphe, l'évêque de Strasbourg, les bourgeois de cette ville et les seigneurs du pays jurent un traité de paix à Colmar. De plus, ils auraient voulu rétablir la concorde entre les frères prêcheurs et les citoyens de Strasbourg. — *Ibidem.*

— A l'octave de la Résurrection (28 Mars), le roi Rodolphe dépense, en frais d'entretien, onze cents livres à Colmar. — *Ibidem.*

— Avant de se mettre en marche pour la Bourgogne, Rodolphe assemble à Colmar, le 1^{er} jour d'Avril, l'évêque et les députés de Strasbourg et les seigneurs du pays. Comme il a la force en mains, il se fait écouter, et après avoir examiné les divers sujets qui entretiennent la guerre dans la province, il oblige les parties intéressées de conclure une paix dont tous promettent, avec serment, d'exécuter les conditions. — *Laquille, liv. et pag., cit.*

Il ne se met en campagne qu'au commencement de Juillet. Il est vraisemblable que Colmar est jusque-là le principal séjour de Rodolphe.

Conrad de Lichtenberg, évêque de Strasbourg, avait pris le parti de Bouchard d'Avesne, évêque de Metz, contre Ferri, duc de Lorraine, ce sont ces partis que Rodolphe de Habsbourg amène à Colmar pour conclure la paix dont il est question. — *Voy. Grandidier, œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 51.*

— L'hôpital de Colmar obtient de Rodolphe I les mêmes privilèges que celui de Strasbourg. Il était d'abord établi sur l'emplacement où fut construit, plus tard, l'hôtel du commandant de la ville. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 192-193.*

L'affirmation de Schœpflin concernant l'emplacement de

l'hôpital à cette époque nous paraît hasardée. Tout s'accorde jusqu'à-présent à considérer le point qu'occupait l'ancien gymnase protestant comme ayant été l'emplacement du premier hôpital de Colmar.

— Le privilège auquel Schoepflin fait allusion dans son *Illustrata*, il le publie dans sa *diplomatica*, tom. II, pag. 39. Rodolphe prend sous sa protection spéciale et celle de l'empire romain l'hôpital des pauvres de Colmar, avec ses biens, ses possessions actuelles et toutes celles qui pourront lui être acquises dans l'avenir ; voulant au surplus être miséricordieux envers ledit hôpital et les indigens qu'il reçoit, il lui accorde toutes les libertés, tous les droits et privilèges concédés à l'hôpital de Strasbourg par lui et ses prédécesseurs. L'acte est daté de Colmar le IIII des nones d'Avril (2 Avril).

— Les administrateurs de l'hôpital de Colmar demandent à Strasbourg quels sont les privilèges que l'empereur a octroyés à l'hôpital de cette ville. On leur répond, le 23 Avril, que l'hôpital de Strasbourg jouit du droit d'asile pour les homicides et les prisonniers échappés aux mains de la justice ; que nul juge ne peut saisir le bien d'un bourgeois déposé dans l'enceinte de l'hôpital et que les frères attachés au service ne peuvent être cités devant un tribunal séculier. Une seconde déclaration, du 17 Avril, porte : que tous les biens présents et futurs de l'hôpital sont de droit placés sous la protection de l'empire ; que nulle personne, clerc ou laïc, ne peut priver l'hôpital de l'usage des voies publiques, de l'eau ni du droit de pâture. — X. Mossmann, *Revue d'Alsace*, 1851, pag. 239-240.

Les deux réponses que les administrateurs de Colmar obtinrent de ceux de Strasbourg existent en original aux archives de l'hospice. M. Mossmann a publié le texte de la dernière. — *Loc. cit.*, pag. 240.

De nouvelles lettres d'indulgences sont accordées pour la

construction de l'église collégiale de Saint-Martin de Colmar.

— *Musée pittoresque et historique de Rothmüller*, pag. 118.

— Vers la fête de la Toussaint, les recluses de Katzenthal sont transférées à Ammerschwihr et prennent le titre de religieuses. — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 137.

On les verra arriver à Colmar et fonder le couvent des Catharinettes (l'hôpital militaire actuel).

1289.

Le chevalier Sigfrid (de Gundolsheim), autrefois schultheiss de Colmar, célèbre les noces de sa fille à la fête de s... — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 137.

— Le VI des calendes d'Avril (27 Mars), le chevalier Sigfrid (de Gundolsheim), autrefois schultheiss de Colmar, est tué par Susing, instrument des chevaliers de Girsperg. — *Ibidem*.

— Le chapitre de St.-Martin, de Colmar, donne (le dimanche de *Lactare-Mars*) son consentement à l'institution d'un chapelain pour le service de la chapelle consacrée, de la léproserie située hors des murs. Le chapitre stipule, pour le doyen, le droit de donner avis sur le choix du chapelain, de l'appeler à concourir aux offices de la collégiale, les droits de cette dernière ne pouvant être diminués par l'institution de la chapellenie. — X. *Mossmann*, *Revue d'Alsace*, 1851, pag. 243.

M. Mossmann publie le texte du consentement du chapitre. C'est le seul document qu'il a trouvé sur la léproserie pour le XIII^e siècle.

— Le IV des calendes de Mai (28 Avril), Rodolphe, roi des Romains, vient à Colmar, menant à sa suite un grand chameau, âgé de trois ans et d'une hauteur extraordinaire. — Le même jour arrive à Colmar le frère Mumius, maître de l'ordre des Prêcheurs, se hâtant d'aller à Trèves assister au chapitre général. — Le roi Rodolphe, par considération pour le Maître, mange dans la maison des frères Prêcheurs de Colmar, le jour

de Saint-Pierre (29 Avril), et leur donne, ainsi qu'à un grand nombre de seigneurs et à quelques dames, un festin riche, excellent et inusité chez les Dominicains.

Le même jour, il proscriit les seigneurs de Girsperg, en punition de ce qu'ils ont traîtreusement tué le chevalier Sigfrid de Gundolsheim, ancien schultheiss de la ville de Colmar. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 137.*

— Le château de Girsperg est assiégé par les Colmariens. — Ces derniers entreprirent le siège après la proscription édictée par Rodolphe contre les nobles de Girsperg. On verra qu'ils ne parvinrent pas à s'en rendre maîtres en cette année. — *Ibidem et note I.*

— Dans la région de Colmar, la moisson commence avant la St.-Jean-Baptiste (24 Juin); elle est achevée avant la Sainte-Praxède, vierge (21 Juillet). — *Ibidem, pag. 139.*

— Une jeune fille juive de Colmar contracte mariage avec un juif noble (nobilis) de Wurtzbourg; les noces sont célébrées le IV des nones de Septembre (2 Septembre). — *Ibidem, pag. 141.*

— Les recluses de Katzenthal, établies religieuses dans leur monastère d'Ammerschwihr, sont soumises par le concile de Trèves à la direction spirituelle des Dominicains de Colmar. A la fête de la Ste-Catherine (25 Novembre), on chante la première messe dans leur monastère d'Ammerschwihr. — *Ibidem.*

— Les sœurs d'Unterlinden achèvent à grands frais la troisième maison de leur couvent. — *Ibidem.*

— Cette troisième maison forme, en comptant l'église pour le premier, le quatrième côté du quadrilatère que présente l'ensemble des bâtiments. — *Ch. Bartholdi, loc. cit., pag. 101.*

— Le VI des calendes d'Octobre, Rodolphe, duc d'Autriche et de Styrie, landgrave d'Alsace, donne en fief, moyennant

quatre-vingt-dix marcs d'argent, aux frères Conrad et Walther de Kaysersberg, le château de Hoh-Landsburg et les biens qui dépendent de ce fief à Oberhergheim avec tous les droits qui y sont attachés. — *Schæpflin, Als. dipl., tom. II, pag. 42.*

1290.

A la Purification (2 Février), le roi Rodolphe avait déjà donné, outre l'entretien, 1900 livres à ceux (de Colmar et autres lieux probablement) qui sapaient le château des seigneurs de Girsperg, proscrits par lui pour avoir tué traîtreusement l'ancien schultheiss de Colmar, Sigfrid de Gundolsheim; mais ces subsides ne suffisaient point. Cependant le lendemain de la Ste-Agathe (6 Février), les seigneurs de Girsperg se rendent à merci au landvogt de la province. Leurs serviteurs obtiennent grâce, mais les maîtres sont retenus prisonniers. — *Annales des Dominicains, édit, cit., pag. 143.*

— Berthold de Blieswiller et ses fils vendent aux Dominicains leur cour destinée à agrandir le domaine du couvent. Au moyen de cette acquisition, les Dominicains deviennent propriétaires de la rivière et d'un chemin de quatorze pieds de largeur conduisant à la cour et aboutissant à la voie publique. Le prix de la vente est de vingt marcs d'argent. — *Protocole cité aux archives du Haut-Rhin, f° 22.*

— Les frères Mineurs (Franciscains) tiennent leur chapitre à Colmar et les seigneurs de la province leur font des dons nombreux. — Pendant la tenue du chapitre, à Colmar, les Franciscains de Bâle font arrêter deux béguines et deux beg-hards qu'ils regardaient comme hérétiques. — *Ibidem.*

1291.

Le roi Rodolphe vient à Colmar à la fête de St.-Grégoire (12 Mars). — Les habitants paient 500 marcs au roi et dépen-

sent 1400 livres pour l'entretien et la nourriture des seigneurs.

— *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 149.*

Schœpflin, *Als. illust.*, tom. V, pag. 197 et 198, relate, dans les mêmes termes, la présence de Rodolphe à Colmar, en cette année, qui est l'année de sa mort; il dit encore, pag. 195, que Rodolphe accorda aux bourgeois de Colmar pleine liberté de disposer, à leur gré, du canton appelé *Ried* qui leur appartenait. Hunkler dit la même chose; mais il ajoute, pag. 47, que ce fut pour la ville un privilège dont elle ne jouissait pas jusque là, bien que, pag. 155, le *Ried* fût, depuis un temps immémorial, un bien communal. — La charte est d'ailleurs publiée par Schœpflin, *Als. dipl.*, tom. II, pag. 47.

— Le seigneur de Girsperg et les principaux membres de sa famille sont délivrés (par Rodolphe) de leur captivité à des conditions dures; mais le château de Girsperg est entièrement dévasté. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 149.* — *Voy. à ce sujet les années 1289 et 1290.*

— C'est pendant le séjour de Rodolphe à Cölmar que l'évêque de Strasbourg, Conrad de Lichtenberg, obtient sa réconciliation avec Rodolphe qui l'avait banni de la cour. Voici à quel sujet :

« L'empereur Rodolphe épousa, en 1284, à l'âge de soixante-cinq ans, Agnès, fille d'Othon, comte de Bourgogne, qui n'avait que quinze ans et qui était douée d'une grande beauté. Un jour que l'évêque de Strasbourg, qui était de la famille des comtes de Lichtenberg, présentait la main à Agnès pour l'aider à descendre de carrosse, cet évêque fut si charmé de la beauté de l'impératrice qu'il l'embrassa, malgré elle, sur la joue. Mais cette impératrice était aussi vertueuse que belle. Cet acte lui déplut si fort qu'elle en porta des plaintes à Rodolphe, son mari. L'empereur, irrité, fit dire à l'évêque qu'il avait choisi cette paix pour lui

« seul ; que l'évêque n'avait qu'à en choisir une autre qu'il
« pût embrasser, et qu'au reste il eût à ne plus paraître de-
« vant les yeux de l'empereur. » — *Chron. Saxo. Michel le Saxon*. Le chroniqueur commet une erreur. Agnès était fille de Hugues IV, comte de Bourgogne.

Cette aventure se passa à Strasbourg lorsque la reine y arriva venant de Colmar où elle fut magnifiquement reçue le 1^{er} Août, comme on l'a vu, en l'année 1284.

— Ainsi l'évêque, Conrad de Lichtenberg, fut obligé de sortir de la cour et de demeurer dans son diocèse. Il employa son temps d'exil à soutenir les guerres dont il a été dit quelques mots. Rodolphe ne laissa pas que d'estimer toujours l'évêque. L'empereur et l'évêque s'abouchent ensemble à Colmar, en cette année, scellent leur réconciliation et promettent d'oublier leur injure commune. — *Grandidier. Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 52.*

— Berthe de Rappolstein, épouse de feu Henri Sigebert, comte de Werd et landgrave de la Basse-Alsace, de concert avec ses trois fils Ulric, Egenolphe et Philippe, vient à Colmar trouver l'empereur et l'évêque pour qu'ils décident le procès qu'elle avait avec ses deux frères Anselme et Henri qui lui disputaient son héritage. Le château de Minnewihr fut accordé à Ulric, fils de Berthe, et les biens que les comtes de Rappolstein avaient à Colmar furent adjugés à Berthe. — *Ibidem, pag. 53.*

La chartre de transaction est publiée dans Schœpflin, *Als. dipl., tom. II, pag. 46 - 47.*

Après la mort de l'empereur Rodolphe (arrivée le 30 Septembre de cette année), Colmar saisit ce moment pour refuser obéissance à l'évêque de Strasbourg, Conrad de Lichtenberg ; mais ce dernier n'était pas d'humeur à souffrir l'indépendance de la ville. — *Laguille, op. cit., tom. I, pag. 251 ; Grandidier,*

Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 55; Dillemann, loc. cit. pag. 376 et autres.

La *Chronique des Dominicains de Colmar*, pag. 303, et l'auteur de la notice du *Musée pittoresque de Rothmuller*, pag. 123, placent à ce moment la rentrée de Walther Rœsselmann au schultétat de Colmar ; de sorte que, s'il faut admettre les conséquences de cette version, le beau-fils de Stameheim aurait exercé la fonction de schultheiss depuis 1286 jusqu'à la fin de 1291, contrairement à l'opinion de Hunkler, qui a adopté, pag. 68, l'année 1286 pour la reprise par Walther Rœsselmann de la dignité dont Rodolphe l'avait privé en 1284. Pour concilier les faits, Hunkler dit que Walther, se donnant à d'autres projets, veut livrer la ville à l'évêque, ce qui implique de la part de ce magistrat plébicien une action contraire à l'indépendance que la ville voulait conquérir en se soustrayant à la domination temporelle de l'évêque de Strasbourg. Cette situation faite à Walther Rœsselmann nous semble intervertir les rôles, en un mot, contraire à la vérité, et bien que Hunkler ne fasse pas autorité pour l'histoire de sa ville natale, il nous paraît utile de décharger la mémoire du fils de Jean Rœsselmann d'une action qui ne doit pas peser sur elle. Les conséquences que l'on a tirées de la mention suivante nous semblent être dans la logique des événements.

— Le seigneur de Hunawehr est tué par les Colmariens, et plusieurs chevaliers sont chassés de la ville. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 149.*

— Après la déposition qui l'avait frappé (en 1284) Walther Rœsselmann était resté dans le voisinage de Colmar, à la tête d'une poignée d'adhérents que le chroniqueur qualifie de misérables serfs vagabonds. Il fallut, sans doute, en venir aux mains pour obtenir la rentrée des exilés. Le seigneur de Hunawehr périt dans la mêlée et plusieurs chevaliers furent, à

leur tour, expulsés de la ville. — *Notice du Musée pittoresque*, pag. 123.

— Un des premiers actes de Walther Rœsselmann (redevu schultheiss) fut le meurtre du seigneur de Hunawirh et de son jeune fils. Il s'empara de ses biens et partagea entre ses créatures plus de 300 marcs. Il chassa de la ville les chevaliers de Nortgasse et d'Illzach ainsi que le seigneur de Ruest, et confisqua leurs biens. — *Chronique des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 303.

— Après l'octave de la Nativité de Marie (8 Septembre), l'évêque de Strasbourg (Conrad de Lichtenberg) assiégea Colmar avec 30,000 combattants ; Colmar en avait 3,000. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 151.

Laguille, pag. 251, Schœpflin, *Als. il.*, tom. V, pag. 209, Aufschlager, pag. 192, Hunkler, pag. 68, et Dillemann, pag. 376, disent la même chose. Les deux derniers ajoutent qu'après une opiniâtre résistance les bourgeois se soumettent et prêtent serment au frère de l'évêque, Frédéric de Lichtenberg, prévôt du chapitre de Strasbourg.

D'ailleurs Hunkler dit encore, nous ne savons sur quelle autorité, que (probablement avant la reddition de la ville) Colmar enlève à l'évêque la petite ville de Ste-Croix ; que l'hiver commença de bonne heure et que le froid alla en augmentant chaque jour ; que l'émotion fut grande en ville et que, pour éviter une émeute, le magistrat fit une distribution de bois provenant du Niderwald ; et enfin, que ce fut l'origine de l'affouage. *Op. cit.*, pag. 110. — Sous la plume de l'annaliste de Colmar, cette distribution de bois se traduit ainsi : « Le Sénat de Colmar délivre aux habitants du bois pour construire 600 maisons. » Pag. 151.

— Walther Rœsselmann et le sénat déclarent, par un titre du mois d'Octobre, que la maison dite des *Hôtes-nus* (*Nage-*

dengastes-hus) est devenue propriété de l'hôpital. — X. Mossmann, *Revue d'Alsace*, 1851, pag. 243.

M. Mossmann publie le texte de ce titre et constate qu'à cette époque il y avait en ville un refuge où les voyageurs pauvres, les ouvriers sans travail ni ressources trouvaient un abri pour la nuit. Il se pourrait que cette maison de refuge fût la même que celle dont l'existence a été constatée en 1292 au Niderhof, propriété de l'église de Constance.

1292.

A la circoncision du Seigneur (1^{er} Janvier), les habitants de Colmar jurent fidélité et soumission au prévôt de Strasbourg (Frédéric de Lichtenberg), frère de l'évêque Conrad, et promettent de tenir fidèlement leur engagement. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. cit., pag. 151.

Une grande confusion règne dans les livres et les documents à notre disposition concernant cette période de l'histoire de Colmar. Une explication préliminaire et indépendante de ce qui va être emprunté à d'autres, nous semble nécessaire pour dissiper l'obscurité.

On a vu que, selon l'annaliste de Colmar, Walther Roesselmann avait été l'artisan du mouvement à la faveur duquel il revint au pouvoir, et qui eut pour conséquence la lutte dans laquelle le seigneur de Hunawihr et son jeune fils trouvèrent la mort; l'expulsion des chevaliers de Nortgasse et d'Illzach ainsi que du seigneur de Ruest, et la confiscation de leurs biens. Avec le retour de Walther Roesselmann aux affaires, les bourgeois de Colmar se trouvaient donc soustraits de nouveau à la domination des nobles et gouvernés par un plébéien. On poussa la prétention jusqu'à vouloir affranchir encore la ville de l'autorité temporelle dont l'évêque de Strasbourg était investi. On a vu que l'évêque eut raison de cette prétention et

qu'après le siège, conduit par 30,000 épiscopaux, la ville dut se rendre et prêter serment au frère de l'évêque, institué commandant de la ville. Or, il faut que, malgré le soulèvement de la ville contre l'autorité épiscopale, malgré la mort de deux membres du parti noble, le bannissement de plusieurs autres, la confiscation et le partage de leurs biens, Walther Rösselmann ait été conservé par l'évêque dans sa dignité de schultheiss, sauf à abandonner au frère de ce dernier l'exercice de l'autorité militaire. On trouve, en effet, Walther occupant la place de schultheiss après la reddition de la ville et, par cela même, associé à Frédéric de Lichtenberg, représentant le pouvoir épiscopal, les nobles demeurant d'ailleurs expulsés. Cette situation peut paraître avoir quelque chose d'anormal et jeter un reflet défavorable sur la mémoire de Walther Rösselmann. Mais si l'on veut tenir compte de l'état politique où se trouvait alors l'empire, on concevra que l'évêque Conrad dut se montrer coulant avec ses ennemis de la veille afin de se ménager à Colmar un point d'appui dans la lutte qu'il allait engager. Cela dit, nous reprenons la chronique d'après nos sources.

— Un espace de huit mois s'écoule entre la mort de Rodolphe de Habsbourg et l'élection de son successeur. Pendant ce temps l'Alsace est en proie à des déchirements de tout genre : à Colmar, c'est la bourgeoisie qui veut s'affranchir de la domination des nobles et de l'autorité épiscopale ; à Strasbourg, ce sont les nobles qui vengent entr'eux leurs offenses personnelles, entraînant la bourgeoisie dans leurs querelles de famille, les Zorn contre les Kogeneck et les d'Herbe ; ailleurs, ce sont des causes différentes qui fomentent la division et les troubles, de telle sorte qu'au sommet de la société on se divise pour l'élection du nouvel empereur. Il était naturel que le choix s'arrêtât sur le duc Albert, fils de Rodolphe et

landgrave d'Alsace. Cependant l'électeur de Mayence, l'archevêque Gerhard d'Epstein, fait pencher la balance pour Adolphe de Nassau, son cousin germain, qui est élu le 20 Mai. Conrad de Lichtenberg, évêque de Strasbourg, s'était déclaré pour Albert et lui demeura fidèle, de sorte que Colmar, soumis à l'évêque, se trouve, peut-être sans l'avoir désiré, opposé à Adolphe de Nassau, régulièrement élu. Jusqu'à présent la situation équivoque où se trouve Walther Rösselmann est donc plutôt le fait des événements indépendants de sa volonté que son fait propre. Mais on va le voir, et avec lui la ville de Colmar, exposé aux tiraillements de circonstances de plus en plus compromettantes et difficiles.

— Le roi (Adolphe de Nassau) est couronné à Aix-la-Chapelle (le 1^{er} Juillet). Il confie à Othon d'Ochsenstein, fils de la sœur du roi Rodolphe, le gouvernement de l'Alsace. Les villes jurent fidélité aux gouverneurs du roi Adolphe. Le schultheiss de Colmar (Walther Rösselmann) refuse le serment, à moins que le landvogt, Othon d'Ochsenstein, ne s'engage, au nom du roi, de lui conserver sa charge durant la vie du roi ; de maintenir l'exil des bannis (de Colmar) et de ne point entrer avec ses troupes dans la ville. Le landvogt prend cet engagement, après avoir reçu le serment que la ville ne serait point livrée à un autre qu'au roi Adolphe. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. de Ch. Gérard et J. Liblin, pag. 155 - 157.*

C'est en se basant sur cette relation de l'annaliste de Colmar, que nos historiens, *Laguille, Schæpflin, Grandidier et beaucoup d'autres après eux*, ont fait peser sur la mémoire de Walther Rösselmann une accusation qui n'est pas justifiée. Aucun n'a tenu compte des faits indépendants de l'action du schultheiss et des bourgeois de la ville de Colmar. Laguille a su faire la part des exigences de la situation au profit des

principaux acteurs, Adolphe de Nassau et son représentant, le landvogt Othon d'Ochsenstein ; mais personne n'en a reven-
diqué le bénéfice au profit de Colmar et de son schultheiss.

« Adolphe laissa dans son employ ceux que son prédéces-
« seur avait choisi pour gouverner les provinces et les villes,
« persuadé qu'avant qu'un prince ait affermi sa domination,
« il doit s'en tenir aux ministres déjà formez et instruits dans
« le secret du gouvernement, quand de bonnes raisons ne les
« rendent pas suspects ; qu'il ne sied pas de payer par une su-
« bite disgrâce, les services d'un officier qui ne l'a pas mé-
« ritée, et qu'il est plus aisé de mener le peuple par les voyes
« accoutumées, que de le livrer à des hommes qui, se croyant
« plus habiles que ceux dont ils ont pris la place, prétendent
« signaler leur zèle et donner éclat à leur ministère en ten-
« tant de nouvelles routes. Ainsi quoyqu'Othon d'Ochsenstein
« fût neveu de l'empereur Rodolphe et cousin germain du duc
« Albert d'Autriche, Adolphe ne craignit pas de le conserver
« dans sa dignité de landvogt. » — *Op. cit.*, liv. XII, pag. 252.

Il s'agissait pour Adolphe de Nassau d'obtenir, qu'à l'exem-
ple du cousin germain du duc Albert, et par son influence
directe, Walther Rösselmann et avec lui les bourgeois de Col-
mar, prêtassent serment au nouvel empereur et abandonnas-
sent le parti de Rodolphe de Habsbourg à qui la ville de Col-
mar et Walther Rösselmann lui-même, devaient de la recon-
naissance. Le schultheiss refusait le serment ; Othon fit de
grands efforts pour vaincre sa résistance et il finit par réussir
à la condition, répètent tous nos historiens après l'annaliste,
que Walther demeurerait investi de la fonction de schultheiss
de Colmar durant la vie du roi ; que les nobles demeureraient
exilés de Colmar et que l'on ne ferait pas entrer de troupes
impériales dans la ville.

Le laconisme du récit de l'annaliste qu'aucun de nos écri-

vains n'a cherché à pénétrer, fait, comme nous l'avons dit, planer sur la mémoire de Walther Roesselmann un jugement défavorable. Il nous aura suffi de mettre les faits un peu plus en évidence pour dissiper ce nuage. Les conditions que Walther arrache à de plus forts que lui, sont à l'avantage de la ville, et en demeurant schultheiss, il sert la bourgeoisie au lieu de la trahir ; bref, Walther est fidèle à la cause pour laquelle son père avait répandu son sang, et il lui est réservé d'être, comme on le verra tantôt, lui aussi, victime des luttes que nos aïeux durent soutenir pour assurer à leurs descendants des conditions meilleures.

♫ — Le clocher des Prêcheurs de Colmar (Dominicains) n'est pas encore terminé (Avril). — *Annales, édit cit., pag. 153.*

— La veille de l'Ascension (14 Mai) le duc Albert vient à Colmar avec 1500 cavaliers. — *Ibidem.*

Il se rendait en Suisse pour assiéger Zurich, afin de se ménager les bonnes grâces de Philippe-le-Bel, roi de France, dont le comté de Bourgogne venait de se rendre vassal et que Adolphe de Nassau voulait placer sous la domination de l'empire.

♫ — Les frères Mineurs (Franciscains de Colmar) élèvent les hautes et grandes colonnes de leur église. — *Ibidem, pag. 155.*

— Un jeune garçon de neuf ans est tué à Colmar par les juifs. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 153.*

— Adolphe, roi des Romains, vient à Colmar avant la Nativité du Seigneur. — *Ibidem, pag. 155.*

— Adolphe ne soutient pas longtemps l'entreprise qu'il avait imaginée de conquérir la Franche-Comté qu'il prétendait faire partie du royaume d'Arles. Après avoir envoyé à Brisach son épouse, qui y arrive la veille de la Toussaint, il donne un tournoi à Haguenau et vient à Colmar vers les fêtes de Noël. C'est

à cela que se borne son expédition contre la Bourgogne où le roi de France l'attendait avec dédain. — *Laguille, op. cit., liv. XXII, pag. 252.*

1293.

Adolphe de Nassau concède aux bourgeois de Colmar le droit de posséder des fiefs et de composer des statuts à l'usage de la ville. — *Schœpflin, Als. illust. tom. V, pag. 195.*

— Le premier monument législatif de Colmar est son statut municipal de cette année, confirmé le 15 Février par Adolphe de Nassau, qui affranchit les bourgeois de toute juridiction étrangère. — *Dillemann, loc. cit., pag. 370 et 373.*

— Dès que Colmar a le rang de ville d'empire, le magistrat songe à lui donner un statut spécial en concordance avec les loix franques et allemandes et le droit romain encore en usage en Alsace. Déjà en 1255 l'empereur Guillaume de Hollande avait confirmé à la ville tous les droits et libertés dont elle était en jouissance et, en 1278, Rodolphe de Habsbourg avait affranchi les citoyens de toute juridiction étrangère en attribuant au schultheiss le droit et le devoir de prononcer sur toutes les contestations qui s'élèveraient. Mais jusque là aucun code de droit public, particulier à la cité, n'était encore édicté. On le dresse et, en 1293, l'empereur Adolphe de Nassau le confirme en 46 articles que Hunkler reproduit « pour honorer la mémoire de nos ancêtres. » *Hunkler, op. cit., pag. 31 - 43.*

Un examen rapide du statut auquel Schœpflin, Dillemann et Hunkler font allusion, permet de reconnaître qu'il ne s'agit, de la part d'Adolphe de Nassau, que d'une confirmation des franchises données en 1278 par Rodolphe de Habsbourg, et dont nous avons publié la traduction.

Schœpflin, *Als. dipl., tom. II, pag. 55-58*, publie le diplôme d'Adolphe de Nassau, en langue allemande, donné à Rotweil le 15 Février. Cette pièce est la reproduction presque littérale

du diplôme de Rodolphe de Habsbourg que Trouillat publie, comme nous l'avons dit, année 1278, *tom. II, pag. 299-310*. Schœpflin ayant passé sous silence, dans son *Alsace diplomatique*, le diplôme de Rodolphe, et ayant publié celui d'Adolphe de Nassau, nos historiens ont attribué à ce dernier ce qui appartient au premier. Cependant il faut remarquer que de légères différences existent entre ces deux documents. Le dernier ne reproduit plus ce que l'expérience a amené le magistrat à abroger dans le laps de temps qui s'écoule entre 1278 et 1293 ; ainsi en est-il, par exemple, de la prescription qui ordonnait que la maison du meurtrier fugitif et à laquelle était attaché son droit bourgeoisie, fût démolie et ne pût être reconstruite, par ses héritiers, qu'au bout d'un an et en payant une amende. On a vu qu'après l'exécution qui suivit la révolte contre le Schultheiss Stameheim, le magistrat prit une décision qui abrogeait cette peine dont la conséquence était de porter atteinte à la richesse publique. Elle a donc disparu du statut confirmé par Adolphe de Nassau. Il appartient à ceux qui voudront désormais écrire couramment l'histoire de Colmar de continuer la comparaison en donnant un peu moins de considérations disertes, un peu plus de faits propres à faciliter l'intelligence des difficultés que nos aïeux eurent à surmonter à travers le moyen-âge.

Le diplôme de confirmation d'Adolphe de Nassau est également publié par Trouillat, *tom. II, pag. 530-541*, non en allemand, mais en latin, d'après une copie faite par Hugues de Boncourt, en 1338. Trouillat publie encore, au bas des pages, une traduction française qui lui paraît être de la seconde moitié du *xiv^e* siècle et qui est, en effet, un monument curieux de la littérature du pays d'Ajoie avant le *xv^e* siècle. La reproduction de Hunkler, en 46 articles, de ce document, n'est pas conforme au texte original. Ce n'est pas l'allemand barbare

d'Adolphe de Nassau que Hunkler emploie, mais l'allemand plus ou moins littéraire de notre époque et dans tous les cas plus intelligible pour le lecteur actuel que l'allemand du XIII^e siècle.

— Adolphe de Nassau promet aux habitants de Colmar de ne leur donner pour Schultheiss qu'un des leurs, habitant la ville. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 200.*

On a vu que cet engagement est l'objet d'une stipulation spéciale dans le diplôme des franchises accordées par Rodolphe de Habsbourg, et confirmées par Adolphe de Nassau. Il n'y a donc pas lieu d'en attribuer le mérite à ce dernier.

— Un bourgeois de Colmar, nommé Lienhart, est accusé d'avoir détruit violemment, la veille de Saint-Jean-Baptiste (27 Juin), la digue de Horbourg. Il était à la tête de huit hommes pour consommer cet acte de violence. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 159.*

Hunkler dit qu'il subit le supplice de la roue. D'ailleurs il place, par erreur, ce fait à l'année 1292.

— Les juifs de Rouffach se retirent à Colmar par crainte de l'évêque de Strasbourg. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 159.*

On se rend compte de la détermination des juifs de Rouffach, non par la crainte que leur aurait inspirée l'évêque de Strasbourg, comme le dit l'annaliste, mais par la prévision des dangers qu'ils couraient de la part du landvogt, Othon d'Ochsenstein, dans une ville qui appartenait exclusivement à l'évêque en rébellion ouverte contre le nouvel empereur, Adolphe de Nassau. En venant à Colmar, où ils étaient déjà en nombre, ils pensaient échapper aux représailles des troupes du landvogt, puisque Colmar, de gré ou de force, avait juré fidélité au nouvel empereur. Si ce fut la raison déterminante de leur immigration à Colmar, elle fut bientôt déçue, car le Schultheiss,

Walther Roesselmann, et une grande partie de la bourgeoisie, paraît-il, se préparaient à secouer le joug d'Adolphe de Nassau, qu'ils « n'avaient reconnu que par force, » comme le dit Grandidier, *Œuv. hist. inéd.*, tom. IV, pag. 56.

— A l'intervention du Frère Dietherus, le roi Adolphe concède aux Dominicains de Colmar le droit d'étendre leur domaine au-delà des fossés de la ville selon leur convenance et leurs besoins, personne n'ayant désormais le droit d'y apporter des empêchements. — *Protocole cité, aux archives du Haut-Rhin*, f° 22.

— Le XV des Calendes d'Avril il donne un diplôme, daté de Spire, par lequel il concède à la ville de Kaysersberg les droits et privilèges dont jouit la ville de Colmar. — *Schæpflin, Als. dipl.*, tom. II, pag. 59.

— Le Schultheiss de Colmar appela, pendant la nuit, le seigneur de Rappolstein avec beaucoup de ses hommes et lui livra la ville. — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 161.

— Le IV des ides de Septembre, le Schultheiss de Colmar, à l'insu des magistrats et des bourgeois, appelle Anselme de Rappolstein et lui livre la ville. Il introduit dans les murs une foule de soldats de ce seigneur et les place sur le cimetière pendant que les bourgeois sont plongés dans le sommeil. Au bruit des cloches, que le Schultheiss fait sonner, les bourgeois courent au cimetière où ils trouvent les hommes d'armes de Rappolstein ; frappés de terreur, ils ne savent quel parti prendre. Pendant ce temps, un héraut convoque les bourgeois en disant partout : notre ami, le seigneur de Rappolstein, est ici ; il vient pour nous aider de sa personne et de sa puissance, car il a appris que nos ennemis ont le dessein de nous attaquer. Il arrive pour recevoir nos serments de fidélité et nous donner les siens. Puis, le héraut dit aux bourgeois rassemblés :

Levez les mains et jurez ! Et ils jurent. — *Chronique des Dominicains*, édit. cit., pag. 316-317.

C'est au refus de prêter serment en cette circonstance que le chroniqueur attribue l'expulsion des chevaliers de Nortgasse, de Ruest et de plusieurs citoyens riches et considérés. Nous n'avons aucun égard à cette assertion, parce qu'elle est contredite, comme on l'a vu précédemment, par les *Annales*. C'est une des erreurs nombreuses qui se rencontrent dans les différents récits de la *Chronique*. Ces nobles étaient exilés de Colmar depuis le retour de Walther Roesselmann, après la mort de Rodolphe de Habsbourg.

Le fait de l'entrée à Colmar du seigneur de Rappolstein, Anselme l'Audacieux, est rapporté par tous nos historiens. Les emprunts que nous leur ferions, n'ajouteraient rien à ce qui précède et nous devons nous borner à renvoyer le lecteur aux principaux ouvrages ou écrits qu'il peut consulter : La-guille, tom. I, pag. 252 ; Schœpflin, illust. tom. V, pag. 210 ; Grandidier, *Œuv. hist. inéd.*, tom. IV, pag. 56 ; Aufschlager, tom. I, pag. 192 ; Hunkler, pag. 69 ; Musée pittoresque, pag. 123 et d'autres.

Considéré isolément, le manque à la foi jurée par Walther Roesselmann, chef de l'autorité à Colmar, peut être condamnable ; considéré au point de vue de la politique générale dans laquelle une ville libre devait forcément jouer un rôle, l'acte prend une physionomie différente. D'une part, Walther est le représentant actif d'une bourgeoisie faisant de légitimes efforts pour échapper à la domination injuste et partielle de la caste noble ; en second lieu, lui et son parti sont attachés au fils d'un empereur qui a été favorable à leur cause et libéral envers la ville. Le désordre moral dans la classe élevée foule aux pieds les droits de ce fils et l'élu emploie la dissimulation et la force pour se faire reconnaître à Colmar et imposer sa

loi. Walther Rösselmann et les bourgeois ses adhérents saisissent l'occasion qu'ils croient favorable pour secouer le joug. On ne peut voir dans cet acte que l'exercice du droit contre l'intrigue et la violence. Si la tentative eût réussi, la mémoire de Walther eût été exaltée; pour avoir échoué momentanément, elle ne mérite pas d'être rabaissée au niveau d'une mauvaise action méritant l'ignominie que l'on va, dans un instant, voir infliger au Schultheiss.

Avant d'arriver au fait, disons d'abord que l'évêque de Strasbourg, Conrad de Lichtenberg, à qui la ville et le Schultheiss avaient dû se soumettre quelques mois auparavant, venait de se déclarer ouvertement pour le fils de Rodolphe, le duc Albert, landgrave d'Alsace, et qu'il avait commencé les hostilités contre Adolphe de Nassau ou son représentant, Othon d'Ochsenstein, en s'emparant du château d'Ortemberg, à l'entrée du Val de Villé. Après ce premier acte de guerre, Rösselmann et Colmar se préparent à le seconder, en appelant Anselme de Rappolstein partisan de la même cause.

— La veille de la St.-Michel (23 Septembre) Adolphe assiège vigoureusement Colmar.— *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 161.*

— Informé de ce qui se passait en Alsace (et à Colmar), Adolphe de Nassau paraît à Schlestadt vers le milieu de Septembre. Il entre au val d'Orbey, met le feu aux villages du seigneur de Rappolstein, enlève les troupeaux et fait les habitants prisonniers. De là il marche vers Colmar, campe à Ingersheim et Wintzenheim pour empêcher les habitants de Colmar de sortir et les vivres de leur arriver. Il détache un corps de troupes vers Riquewihr qui est pris et où les vignes sont arrachées et plusieurs maisons abattues. Après cette expédition, qui prend dix jours, Adolphe se rapproche de Colmar,

détourne le canal qui fait marcher les moulins de la ville, et ravage les environs.

Pendant ce temps les habitants de Munster, qui tenaient pour Adolphe de Nassau, se mettent de la partie en attaquant Wihr (au Val ?), terre du seigneur de Rappolstein; mais un parti de Colmar, se joignant aux habitants de Wihr, tombe sur ceux de Munster, en tue plusieurs et fait le reste prisonniers. Le seigneur de Berckeim, détache cinq cents hommes de l'armée assiégeante, avec des machines de guerre, s'empare du château de Wihr en peu de jours et le rase; de là il marche sur Gémars dont il s'empare et qu'il rase de même. Cependant le siège de Colmar continue, aidé des troupes des archevêques de Cologne, de Mayence et de l'évêque de Spire formant l'armée d'observation, destinée surtout à empêcher l'entrée des farines dans la place. Elle a du vin et du blé en abondance; mais les moulins devenant inutiles par suite du détournement du canal, elle est réduite à se servir des moulins à bras de l'abbaye de Pairis. Après six semaines, le peuple commençant à souffrir, prend des mesures pour se tirer de la misère. Trois pauvres bourgeois insinuent à leurs amis que c'est folie de se laisser mourir de faim pour contenter l'ambition de ceux qui veulent dominer à Colmar et les empêcher de se soumettre au maître légitime. La faim fait accroître le nombre des conjurés et la jalousie de se voir maîtriser par des égaux leur fait trouver des partisans parmi les plus riches bourgeois.

La conspiration ne peut demeurer si secrète que le Schultheiss, Walther Rösselmann, et Anselme de Rappolstein n'en soient informés. L'évêque de Strasbourg en a avis, et craignant pour son frère, Frédéric de Lichtenberg, qui commandait à Colmar, il vient lui-même à son secours avec deux cents hommes d'armes. Mais le peuple ne veut pas souffrir qu'ils

entrent dans la place ; il s'attroupe sur le cimetière, où il prend la résolution de se saisir des commandants et des clefs de la ville. Walther Roesselmann essaie en vain d'apaiser les conjurés ; ils courent aux portes et forcent la garde de leur donner les clefs. De là ils marchent au palais, en brisent les portes dans le dessein d'enlever Frédéric de Lichtenberg ; mais il échappe, vient joindre Anselme de Rappolstein et se réfugie avec lui au couvent des Franciscains. Frédéric n'y reste pas ; il gagne les murailles de la ville et trouve le moyen de se sauver avec quarante hommes, cherche en vain une retraite au château de Rappolstein qui lui ferme ses portes et le contraint ainsi à regagner Strasbourg.

Anselme de Rappolstein n'a pas un sort si heureux : il est découvert et pris au couvent des Franciscains, et sur le champ un bourgeois, détaché du peuple, porte à Adolphe de Nassau les clefs de la ville.

Walther Roesselmann ne trouvant plus de ressource que dans la fuite, se déguise sous des haillons, sort de Colmar sans être reconnu et se hâte de gagner le château d'Eguisheim, forteresse de l'évêque de Strasbourg. Mais, après avoir marché pendant trois heures par des détours, il est reconnu par une femme qui donne avis de sa fuite. Il est arrêté et livré à l'évêque de Bâle qui l'envoie prisonnier au château de Schwarzenbourg. Adolphe de Nassau réclame le prisonnier ; l'évêque de Bâle refuse de le livrer à moins que le roi lui promette de ne pas le faire mourir. La parole royale est engagée, mais dès que le roi est maître de Walther Roesselmann et de son fils, il fait attacher le père sur une roue, ayant le bras levé et lié à une perche, en signe de parjure ; et dans cette honteuse situation, il le fait conduire pendant plusieurs jours par toutes les villes d'alentour, pour l'exposer aux insultes et à la risée de la populace. Satisfait de cette espèce de triomphe, Adolphe

de Nassau fait conduire le père et le fils dans une tour où le premier meurt et d'où le second ne sort qu'après la mort du roi.

Anselme de Rappolstein n'aurait pas été mieux traité, si les seigneurs ne se fussent entremis pour obtenir sa grâce. Adolphe le fait conduire à Gémars avec les autres prisonniers ; il se contente de confisquer tous ses biens et de les partager en trois portions. Henri, frère d'Anselme, en reçoit une partie, l'autre est donnée au fils de son autre frère, et Adolphe de Nassau se réserve la troisième, c'est-à-dire Gémars qui devient fief de l'empire.

Anselme est ensuite chargé de chaînes avec trente de ses domestiques ; on le fait passer, dans cet état, par Colmar et Brisach pour le conduire en prison au château d'Ackeln en Souabe. — *Laguille, hist. d'Als., édit. in-f°, liv. XXII, pag. 252-254.*

Tous nos écrivains font mention de ce dramatique épisode de l'histoire de Colmar. Aucun ne le rapporte aussi complètement, aussi fidèlement que Laguille, au récit duquel nous avons dû donner la préférence. Les annales des Dominicains, *édit. cit., pag. 161* et la chronique, *pag. 315-327* ; Closener, *code hist. et dipl. de Strasb., tom. I, pag. 95* ; Schoepflin, *Als. illust., tom. V, pag. 209-210* ; Grandidier, *Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 57* ; Godfroy d'Ensmingen, *chron. inéd., fol. 67* ; Billing, *2^e semestre, XXXVIII^e livraison, pag. 161-164* ; Aufschlager, *tom. I, pag. 193* ; Hunkler, *pag. 69-75*, et le Musée pittoresque de Rothmuller, *pag. 123*, lui consacrent des mentions plus ou moins dignes d'être consultées. Nous n'en retenons que deux circonstances utiles à la chronique.

Lorsque la populace de Colmar, secondée par quelques bourgeois riches et considérés, eut fait triompher l'émeute, il se trouva un bourgeois assez courageux pour remettre lui-même les clefs de la ville à Adolphe de Nassau. Billing, *pag.*

163, et Hunkler, qui le copie littéralement; pag. 73, mais sans le nommer, nous font connaître le nom de ce particulier; il s'appelait : *Siffrid, der Rebmann*. — Sigefroi, le vigneron. Cet acte de bravoure lui valut, paraît-il, l'honneur de siéger au Sénat et de voir son nom accolé, dans quelques actes publics, à ceux des nobles qui devaient rentrer quelques jours après l'émeute. A la fin du siècle dernier apparut une individualité se rapprochant plus ou moins de celle de Sigefroi, le vigneron. Ce fut Martin Stockmeyer. L'humeur sarcastique du populaire a personnifié dans la figure de ce dernier les forts de cette espèce. Siffrid, le vigneron, fut la souche de la famille des Stockmeyer.

« Telle fut la fin d'un homme diversement jugé, dit, pag. 123, « l'auteur de la notice du Musée pittoresque de Rothmuller, « en parlant du sort de Walther Rösselmann. . . . Au milieu « de faits mal élucidés, il est difficile de se rendre compte du « mobile secret de cet homme fameux. N'était-ce qu'un ambi- « lieux vulgaire, ou portait-il dans sa tête le problème de son « temps? la lutte contre la noblesse et l'empire (?) était-elle « personnellement intéressée, ou ne combattait-il que pour « l'affranchissement de la classe industrielle? Nul ne le sait. « Cependant il est permis d'affirmer que des deux Rösselmann « datent les premiers efforts de la cité contre ses patriciens « et le commencement de la période la plus agitée, la plus « dramatique de son histoire. »

L'examen des faits concernant la vie politique de Walther Rösselmann nous semble devoir mettre fin aux incertitudes qui règnent dans l'extrait précédent du Musée pittoresque, qui résume le dernier état de la science. Le Musée est en effet le livre le plus récent (1863) dans lequel l'histoire de Colmar a une part convenable. Quant au problème il pourrait bien être insoluble.

— Les nobles, chassés de Colmar par Walther Roesselmann, rentrent en ville et le roi Adolphe les déclare affranchis de l'impôt commun, à la condition de servir l'empereur. — *Schœpflin, Als. illust, tom. V, pag. 193.*

— La veille de Noël (23 Décembre), le successeur de Rodolphe de Habsbourg, Adolphe de Nassau, entre en vainqueur à Colmar. — *Ibidem, pag. 198.*

Hunkler, *pag. 73*, ajoute qu'il y rétablit l'ordre et qu'il pardonne aux bourgeois, sachant bien qu'ils avaient été entraînés par quelques ambitieux. ■

— Après qu'Adolphe a mis ordre aux affaires d'Alsace et qu'il s'est en particulier assuré de Colmar en lui donnant pour prévôt (Schultheiss) le seigneur de Berckheim, il se rend à Landau. — *Laguille, op. cit., pag. 254.*

1294.

— Le XVII des calendes de Février (16 Janvier), il survient un froid tellement violent que beaucoup de vignes périssent. Les tilleuls et les autres arbres se fendent ; les poissons périssent dans les eaux, les oiseaux dans les forêts, de même que les hommes. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 163.*

— Le V des calendes de Mars (25 Février), le frère Etienne, ^M maître de l'ordre des Prêcheurs, vient de Strasbourg à Colmar. — *Ibidem.*

On a vu, en 1289, le maître de l'ordre s'arrêter dans la maison de Colmar, et se rendant au chapitre général de Trèves. L'annaliste l'appelle le Frère Munio. *Munio*

— Il règne une grande cherté. Le viertel (l'hectolitre) de froment se vend 18 sols et les sœurs d'Unterlinden distribuent, dans une de leurs granges, avant la fête de Sainte-Marie-Ma-

deleine (avant le 22 Juillet), plus de 300 viertel aux pauvres. — *Ibidem.*

Le jour de Saint-Dominique (4 Août), les frères Prêcheurs de Colmar reçoivent le frère Dominique. — *Ibidem.*

— Le doyen de Colmar (du chapitre de la collégiale de Saint-Martin) est fait violemment prisonnier par le Schultheiss de cette ville, vers la fête de l'Exaltation de la Sainte-Croix (14 Septembre.) — *Ibidem.*

On se rappelle que le Schultheiss est le seigneur de Berckeim. Nous ne trouvons nulle part les causes de cet acte de violence sur un personnage aussi considérable que le doyen du chapitre. L'arrestation dont il s'agit serait-elle la suite des événements de l'année précédente ? On n'a pas oublié qu'en 1261 le doyen du chapitre était l'ami du père de Walther Roesselmann, et que ce fut dans l'hôtel du doyen que fut préparé la reddition de la ville à Rodolphe de Habsbourg. Les relations amicales entre le même doyen ou son successeur auraient-elles continué avec le fils de Jean Roesselmann ? C'est un point qui se recommande à l'attention du paléographe, car on a quelque raison de soupçonner le chapitre Saint-Martin de n'avoir pas vu d'un bien mauvais œil les bourgeois lutter contre la domination des nobles.

— Un apostat de l'ordre des frères Prêcheurs commet un vol au détriment des sœurs d'Unterlinden. — *Ibidem.*

1295.

Le III des nones d'Avril (11 Avril) on ressent un violent tremblement de terre. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 167.*

43. — L'empereur Adolphe permet aux Dominicains de Colmar d'étendre leur monastère au-delà des vieux murs et du fossé de la ville. La même année les religieux reconnaissent par des

réversales, remises par eux au Sénat, qu'ils ont reçu la permission d'étendre leur monastère au-delà des anciens murs et du fossé et même sur le ruisseau qui entre en ville. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 191.*

— Les Dominicains de Colmar donnent à la ville vingt ^{ms} marcs d'argent pour aider à reconstruire la cour du magistrat, qui paraît avoir existé là où sera construite, en 1480, la Douane (Kaufhaus). — *Ibidem, pag. 193.*

— Un canal artificiel introduit à l'ouest de Colmar les eaux de la Fecht. Le canal se détache de la rivière près de Türckheim. — Un autre canal de la Fecht se dirigeait autrefois de Wintzenheim sur le prieuré de Saint-Pierre. On en remarque encore des traces dans le ban de Wintzenheim. On les appelle le Dieffenbach. — *Ibidem, pag. 185 et notes 3-4.*

Hunkler, pag. 22, 23 et 199, donne des informations conformes à celles qui précèdent.

Quand on cherche à les contrôler, on ne tarde pas à reconnaître que toutes, excepté ce qui concerne le premier hôtel du magistrat et le Dieffenbach, procèdent des réversales données par les Dominicains à la ville de Colmar, et auxquelles Schœpflin fait allusion. L'original existe aux archives de la ville. Il est daté du samedi après l'ascension. — C'est en reconnaissance de la permission qui leur est accordée, à l'intervention d'Adolphe de Nassau, par le Schultheiss Berckheim et les consules, d'étendre leurs constructions jusqu'au mur d'enceinte et au-delà du fossé ainsi que par dessus le ruisseau qui entre en ville, que les Dominicains, en signe de sincère amitié, constatent vouloir payer et avoir délivré à la ville les cinquante marcs d'argent destinés à la construction de la cour du magistrat (gemein-Rathaus).

— Les seigneurs de Girsperg s'étant réconciliés avec la ville de Colmar, y font leur entrée solennelle dans l'octave de la

Saint-Martin. — (11 au 18 Novembre). — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 167.

Ainsi tout était rentré dans l'ordre, à Colmar, vers la fin de 1295. Walther Roesselmann étant prisonnier et déjà mort peut-être, le parti de l'émancipation est écarté du maniement des affaires et rentre dans la servitude. Le seigneur de Berckeim est investi de la plus haute fonction ; les nobles, exilés par le Schultheiss précédent, rentrent en ville, sont affranchis de tout impôt, à la condition de servir l'empereur, reprennent leur prépondérance au Sénat, appuyés de Siffrid *der Rebmann* ; les nobles de Girsperg, exilés par Rodolphe de Habsbourg, battus par les Colmariens et d'autres du voisinage, sont réconciliés avec la ville par la noblesse dominante, reconstruisent leur château détruit, et apportent leur appoint à l'œuvre de restauration dans Colmar ; enfin les Dominicains, profitant d'un moment aussi favorable, obtiennent l'abrogation des réversales restrictives de 1278 et participent, par une donation volontaire, faite en signe de bonne amitié, à la construction du nouvel hôtel destiné à abriter la nouvelle autorité. Cependant il semble qu'un germe de discorde persiste dans la population et surtout dans la personne du doyen de Saint-Martin qui est toujours prisonnier du Schultheiss, le seigneur de Berckeim. On trouvera, peut-être, la confirmation de cette prévision dans les événements qui vont clore la deuxième partie de cette chronique, à la fin du XIII^e siècle.

— Il meurt à Colmar, dans cette seule année, sept cent soixante-dix-sept enfants. — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 167.

1296.

Le seigneur de Nortgasse, écolâtre, et R. de Schweinhent, chanoine de la collégiale de Saint-Martin de Colmar, sont chargés d'assurer la notification, la publication et l'exécution

d'une sentence portée par l'official de Bâle contre la commune *M* et *Johanne*, maire d'Ungersheim, déclaré coupable d'avoir tué *Lenzelin*, curé de la commune, qui réclamait le bénéfice d'une prébende attachée à l'autel de Sainte-Marie et dont le maire refusait la délivrance. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 621-625.*

L'écolâtre et un chanoine de Saint-Martin ayant été chargés de l'exécution de cette sentence, on peut en conclure que le chapitre demeura privé de chef jusqu'au moment où le doyen emprisonné par le Schultheiss est rendu à la liberté.

1297.

La grande mortalité que la peste occasionne, engage les chanoines de Colmar à ordonner une procession pour la veille de la Purification (1^{er} Février), avec exhibition des reliques. Vers la troisième heure, les religieux et le clergé se réunissent à l'église de Saint-Martin; les écoles et le chapitre, en surplis, et au nombre de cent vingt, marchent en tête; les frères Mineurs, au nombre de quarante, viennent après eux. Les frères Prêcheurs, au nombre de trente, suivent les Mineurs; puis viennent dix vénérables frères hospitaliers de Saint-Jean; dix moines de Saint-Benoît suivent les frères Prêcheurs et le reste se place à son gré. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 169-170.*

— Au commencement du Carême, le III des nones de Mars (27 Février), le chevalier Jean, vaillant et riche, fils de Sigfrid de Gundolsheim, ancien Schultheiss de Colmar, est tué. — *Ibidem, page 171.*

-- On commence le dortoir des frères Prêcheurs de Colmar. *M*
-- *Ibidem.*

— Le seigneur de Berckheim, Schultheiss de Colmar, expulse violemment quelques citoyens de la ville. Il enlève de même

au prévôt de la cathédrale de Constance, qui est le frère du comte de Fribourg, soixante marcs des revenus qu'il possède à Colmar. Le comte (de Fribourg), indigné de cette action, prend plusieurs hommes de l'empire et se venge sur leurs biens et leurs personnes. Mais le comte de Ferrette, landvogt de la province, châtie l'injure qui lui est faite, et, avec le secours des habitants de Colmar et d'autres lieux, il envahit les terres du comte de Fribourg, et ravage tout ce qu'il peut atteindre dans le Glotterthal et autres lieux. — *Ibidem*, page 173-175.

— En l'an 1297, le comte de Fribourg s'empare de plus de quarante colons de l'empire, tous gens riches et considérés. Il en fait mourir quelques-uns de faim. A cette nouvelle, le landvogt d'Alsace, le comte de Ferrette, ordonne aux villes impériales de lui amener leurs contingents à Brisach à l'effet de venger les citoyens de l'empire en dévastant les terres du comte de Fribourg. Vers la Saint-Martin l'armée du landvogt prend plusieurs places fortes, détruit des mines d'argent et en chasse les ouvriers. Elle se présente devant la ville de Fribourg, mais ne lui fait aucun mal, les villes ayant promis de rester en paix avec les Fribourgeois. — *Chronique des Dominicains*, édit. cit, pag. 339.

— Le seigneur évêque de Strasbourg (Conrad de Lichtenberg) déclare la guerre aux habitants de Colmar, à cause de leur Schultheiss, le seigneur de Berckheim. — *Ibidem*, pag. 171.

— La place de Schultheiss de Colmar est occupé par un Berckheim qui attire sur la ville l'inimitié de l'évêque de Strasbourg. — *Schæpflin*, Als. illust., tom. V, pag. 200, et *Billing*, 2^e semestre, pag. 82.

Deux ans ne sont pas écoulés que des mouvements contraires à la domination d'Adolphe de Nassau et des nobles à

Colmar ont motivé d'énergiques mesures de compression. Conrad de Lichtenberg, évêque de Strasbourg, n'a pas abandonné la cause du duc Albert, fils de Rodolphe de Habsbourg. Il va la défendre les armes à la main, et le moment est proche où Walther Roesselmann serait revenu au pouvoir à Colmar, s'il n'était pas mort dans sa prison.

— Il y a, en cette année déjà, quarante moines au couvent des Franciscains de Colmar. Ils ouvrent une école latine et écrivent une chronique qui commence à l'année 1227 pour finir en 1454. — *Hunkler, op. cit., pag. 190-191.*

— Les ossements du chevalier (Zedeler, tué en 1293, par les Lobegasse, à Rouffach) sont transférés de Rouffach chez les frères Prêcheurs de Colmar. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 171.*

— On mange des raisins mûrs dans le couvent à la Saint-Dominique (4 Août). — *Ibidem.*

— On trouve à Colmar de bons vins nouveaux à la Nativité de la Vierge (8 Septembre). *Ibidem.* Vers la Nativité de la Vierge, le roi Adolphe de Nassau nomme le seigneur Thiébaut, comte de Ferrette, landvogt d'Alsace, *Ibidem*, en remplacement d'Othon d'Ochsenstein, neveu de Rodolphe de Habsbourg et cousin germain du duc Albert dont la cause gagne du terrain contre Adolphe de Nassau. On se rappelle que ce même Othon d'Ochenstein est le landvogt qui avait imposé à la ville de Colmar et à Walther Roesselmann, en 1292, le serment de fidélité dont on voulut se dégager en appelant dans la ville Anselme de Rappolstein.

A Colmar on donne un tonneau de vin pour avoir des tonneaux vides. Une mesure de vin vaut un denier-rappen. Il y a abondance de bon vin pour les pauvres. — *Ibidem.*

1298.

Vers la Purification de la Vierge (2 Février), cinq pauvres

marchands strasbourgeois sont arrêtés par les habitants de Haguenau qui refusent de les rendre. L'évêque de Strasbourg, Conrad de Lichtenberg, écrit aux Colmariens (au magistrat) que les Strasbourgeois sont résolus d'attaquer Haguenau pour délivrer les prisonniers et avoir raison de cet acte de violence ; que lui, évêque, ne peut les abandonner dans cette conjoncture, mais qu'en les secondant il n'a pas l'intention d'attaquer l'autorité impériale. Les Colmariens (le seigneur de Berckeim, Schultheiss, et le Sénat) répondent : nous avons toujours été, nous sommes encore et voulons être de vos amis, ne désirant vous nuire en rien. Mais si notre seigneur (Adolphe de Nassau) veut vous attaquer et nous appelle à son aide, nous lui donnons secours avec empressement, sans nous inquiéter de votre colère. — *Chronique des Dominicains, édit. cit., pag. 339-341.*

— Les magistrats de Strasbourg, de concert avec l'évêque Conrad, se mettent en campagne le 8 de Février 1298, et dès le lendemain toute l'armée se trouve devant Haguenau. — *Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 60.*

♫ — A cette nouvelle, le landvogt, comte de Ferrette, convoque les villes impériales et se jette, avec plusieurs milliers d'hommes, sur les villages et dans les vallées de la domination de l'évêque de Strasbourg, qui sont dévastés. — *Chronique des Dominicains, édit. cit., pag. 341.*

♫ — Aux ides de Février (13 Février) les Colmariens sortent de leur ville en armes, pour ravager les domaines de l'évêque de Strasbourg. Le comte de Ferrette, landvogt impérial, se joint à eux avec plusieurs milliers de paysans ; ils dévastent, par le feu, un faubourg de Rouffach, la vallée de Soultzmatt, Suntheim (village voisin de Rouffach qui n'existe plus) et d'autres villages, détruisent les cimetières de Gueberschwir, Obermorschwir et Voegtlinshoffen, puis répandent le vin contenu dans les tonneaux. Le Burggraf livre son château le jour de la

fête de St.-Valentin (14 Février), et après ces premiers exploits, l'armée marche sur Ste-Croix, dévaste la forêt et assiège ce bourg avec des forces nombreuses. On construit une tour de bois à trois étages et on la traîne vers le fossé. Les assiégés, voyant que toute résistance est inutile, se rendent sous certaines conditions. — *Annales et Chronique des Dominicains*, édit. cit., pag. 175 et 341.

— La Dame de Falkenstein, gardienne du monastère de Ste-Croix, ayant été prévenue, se réfugie à Colmar avec ses richesses. Elle confie aux frères Prêcheurs, comme à ses fidèles amis, quelques reliques et la chasuble de soie rouge, à inscriptions en vers hexamètres, avec laquelle le bienheureux Léon (le pape Léon IX, Brunon d'Eguisheim) avait consacré le cimetière et l'église de Ste-Croix. — *Annales*, pag. 177.

Les mêmes *Annales* rapportent encore que les couvents de Ste-Croix, de St.-Marc et de Schwartzenthann (près Marbach) sont également détruits par cette sauvage expédition du comte de Ferrette, landvogt d'Adolphe de Nassau, et du schulthesis de Colmar, le seigneur de Berckheim. Eguisheim brûle ses faubourgs pour défendre la ville qui ne fut pas attaquée. *Sultzmann*

Cependant la ville de Rouffach, possession de l'évêque, était restée intacte, moins un faubourg, incendié au début de l'expédition par le landvogt et ses paysans.

— Les frères Prêcheurs de Colmar conduisent à Colmar et inhumant dans leur monastère le corps de Hiltenbrand de Pappenheim, tué vers les calendes de Mai au camp du duc Albert où il était allé visiter son frère pendant la trêve. — *Chronique des Dominicains*, édit. cit., pag. 349.

— Le IV des calendes de Juin (29 Mai), le roi Adolphe se prépare au siège de Rouffach. — *Annales des Dominicains*, édit. cit., pag. 179.

— Pendant que le roi Adolphe tient Rouffach assiégé, on

voit sortir, en un seul jour, de la ville de Colmar, huit cents chars et chariots à deux chevaux. — *Ibidem.*

— A la fête de St.-Barnabé (11 Juin), le roi Adolphe lève le siège de Rouffach et se porte devant Eguisheim. — *Ibidem.*

— Après la fête de St.-Vit et de St.-Modeste, c'est-à-dire le XVI des calendes de Juillet (17 Juin), le roi Adolphe abandonne le siège du bourg d'Eguisheim. — *Ibidem.*

— Tandis qu'Adolphe s'amuse en Haute-Alsace à former le siège de Rouffach et d'Eguisheim, son compétiteur, le duc Albert, fils de Rodolphe de Habsbourg, quitte l'Autriche et s'avance jusqu'à Fribourg en Brisgau. — *Laguille, op. cit., pag. 256.*

— Sur les avis parvenus à Adolphe de Nassau de l'arrivée en Brisgau du duc Albert allant à Franckfort pour être couronné à sa place, les électeurs ayant prononcé sa déchéance, le siège d'Eguisheim est levé et Adolphe passe le Rhin à Brissach, marchant à la rencontre de son rival. Le 2 Juillet, selon Laguille, *pag. 257*, le 22 selon Grandidier, *tom. IV, pag. 63*, la rencontre a lieu à Gœlnheim, où Adolphe, blessé d'abord par Albert, est ensuite percé de coups et meurt sur le champ de bataille laissant au fils de Rodolphe d'Habsbourg la victoire et l'empire.

Outre ce qu'en rapportent les Annales confusément, puis Laguille et Grandidier, les faits de cette année sont l'objet de mentions inintelligibles dans Hunkler, *pag. 111*, et Dillemann, *pag. 376*. Dans la Notice du *Musée pittoresque et historique*, nous ne trouvons rien concernant cette partie de l'histoire de Colmar. La lacune continue jusqu'à Louis de Bavière, au siècle suivant.

Notons enfin qu'Othon d'Ochsenstein, le précédent landvogt, avait abandonné le parti d'Adolphe pour embrasser celui de son cousin, le duc Albert, et qu'il succomba étouffé sous

sen armure à la bataille de Gœlnheim. Lorsqu'il avait accepté la mission de contraindre Colmar et son schultheiss, Walther Roesselmann, à prêter serment à Adolphe de Nassau, il était alors avec le parti le plus fort ; lorsqu'il quitta ce parti pour celui de son cousin germain et qu'il fut remplacé dans la charge de landvogt par le comte de Ferrette, l'étoile d'Adolphe avait pâli ; celle d'Albert commençait à briller. Pour n'avoir pas su, comme Othon d'Ochsenstein, attendre le moment favorable de secouer le joug, Walther Roesselmann meurt en prison et Colmar met ses forces au service des nobles pour prendre part, sous leur conduite, aux exploits du Glotterthal, de Soultzmatt, Rouffach, Ste-Croix, Eguisheim et Gœlnheim. Voyons la suite.

— Les seigneurs de Berckheim et de Hageneck amènent à l'armée d'Adolphe un convoi de seize chariots de vivres ; ils sont pris par l'ennemi et faits prisonniers. — *Ibidem*.

— Lors de l'élection de l'anti-César, Albert I, en 1298, l'évêque de Strasbourg suscite une nouvelle guerre aux Colmariens ; mais les bourgeois repoussent la force par la force et défendent énergiquement la cause d'Adolphe contre le prélat, le comte de Fribourg et ses autres adversaires. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 210, et Hunkler, op. cit., pag. 75.*

Ce que Schœpflin appelle une nouvelle guerre suscitée à Colmar par l'évêque Conrad de Lichtenberg, n'était que la continuation de la guerre déclarée à l'arrestation des marchands de Strasbourg par la ville de Haguenau, et suivie d'une exécution immédiate par les ravages dont il vient d'être parlé.

— Conrad de Lichtenberg, voulant faire sentir au comte de Ferrette, qu'il a eu tort de violer à son égard toutes les lois de la modération et de la justice, lève des troupes et marche en Haute-Alsace ; il emporte d'emblée Guémar qu'il brûle,

se rend aisément maître de Ste-Croix et y reçoit un grand renfort des villes impériales. — *Laquille, op. cit., pag. 257.*

— L'évêque prend Ste-Croix. Le château de Guémar est incendié. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 179.*

— Le XIII des calendes de Novembre (20 Octobre), le château de est pris et le doyen est délivré de sa prison. — *Ibidem, pag. 181.*

Il s'agit incontestablement du doyen du chapitre de St.-Martin de Colmar que le seigneur de Berckeim, schultheiss de Colmar, a fait violemment prisonnier, le 14 Septembre 1294. Sa captivité a ainsi duré plus de quatre années. Elle commence avec la domination de ce schultheiss, elle finit avec sa chute. Nous n'avons pu découvrir quel est le château qui lui servit de prison et dont l'annaliste laisse le nom en blanc.

Ajoutons, pour clore cette triste page de notre histoire locale, que :

— La veille des nones de Décembre (4 Décembre), l'évêque Conrad et les villes du roi entrent, avec leurs troupes, dans les domaines du comte de Ferrette, lequel obtient la paix à la condition de donner sa fille, Hertzlande, en mariage à Othon d'Ochsenstein, fils d'Othon, étouffé sous son armure à Gœlnheim. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 181 ; Laquille, op. cit., pag. 258 et Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 65.*

Ainsi, dans la même année et à peu de mois de distance, le contingent militaire de Colmar sert, entre les mains d'un nouveau maître, à combattre le landvogt, Thiébaut de Ferrette, qui l'avait conduit à de si déplorables exploits autour de Colmar ; et la conclusion finit par un mariage dont Hertzlande devient le trait d'union entre les comtes de Ferrette et la famille de Habsbourg.

De plus le comte Jean de Lichtenberg, neveu de l'évêque

Conrad, succède, comme landvogt d'Alsace, à Thiébaut de Ferrette qui tenait sa charge de la grâce d'Adolphe de Nassau.

1299.

La dignité de schultheiss de Colmar est occupée par Frédéric de Hunenburch. — *Hugo, mon. sacr. aut., tom. II, pag. 307.* — *Notes inédites de Grandidier.*

— Dans l'octave de l'Épiphanie (6 au 13 Janvier), viennent à Colmar la femme du landvogt d'Alsace, Adélaïde de Werdenberg, avec plusieurs dames et accompagnée de son mari, Jean de Lichtenberg, neveu de l'évêque Conrad et landvogt de la province, pour le roi des Romains, Albert I, fils de Rodolphe de Habsbourg et descendant des ducs de Zehringen. Jean de Lichtenberg portait, sur sa tête, un chapeau orné d'argent, d'or et de pierres précieuses qui valait plusieurs marcs d'argent. Il avait encore, autour du corps, une ceinture pareillement enrichie d'argent, d'or et de pierres rares, qui, d'après l'estimation générale, valait quarante marcs. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 181.*

— Le IV des ides d'Avril (10 Avril), la célébration du culte divin est interdite à Colmar, parce que la ville refuse d'obéir aux juges de Bâle. — *Ibidem, pag. 183.*

L'histoire ne nous apprend pas quelle est la circonstance litigieuse à la suite de laquelle la ville de Colmar est mise en interdit. — Pour se tirer d'embarras, Hunkler, *pag. 76*, résout d'un seul coup la double difficulté qui se présente à son esprit : d'une part l'interdit aurait été la suite d'une sentence de l'officialité de Bâle à propos du meurtre d'un clerc bâlois qui disputait à un clerc colmarien une prébende de la collégiale de St.-Martin ; d'autre part le meurtre du clerc bâlois serait le fait de quelques hommes turbulents de Colmar et non du clerc colmarien, sur lequel une action aussi condamnable pèserait si l'on ne

faisait intervenir des laïcs imaginaires pour le décharger du crime. Le procédé est facile, mais il n'est pas digne d'un écrivain loyal et ami de la vérité. — Pour expliquer l'interdiction de 1299, Hunkler s'empare d'un fait qui se passera en 1302 et qui vaudra à Colmar une nouvelle interdiction dont Hunkler ne fait aucune mention, l'ayant confondu avec celui de 1299 afin d'expliquer l'un par l'autre ; puis, non content de ce petit tour littéraire, il y ajoute l'intervention de laïcs pour commettre le meurtre qui fut très-probablement perpétré par celui qui y avait un intérêt direct, le clerc de la collégiale de St.-Martin de Colmar voulant la prébende que le clerc bâlois lui disputait. — La calomnie de Hunkler étant écartée, nous allons essayer d'expliquer le sens historique de la mention de l'annaliste :

« *La ville de Colmar refusant d'obéir aux juges bâlois.* »

Et d'abord, il est probable, sinon certain, qu'il ne s'agit aucunement de la ville proprement dite, mais du chapitre de St.-Martin. Les deux interdictions de 1299 et de 1302 eurent vraisemblablement la même origine, la prébende que le chapitre voulait voir conférer à un Colmarien et qu'il refusait à un étranger. De là conflit entre l'officialité de Bâle et le chapitre ; de là une première interdiction en 1299. Le chapitre avait obtenu, en 1281, comme nous l'avons indiqué, les mêmes privilèges que les habitants. Il devait donc se considérer comme n'étant pas justiciable de l'officialité de Bâle, au temporel. Sa résistance à une juridiction étrangère fut suivie de l'interdiction que l'annaliste mentionne. La ville entière fut atteinte par l'arme spirituelle et peut-être l'avait-elle mérité avec le chapitre dont le magistrat a pu défendre une prérogative qui était commune à la ville et au chapitre. La même chose aura lieu en 1302, lorsque le clerc bâlois succombera sous les coups du clerc colmarien ou de ses instruments.

— A la fête de St.-Jean-Baptiste (24 Juin), les Colmariens

s'unissent aux villes de l'empire pour attaquer le seigneur de Horbourg. — *Annales des Dominicains, édit. cit., pag. 183.*

Les éditeurs des Annales ont pensé qu'il faut lire « *pour attaquer le comte de Fribourg.* » Le paragraphe qui suit, ajoutent-ils, confirme notre conjecture; il montre les Colmariens et les villes impériales unis pour l'exécution de l'expédition qu'ils avaient projetée.

Cette remarque est inadmissible : elle jette une fausse lumière sur l'annotation de l'annaliste. Nous en expliquons le sens historique en même temps que celui du paragraphe suivant auquel la note des éditeurs fait allusion.

— Après la fête des SS. Proesse et Martinien (2 Juillet) les Colmariens et les autres villes de l'empire prennent les armes pour dévaster les domaines des Fribourgeois. — Guerre entre le comte de Fribourg et les habitants de cette ville. — *Ibidem.*

Après avoir réduit Thiébaut de Ferrette à demander la paix et à se démettre de la charge de landvogt au profit de Jean de Lichtenberg, il restait à l'évêque Conrad à dicter ses conditions aux seigneurs du voisinage de Colmar qui avaient pris part aux violences exercées dans la vallée de Soultzmatt, à Rouffach, Ste-Croix et autres lieux. C'est à cela que se rapporte incontestablement la première mention de l'annaliste. La tâche ne fut pas longue : commencée le 24 Juin, elle fut accomplie le 2 Juillet. Conrad Werner de Hatstatt dut céder en fief à l'évêque son château de Hatstatt, avec toutes ses dépendances. *Annales, pag. 183 et Grandidier, tom. IV, pag. 66.* L'histoire ne nous apprend pas quelles furent les conditions faites à Walther-Sigmund de Horbourg ni à Conrad ou Cunon son frère. Mais ces conditions durent être faciles, car Conrad de Horbourg était gendre d'Eginon, comte de Fribourg, lequel était beau-frère de l'évêque Conrad qui allait, le 2 Juillet, avec

les Colmariens, non pas attaquer le comte de Fribourg comme le dit la note des éditeurs, mais lui porter secours contre les Fribourgeois ou la ville refusant de se soumettre à son obéissance. Le 29 Juillet les Colmariens et ceux des autres villes assistèrent à un combat sanglant et leur défaite suivit de près le coup porté à Conrad par un jeune boucher qui, l'ayant reconnu à sa longue robe de soie, fendit les rangs pour l'atteindre mortellement par un coup de lance porté au défaut de la cuirasse. Le 1^{er} Août l'évêque avait cessé de vivre.—*Voy. Laguille, op. cit., pag. 258 et Grandidier, Œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 68.*

Frédéric de Lichtenberg lui succède. Il s'agit du frère de Conrad, le même qui commandait à Colmar sous Walther Rœsselmann et qui eut la bonne fortune d'échapper à Adolphe de Nassau, tandis que Walther et Anselme de Rappolstein devinrent ses prisonniers.

1300.

Un acte public, reçu à Colmar, concernant la dîme d'Ingersheim, perçue au préjudice de l'église de Bâle par Werner, fils de Walther Kurzon, constate que le pléban (curé) de Colmar et archiprêtre du décanat *ultra colles Ottonis*, s'appelait Henri ; le notaire de la ville, Conrad, et que Walther Rotelin, Burchard Bonus homo, Immo de Lapide, Walther de Landœse, Albert ad Fossam, Luitfrid de Jebnheim et Egelolf de Brisach étaient membres du Sénat. — *Trouillat, op. cit., tom. II, pag. 693 - 694.*

Trouillat fixe approximativement la date de cet acte au 7 Janvier.

— Le VII des calendes d'Avril (26 Mars), le seigneur Albert, roi, vient à Colmar et y est reçu solennellement par le clergé, les religieux et toute la population. — *Annales des Dominicains de Colmar, édit. cit., pag. 185. Schœpflin, Als. illust. tom. V,*

pag. 198, Trouillat, tom. III. pag. 13 et Hunkler, pag. 76 et 155, disent la même chose.

— Albert était encore à Colmar le 18 Mai, car il y donne une charte par laquelle il prend le chapitre de St.-Martin sous sa protection spéciale et lui confirme les privilèges dont jouissent les bourgeois de la ville. — *Trouillat, op. cit., tom, II, pag. 696 — 697.*

On se rappelle que le chapitre était en jouissance de ce privilège depuis le 7 Novembre 1281, et qu'il lui avait été accordé par Rodolphe de Habsbourg. Son fils Albert le lui confirme dès qu'il arrive au trône. L'empressement d'Albert à confirmer la concession de son père semble prouver que le chapitre de St.-Martin était resté fidèle, pendant le règne d'Adolphe de Nassau, à la cause de Habsbourg et que l'emprisonnement de son doyen, par le seigneur de Berckheim, schultheiss à Colmar, fut, comme nous l'avons dit précédemment, la conséquence de cette attitude du chapitre, même après la reddition de la ville et la mort de son précédent schultheiss, Walther Roesselmann.

— Adélaïde, fille de Simon de Grand-Géroldeck et femme d'Ulric V de Rappolstein, meurt au mois de Décembre. Elle est enterrée dans l'église des Franciscains de Colmar. -- *Billing, manuscrits inédits de M. Ignace Chauffour.*

On a vu que son mari, Ulric V, l'y a précédée en 1283.

— Deux chartes, semblables à celle de 1286, sont promulguées pour assurer l'achèvement de l'église St.-Martin de Colmar. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 188.* Hunkler, pag. 168, en porte le nombre à douze; l'auteur de la notice du *Musée pittoresque*, pag. 118, mentionne également le fait, mais sans s'expliquer sur le nombre.

On pensera peut-être qu'étant arrivé à la fin du XIII^e siècle, nous devrions, avant d'aller plus loin, résumer dans un aperçu d'ensemble les faits établis pour la période de 1214 à 1300. Mais il faut se rappeler que nous ne faisons que de la chronologie, c'est-à-dire une besogne ingrate et plus laborieuse que brillante. Nous devons donc la continuer honnêtement, sauf, bien entendu, le droit que nous nous réservons de tirer parti de ce labeur, lorsque la tâche commencée sera remplie.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE.

TROISIÈME PARTIE

De l'an **1301** à l'an **1400**

Les premières années du XIV^e siècle, dans lequel nous entrons, offrent un instant de repos pour Colmar. La cause d'Albert d'Autriche, pour laquelle on a combattu, vient de triompher; Frédéric de Lichtenberg, allié de la ville contre Adolphe de Nassau, succède, sur le siège épiscopal de Strasbourg, à son frère, l'évêque Conrad, blessé à mort devant Fribourg. La principale cause des troubles a donc disparu par l'avènement d'Albert à l'empire et de Frédéric à l'évêché, investi d'un droit sur Colmar. Mais cet état de repos ne sera pas de longue durée, et la ville libre ne tardera pas à se trouver de nouveau mêlée aux complications que le changement de règne engendrera, et aux luttes de l'Empire contre l'Eglise qui en seront la conséquence. On la verra en sortir victorieuse et l'élément plébéen entrer en possession de la plus grande somme d'autorité qu'une démocratie puisse revendiquer. Bref, le XIV^e siècle est la période héroïque de l'existence politique de Colmar, ainsi que va le démontrer la chronologie dans laquelle nous rentrons.

1301.

N. — Un chanoine de Colmar, curé de Roggenhausen, meurt subitement. — *Annales des Dominicains de Colmar*, édit. de Ch. Gérard et J. Liblin, pag. 187.

— Jean, chevalier de Nortgasse, épouse une jeune fille de la famille de Hattstatt, le jour de Ste-Luce (13 Décembre). *Ibidem.*

— Le jour suivant on décapite un jeune homme qui avait assassiné le fils de sa marâtre, crime pour lequel il avait été banni de la ville. Sa femme s'était retirée à Rouffach. Lorsqu'elle apprit l'arrestation de son mari à Colmar (où il était revenu, malgré son bannissement), elle mourut de chagrin. *Ibidem.*

1302.

— Le troisième jour après la fête des SS. Philippe et Jacques (4 Mai), la reine, femme du roi Albert, vient à Colmar en grand appareil et accompagnée de deux reines. Elle quitte la ville à l'improviste. — *Idem*, pag. 189.

Nous ne trouvons dans l'état politique de Colmar ou de la Haute-Alsace aucune raison qui soit de nature à expliquer le départ subit de la reine et de sa suite. Elle s'explique, peut-être, par la résolution de l'empereur d'y venir prochainement, le 22 Juillet, ainsi que cela sera établi.

— Les habitants de Colmar dirigent un cours d'eau par quatre rues de leur ville. — *Ibidem.*

Les quatre rues principales de la première enceinte nous paraissent avoir été : la rue des Juifs, la rue des Serruriers, la rue des Marchands et la Grand'rue actuelles. Toutefois, il ne peut s'agir de la prise d'eau qui traversait le couvent des Catherinettes, l'hôpital militaire actuel, car elle ne fut établie que plus tard, ainsi qu'on le verra.

— Dans la nuit de l'Ascension (30 Mai), il plut à Colmar et quelques autres endroits, et cela en grande quantité, des reptiles qu'on appelle Wasser-Kalb (salamandres). Ces reptiles naissent des filaments de plantes qui pourrissent dans les eaux.

— *Ibidem.*

— Steimère, bourgeois de Colmar, est tué par les nobles de Hunawibr. — Un écolier, parent du doyen du chapitre de Colmar, est tué. — *Ibidem.*

— L'empereur Albert arrive à Colmar avec l'impératrice et y convoque une diète à laquelle prend part toute la noblesse alsacienne. Colmar ne pouvant loger tout le monde, on établit des tentes sur la campagne, entre la ville et Eguisheim. Colmar offre à l'empereur six bœufs gras, cent gros poissons du Rhin et quatre cents marcs d'argent. — *Hunkler, Geschichte der Stadt Colmar, pag. 155.*

Nous ignorons la source où Hunkler a puisé ; mais sa relation est si détaillée, si précise qu'il faut l'admettre comme complément de la mention suivante de l'annaliste de Colmar :

— Vers la fête de Ste-Madelaine (22 Juillet), Albert, roi des Romains, rassemble dans le haut-pays une armée avec laquelle il descend vers Cologne. Il ravage les villages et les domaines des évêques, ses ennemis, pendant sept semaines, c'est-à-dire jusqu'à la St.-Martin (11 Novembre). Il force les évêques à traiter avec lui. Alors le Rhin est rouvert et les bateaux peuvent librement le remonter et le descendre. — *Annales, édit. cit., pag. 193.*

La diète de Colmar aurait donc eu pour objet de prendre des mesures propres à mettre l'empereur Albert en état de soumettre, par la force, à son obéissance l'archevêque de Mayence et celui de Cologne qui avaient contribué à l'élection d'Adolphe de Nassau, et qui, même après la mort de ce dernier, résistaient au nouvel empereur.

— Un clerc de Colmar et un clerc de Bâle se disputaient un canonicat (du chapitre de Colmar). Le clerc bâlois est tué. Ce meurtre porte les juges de l'officialité bâloise à suspendre la célébration du culte divin à Colmar. — *Ibidem*.

Voyez ce que nous avons dit à cet égard, *pag. 142 de la 2^e partie*.

— Les seigneurs de la branche aînée de Girsperg (probablement ceux qui habitaient Colmar après avoir été réconciliés avec la ville sous le noble de Berckeim, schultheiss d'Adolphe de Nassau) attaquent à main armée ceux de la branche cadette, l'un desquels est tué. Ils s'emparent du château (situé à Walbac, au val de St.-Grégoire) et en chassent tous leurs parents. — *Ibidem*.

— La veille de St.-Oswald, roi, c'est-à-dire le jour de St.-Dominique (4 Août), le Rhin déborde et détruit le pont de Brisach. Les eaux se répandent sur la plaine et causent d'immenses dommages. — *Ibidem, pag. 189*.

Bâle et Strasbourg furent particulièrement maltraités. L'annaliste ne dit pas si la ville de Colmar se ressentit de l'inondation, mais il n'est pas probable qu'elle fût épargnée, en égard à sa proximité de l'Ill, un des affluents les plus considérables du Rhin. La mention de l'annaliste prouve d'ailleurs qu'au XIII^e siècle déjà il existait un pont fixe sur le Rhin à Brisach. Une charte publiée par M. Paul Huot, dans la 1^{re} année des *Curiosités d'Alsace, pag. 413*, nous fait connaître qu'en 1283 on achevait de le construire, et que l'abbaye de Marbach y contribua pour quinze livres deniers de monnaie usuelle, moyennant quoi son droit de bourgeoisie audit Brisach fut confirmé. Ainsi le pont de 1283 fut détruit en 1302. On verra que plus tard il fut rétabli, puis détruit de nouveau et qu'enfin les habitants des deux rives demeurèrent pendant environ deux siècles sans voie régulière de communication jusqu'en

1861 ! En cette année, Colmar et Vieux-Brisach, s'unissant dans une réclamation commune, ont obtenu le pont continu qui remplace, au XIX^e siècle, la communication qui existait au XIII^e. Ceux qui se plaignent de la rapidité du progrès moderne, feront bien d'admettre une exception pour le cas particulier, car il est douteux que le pont actuel ait une supériorité bien grande sur celui du XIII^e siècle ; il est sujet à des détériorations fréquentes, à des interruptions même à chaque crue un peu notable des eaux du fleuve ; de plus, il est infesté d'un droit féodal dont une voie ferrée fera justice plus efficacement que les nouvelles armes de guerre du monde civilisé.

— Une convention conclue le jour de St.-Gal (16 Octobre) entre le magistrat de Colmar et l'abbaye de Pairis, porte que ^N cette dernière assigne à la ville une étendue de trente-deux journaux de prés situés au canton Dorneck pour être affectée au pâturage communal ; qu'en échange de la concession de ce terrain, considéré par le magistrat comme une anticipation de la cour de Pairis, le droit de bourgeoisie à Colmar est accordé à celle-ci, ainsi que tous les autres droits dont la population ecclésiastique jouit en ville. *Le titre original existe aux archives de la ville.*

Billing, *1^{er} semestre du Patriote alsacien*, pag. 277-78, ajoute : Tous ces environs (les terrains contigus au moulin St.-Guidon) appartenaient à l'abbaye de Pairis, et la porte qui conduisait ^N de la cour au moulin, est ainsi décrite dans l'acte de cette année (dont nous venons de donner l'analyse) : « Nous voulons aussi qu'ils (les moines de Pairis) ouvrent leur porte aux heures où l'on a l'habitude d'ouvrir celles de la ville. » La cour de Pairis, dit encore Billing, avait alors le privilège de donner asile au meurtrier.

Le même auteur, *2^e semestre*, pag. 163, et Hunkler après lui, *op. cit.* pag. 73, disent ensuite : Henri d'Andlau, schultheiss

de Colmar, et Eberhard d'Andlau, son frère, le chevalier Cuntzmann de Ruost, Siffrid le vigneron, Burckhard Meyer, bourgmestre, le conseil et les bourgeois de Colmar représentent le magistrat qui traite au nom de la ville. Afin de porter à la connaissance des lecteurs, dit Billing, quelles étaient les familles nobles qui habitaient Colmar, nous indiquons ci-après les noms des témoins qui signèrent cette transaction : Walther de Kaysersberg ; Jean-Ortlieb de Kaysersberg ; Jean Schulteize ; Werner der Walch, chevalier ; Werner de Wittenheim ; Walther de Woffenheim ; Cuno de Limperg ; Erlevin Henri Wollebe ; Hesso de Beblenheim ; Pierre de Sundhoffen ; Hug de Wittenheim ; Siffrid de Kutilshowe ; Walther Kusspfenning ; Henri Hühelin ; Wildung-Gerhart de Kaysersberg et Nicolas de Loglenheim, bourgeois.

Henri d'Andlau, que ce titre fait apparaître comme schultheiss de Colmar, n'est mentionné par aucun de nos historio-graphes colmariens au nombre des schultheiss. Il prend donc place entre Frédéric de Hunenburg et Frédéric de Wangen dont il sera question plus tard. Frédéric de Hunenburg aurait ainsi occupé le schultétat à partir de 1299 jusqu'en 1301 ou 1302.

— Schœpflin n'a trouvé aucune trace du maître des bourgeois (Burgersmeister) avant le XIV^e siècle ; mais alors il existe un schultheiss et un conseil ou sénat (Rath.). — *Als. illust. tom. V, pag. 201.*

C'est peut-être au titre dont il vient d'être parlé que Schœpflin fait allusion. Ce document serait ainsi le premier révélant le changement qui s'est opéré dans l'organisation du pouvoir municipal à la fin du XIII^e ou au commencement du XIV^e siècle. A côté du schultheiss, représentant l'empereur, apparaît le maître des bourgeois (Bourgmestre) et le conseil ou sénat (Rath). On verra, dans la suite, cette organisation se modifier fréquemment.

1303.

— Les habitants de Colmar édictent plusieurs règlements et constitutions et déterminent les peines réservées à ceux qui les violeront. Ils décrètent notamment que quiconque outragera Dieu ou la Vierge Marie, par blasphèmes ou paroles déshon-
nêtes, paiera dix sous à la fabrique de St.-Martin, et que le séjour de la ville lui sera interdit pendant trois semaines. — *Annales des Dominicains, édit. cit. pag. 197.*

Cette mention est répétée par Schoepflin, *Illust., tom. V, pag. 195*, Billing, *2^e sem., pag. 34*, Hunkler, *pag. 47*, sans qu'aucun ait fait connaître en quoi consistent les modifications apportées au diplôme de Rodolphe de Habsbourg, de 1278, ou à celui d'Adolphe de Nassau, de 1293. L'amende de dix sous à payer à la fabrique de St.-Martin par le blasphémateur, est une mesure nouvelle. La prescription se perpétue dans la loi municipale, car nous la retrouvons, considérablement aggravée, *pag. 104 et 105* du statut municipal imprimé au siècle dernier. Il y eut sans doute encore d'autres modifications apportées au règlement municipal en 1303. Les documents nous font défaut pour nous en rendre compte ; il faut, dès lors, nous contenter de ce que l'annaliste fait connaître.

— Les frères Mineurs célèbrent solennellement leur chapitre à Colmar, vers la St.-Urbain (25 Mai). Cent cinquante frères y assistent. Les convers et les beguards, rangés en procession sur deux et trois rangs, parcourent la ville en demandant l'aumône. — *Annales, édit. cit., pag. 199.*

— Le jour de la St.-Antoine (13 Juin), on consacre à Colmar la chapelle récemment construite des moines de Pairis, de l'ordre de Cîteaux. — *Ibidem, pag. 195.*

Il s'agit probablement de la chapelle qui était dans le voisinage du moulin de l'abbaye et que la planche de la *Cosmogra-*

phie de Sébastien Munster représente comme enclave annexe de l'enceinte de la ville en 1569, pag. DCLIII.

— Le roi Albert vient à Colmar vers la fête des SS. Vit et Modeste (15 Juin) et exige des habitants 400 marcs. — *Annales*, édit. cit., pag. 207.

Schœpflin, *Als. illust.*, tom. V, pag. 198, dit qu'il y convoque la noblesse d'Alsace. La *Chronique des Dominicains*, pag. 307, parle du même fait, mais le place à l'année 1304. Nous croyons qu'il faut s'en tenir à la date des *Annales*, non à celle de la *Chronique*. Mais la *Chronique* ajoute des détails que l'annaliste ne rapporte pas ; ainsi : « les bourgeois de Colmar ne paient les 400 marcs qu'en murmurant. Albert exige aussi, des Sœurs d'Unterlinden, des chars, des chevaux et une grande quantité de leur meilleur vin. » Il s'agissait d'une expédition contre le roi de Bohême qui disputait à Albert le royaume de Hongrie. A la diète qui a lieu à Colmar, Albert ordonne aux nobles de se tenir prêts à le suivre, leur déclarant que ceux qui prétendraient s'affranchir de ce service, seraient assujettis, comme les paysans, à la contribution du sixième.

— Après la fête des SS. Vit et Modeste (15 Juin), des voleurs armés pénètrent dans l'église de St.-Martin de Colmar, forcent le trésor et enlèvent l'argent qu'il contenait. — *Annales*, édit. cit., pag. 199.

— Dans l'octave de la St.-Jean-Baptiste (24 Juin), le Frère Bernard, maître de l'ordre des Frères prêcheurs, vient à Colmar. — *Ibidem*.

— Colmar avait sa fête du *Teufels-König* (le roi des diables la diablerie) ; elle dura jusqu'à la fin du XV^e siècle. De semblables usages existaient dans les environs. Voici ce que l'annaliste rapporte d'un fait concernant Wintzenheim et se rattachant, par certaines indications, à nos recherches sur Colmar.

« A la circoncision (1^{er} Janvier 1303), les paysans de Win-

tzenheim, qui avaient fait un roi et treize grands officiers, parmi lesquels un Dapifer, forcèrent ce roi et ses officiers à traverser, en chemise et sous le pont, l'eau qui est proche du moulin, voulant s'assurer, par cette épreuve, s'il méritait la couronne royale. Tous, à l'exception d'un seul, traversent gaiement la rivière sous le pont, en compagnie du roi. Celui qui avait refusé, résigne volontairement sa dignité à cause de la bassesse de l'office. Les jeunes gens se moquent de lui et se mettent à pousser de grands gémissements, comme si un de leurs parents venait de mourir ; puis ils sonnent les cloches et annoncent le trépas du réfractaire. Le lendemain, ils portent à l'église une bière dans laquelle reposait un balai de bouleau, font les cérémonies funèbres, transportent la bière au bord de l'eau et l'y précipitent. — Les pauvres de plusieurs villages font ainsi plusieurs divertissements : les uns font un pape et des cardinaux ; d'autres produisent, dans les rues et sur les places publiques, des empereurs et des rois avec leurs officiers. — *Annales, édit. cit., page 203 et note 3.*

Outre le trait de mœurs que donne ce récit, il constate qu'alors la Fecht, ou une dérivation de cette rivière, passait à Wintzenheim et y faisait mouvoir un moulin. C'est la confirmation de ce qui a été dit précédemment, *page 57 de la II^e partie*, du *Tieffenbach* coulant vers Colmar, dans le voisinage du Lycée ou de l'ancien prieuré de Saint-Pierre.

— Les seigneurs de Girsperg remettent leur château au seigneur-évêque de Strasbourg. — *Annales, édit. cit., page 205.*

— Les seigneurs de Girsperg livrent leur château de Girsperg au seigneur Henri de Rappolstein, à la condition qu'il remettrait en leur pouvoir le château qu'on appelle *der Stein* ou la Pierre, et qu'il leur y assignerait des avantages et revenus égaux à ceux qui sont attachés au château de Girsperg. — *Ibidem, page 206.*

Pour expliquer les deux mentions, contradictoires en apparence, qui précèdent, il faut se rappeler d'abord que le château de Girsperg dont il est parlé dans la première mention, était situé au val de Saint-Grégoire et avait été ravi l'année précédente (1302), par les Girsperg de la branche aînée, habitant Colmar, aux Girsperg de la branche cadette, faits prisonniers. La remise de ce château à l'évêque de Strasbourg, Frédéric de Lichtenberg, en l'année où nous sommes (1303), prouve l'intervention du prélat dans le différend et, jusqu'à un certain point, la répression de l'acte de violence commis par les Girsperg de la branche aînée au préjudice de leurs parents de la branche cadette. Frédéric aurait donc contraint, soit par les armes, soit par les voies amiables ou comminatoires, les Girsperg de la branche aînée à lui livrer le château du val de Saint-Grégoire pour être remis, du consentement des Girsperg de la branche cadette, au seigneur Henri de Rappolstein, à la condition que ce dernier mettrait les Girsperg en possession du château de Ribauvillé appelé *der Stein*, en leur assignant des avantages et des revenus égaux à ceux dont ils jouissaient au château de Girsperg, dans la vallée de Munster, ce qui eut lieu en 1316. — Les Girsperg donnèrent ainsi leur nom au château placé au-dessous du Haut-Rappolstein, les ruines actuelles (à l'est de celles du Saint-Ulrich). — Voyez *Grandidier, Vues pittoresques d'Alsace, page 3*.

Cette transaction paraît cependant impliquer une difficulté historique. Les châteaux de Rappolstein étaient un fief de l'évêché de Bâle, qui en avait investi Egelolphe d'Urselingen, souche des comtes de Rappolstein. Il semble donc que la cession du château de *Stein* aux Girsperg n'a pu se faire que de l'assentiment de l'évêque de Bâle, et nous ne trouvons aucune trace de l'intervention de ce dernier dans la transaction.

1304.

— Un seigneur de Horbourg meurt et est enterré dans l'é-

glise des Franciscains de Colmar. — *Billing, manuscrits inédits de M. J. Chauffour.* M

Il s'agit probablement de Bourcard, second fils de Walther, tué par Conrad, son neveu ; de Bourcard enfin qui fortifia sa ville de Riquewihr en 1291, et qui était gendre d'Eginon, comte de Fribourg. *Voy. Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 112.*

— Boehmer, dans son premier supplément des régestes, page 394, signale un diplôme de l'empereur Albert, daté d'Augsbourg le 7 Mai, dans lequel figure comme témoin le chevalier *Henri Schængauer*.

1305.

— Les foires de la Saint-Martin sont établies ; leur durée est fixée à quatre jours. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 196.*

La foire annuelle de Saint-Martin est tenue pour la première fois en cette année. Indépendamment de cette foire et de celle de l'Assomption, qui durait trois jours, on en tenait une aux Quatre-Temps qui avait la même durée. Le marché se tient chaque semaine, le jeudi. — *Billing, 2^e sem., pag. 36.*

— Hunkler, *op. cit., pag. 49*, mentionne le fait de l'institution de la foire de Saint-Martin par le magistrat, et il ajoute : la veille de la foire on sonnait la grosse cloche pour annoncer la levée des prohibitions afin de faciliter aux étrangers la fréquentation de la foire. Cette franchise fut, plus tard, étendue aux trois jours qui précédaient et aux trois jours qui suivaient la foire. Le marché hebdomadaire est fixé au jeudi depuis cette époque.

— Enfin, on lit ce qui suit dans la notice du *Musée pittoresque*, *pag. 125* : En 1205 (lisez 1305), le magistrat, usant du droit que la charte communale lui conférait, institua la foire

de Saint-Martin. Elle devait durer quatre jours et commencer la veille de la fête patronale. A tous ceux qui s'y rendaient on garantissait des immunités exceptionnelles pendant la durée de la foire, les trois jours qui précédaient et les trois jours qui suivaient. Les artisans de la ville devaient mettre leurs produits en vente pendant les quatre jours, comme au marché du jeudi, et ne pouvaient fréquenter, pendant tout le temps, aucun marché étranger.

A propos de l'emprunt que nous venons de faire au *Musée pittoresque*, nous devons présenter, non pas une rectification, mais une observation concernant le dernier paragraphe de la page 54, II^e partie de cette chronique. Nous avons appris, de la bouche même de l'auteur, que la date de 1205, que nous avions alors dû prendre au sérieux, est le résultat d'une erreur d'impression et qu'il faut lire 1305. Les réflexions que cette date de 1205 nous a suggérées, sont donc sans objet.

Le titre, qui institue cette foire de Saint-Martin, existe aux archives de la ville. Il est exactement analysé dans l'extrait qui précède de la notice du *Musée pittoresque*. Il est sur parchemin, muni du grand sceau et daté du mercredi après la Toussaint (3 Novembre) 1305. C'est, sans aucun doute, à ce titre que Schœpflin a puisé la courte indication que l'on a lue; il est possible que Billing et Hunkler l'aient aussi consulté; mais il paraît certain que l'un et l'autre ont encore eu sous les yeux d'autres documents puisqu'ils donnent des informations que le titre dont il s'agit ne fournit pas, relativement aux cinq autres foires et à l'usage de les annoncer en faisant sonner la grande cloche de la collégiale de Saint-Martin. Nous avons fait de vaines recherches pour déterminer l'époque de leur institution; il faut, dès lors, nous résigner à consigner dans ce paragraphe, sans avoir égard à la méthode chronologique, tout ce que nous rencontrons concernant les foires et marchés de Colmar.

Il paraît opportun de constater, au préalable, que l'institution du marché hebdomadaire qui se tient le jeudi, est contemporaine de l'institution de la foire de Saint-Martin, si elle ne lui est antérieure, ce qui paraît probable.

§ Nous avons publié dans l'*annuaire du Haut-Rhin de 1846*, d'après un état déposé alors à la division de l'administration générale de la préfecture, les renseignements suivants sur ce sujet : Il se tient à Colmar sept foires par an ; le jeudi des Quatre-Temps de Février, Mai, Septembre et Décembre ; les jeudis après la Pentecôte, la Fête-Dieu et la Saint-Martin. Les marchés hebdomadaires ont lieu le jeudi de chaque semaine. — *Annuaire de 1846, pag. 248.*

— Un décret du 14 Septembre 1866, institue deux foires annuelles pour la vente du bétail. Elles sont fixées aux jeudis qui suivent les fêtes de St.-Georges et de St.-Martin. Quand ces jeudis tombent sur un jour de fête légale, les foires ont lieu la veille.

1307.

— La présence de l'empereur Albert à Colmar est constatée par le diplôme qu'il donne le 15 avril, en faveur de l'archevêque de Mayence, Pierre Eichspalter, auquel il accorde les droits régaliens dans son archevêché. — *Bæhmer, reg. imp., Frankfurt, 1831, page 46 et Stuttgart, 1844, page 247.*

Albert venait d'Ensisheim et se rendait à Spire. — *Ibidem.*

1308.

— Le IV des ides d'Avril (10 Avril.), l'empereur Albert est à Colmar et donne à Bernard de Wurmser l'investiture du village de Rordorff. — *Schœpflin, Als. il., tom V, page 199.*

Billing, 2^e sem. pag. 66, et Hunkler, pag. 155, disent la même chose.

Le diplôme est publié dans la *Diplomatica, tom. II, pag. 86.*

Schoepflin dit, dans une note, que le diplôme de Colmar fut le dernier de l'empereur Albert, assassiné, comme on sait, le 1^{er} Mai, à Koenigsfeld par son neveu. Cette remarque est infirmée par les régestes de Boehmer, page 274, *édit. de Frankfurt*, et 250, *édit. de Stuttgart*, où nous trouvons signalé un diplôme daté de Bade (en Argovie) le 25 Avril, accordant les droits régaliens à Elisabeth, abbesse de Zurich. Le diplôme de Colmar serait donc l'avant-dernier de cet empereur, si d'ailleurs de nouvelles moissons diplomatiques ne mettent pas au jour d'autres diplômes donnés dans le trajet de Colmar à Bade. L'évêque Jean 1^{er} de Strasbourg voyageait avec l'empereur ; il était donc avec lui à Colmar.

— Une dame du prénom de *Richenza* est enterrée dans l'église des dominicains de Colmar. — *Billing, manuscrits inéd. de M. Ig. Chauffour.*

La dame dont il s'agit, est Richensa de Rappolstien, comtesse de Montfort. — *Luck, annales, tom. I, fol. 81 verso.*

— Frédéric de Hunenberg, schultheiss de Colmar, est remplacé par Jean de Thorgassen.

Ce nouveau schultheiss passe, avec Philippe, doyen du chapitre de St.-Martin, un contrat par lequel la ville acquiert, du chapitre, une partie du cimetière. En échange de cette partie du cimetière, la ville donne au chapitre quatre bancs où l'on débite la viande dans la boucherie, rapportant un cens annuel de cinq florins. Le cimetière est converti en place publique et les ossements des morts sont déterrés. Ce contrat est signé Cuntzmann de Rust, Walther de Kaysersberg, Jacques Schedler, Jean Ritter, Werner de Wittenheim, Burkard de St.-Dié, Henri Wollebe, Siffrid le vigneron, Hesso de Beblenheim, Pierre de Sundhoffen, Wildung, Gerhart de Kaysersberg, Erlewin, Walther Kusspfenning, Walther Thuring, Henri Hegelin, Valentin de Woffenheim, Meinrad Lu-

thold, Rodolphe Billinger et Jean Hegelin, tous maîtres bourgeois. — *Hunkler, op. cit., pag. 77.*

Nous n'avons trouvé nulle part, ailleurs que dans Hunkler, trace de ce titre qui jette de la lumière sur deux faits de quelque importance pour l'histoire de Colmar : la conversion en place publique de l'emplacement qu'occupait le cimetière de la primitive église paroissiale et l'accumulation des ossements qui furent exhumés. Ce titre rectifie et complète quelques-unes des inductions que nous avons proposées, il y a dix à douze ans, dans une notice intitulée : *L'ossuaire de St.-Martin*, communiquée par nous au *Courrier du Bas-Rhin* et tirée à part à un très-petit nombre d'exemplaires. Il établit, d'une façon précise, que la place d'armes actuelle existe depuis 1308 ou 1309 et qu'une partie du cimetière de l'ancien bourg *Columbarium* a été affectée à la voie publique de la ville naissante avant les événements dont il sera parlé en temps et lieu et qui nous ont servi de points de repère dans la notice précitée.

1309.

— L'assassinat d'Albert, par le parricide Jean, son neveu et pupille, fut suivi d'un interrègne de sept mois. Les électeurs s'étant rassemblés, le 27 Novembre 1308, à Frankfort, ils placèrent sur le trône impérial Henri VII, de la maison de Luxembourg. — *Grandidier, œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 87.*

La présence à Colmar du nouvel empereur, en l'année 1309, est attestée par de nombreux diplômes datés de cette ville. Il y était du 25 au 27 Mars, venant de Landau et se rendant à Bâle par Brisach et Neubourg. C'est à Colmar qu'il confirme, à ces deux dates, les privilèges des Premontérés, puis des bourgeois de Haguenau. Il y était encore du 1^{er} au 5 Avril, car, à cette dernière date, il donne un diplôme qui affranchit les Dominicaines d'Unterlinden de tout impôt et principalement de requisitions en argent, chevaux et voitures ; de plus ^{17.}

il leur confirme les privilèges que Rodolphe leur avait accordés à Haguenau le 25 Février 1274, et étend ces mêmes privilèges à toute personne qui se réfugierait au dit couvent d'Unterlinden avec son bien, qu'elle prenne ou ne prenne pas l'habit de l'ordre. Il y était de nouveau du 29 Octobre au 11 Novembre de la même année, venant de Frankfort et retournant à Cologne par Gengenbach et Offenbourg. Treize pièces diplomatiques, datées de Colmar et signalées par Bœhmer, le constatent. Une seulement a rapport à Colmar : c'est un rescrit, daté du 9 Novembre, portant à la connaissance du schultheiss, du magistrat et des bourgeois de la ville qu'il renouvelle sa protection en faveur des religieuses d'Unterlinden, et que le droit d'envoyer leur troupeau au pâturage communal, sous la conduite et la garde d'un pâtre particulier, doit être respecté, de même que la faculté de jouir des chemins, cours d'eau et pâturage, selon les coutumes et usages de la localité. *V. Bœhmer, reg. imp. Stuttgart, 1844, pag. 271 et 272 ; puis additamentum secund, 1857, pag. 415 et 416.* — L'original est déposé aux archives du Haut-Rhin, où M. Frantz, chef de division à la préfecture, en a pris une copie que nous avons sous les yeux. *

1310.

— Le 13 des calendes d'Octobre (19 Septembre) l'empereur Henri VII est à Colmar ; il y signe un privilège en faveur du monastère de Ste-Walpurge, et y confère à l'abbaye de Pairis le droit de bourgeoisie à Colmar. — *Schæpf. Als. illust. tom. V, pag. 199.*

Billing, 2^e *sém.*, pag. 67, parle en ces termes de la présence de cet empereur à Colmar : L'empereur Henri VII est à Colmar au mois de Septembre ; il donne des lettres de franchises au couvent de Ste-Walburge, et, six jours après, à l'abbaye de Pairis le droit de bourgeoisie à Colmar. — Hunkler, *op. cit.*,

* *Y. Trouillat, t. III. p. 689.*

pag. 156, rapporte le fait dans les mêmes termes, moins la date de six jours, que Billing précise.

Si l'on consulte l'*Alsatia diplomatica* de Schœpflin, on trouve, tom. II, pag. 94, des lettres datées de Colmar, le 13 des calendes d'Octobre (19 Septembre), par lesquelles il institue deux foires annuelles à Haguenau, puis le diplôme du même jour par lequel il accorde au couvent de Sainte-Walpurge, situé dans la forêt de Haguenau, le droit perpétuel de glandage par cent vingt porcs dudit couvent ; puis dans Wencker, *Apparatus archivorum*, pag. 188, un diplôme aussi daté de Colmar, le 12 des calendes d'Octobre (20 Septembre), par lequel il engage au comte de Linange, landvogt d'Alsace, pour 300 marcs d'argent, la même forêt de Haguenau ; enfin, dans Schœpflin, *loc. cit.*, pag. 95, l'analyse de lettres, publiées par Hugo, *Monumenta sacræ antiquitatis*, pag. 290, également datées de Colmar, le 25 Septembre, par lesquelles il accorde à l'abbaye de Pairis, la jouissance à Colmar de droits semblables à ceux dont elle est en possession à Schlestadt, Brisach, Kaysersberg et Munster.

Schœpflin, *Als. illust.*, tom. V, pag. 199, et Billing après lui, 2^e sem., pag. 67, disent que Frédéric III est à Colmar en 1310 et qu'il y signe la confirmation du droit de bourgeoisie en cette ville, en faveur de l'abbaye d'Alspach (Clarisses). Il y a M une erreur de nom d'empereur : Frédéric III n'était pas encore arrivé au trône en 1310, Henri VII n'étant mort que le 15 Août 1313. L'erreur de l'*Illustrata* est d'ailleurs établie par les titres de la *Diplomatica* que nous avons cités plus haut, ouvrage que Billing n'a probablement pas toujours consulté pour écrire ses notices.

Voilà ce que nous trouvons dans nos ouvrages spéciaux concernant la présence de l'empereur Henri VII à Colmar en

1310. Les Régestes de Bœhmer vont nous fournir plus de détails et plus de précision.

Le 1^{er} Avril, Henri VII est à Colmar où il renouvelle aux Clarisses d'Alspach les privilèges que Rodolphe de Habsbourg leur avait accordés le 21 Septembre 1281. Henri venait de Nuremberg ; de Colmar il se rendit en Souabe, revint par Rheinfeld, s'arrêta à Kaysersberg d'où il se rendit à Spire. — *Bœhmer, reg. imp., édit. de Stuttgart, pag. 274.*

Du 13 au 25 Septembre de la même année, le même empereur est de nouveau à Colmar avec l'impératrice ; son fils Jean, roi de Bohême, et la reine Elisabeth, sa bru, l'y accompagnent ; Conrad, de Weinsberg, s'y trouve également. Le premier soin de l'empereur Henri est d'écrire, le 13 Septembre, aux autorités et au peuple de Mantoue ; il les informe qu'il est en route pour gagner l'Italie en passant par Lausanne, et les prie de se préparer à le recevoir, assistés de leurs amis. Pendant son séjour à Colmar, Henri pourvoit à une quantité d'affaires générales ou d'intérêts particuliers. Nous ne mentionnerons que les résolutions qui se rapportent à l'Alsace.

Le 15 Septembre il permet aux bourgeois de Haguenau de tenir une foire annuelle qui durera quatorze jours à partir de la fête de l'exaltation de la Sainte-Croix (14 Septembre).

Le 19, il confirme aux mêmes bourgeois de Haguenau les privilèges, droits, libertés et grâces qu'ils tiennent de l'empire.

Le même jour, il ajoute à ses faveurs pour Haguenau la tenue d'une seconde foire annuelle de quatorze jours, à partir de la fête de l'invention de la Sainte-Croix (3 Mai) ; puis il accorde au couvent de Sainte-Walpurge (situé dans la forêt de Haguenau) le droit de faire paître dans cette forêt cent-vingt porcs dudit couvent.

Le 20, il engage ladite forêt pour 600 marcs représentant la

valeur de 50 voitures de vin, frais de transport compris, que le comte de Linange, landvogt d'Alsace, livre à son fils Jean, roi de Bohême. — Cet acte étant consenti à Colmar, il est permis d'en conclure que le comte de Linange était avec la cour dans cette ville et que les 50 voitures de vin furent fournies par le vignoble de Colmar.

Le 21, le roi Jean et sa femme, la reine Elisabeth, prennent congé de l'empereur et de l'impératrice pour se rendre en Bohême et prendre possession du trône. Conrad de Weinsberg quitte Colmar en même temps et passe en Souabe pour y faire la guerre, à la tête des villes, au comte Eberhard de Wurtemberg.

Le 24, Henri VII était encore à Colmar; il permet à l'abbaye et à l'abbé de Pairis d'appeler les bourgeois, notamment ceux de Colmar, devant le tribunal ecclésiastique et d'établir ses droits par le témoignage des religieux. — Le même jour, il place cette décision sous la sauvegarde du landvogt d'Alsace et du schultheiss de Colmar.

Enfin le 25, il ordonne aux villes de Schlestadt, Brisach, Kaysersberg et Munster, de recevoir au droit de bourgeoisie la même abbaye de Pairis.

De Colmar, Henri VII se met en route pour l'Italie : le 29 Septembre, il est à Berne, le 11 Octobre à Lausanne ; le 23, il passe les Alpes et, le 24, il arrive à Suze. — *Voy. Bæhmer, reg. imp., Stuttgart, pag. 282-284, et additamentum secundum, pag. 417.*

1311.

— Les religieuses dominicaines, sous l'invocation de Sainte-Catherine, établies à Ammerschwir, obtiennent de l'empereur Henri VII et de l'évêque de Bâle la permission de se transférer à Colmar. — *Schæpflin, Als. il. tom. V, pag. 192.*

Billing, 1^{er} semestre, pag. 276 et 2^{me} sém pag. 405, puis

Hunkler, *op. cit.* pag. 230, disent la même chose. Le premier ajoute, pag. 276, qu'à dater de ce moment le périmètre de la ville prit une forme régulière, lorsque le boulevard des Cloches et la rue de l'Orme se furent formés peu à peu dans l'enceinte et le voisinage de la porte actuelle des Morts et la petite porte des Pelletiers donnant accès dans le fossé de la ville. Hunkler, pag. 230, ajoute que l'évêque de Bâle confirma ce changement de résidence. Billing et Hunkler attribuent, par erreur, la permission à Henri VIII au lieu de Henri VII.

Voilà tout ce que nous avons pu apprendre, jusqu'il y a quelques jours, sur l'établissement des Catherinettes à Colmar. Grâce à la république de Berne qui fait généreusement la plus grande partie des frais de la publication des *Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle*, nous sommes en mesure de donner plus de détails sur la fondation de cette maison religieuse qui, comme les autres, a joué un certain rôle dans l'histoire de Colmar. Nous empruntons au tome V, qui vient de paraître, l'extrait suivant :

— 7 Janvier. — Antoine, prieur de Strasbourg, pour la prieure du couvent d'Unterlinden, de Colmar, et Emanuel, inquisiteur contre les hérétiques de la Lombardie supérieure, et Jo. Kappermeister, de l'ordre des Frères prêcheurs de Colmar, nommés arbitres, du consentement du R. P. Barnabé, prieur provincial de la Lombardie supérieure, vicaire général pour la province d'Allemagne, de vénérable frère Aymeric, maître de l'ordre, afin de vider le différend existant entre les sœurs d'Unterlinden et celles de Sainte-Catherine, conviennent : que les sœurs de Sainte-Catherine ne feront pas de sortie dans leur maison du côté d'Unterlinden ; qu'elles ne pourront s'étendre et bâtir de ce côté ; qu'elles ne construiront pas d'église dans ce voisinage ; que si elles bâtissent un dortoir, il n'y aura aucune fenêtre ayant jour du côté d'Unterlinden, et qu'il

leur est interdit de s'adresser à l'empereur ou tout autre prince pour avoir quelque bien appartenant au couvent d'Unterlinden. Les sœurs de Sainte-Catherine auront leur entrée principale vers la porte qui est appelée, porte de la prison (*porta carceris-Kerkerthor*). Les deux couvents n'auront pas les mêmes confesseurs; on ne prêchera pas en même temps dans les deux maisons. Les sœurs de Sainte-Catherine prendront l'eau du ruisseau voisin, qu'elles amèneront dans leur couvent par un canal en pierre (*de vinario illius de pfortgassen sito prope fossetum*). Si les sœurs de Sainte-Catherine transportent plus tard leur maison ailleurs, elles devront d'abord offrir leurs bâtiments au couvent d'Unterlinden pour un prix convenable. Les sœurs Itha, prieure d'Unterlinden, et Heilicka, prieure de Sainte-Catherine, acceptent cet arrangement. (Original, coll. Zimberlin). — Trouillat-Vautrey, *monum. de l'hist. de l'anc. évêché de Bâle*, tome V, page 685. N

La transaction étant du 7 Janvier 1311, elle a probablement précédé la permission de l'empereur Henri VII, à laquelle Schoepflin, Billing et Hunkler font allusion; l'empereur ne l'aurait donc accordée qu'après l'apaisement de l'opposition du couvent d'Unterlinden à l'établissement des Catherinettes, à Colmar. Il est d'ailleurs inutile d'insister sur l'importance de ce titre pour l'histoire de Colmar; nous nous bornerons à arrêter un moment l'esprit du lecteur sur la question de topographie et d'hydrologie qu'il soulève.

Le *vinarius* dont il est parlé, nous semble n'être autre chose qu'un étang ou une mare qui existait près de l'ancien fossé de la ville et que l'ancien canal des moulins alimentait. Cette mare ou cet étang était la propriété des nobles de Nortgassen (de Rouffach, ayant droit de bourgeoisie à Colmar, y possédant des propriétés (*voir page 75, 2^e partie*), et dont un membre de cette famille, Guillaume, était alors chanoine de la collégiale

de Saint-Martin; car, c'est certainement Nortgassen au lieu de *Pfortgassen* qu'il faut lire dans le titre qui fait parti de la collection de M. Zimmerlin. C'est à l'étang dont il s'agit que fut pratiquée, en 1311, la prise d'eau qui alimentait le ruisseau traversant le couvent des Catherinettes et qui a maintenant son origine à *Bagatelle*, d'où l'eau continue à couler à travers l'ancien couvent (l'hôpital militaire de nos jours) pour déboucher dans la rue Kléber. On a vu, jusqu'il y a douze à quinze ans, ce ruisseau traverser le deuxième fossé des anciennes fortifications, par un aqueduc en l'air, remplacé aujourd'hui par une maçonnerie voûtée que le remblai déguise au nord de la scierie mécanique. A son débouché dans la rue Kléber, l'eau se divise à angle droit, en deux branches, dont celle du sud alimente les rigoles du haut de la rue des Clefs, celles de la rue des Boulangers, de la rue des Serruriers, de la rue des Marchands, de la rue des Juifs, d'une partie de la Grand'rue, et, en retour, de la rue Saint-Jean pour se confondre, au haut de la rue des Tanneurs avec le filet de la rue des Marchands et se jeter, à quelques pas de là, dans le canal qu'elle a quitté à Bagatelle. Si maintenant nous reprenons, au débouché dans la rue Kléber, la branche qui coule vers le nord, on la voit, à quelques pas du lieu de partage, s'engloutir dans un aqueduc souterrain pour regagner l'ancien fossé, en amont des bains du Canon d'Or, passer à angle droit sous le canal, la maison de bains et le rudiment de rue qui conduit de la porte des Bains à la route des Vosges, puis continuer sa course au fond de l'ancien fossé des fortifications jusqu'à la porte de Brisach, où elle traverse la route sous l'arche d'un ancien pont et continue vers le sud, toujours par l'ancien fossé connu sous le nom de *Sau-Graben* (fossé des porcs), pour se jeter dans le canal, en amont du moulin, l'ancienne *Steigen*, c'est-à-dire le lieu où une écluse permettait à la petite batellerie de des-

endre de la ville dans l'Ill, par la Lauch, et de remonter en ville par la même voie.

Le titre qui nous donne la date de cette prise d'eau, utilisée de notre temps encore pour l'assainissement des rues, a été tiré de l'oubli, sauvé de la destruction peut-être, par M. Zimberlin, curé à Biederthal. Nous lui devons un témoignage de reconnaissance que nous nous plaisons à lui exprimer au nom des amis de l'histoire de la ville de Colmar. M

1312.

— 5 Mars. — Frère Angelus *Gradensis patriarcha*, Nicolas Bosanus, Petrus Doliensis, fr. Guillaume Cunaviensis, François Asculensis, Jacques Bisaciensis, fr. Aymo Elenensis, fr. Daniel Arthanensis, fr. Guido *civitatis sancti Joannis* et Benedictus Suacinensis, évêques, accordent 40 jours d'indulgences à ceux qui visiteront, à certaines fêtes, l'église de Sainte-Catherine de Colmar. — *Datum Vienne*.

— Par une lettre datée de Bienne, du 3 Avril, Gérard de Wippenen (Wippens), évêque de Bâle, accorde la même faveur aux visiteurs de la dite église. (Original, collection Zimberlin.) — *Trouillat-Vautrey, op. cit., tome V, page 685*. M

Ainsi, l'engagement imposé en 1311 par le couvent d'Unterlinden aux Catherinettes de ne point bâtir d'église du côté d'Unterlinden, c'est-à-dire au nord de l'établissement des Catherinettes, n'impliquait pas la défense d'en construire à l'une ou l'autre extrémité du domaine de ces dernières, puisque l'année suivante l'évêque du diocèse, le patriarche de Grado, en Frioul, l'évêque de Bosa, en Sardaigne, l'évêque de Dolias, en Sardaigne, celui de Cuneo, en Frioul, celui d'Ascali dans la marche d'Ancône ; celui de Bysacia, dans le royaume de Naples ; celui d'Elne, en Roussillon, devenu l'évêché de Perpignan ; celui de Soana, en Toscane, et deux au-

n. tres dont nous ne parvenons pas à déterminer le siège, accordent des lettres d'indulgences pour la construction de l'église des Catherinettes, probablement au sud de l'enclos, c'est-à-dire à l'emplacement qu'occupe encore aujourd'hui l'église plus moderne surmontée du clocheton le plus élégant des anciens édifices religieux de Colmar.

L'empereur Henri VII signe, le 14 Mars, à Pise, un diplôme qui élève Turckheim au rang de ville, lui permet de s'entourer de murs et de fossés, et lui accorde les libertés et privilèges dont la ville de Colmar est en jouissance. Le même diplôme établit quatre marchés par an dans cette ville. — *Schæpflin, Als. dipl., tome 2, page 99.*

n. — Le 3 Juin, Gérard de Wippens, évêque de Bâle, accorde aux religieuses de Sainte-Catherine d'Ammerschwir la permission de s'établir à Colmar et d'y construire une église. — *Trouillat-Vautrey, op. cit., page 151.*

La charte se fonde sur la permission de l'empereur Henri VII, qui était déjà obtenue le 3 Juin ; la permission de l'évêque est donnée en considération de Marguerite, mère du roi des Romains, et à la prière du Frère Jean de Tirsberg. D'ailleurs, les Catherinettes avaient, à cette date, déjà commencé à prendre possession de leurs maisons ; *in quas cepistis manendi*, dit l'évêque de Bâle.

1313.

— Tous les fléaux du ciel désolaient l'Alsace. Il semblait que, irrité de la corruption qui infectait les mœurs, il voulût venger le genre humain dans un second déluge : des pluies continuelles, accompagnées de vents impétueux, inondèrent la terre pendant quatre mois. Les fleuves débordèrent, les moissons périrent sur pied, les vignes coulèrent, ce qui causa une si grande cherté de vivres que les pauvres, exténués par la

faim, tombaient morts au milieu des rues et ne trouvaient aucun secours.

... Une furieuse peste et une horrible famine causèrent une affreuse misère ... La famine augmenta la mortalité ; elle devint si grande du côté de Colmar que la chronique de Jean de Winterthur, *Apud Eccardum*, tom. 1, pag. 1787, auteur contemporain, assure que, dans quatre fossés qu'on fit hors de cette ville, on enterra 13,600 personnes. — *Grandier*, *œuv. hist. inéd. tom. IV*, pag. 100-101.

— La peste enleva beaucoup de monde en Alsace. La famine suivit de près la peste. Les campagnes étant demeurées incultes, les peuples de la Lorraine vinrent en Alsace chercher du soulagement à leur misère ; mais la mortalité était si grande du côté de Colmar que, dans quatre fossés ouverts hors de cette ville, on enterra 13,600 personnes. — *Laguille*, *Histoire de la province d'Alsace*, tom. I, pag. 271-272.

Quel que soit le crédit que l'on doive accorder à la relation d'un contemporain, il ne nous semble pas possible d'admettre le nombre des victimes de la peste qui est accusé pour Colmar, même en y comprenant les villages les plus rapprochés. Il est douteux, en effet, que 13,600 personnes, entassées dans des maisons à simple, double ou triple projection sur la voie publique, à partir du 1^{er} au 3^e étage, auraient pu trouver un abri dans l'étroite enceinte d'alors. Que la peste ait causé de grands ravages, cela n'est pas douteux ; mais il y a certainement exagération dans le nombre accusé pour Colmar. Treize mille cadavres enterrés dans quatre fosses communes auraient laissé des souvenirs dont on retrouverait la trace, soit dans la tradition, soit sous le sol ; or les souvenirs et les bouleversements du sol ne fournissent aucune preuve d'une mortalité aussi considérable. Mais nous avons une autre raison à présenter. On verra que quelques années après la lugubre année

de la peste, la première enceinte de Colmar n'est plus assez grande pour renfermer la population et qu'une nouvelle ville se forme dans le voisinage des Dominicaines d'Unterlinden et des Franciscaines de Sainte-Catherine. Il n'est donc pas admissible que si la mortalité de 1313 avait eu les proportions que le chroniqueur lui attribue, la peste aurait été plus que réparée deux ou trois ans après.

Hunker, *op. cit.*, pag. 191, dit, en rappelant la peste de 1313, que les Franciscains portèrent des secours aux pestiférés dans les maisons de la ville et que plusieurs périrent victimes de leur dévouement. — Ni Schœpflin, ni Billing, ni l'auteur de la notice du *Musée pittoresque* ne font mention de cette circonstance. Hunkler n'indiquant pas l'autorité sur laquelle il base son indication, on peut penser qu'il a déduit le dévouement de 1313, du dévouement des mêmes Franciscains en 1541 et de la cruelle épreuve à laquelle on les verra soumis.

— Vingt évêques sollicitent de nouvelles offrandes des fidèles pour achever l'église de Saint-Martin et pourvoir à l'ornementation nécessaire. On a ainsi mis plus de cinquante ans à construire ladite église. — *Hunkler, op. cit.*, pag. 168.

Le *Musée pittoresque*, pag. 118, fait aussi mention de nouvelles lettres d'indulgences pour la construction de cet édifice.

Billing, *1^{er} sem.* pag. 354, pense que la peste qui enleva 13,600 personnes à Colmar, fut cause de l'interruption, à la hauteur de huit étages, de la deuxième tour de l'église Saint-Martin.

— Frédéric de Wangen était schultheiss de Colmar en cette année, car Henri VII lui recommande l'abbaye d'Andlau. — *Schœpflin, Als. illust.*, tom. V, pag. 200; Billing *2^e sem.*, pag. 82 et *Hunkler*, pag. 77.

Cela est en effet constaté par le diplôme que cet empereur signa, avant le 14 Août, au palais impérial de Florence. Le diplôme met sous la protection de Frédéric de Wangen, schultheiss de Colmar, l'abbaye d'Andlau à laquelle on contestait la possession d'un terrain communal (Allemende).—*Als. diplôm. tom. II, pag. 106.*

1314.

La double élection de Louis IV de Bavière et de Frédéric-le-Beau renouvela les mauvais jours du grand interrègne. Colmar, dès le premier moment, se prononça pour Frédéric, le petit-fils de Rodolphe. Le 20 Mars, Frédéric confirma les privilèges de la ville et lui accorda, à perpétuité, le produit de l'*Umgeld* (gabelle sur les vins.) Il l'exempta pour deux ans de tout tribut à l'empire. Frédéric séjourna plusieurs jours à Colmar. — *Musée pittoresque de Rothmuller, pag. 125.*

Les faits locaux que relate cet extrait sont, comme on le verra, fixés à l'année 1315 par les livres antérieurs à la *Notice*. Nous avons dû néanmoins les rapporter à la date de 1314, parce que l'auteur nous paraît avoir puisé aux archives de la ville pour fixer à cette date la décision de Colmar en faveur de l'élection de Frédéric. Quant à la double élection, nous ajouterons quelques mots qui permettront au lecteur de se rendre compte des motifs qu'avait la ville d'épouser la cause de Frédéric III, plutôt que celle de Louis de Bavière.

Henri VII étant mort en Italie, le 15 Août 1313, de la main d'un Dominicain qui l'empoisonna au moyen d'une hostie consacrée, le duc d'Autriche, Frédéric, surnommé le Bel, fils de l'empereur Albert, fut élu près de Francfort par quatre électeurs : L'archevêque de Cologne, le comte Palatin, le duc de Saxe et le duc de Bavière. Quatre autres électeurs, l'archevêque de Mayence et celui de Trèves, Jean, roi de Bohême et

le marquis de Brandebourg donnaient en même temps leurs suffrages à Louis de Bavière.

L'évêque de Strasbourg, Jean I^{er}, qui avait succédé à Frédéric de Lichtenberg, mort le 21 Décembre 1306, avait beaucoup contribué à l'élection de Frédéric-le-Bel, fils de l'empereur Albert, dont Jean avait été le chancelier lorsqu'il était évêque d'Aichstett, et le demeura lorsqu'il devint évêque de Strasbourg. Il était naturel qu'après la mort de Henri VII, arrivée le 15 Août 1313, l'évêque Jean cherchât à faire placer la couronne sur la tête du fils d'Albert, le duc Frédéric, petit-fils de Rodolphe de Habsbourg, à la maison duquel Colmar était également dévoué. En se prononçant pour Frédéric-le-Bel, la ville de Colmar restait fidèle à la cause, sinon à la politique, que les deux Roesselmann lui avaient fait épouser et pour le succès de laquelle les bourgeois avaient payé de leurs personnes et de leurs fortunes. C'est par ce côté que l'histoire de l'ancienne ville libre continue à se rattacher étroitement à l'histoire de l'empire.

1315.

— Le schultheiss de Colmar en cette année s'appelle Jean ; il figure dans un privilège de Frédéric-le-Beau. — *Schæfflin, Als. illustr., tom. V, pag. 200.*

Billing, 2^{me} *sém.* pag. 82, et Hunkler, pag. 77, disent la même chose. Nous n'avons pu découvrir le nom de famille de ce schultheiss, mais le diplôme auquel il est fait allusion, se trouve dans la *Diplomatica*, tom. II, pag. 112. Jean, schultheiss, y est associé à Conrad de Wittenheim, et par une hardiesse de traduction ou d'interprétation on pourrait inférer que ce schultheiss était Jean de Wittenheim.

— Le 1^{er} Mars, Gérard de Wippens, évêque de Bâle, aprouve le règlement du chapitre de Saint-Martin, pour la célé-

bration du service religieux aux différents autels de cette église. *Trouillat, tom. III, pag. 213.*

Il s'agit de l'ordre dans lequel la messe sera dite aux différentes chapelles de la collégiale. Comme l'église n'était alors pas encore dans les conditions où elle se trouve aujourd'hui, il importe de retenir, selon l'ordre réglé pour la célébration du service religieux, le nombre et la dédicace des autels qui existaient, ce sont: ceux de St.-Jacques, de St.-Michel, de St.-Léonard, de St.-Laurent, de la Vierge, de St.-Jean-Baptiste, de St.-Oswald, de St.-Erhard et de St.-Antoine, soit en tout, outre le maître-autel de St.-Martin, dix autels, dont le nombre sera augmenté et la dédicace de quelques-uns changée, lorsque l'église aura reçu son complément de construction.

— Le même jour, le même évêque de Bâle ratifie une décision du chapitre qui affecte les revenus des prébendes vacantes, pendant deux années, à la reconstruction du cœur de la collégiale de St.-Martin, et pendant une année à son ornementation et à ses besoins ordinaires. — *Ibidem, pag. 216-218.*

Le texte constate que les chanoines ont été unanimes à proposer cette mesure; que le chœur, en raison de sa vétusté menace de s'écrouler et met en péril la vie des officiants et celle des nombreux fidèles qui assistent chaque jour aux offices; qu'il n'est, d'ailleurs, plus en rapport avec le reste de l'église, d'où l'inévitable nécessité de le démolir et de pourvoir à la construction d'un nouveau chœur au moyen des sacrifices que le chapitre veut s'imposer.

Ainsi, le chœur qui tombait en ruine en 1315 et qui ne cadrerait plus avec le transept, la nef, le portail et la tour que l'on a vus arriver à leur achèvement en 1313, était la dernière partie existante de la première église paroissiale de St.-Martin et à laquelle il a été fait allusion aux années 1220 et 1245, *pages 32 et 41* de cette chronique. Lorsque ce chœur aura disparu,

il ne restera donc plus de vestiges de l'église paroissiale de l'ancien village, puis de l'ancien bourg de *Columbarium*.

La notice du *Musée pittoresque* relate en ces termes, page 118, la détermination de ce chapitre : « Le chapitre, trouvant
« que le chœur déforme la splendeur de toute l'église et me-
« nace, par sa vétusté, la vie des officiants, affecte à sa recon-
« struction, pendant trois ans, les revenus de toutes les pré-
« bendes qui viendront à vaquer. »

— Frédéric III accorde à la ville de Colmar le droit de perception d'une gabelle sur les vins (*umgelt*) et la remise, pendant deux années, de toute imposition envers l'empire. Le but de ces faveurs était de lui permettre d'acquitter les dettes qu'elle avait contractées pour le service de l'empire. — *Schæpf-
lin, Als. il., tom. V, pag. 196.*

Billig, 2^{me} *sém.*, pag. 35-36, dit la même chose, de même que Hunkler, *op. cit.* pag. 49; mais ce dernier ajoute, page 156, que la présence de Frédéric à Colmar est attestée par des diplômes, datés de cette ville, en faveur de l'abbaye d'Als-pach, des villes de Colmar et de Turckheim.

Si, au lieu de s'en tenir aux indications qui précèdent on a recours aux sources, voici en résumé ce que l'on établit avec certitude :

1^o Le 20 Mars 1315, Frédéric-le-Bel est à Stattmatten, près de Bischwiller ; il y donne, en effet, un diplôme qui confirme à la ville de Colmar tous les privilèges, libertés, droits, usages et coutumes concédés ou confirmés par ses prédécesseurs; lui accorde la gabelle sur les vins (*umgelt*) et l'exempte de tout impôt envers l'empire pendant deux ans. Ces faveurs sont accordées en considération de la fidélité éprouvée de la ville à la maison de Habsbourg et de son empressement à reconnaître Frédéric comme empereur. Que si ces libéralités laissent encore quelque chose à désirer aux vaillants *schultheiss*

de Colmar, Jean et à Conrad de Wittenheim, l'empereur s'engage à les compléter selon leurs conseils et leurs désirs. — *Diplomatica, tom. II, pag. 112.*

2° Le 22 Mars, Frédéric signe à Colmar un diplôme par lequel il prend sous la protection de l'empire le doyen et le chapitre de Saint-Martin, en considération de sa fidélité et de son empressement à le reconnaître comme empereur. — *Trouillat, tome III, page 218.*

3° Il faut admettre que de Colmar Frédéric est retourné à Schlestadt, car il y donne, à la date du 28 Mars, un diplôme qui abandonne le terrain de l'ancien château de Rymberg de Landau pour y construire un couvent de femmes. — *Schæpfelin diplomatica, tome II, page 112-113.* — Le même jour, il y donne encore deux autres diplômes par lesquels il promet aux habitants de ne jamais engager ni aliéner ladite ville de Landau, et leur confirme leurs libertés, droits et coutumes. — *Bæhmer, regesta imperii; additamentum tertium, page 382.*

4° Le même jour, c'est-à-dire le 28 Mars, il revient à Colmar, où il décide, par un diplôme daté de cette ville, qu'à la mort d'un empereur la défense du château impérial de Brisach (vieux) incombe au magistrat de cette ville. — *Ibidem, d'après Rossmann, page 467.*

5° Le 29 Mars, Frédéric donne deux diplômes, datés de Colmar, qui ont pour objet d'exempter de tout tribut à l'empire, pendant deux ans, les villes de Kaysersberg et de Turckheim. Relativement à Kaysersberg, la faveur est accordée en considération de son empressement à reconnaître le nouvel empereur, et en ce qui concerne Turckheim, elle a pour but de favoriser l'établissement de ses fortifications. — *Schæpfelin, diplomatica, tome II, page 113.*

Le même jour, 29 mars, il confirme à la ville de Rheinfeld tous les droits, libertés, privilèges et usages qui lui ont été

concedés par ses prédécesseurs. — *Kopp, Geschichtsblätter, tome II, page 16.*

6° Le 30 Mars, il donne son consentement, daté de Colmar, au rachat, par Egelolf de Rathsamhausen, du village de Kintzheim (près Schlestadt), appartenant aux nobles d'Andlau, Henri et Rodolphe, et à Stehelin et Albert de Kagen. — *Bæhmer, reg. imp., additam. secundum, page 331.*

7° Le 31 Mars, Frédéric était encore à Colmar, car il y donne un diplôme par lequel il place sous la protection du landvogt d'Alsace, du schultheiss, du sénat et des bourgeois de Colmar, de toutes les forces militaires et des bourgeois de Kaisersberg, de Kientzheim et de Sigolsheim, le monastère d'Alspach, de l'ordre des sœurs de Sainte-Claire, afin qu'il leur soit donné appui et protection en toute chose et toutes les fois que les religieuses le requerront. — *Diplomatica, tome II, page 113.*

Ainsi, Frédéric était à Colmar les 22, 28, 29, 30 et 31 Mars, puisque les diplômes dont il vient d'être parlé, sont datés de cette ville. Si ce n'est pas en 1314, comme le dit la notice du *Musée pittoresque*, mais en 1315 que Colmar fut gratifié de l'*Umgelt* et exempté de tribut à l'empire pendant deux ans, il ne demeure pas moins constant que dès l'année 1314, année de l'élection, Colmar se prononça pour le petit-fils de Rodolphe de Habsbourg et non pour Louis de Bavière, car le diplôme est donné en témoignage de reconnaissance pour sa fidélité à la maison de Habsbourg.

On verra qu'il y avait néanmoins à Colmar un parti puissant opposé aux « *strenuis viris* », le schultheiss Jean et Conrad de Wittenheim, en considération desquels Frédéric délivre, le 20 Mars, à Stattmatten, le diplôme dont il a été question, en faveur de Colmar. Ce parti opposant saisira la première occasion pour s'emparer du pouvoir dans la ville et l'exercer au

profit de Louis de Bavière, rival de Frédéric. Colmar entre dans une période de longues et violentes agitations. Les *Rouges* et les *Noirs*, présentés par presque tous nos auteurs comme un fait purement local, sont au contraire la manifestation particulière d'un fait commun à tout l'empire. On le voit poindre dans le diplôme signé en faveur de Colmar à Stattmatten, le 20 Mars, et délivré aux « *strenuis viris* », le schultheiss Jean et Conrad de Wittenheim, venus sans doute à la rencontre de Frédéric, et obtenant de lui les grâces qu'ils rapportent et qui *pourront être amplifiées selon leurs désirs et leurs conseils*. Dès ce moment on verra les deux partis à l'œuvre, et pour bien fixer l'attention du lecteur sur le sens politique des événements qui vont suivre, il suffit de retenir que les *Rouges* sont les partisans de la maison de Habsbourg ou des ducs d'Autriche, et les *Noirs* ceux de la maison de Bavière ou du neveu des Habsbourg ; comme qui dirait, dans le langage de nos jours, la *branche aînée* et la *branche cadette*. A plus de cinq siècles de distance il n'y a donc de changé que le nom et la couleur.

Pour compléter cette observation préliminaire, il est bon de remarquer de suite que la division pénètre seulement la classe nombreuse des nobles de Colmar, y compris quelques bourgeois riches affiliés aux clubs dont on fera connaissance ; que la classe des artisans ou plébéienne y est étrangère, et que, pendant de longues années encore, elle servira de matière expérimentale aux évolutions ayant pour but de faire passer d'une main dans l'autre, avec les fonctions, les avantages qui en résultent. Cela dit, continuons notre exploration.

— La présence de Frédéric III à Colmar, le 29 Mai de cette année, est attestée par le diplôme de confirmation des libertés de la ville de Mulhouse. — *Jakob-Heinrich Petri, der Stadt Mulhausen Geschichten, pag. 64.*

Le 21 Mai il était à Bâle, et Petri annonce qu'après le 29 Mai il y retourna. Mulhouse l'avait sans doute sollicité, à son passage de Bâle à Colmar, pour obtenir la confirmation, qu'il donna le 29 Mai. — *Voyez aussi Bæhmer, reg. imp., additum. tert., pag. 383.*

1316.

M — Les Augustins s'établissent à Colmar par la protection de Frédéric-le-Beau, qui sollicita pour eux la permission près du Schultheiss et du Sénat. Les religieux sont obligés de s'engager, par écrit, à respecter les privilèges des citoyens et surtout à ne jamais traduire les bourgeois devant des juges étrangers. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 191.*

L'engagement auquel il est fait allusion, est publié dans la *Diplomatica. tom. II, pag. 117-118*. Il porte la date du 2 Janvier et il est donné par le Frère Wernher, prieur de la province de Rhin et Souabe. La date de ce titre prouve que Frédéric est intervenu auprès du magistrat de Colmar dès l'année précédente, c'est-à-dire en 1315, probablement pendant son séjour au mois de Mai.

M Billing, *1^{er} semestre, pag. 404*, et Hunkler, *pag. 105*, font mention, dans les mêmes termes que Schœpflin, de l'établissement des Augustins à Colmar. Le dernier ajoute cependant, nous ignorons sur quelle autorité, que, dès leur installation, ils ouvrent des écoles où sont reçus les enfants de la ville.

M — Le 19 Mars, le chapitre de Saint-Martin donne aux Augustins la permission de bâtir un cloître et une église sur le terrain qu'ils ont acheté, sous la réserve de tous les droits de la collégiale. — *Trouillat-Vautrey, tom. V, Pouillé, pag. 87.*

Le titre dont l'indication précède est publié dans le *tom. III de Trouillat, pag. 231-233*. Il est utile d'en retenir ici les principales clauses pour donner au lecteur, qui ne peut recourir au texte, une idée des précautions que le chapitre jugeait

prudent de stipuler lorsqu'il s'agissait de l'établissement d'une nouvelle maison religieuse dans les murs de la cité.

Le chapitre de Saint-Martin donne son consentement à l'établissement des Augustins dans la paroisse ; à la construction d'un cloître pour s'y loger, d'une église avec campanile et usage de la cloche ; à la libre jouissance, selon les constitutions pontificales, de l'établissement où ils pourront officier et tenir des sermons publics aux heures habituelles, à la condition toutefois qu'aux jours de fêtes solennelles le service et les sermons se fassent à d'autres heures qu'à la collégiale, à moins qu'au préalable le consentement du chapitre n'ait été obtenu. Les Augustins pourront enterrer dans leur cimetière ceux qui l'auront désiré, administrer celui qui voudra l'être par eux, recevoir les dons qui leur seront faits, d'après les constitutions du Saint-Siège et comme jouissent de cette faculté les autres religieux mendiants, les Frères Prêcheurs et les Frères Mineurs de la ville. Afin d'éviter toute contestation entre le chapitre et les Augustins, il leur est interdit d'inhumer dans leur cimetière aucun mort de la paroisse, alors même qu'il en aurait témoigné le désir durant sa vie, avant que le corps n'ait été d'abord transporté à l'église paroissiale et que l'office des morts n'y ait été célébré à son intention. La cérémonie étant accomplie, il sera loisible aux Augustins de faire transporter le corps à leur cimetière et de l'y enterrer.

On sait que le couvent des Augustins et ses dépendances occupaient l'emplacement de la prison actuelle, en face du tribunal civil et contigu, à l'est, au palais de la cour impériale. Il y a aux archives de la préfecture un dossier volumineux qui se rapporte à la construction de la façade dudit palais et à l'appropriation des constructions antérieures. Ce dossier renferme un plan de l'ancien couvent et de ses dépendances, ainsi que du chœur de l'église qui occupait la place

affectée à la petite cour donnant accès au palais par le côté ouest du bâtiment principal.

— 18 Mai. Pierre, prévôt, Otton, doyen, et le chapitre de Saint-Martin de Colmar autorisent les sœurs du couvent de Sainte-Catherine, établies à Ammerschwir, à transférer leur résidence à Colmar. Ils leur imposent les conditions relatées dans un acte du même genre et de la même année concernant l'établissement des Augustins à Colmar. L'original de cette pièce fait partie de la collection de M. Zimberlin, curé à Biederthal. — *Trouillat-Vautrey*, tom. V, pag. 687.

Le titre auquel cette notice renvoie, est celui qui concerne l'établissement des Augustins et dont l'analyse précède.

1317.

— Les habitants de la commanderie de Saint-Jean se plaignaient depuis longtemps du voisinage du cimetière de l'hôpital dont les émanations étaient nuisibles à la salubrité de la commanderie ainsi qu'à celle de la ville. La veille du dimanche des Rameaux (11 Avril), le magistrat frappa d'interdit le cimetière de l'hôpital et désigna une parcelle de communal pour en établir un nouveau, que la commanderie ceignit de murs à ses frais et fit bénir. Toutefois, il fut réservé que les frères et les sœurs de l'hôpital décédés continueraient à être enterrés dans l'intérieur de la chapelle. — X. *Mossmann*, *Revue d'Alsace*, année 1851, pag. 241.

Le texte de la décision du magistrat est publié par M. *Mossmann*, *loc. cit.* pag. 241-242. Nous en retenons un paragraphe qui est le seul titre certain, connu jusqu'à présent, attestant le premier agrandissement de la ville. Le magistrat, accueillant les plaintes de la commanderie, lui avait assigné une parcelle des communaux, le *hofstat*, que la commanderie avait entourée de murs et bénie à ses frais pour servir de nouveau cimetière :

« Die wir dar zu vs bescheiden han vnd gegeben von vnserre almende, vnde ist die hofstat gelegen hinder dem neuen turne vssewendig vnserre alten ringmuren, zwischent den zwein graben in der neuen stat, vnde stozet vf der frowelinke vnde heizet der Keipacker. C'est-à-dire : nous distraions des communaux, pour servir à l'établissement du nouveau cimetière, la cour de la ville, qui s'appelle la *voierie*, située derrière la *nouvelle tour*, au-delà de notre ancien mur d'enceinte, entre les deux fossés, dans la NOUVELLE VILLE.

Ainsi, à l'époque où nous sommes, il s'était construit, en dehors du premier mur d'enceinte et dans un quartier à déterminer, un nombre assez considérable de maisons pour avoir décidé le magistrat à les enfermer par un agrandissement de la première fortification et dont une tour, tout au moins, existait en 1317 ; de plus, le périmètre qu'occupaient les maisons dont il s'agit était assez important pour que, dans un acte public, il fût désigné sous le nom de NOUVELLE VILLE. Ce fait étant acquis, il importe d'examiner, aussi brièvement que possible, quelle est la partie de la ville actuelle qui constituait le premier agrandissement en question.

On a vu qu'en 1311 les *Catherinettes* d'Ammerschwihr ^M avaient obtenu la permission de se transférer à Colmar ; on a vu qu'en 1312 elles occupaient déjà les maisons, les bâtiments (*areas in quas ceperunt manendi*) est-il dit dans la charte de l'évêque de Bâle, Gérard de Wippens, du 3 Juin. Ces bâtiments préexistaient indubitablement et d'autres aussi, en retour vers la *porta carceris* (*kerkerthor*) du titre du 7 Janvier 1311, de la collection de M. Zimberlin. Ces points de départ ^M sont certains, et l'on ne peut chercher l'agrandissement qu'au nord de la première enceinte, c'est-à-dire en contournant le clos d'Unterlinden pour revenir vers le couvent des Franciscains, l'hôpital civil actuel ; en enclavant la place Sainte-Anne

et la plus grande partie de la rue de l'Orme. La nouvelle tour dont il est question dans l'interdit du magistrat, ainsi que le *hofstat* qui s'appelait la *voierie* et qui fut converti en cimetière pour l'enterrement des pauvres et des étrangers morts à l'hôpital, doivent, à notre avis et jusqu'à preuves contraires, être cherchés : la tour à la porte actuelle des bains, et le nouveau cimetière (*Keipacker*) entre les deux fossés, dans le voisinage de la place du quartier de cavalerie, c'est-à-dire dans le voisinage du cimetière Sainte-Anne, que l'on verra tantôt apparaître ; car, en présence des indications certaines qui nous guident, il nous paraît impossible de confondre le *Keipacker* de 1317, avec le point opposé de la ville qui porte encore de nos jours le nom de *Keib-Grübelein*. Ajoutons encore, d'après une remarque qui nous a été faite, que de tout temps le bourreau, qui était également l'équarrisseur au moyen-âge, paraît avoir habité le voisinage de la porte des bains que l'on appelle encore aujourd'hui aussi la porte du bourreau, et que dès lors il paraît vraisemblable que la *voierie* ait été, au XIV^{me} siècle, rapprochée de son habitation.

Notre définition du premier agrandissement appelé *nouvelle ville*, par le magistrat dans le titre qui nous occupe, ne paraîtra, pensons-nous, improbable à personne, lorsque nous aurons rappelé que, déjà en 1278, il existait, au nord du couvent des Dominicains, soit au quartier de la Sinn et de la rue du Rempart, une agglomération d'habitations désignée, dans les réversales de Herman de Minde, comme formant alors un *Viculum*, un hameau ou plutôt un faubourg. Voy. pag. 72 de la 2^{me} partie de cette Chronique. Notre opinion sera corroborée, pour le lecteur attentif, s'il veut bien jeter un coup d'œil sur nos *Enseignes de Colmar*, publiées en 1858 ; il y trouvera, en effet, la preuve de l'existence, au XIV^{me} siècle, de presque toutes les rues qu'embrasse le périmètre de ce premier agran-

dissement, auquel nous appliquons une teinte spéciale sur le plan qui sera publié lorsque nous arriverons à la période française.

— Louis de Bavière est à Colmar où, comme le dit une « chronique manuscrite, le puissant Pierre de Sundhoffen « l'héberge avec toute sa suite pendant un jour et une nuit. « Pierre était alors un des stettmestres de Colmar. Le roi l'institua schultheiss. Cela porta ombrage à d'autres familles « nobles et Pierre ne conserva la charge de schultheiss que « pendant trois ans. » — *Billing, 2^e sér., pag. 67.*

Hunkler, *pag. 77 et 156*, fait également mention de la présence de Louis de Bavière à Colmar et de l'institution de Pierre de Sundhoffen comme schultheiss de Louis de Bavière. Hunkler, qui est beaucoup moins explicite que Billing, nous paraît de toute vraisemblance ne constater le fait que d'après la relation de ce dernier. Or, la présence de Louis à Colmar en 1317 est un fait nouveau pour ceux qui ont écrit l'histoire de la province. Laguille et Schoepflin n'en font pas mention. Grandidier dit au contraire que Louis ne vint en Alsace qu'en 1320. — *Œuv. his. inéd. tom. IV, pag. 92.*

Grandidier commet une erreur : il a peut-être voulu dire 1330. Dans tous les cas l'éditeur aurait pu rectifier le manuscrit, si d'ailleurs il fut entré dans son programme de contrôler l'auteur et d'annoter son œuvre.

On ne trouve dans nos recueils diplomatiques aucune preuve de la présence de Louis de Bavière en 1317. Cependant il s'en est approché plusieurs fois. Le 5 Janvier il était à Schaffhouse, le 10 Mars à Offenbourg, le 22 Mai à Heidelberg, le 26 Juillet à Worms, le 29 Août à Landshut, du 1^{er} au 10 Décembre de nouveau à Heidelberg, et le 13 à Oppenheim. — *Voy. les rég. imp. de Bæhmer, pag. 170-71 et additam. tert., pag. 351-52.*

Bien que Billing n'indique pas l'origine de la chronique manu-

scrite à laquelle il emprunte le fait, on ne doit pas moins admettre l'authenticité de sa citation. Dès lors, il en résulte que Colmar, soumis dès 1314 à l'autorité de Frédéric-le-Beau, aurait été arraché à cette autorité trois ans après, c'est-à-dire en 1317, pour être placé sous celle de Louis de Bavière. Le schultheiss Jean (de Wittenheim ?), auquel Frédéric avait accordé de si grandes faveurs pour Colmar en 1314, aurait donc été remplacé, en 1317, par Pierre de Sundhoffen et Colmar acquis au parti de Louis aussi longtemps que Pierre serait demeuré son schultheiss. Il importe de retenir le mécontentement que signale le chroniqueur à l'occasion de ce changement de schultheiss. C'est, à ne pas s'y tromper, une allusion directe aux *Rouges* et aux *Noirs*. Avec Pierre de Sundhoffen, les *Noirs* arrivent, les *Rouges* s'en vont mécontents, leur tour reviendra.

— Le 12 Mars, Frédéric-le-Beau est à Offenbourg. Il alloue à Othon d'Ochsenstein, son oncle et son landvogt, 300 marcs d'argent à prélever par moitié sur la monnaie de Brisach et sur les juifs de Colmar. Cette allocation est faite par Frédéric pour récompenser Othon des services qu'il lui a rendus. — *Bæhmer, reg. imp., additam. secund., pag. 332.*

— La présence de Frédéric à Colmar, le 29 Mars, est encore attestée par un diplôme, daté de cette ville, ayant pour objet d'exempter Rheinfeld de tout tribut à l'empire pendant dix-huit mois. — *Ibidem, addit. tert., pag. 384, d'après Kopp, Geschichtsb., 2, 17.*

— L'auteur de la notice du *Musée pittoresque* trouve aux archives de Colmar des traces de nouvelles lettres d'indulgences pour la construction de l'église de Saint-Martin. Cette date de 1317, qui est la dernière qu'il rencontre, « indiquerait-elle l'achèvement du transept, de la nef, du portail et même

des tours ? » C'est ce que l'auteur n'oserait affirmer. — *Musée, pag. 118.*

On a vu que, dès 1315, la construction du chœur actuel avait été résolue pour remplacer l'ancien qui tombait en ruines. Il est donc probable que le chapitre ne prit l'initiative de la démolition de l'ancien chœur et de la construction du nouveau qu'après l'achèvement des autres parties de l'édifice, et que les lettres d'indulgences de 1317 devaient concourir, avec les ressources provenant des prébendes vacantes, à la construction du chœur qui existe et qui est ainsi la partie la plus récente de l'église, si l'on excepte toutefois les appendices dont il sera question en temps et lieu. Dans cette hypothèse, les lettres d'indulgences de 1317 auraient contribué jusqu'en 1350 à réaliser les fonds nécessaires pour aborder cette construction, car ce n'est guère qu'à cette époque que nous trouverons des preuves certaines du commencement des travaux.

1319.

— Deinheim, autrefois *Deygenheim*, appartenait à l'église de Strasbourg, qui y avait une cour particulière et un tribunal distinct de celui de Rouffach. Cédé à titre de fief aux comtes de Habsbourg, il fut vendu en 1319 à la ville de Colmar. — *Schæpflin, Als. illust., tom. IV, pag. 175.*

— Le premier domaine de Colmar a été le village de Deinheim, situé près de la ville. La maison d'Autriche l'engagea aux Hatstatt pour 100 marcs d'argent. En 1319, Léopold concéda à Colmar le droit de le racheter et de le tenir en fief, si au bout d'un an Léopold n'avait pas remboursé le prix de rachat ; dans ce cas la ville s'engageait toutefois à héberger le duc une ou deux fois l'an, avec une suite de 30 à 60 cavaliers. — *Ibid., tom. V, pag. 208.*

Billing, 2^e *sém.*, pag. 182, et après lui Hunkler, *op. cit.*, pag. 99, ainsi que Dillemann, *Annuaire de 1838, pag. 376,*

rapportent la concession faite à Colmar et fixent par erreur, en cette année le fait de la destruction de ce village qui ne disparut que seize années plus tard.

— Les régestes de Böhmer, *additamentum secundum*, pag. 516, donnent quelques détails sur l'origine de la concession de Deinheim à la ville de Colmar. — Par lettres du 14 Mai, datées de Colmar, le duc Léopold d'Autriche reconnaît que les bourgeois de cette ville lui ont prêté cent marcs ; en garantie de cette avance il leur engage le village de Deinheim. Le même jour il donne des réversales par lesquelles il s'oblige à rembourser les cent marcs dans le cas où le village viendrait à être enlevé légitimement à lui ou aux prêteurs. Si cela n'arrive pas il appartiendra à Colmar, gens et biens. D'après les *OEstr. Notizbl.*, 1851, pag. 58 et 59.

1320.

— Une dure expérience avait sans doute éclairé nos ancêtres. Nous les trouvons du moins, en 1320, chercher de nouveau à éviter l'accumulation des cadavres dans l'intérieur de la ville, en établissant le cimetière Sainte-Anne pour servir de lieu de sépulture aux pauvres et aux étrangers.— X. *Mossmann*, *Revue d'Alsace*, année 1851, pag. 242.

On a vu qu'en 1317, sur la réclamation des chevaliers de Saint-Jean, le magistrat avait décidé la suppression du cimetière de l'hôpital, et qu'il avait affecté le *Keip-Acker* à l'établissement de celui qui devait le remplacer. On a vu que dès 1315, la construction du chœur de Saint-Martin était résolue et qu'antérieurement déjà, en 1308, le chapitre avait cédé à la ville une partie du cimetière de Saint-Martin pour être convertie en place publique, après exhumation des ossements des morts inhumés sur cette partie du cimetière de la première église paroissiale. En présence de faits de cette nature, coïncidant à des intervalles aussi rapprochés, on se demande si l'établisse-

ment du cimetière Sainte-Anne « pour y enterrer les pauvres et les étrangers » n'est pas l'exécution même de la mesure arrêtée en 1315 relativement au cimetière de l'hôpital ? Si enfin le terrain communal désigné comme « étant situé près de la nouvelle tour, dans la nouvelle ville, entre les deux fossés » ne fut point compris, en 1320, dans le périmètre du nouveau cimetière Sainte-Anne ? Car, nous l'avons déjà dit, il ne nous paraît pas rationnel de confondre le terrain désigné en 1315 sous le nom de *Keip Acker* avec le point de la ville actuelle connu sous le nom de *Keib-Grubelein*.

— Conrad de Fribourg prend les armes contre Colmar. — *Schœpflin, Als. illust., tome V, page 211.*

Nous ne trouvons autre chose que cette laconique indication. Mais on se rendra peut-être compte des causes de cette attitude du comte de Fribourg envers Colmar, si l'on se reporte aux faits mentionnés depuis 1314, et surtout si l'on jette un coup-d'œil sur la situation politique de l'Alsace en présence des deux compétiteurs à l'empire, Frédéric-le-Beau et Louis de Bavière.

De même qu'à Strasbourg, où les Zorn tenaient pour Frédéric avec l'évêque Jean I^{er}, et les Mullenheim avec leurs adhérents pour Louis de Bavière, il y avait à Colmar un parti qui épousait la cause de Frédéric et un parti qui soutenait celle de Louis. Le schultheiss Jean et Conrad de Wittenheim, avec le chapitre de Saint-Martin, étaient dans le camp du premier ; Pierre de Sundhoffen et ses adhérents dans le camp du second. Jean demeure schultheiss jusqu'en 1317, année où la chronique citée par Billing nous apprend que Louis de Bavière est à Colmar et confère la dignité à Pierre de Sundhoffen, dignité qu'il est obligé d'abandonner trois ans plus tard « à cause du mécontentement d'autres familles nobles. » En 1320, Colmar, ou plutôt l'autorité était donc revenue aux ad-

hérents de Frédéric-le-Beau ; cela est d'autant moins douteux qu'en cette même année le duc Léopold d'Autriche et le comte Ulric de Ferrette descendent, avec les forces dont ils disposaient, vers Strasbourg pour se joindre à l'évêque Jean et essayer de résister à Louis de Bavière, accouru pour arracher l'Alsace au parti de Frédéric et l'amener au sien. On sait que la conclusion fut un traité de neutralité accepté par l'évêque, qui n'était pas en mesure de résister victorieusement à Louis, et accordé par ce dernier, qui ne voulait pas désoler un pays où il avait beaucoup de partisans. Il est donc probable, sinon certain, que la prise d'armes contre Colmar par le comte de Fribourg, adhérent de Frédéric, répond à la déposition de Pierre de Sundhoffen du schultétat de Colmar, c'est-à-dire au retour de Colmar dans le parti de Frédéric. Il est probable encore, sinon certain, que la levée de boucliers du comte de Fribourg contre Colmar se borna à évincer Pierre de Sundhoffen et que, par le traité dont il vient d'être question, la ville de Colmar a joui du bénéfice de la neutralité jusqu'après la bataille de Muldorff ou la défaite de Frédéric, en 1323.

1324.

— Frédéric-le-Beau passe de nouveau à Colmar en cette année. — *Musée pittoresque de Rothmuller, pag. 125.*

La présence de Frédéric à Colmar, du 16 au 18 Février, est constatée par la sentence qu'il prononça sur la contestation qu'élevait le comte Jean de Habsbourg au sujet de l'héritage de Werner de Hombourg, pupille d'Ulric, comte de Ferrette, et par la concession des droits des villes libres de l'empire à deux localités du comté de Nassau. Frédéric venait de Bade et se rendait à Rheinfeld. *Bæhmer, reg. imp. Frankfurt 1839, pag. 175.*

1322.

— Le 4 Février, le duc Léopold est à Colmar, où il renonce,

en faveur de la comtesse Jeanne de Montbéliard, aux fiefs qui, par la mort du père de cette dernière, le comte Renaud, étaient revenus à la maison d'Autriche et que le duc Léopold et ses frères tenaient du roi Frédéric. — *Bæhmer, reg. imp. Stuttgart, 1857, pag. 517.*

— Frédéric-le-Beau est de nouveau à Colmar en cette année. — *Musée pittoresque, pag. 125.*

Frédéric passe au moins huit jours à Colmar ; sa présence est en effet attestée par cinq diplômes datés de Colmar les 16, 18, 23 et 24 Avril, concernant les villes de Berne et de Soleure, Conrad, comte de Fribourg, et le monastère d'Interlaken. Frédéric venait de Vienne par le Tirol ; il descendit la vallée du Rhin, car le 23 Mai il était à Offenbourg.

Colmar était le lieu de rendez-vous fixé par Frédéric à son frère, le duc Léopold, dont la présence est également constatée le 24 Avril. C'est dans cette rencontre à Colmar que les deux princes résolurent la campagne d'automne contre Louis de Bavière, et qui se terminera par la défaite de Frédéric. — *Voy. Bæhmer, reg. imp., Frankfort-1839 et Stuttgart-1857, pag. 176 et 517.*

— Le jour de la Saint-Michel (⁹28 Septembre), Frédéric-le-Beau, à la tête de ses troupes, se trouve près de Muldorf, en Haute-Bavière, en présence de l'armée de Louis qui s'avancait pour le combattre. Léopold, frère de Frédéric, arrivait avec les contingents de la Haute-Alsace et de la Souabe ; il était près du couvent de Furstenfeld, à six lieues de Munich. Frédéric, impatient d'en venir aux mains avec Louis, engagea le combat avant l'arrivée de Léopold. Il contraignit les Bava-rois de reculer et de fuir ; mais la cavalerie ayant ramené l'infanterie au combat, les Autrichiens durent céder à leur tour. Henri, frère de Frédéric, fut fait prisonnier, et Frédéric lui-même dut se rendre au Burgrave de Nuremberg. Livré à

Louis de Bavière, Frédéric fut enfermé au château de Trausnicht, au nord de Ratisbonne et soigneusement gardé. — *Voy. Bæhmer, reg. imp., Frankfort-1839, pag. 177, et Laguille, tom. I, pag. 269*, qui fixe, par erreur, à l'année 1323 la défaite de Frédéric.

— Cette malheureuse bataille ne fit pas perdre entièrement courage au duc Léopold, qui n'était qu'à une petite journée de son frère lorsqu'il apprit sa défaite. Trop faible pour mesurer ses forces avec une armée victorieuse, il retourna sur-le-champ dans ses possessions de la Suisse. — *Laguille, loc. cit.*

— Louis de Bavière, concurrent de Frédéric, s'occupe à son tour de Colmar. Le 26 Décembre, il assigne à un chevalier de Strasbourg, Hugues Schaup, une somme de 200 marcs d'argent sur les juifs de Colmar. — *Musée pittoresque, pag. 125.*

Les circonstances dans lesquelles cette délégation est faite, prouvent suffisamment qu'il s'agissait pour Louis de Bavière de récompenser les services que Schaup lui avait rendus.

1323.

— Tandis que le duc Léopold, rentré dans ses terres de la Suisse et de la Haute-Alsace, agissait auprès du pape et du roi de France pour tirer son frère de prison, Louis de Bavière, voulant s'assurer de l'Alsace, y avait envoyé Albert Hummel de Lichtenberg en qualité de landvogt. Colmar se soumit à Louis de Bavière en même temps que Haguenau, Schlestadt, Obernai et Rosheim. Pour inquiéter Colmar, le duc Léopold avait cantonné cinquante hommes d'armes à Ensisheim. — *Laguille, tom. I, pag. 269.* La chronique de Mathias de Neubourg, *édit. de Studer, 1867, pag. 71*, fixe la soumission de Colmar à Louis de Bavière à la fin de l'année 1322. Conrad Hummel de Lichtenberg serait donc arrivé à Colmar immédiatement après la

défaite de Frédéric, et Colmar, effrayé (*territe*), se soumit au vainqueur.

— Louis de Bavière affranchit les bourgeois de Colmar du péage de Deinheim. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 196 ; Billing, Hunkler et le Musée pittoresque, pag. 35, 48 et 125.*

Le texte de cet affranchissement est publié dans la *Diplomatica, tom. II, pag. 129-130*. Il est daté de Nuremberg, le 4 Juin. C'est une grâce spéciale que Louis de Bavière fait aux citoyens de Colmar et dont ils jouiront aussi longtemps que de nouvelles lettres ne l'aurent pas révoquée.

— Le duc Léopold envoie à Ensisheim cinquante hommes armés chargés d'inquiéter Colmar qui a fait sa soumission. — *Chronique de Mathias de Neubourg, p. 72.*

1324.

— Le 25 Mai, Colmar prend part à l'alliance conclue entre le duc Léopold d'Autriche, l'évêque de Strasbourg et le comte de Fribourg pour tout le temps que durera la guerre contre Louis de Bavière. — *Bæhmer, reg. imp., Franckfort 1839, pag. 251, d'après Lichnowski, Beilag, p. 542.*

Le titre est aux archives de Vienne. Il serait important d'en connaître exactement le texte, ou tout au moins les noms des contractants pour Colmar. Cette ligue contre Louis de Bavière, alors que Colmar lui avait fait sa soumission, alors surtout que Louis venait d'accorder aux citoyens, « *par faveur spéciale et à la prière du magistrat* », l'exemption du péage qu'ils payaient à la cour voisine de Deinheim, fait à la ville une situation défavorable et peu en rapport avec les sentiments que devait inspirer la grâce dont elle venait d'être l'objet. Il est possible que l'étude du texte permettrait d'écarter l'idée de trahison et d'ingratitude que fait naître la révélation de cette alliance. Nous allons essayer de la ramener à une valeur moins abso-

lue que celle qui apparaît tout d'abord et qu'a signalée l'auteur de la notice du *Musée pittoresque*, pag. 125 et des recherches sur la constitution de Colmar, pag. 56 du *Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques* de 1862.

Il est admissible, il est même probable qu'après la soumission de Colmar au landvogt, Albert-Humel de Lichtenberg, envoyé de Louis de Bavière après la bataille de Muldorf et la défaite de Frédéric-le-Beau, le schultheiss et le magistrat de Colmar, dévoués à Frédéric ou du parti des *Rouges*, furent remplacés par des hommes dévoués à Louis de Bavière ou du parti des *Noirs*, tels que Jean de Morswiler, Pierre de Sundhoffen et Nicolas Muchtler, par exemple, que l'on verra récompensés pour des services rendus à Louis. L'ancien schultheiss Jean, et Conrad de Wittenheim que l'on a vus, en 1314, associés à la cause de Frédéric, retombèrent, avec leurs adhérents, dans le parti vaincu et mécontent. On conçoit dès lors que, dans ce moment d'agitation et de lutte, ces hommes soient entrés, au nom de Colmar, dans l'alliance qui avait pour but de les ramener aux affaires ou de les y conserver; car il peut encore se faire que, par esprit de conciliation, Albert-Humel de Lichtenberg se soit contenté d'une soumission qu'il était difficile de refuser après la défaite de Frédéric et que ses partisans favorisèrent peut-être pour demeurer aux affaires et ne pas se compromettre trop ouvertement vis-à-vis des vainqueurs. Rentré dans ses possessions de la Suisse et du Sundgau après la bataille de Muldorf, le duc Léopold et ses adhérents mirent beaucoup d'activité à réorganiser la résistance contre Louis. Les dispositions du pape étaient d'ailleurs leur point d'appui. Jean XXII ayant ordonné à Louis de se désister du titre de roi des Romains, Louis riposta en faisant ou laissant écrire que le pape était hérétique. L'excommunication

suivit de près, et c'est dans ces circonstances que fut conclue la ligue à laquelle Colmar paraît avoir pris part et que Lichnowski a découverte aux archives de Vienne.

Impliqué, en raison de sa qualité de ville libre relevant de l'empire, dans les conflits que nous venons de signaler, Colmar a pu figurer dans la ligue du 25 Mai contre Louis de Bavière sans l'avoir voulu ou sans y avoir véritablement participé. Si l'on tient compte des faits qui ont précédé et de ceux qui vont suivre, on peut, dans tous les cas, conclure que la population proprement dite fut étrangère à l'alliance et que l'idée de trahison ou d'ingratitude ne saurait l'atteindre. Au surplus, l'attitude ultérieure des bourgeois prouvera la vérité de cette conclusion.

1325.

— Le 24 Avril intervient un traité de réconciliation des dynastes, chevaliers et hommes d'armes de Horbourg, Rappolstein, Oberhattstat, Echery, Berckheim, House, Kaysersberg, Wittenheim, Meyenheim, Reguisheim, Guebwiller, Pfaffenheim, Ungersheim, et Bolsenheim avec la ville de Strasbourg. La ville de Colmar y apparaît aussi comme partie contractante par son schultheiss et d'autres citoyens que nous allons désigner; ce sont : Jean Schultheisse-le-Vieux et Syfrit, son fils; Jean Schedeler et Jean Thumherre, *schultheiss de la ville*. Le traité est publié dans la *Diplomatica de Schæpflin*, tom. II, pag. 134-135.

Ce traité implique un dissentiment antérieur dont nous ne saisissons pas bien les causes. Il s'agissait peut-être des griefs que Strasbourg avait à faire valoir, notamment contre les Réguisheim, à propos des ravages que le duc Léopold, avec ses cinquante gens d'armes cantonnés à Ensisheim et l'infanterie qu'il embarqua sur le Rhin pour venir au secours de la ville de Seltz, avait commis dans les environs de Strasbourg, après

la levée du siège de Seltz par les troupes de Louis de Bavière. Ce qui nous importe de constater relativement à Colmar, c'est que, en 1325, le représentant de l'autorité impériale, pour Louis de Bavière, était Jean Thumherre, schultheiss de la ville, et que parmi les seigneurs du voisinage de Colmar qui interviennent au traité de réconciliation, il en est plusieurs dont on retrouve les familles engagées dans les partis qui divisaient la cité et l'empire. Conrad de Wittenheim, par exemple, était du parti des *Rouges* ou des ducs d'Autriche avec les Régisheim et d'autres, tandis que Henri et Jean de Rappolstein étaient du parti des *Noirs* ou de Louis de Bavière, avec les d'Echery et d'autres. Le schultheiss de Colmar, Jean Thumherre, serait alors intervenu comme médiateur ou représentant ses ressortissants.

1326.

— Le 16 Avril, Louis de Bavière accorde à Jean de Morswilt et à ses héritiers l'expectative du fief du château de Plixbourg pour le cas où Rudiger de Morswilt mourrait sans héritiers mâles. — *Note fournie par M. Dietrich, chef de division à la préfecture du Haut-Rhin.*

Les Morswilt étaient donc du parti de Louis de Bavière ou des *Noirs*, et la Reichsvogtey de Kaysersberg, dont le fief impérial de Plixbourg dépendait, tenait probablement aussi pour Louis.

— Frédéric-le-Beau paraît avoir fait une apparition à Colmar au mois d'Août. Bœhmer, *reg. imp. additam. tert. p. 388*, signale très-laconiquement, d'après Kopp, *Reichsgesch., tom. II, p. 889*, un privilège de ce prince, daté de Colmar, le 27 Août, en faveur du couvent d'Unterlinden. On ne dit pas en quoi consiste ce privilège. Frédéric venait de Kybourg et paraît y être retourné. Louis de Bavière, son compétiteur, se trouvait

à Augsbourg le 27 Août, c'est-à-dire le jour même où Frédéric serait venu à Colmar.

On a vu, en l'année 1322, que Frédéric fut battu le 28 Septembre près de Muldorf et enfermé par Louis au château de Trausnicht. Sa captivité dura trois ans. Il n'est donc pas invraisemblable qu'il soit venu en 1326 à Colmar, au couvent d'Unterlinden qu'il avait avantagé précédemment et qui lui témoigna de la reconnaissance en lui donnant asile, même après sa défaite. Des maisons religieuses de Colmar, l'une tout au moins, celle d'Unterlinden, était donc du parti des *Rouges*.

— Le 1^{er} Décembre, Louis de Bavière donne à Jean Morswiler, Pierre de Sundhofen et Nicolas Muchtler, en raison des services qu'ils lui ont rendus, une somme de 1200 marcs à prélever sur le produit des impôts que la ville de Colmar paie à l'empire. — *Note fournie par M. Dietrich, chef de division à la préfecture du Haut-Rhin.*

Le fait est confirmé par les régestes de Bœhmer, Franckfort, 1839, pag. 53. La délégation est datée de Verden, en Westphalie, où Louis de Bavière se trouvait le 1^{er} Décembre ; il revint à Ulm pour passer ensuite en Italie, qu'il ne quittera plus avant le commencement de l'année 1330.

1328.

— Le 13 Novembre, Jean I^{er}, évêque de Strasbourg, meurt et Berthold de Bucheck lui succède, confirmé par le pape Jean XXII, qui était à Avignon. Louis de Bavière était à Rome et se faisait couronner empereur par Pierre de Corbière qu'il avait fait élire pape, sous le nom de Nicolas V. Une si violente insulte irrita vivement Jean XXII, qui redoubla d'attention à inspirer en Allemagne de l'ardeur pour la défense du Saint-Siège en s'opposant à l'anti-pape Nicolas V et à l'empereur

Louis de Bavière. Colmar était toujours sous le gouvernement des adhérents de Louis, dont les partisans, nombreux dans la ville, traitaient mal ceux qui étaient attachés aux ducs d'Autriche. — *Laguille, tom. I, pag. 274, et Grandidier, œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 104, 111 et 120.*

— On accuse les juifs de Mutzig d'avoir tué un garçon de onze ans, dont le corps, couvert de blessures, est trouvé sous les roues du moulin de cette ville. On en soumet quelques-uns à la torture ; le crime est avoué et trois subissent le supplice de la roue. Les juifs riches, qui se trouvaient à Mutzig le jour de la mort du jeune homme, sont bannis de la ville, d'autres sont arrêtés, d'autres enfin se sauvent et se réfugient à Colmar. Les juges de Mutzig saisissent l'officialité de Bâle des poursuites dont les fugitifs sont l'objet et l'évêque de Strasbourg, Berthold de Bucheck, extorque, par cette voie, deux mille marcs à ceux qui se sont réfugiés à Colmar. — *Chronique de Mathias de Neubourg, édit. cit., pag. 225.*

Quelque temps auparavant le même évêque avait extorqué six mille marcs aux juifs de son domaine ecclésiastique pour payer les dettes que lui avait occasionnées la corruption des chanoines qui l'avaient élu, et le mariage de ses trois nièces avec le comte de Fribourg, Ulrich de Schwartzenberg et Frédéric de Haus. — *Ibidem, et Grandidier, œuv. inéd., tom. IV, pag. 112-113.*

— Le schultheiss de Colmar, en cette année, était encore Jean Thumherre. Cela résulte d'une annotation que nous rencontrons *pag. 24*, du protocole des Dominicains déjà cité. Jean Thumherre donne au couvent des réversales constatant qu'il a élevé, avec l'assentiment des Dominicains, une construction dans l'impasse (*Schlupf*) entre le mur du cimetière dudit couvent et la cour que l'on appelle la *vieille cour de Schafhouse*. Il s'engage à démolir, à la réquisition du cou-

vent et sans difficulté, les parties de sa construction qui reposent sur le mur du cimetière ou qui le pénètrent.

1329.

— Le 18. Mai le pape, Jean XXII, écrit à l'évêque de Strasbourg, Berthold de Bucheck, et à plusieurs autres prélats et seigneurs pour les stimuler à la résistance. Du concert qui s'établit entre les partisans des ducs d'Autriche devait résulter un danger imminent pour Colmar attaché à la cause de Louis ou tenu sous sa dépendance. Dès que ce prince eut avis des négociations de Jean XXII, il repassa promptement les Alpes dans la pensée qu'il lui serait facile de neutraliser les efforts de Jean XXII.—*Laguille, t. I, p. 274, et Grandidier, t. IV, p. 120.*

Ce récit manque de précision, surtout chez le P. Laguille, et c'est vraisemblablement cela qui a donné lieu aux indications erronées qui vont suivre.

— En 1329, les Colmariens reçurent comme leur libérateur Louis de Bavière, qui vint dans leur ville avec le roi Jean de Bohême. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 199.*

Billung, 2^e sém., pag. 67, dit la même chose avec quelques variantes d'expressions : Colmar eut la satisfaction d'être honoré de la présence de Louis de Bavière et du roi de Bohême auxquels il est réservé de rétablir la paix après un double siège que la ville soutiendra.

En consultant les régestes de Bœhmer on acquiert la preuve que Louis de Bavière ne vint pas à Colmar en 1329, car il était encore en Italie à la fin du mois de Janvier 1330, c'est-à-dire lorsque survint et qu'il apprit la mort de Frédéric-le-Beau.

On ne le voit apparaître de nouveau en Allemagne que le 17 Février 1330, à Munich où il donne un diplôme qui confirme à la ville de Wissembourg les privilèges qu'elle tenait des empereurs. Il y a donc erreur d'une année, ainsi qu'on le verra tantôt.

Incertitudes et confusion.

Arrivés en 1330, nos auteurs alsaciens cessent d'être d'accord sur l'année où Colmar est assiégé par le duc d'Autriche, les évêques de Strasbourg et de Constance. Nous réunissons dans un cadre aussi restreint que possible les opinions divergentes. On aura ainsi sous les yeux les éléments de la question et l'on sera en mesure de saisir avec plus de sûreté les raisons que notre exploration chronologique fournira pour fixer la date de l'événement.

Koenigshoven, *cap. V, pag. 320*, et Closener, *Code diplomatique de Strasbourg, pag. 116-117*, placent en l'année 1331 le siège dont il s'agit. Leurs récits ne contiennent d'ailleurs rien qui mérite d'être spécialement retenu. C'est à Laguille, Grandidier, Billing et Strobel que nous ferons des emprunts pour éclairer cet épisode de l'histoire de Colmar.

La chronique de Mathias de Neubourg, *édit. de Studer, 1867, pag. 228*, fait aussi mention du siège de Colmar, sans dire en quelle année il eut lieu; cependant le chroniqueur paraît le rapporter à l'an 1329.

Laguille, *tom. I, pag. 274-275*, fixe le siège à l'année 1330, mais il confond sous cette rubrique les faits de 1331; de sorte que pour la régularité qu'exige notre méthode, il faut chercher ailleurs les éléments propres à établir la limite que Laguille n'a pas entrevue ou qu'il a négligé d'indiquer.

Schoepflin, *Als. illustr. tom. V, pag. 199 et 210*, se basant, sans doute, sur une pièce qu'il publie dans sa *Diplomatica, tom. II, pag. 141*, adopte l'année 1329. Nous expliquerons cette erreur en donnant au titre signalé l'interprétation qu'il comporte.

Grandidier, au contraire, *tom. IV, pag. 120-122, des Œuv. hist. inéd.*, fixe à l'année 1331 l'évènement dont il s'agit, en s'appuyant probablement sur la relation de Kœnigshoven ou de Closener.

Strobel, *Vaterländische Geschichte, tom. II, pag. 186-187*, ne s'explique pas sur l'année ou le siège eut lieu; Aufschlager, *tom. I, pag. 197* et le *Musée pittoresque, pag. 126*, le placent en l'année 1330, tandis que Billing, *2^e sem., pag. 177-178*, et Hunkler, *pag. 112*, adoptent l'année 1331.

Voilà, en peu de mots, le tableau des allégations discordantes que nous allons essayer de concilier en reprenant les faits pour les classer, selon l'ordre qui nous paraît rationnel, dans la chronologie où nous rentrons sans avoir égard aux contradictions qu'il importait de signaler.

1330.

— L'ennui et les durs traitements que Frédéric-le-Beau avait soufferts dans sa longue captivité, le firent tomber dans une maladie de langueur qui fut suivie d'une dysenterie à laquelle il ne put résister; il mourut en 1330 (le 13 Janvier). Trois de ses frères, Rodolphe, Henri et Léopold étant morts avant lui, il ne resta plus que deux fils de l'empereur Albert, savoir : le duc Othon, surnommé le Plaisant, et Albert à qui on donna le nom de Sage ou de boiteux. — *Laguille, tom. 1, pag. 274.*

— Sollicité, par le pape Jean XXII, de continuer la résistance à Louis de Bavière, Othon se rendit à ces instances et leva des troupes. Berthold de Bucheck, évêque de Strasbourg, et Rodolphe de Montfort, évêque de Constance, firent de même dans l'intention d'assiéger Colmar qui tenait pour Louis de

Bavière. — *Laguille, ibidem, et Grandidier, œuv. hist. inéd., tom; IV, pag. 120.*

— Au commencement de l'année, le siège est mis devant Colmar par les troupes réunies du duc Othon d'Autriche, de de Berthold de Bucheck, évêque de Strasbourg et de Rodolphe de Montfort, évêque de Constance. Louis de Bavière avait dans la ville un grand nombre de partisans qui traitaient mal ceux qui étaient attachés aux ducs d'Autriche. — *Grandidier et Laguille, pag. cit.*

La confusion du récit de ces deux historiens commence dans l'extrait qui précède : elle consiste dans l'affirmation que les troupes des deux évêques étaient réunies à celles du duc Othon dans cette première attaque. Nous écartons cette allégation par l'extrait suivant, plus précis, plus vraisemblable et justifié par une preuve dont on appréciera la valeur.

— Les bourgeois de Colmar dévoués à l'empereur (Louis de Bavière) étaient en plus grand nombre que ceux qui étaient demeurés attachés aux ducs d'Autriche. Les premiers prièrent Louis de se rendre à Colmar; ceux du parti contraire envoyèrent en même temps un député au duc Othon, qui était à Haguenau où il rassemblait des troupes; le député l'engagea à se rapprocher le plus promptement possible de Colmar, où ceux de son parti trouveraient les moyens de le faire entrer. Othon s'empressa de se rendre à cette sollicitation et il se mit aussitôt en marche vers Colmar. Mais ses partisans n'étaient pas en mesure de tenir la promesse qu'ils avaient faite, de livrer la ville, et lorsque le duc arriva les portes lui demeurèrent fermées. Le duc Othon se rendit en toute hâte en Suisse. — *Strobel, Vaterländische Geschichte des Elsas, tom. II, pag. 184-185.*

La relation de Strobel est faite d'après une notice manuscrite sur l'histoire de Colmar, notice écrite en français et qui

faisait probablement partie de sa riche bibliothèque. Nous ignorons où est allée cette notice après la mort de notre estimable historien. Ce premier extrait nous paraît confirmé par ce qui suit.

— Le 8 Février, Rodolphe de Pfortzheim, margrave de Bade, qui se trouvait à Ensisheim, s'engage à fournir au duc Othon, moyennant 500 marcs d'argent, vingt-quatre lansquenets (*helmen*) pour s'opposer à Louis de Bavière. *Bæhmer, reg. imp. Franckfort 1839, pag. 253, d'après Lichnowski, ou les archives de Vienne.*

Voilà le siège du commencement de l'année auquel Grandier et d'autres font allusion confusément. Il aurait donc eu lieu dans les premiers jours de Février, et le 8 de ce mois le duc Othon était à Ensisheim où il commençait les enrôlements qu'on va le voir continuer en Suisse pour faire une seconde fois le siège de Colmar.

— Arrivé en Suisse, Othon rassembla des troupes en Thurgovie, dans l'Ergau et à Glaris. Il leur promit une riche solde et leur donna l'assurance qu'il ne les conduisait pas à une guerre pour combattre l'empereur Louis de Bavière, mais seulement pour conserver à la maison d'Autriche le Landgraviat de la Haute-Alsace. C'est sous ce prétexte qu'il rassembla devant Colmar 1400 cavaliers bien armés et 30,000 fantassins. Avec une pareille armée il se croyait en mesure de s'opposer à Louis et de s'emparer de Colmar. — *Strobel, loc. cit.*

— Dès que l'empereur Louis eut appris que Colmar était attaqué par une armée de 30,000 hommes d'infanterie et 1500 cavaliers, il s'avança à grandes journées, arriva à Haguenau avec Jean, roi de Bohême et Ulrich de Wurtemberg. L'évêque de Strasbourg pressait le duc Othon de marcher à la rencontre de l'empereur. Cet avis ne fut pas écouté et le siège de Colmar continua sans faire de grands progrès. La place était bien for-

tifée ; le marquis de Bade s'était jeté dedans avec 3000 hommes de troupes réglées, sans compter les milices du pays qui s'y étaient retirées. Othon redoubla ses efforts ; mais, se voyant toujours repoussé avec perte, il résolut d'affamer la place. L'évêque Berthold n'ayant pu résoudre le duc Othon, quitta le siège de Colmar pour se rendre à Benfeld, afin de couvrir les terres de son évêché et d'arrêter l'empereur Louis s'il voulait s'approcher de Colmar. Mais tandis que Berthold était sorti de Benfeld pour donner ses ordres du côté de Molsheim, le comte de Wurtemberg, Ulrich, à qui Louis de Bavière venait d'accorder, le 10 Août, la charge de landvogt d'Alsace, se saisit de Benfeld qui fut abandonné au pillage. Il y avait plus de six semaines que le duc Othon assiégeait Colmar sans avoir pu le prendre, ni ébranler la résolution de ceux qui la défendaient. L'expérience du marquis de Bade rendait ses efforts et ses attaques inutiles. Il leva le siège et se contenta de faire le dégât dans tout le pays pour ôter à Louis de Bavière les moyens d'y faire subsister son armée. — *Grandidier, œuv. hist. inéd tom. IV, pag. 120-122.*

Assiégé deux fois par Frédéric-le-Beau, Colmar, qui hésitait sur le parti qu'il embrasserait, fut délivré deux fois par Louis de Bavière, et cependant il ne resta pas fidèle à son libérateur qui, par lettres datées d'Ulm, le samedi avant l'ascension 1330, lui pardonna sa défection. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 210.*

Frédéric étant mort le 13 Janvier, comme cela a été dit, il n'a pu faire deux fois le siège de Colmar. L'erreur de Schœpflin est patente, il n'y a pas lieu d'insister. Ensuite on ne trouve aucune trace de la défection de Colmar depuis sa soumission, en 1323, à Albert-Humel de Lichtenberg, landvogt de Louis de Bavière. Cependant il est constant que les lettres datées d'Ulm, le samedi avant l'ascension (12 Mai), font allusion

à une semblable attitude de la ville. Ces lettres sont publiées dans la *Diplomatica*, tom. II, pag. 141.

Elles doivent être interprétées dans un sens différent de celui que Schoepflin adopte dans son *Illustrata*. Il est établi que Frédéric et Louis avaient chacun ses partisans à Colmar, les *Rouges* et les *Noirs*, en Italie les *Gibelins* et les *Guelfes*. Il est constant qu'avant le 12 Mai Colmar, assiégé une première fois en Février par le duc Othon, appelé de Haguenau, était menacé d'un siège plus sérieux par le même duc secondé, cette fois, par les évêques de Strasbourg et de Constance. On conçoit que, dans cette situation, alors que la mort avait débarrassé Louis de Frédéric-le-Beau, son compétiteur élu à l'empire, alors que, frappé d'excommunication par le pape Jean XXII, qui lui avait d'ailleurs suscité un nouveau rival dans la personne du duc Othon, on conçoit, disons-nous, que Louis ait donné les lettres d'Ulm pour amnistier du passé les nobles et les bourgeois de Colmar demeurés attachés aux ducs d'Autriche, essayer de rétablir la concorde et contribuer, tout au moins, par cet acte de clémence, à prévenir les conflits qui étaient à craindre avant ou pendant le second siège dont la ville de Colmar était menacée.

Nous proposons, le lecteur décidera.

— En Juillet, le duc Othon assiège Colmar parce que les nobles de Alstat (Hadstatt?) lui avaient déclaré la guerre. L'empereur Louis de Bavière vient au secours de la ville. *Leoben*. — Un titre publié par Lichnowski, pag. 405, fixe au 8 Juillet la date de cette attaque. — *Bæhmer*, reg. imp., *Franckfort-1839*, pag. 253.

— Le 6 Août intervient à Haguenau une médiation (par Jean, roi de Bohême) pour rétablir la paix entre Louis de Bavière et le duc Othon qui assiégeait Colmar depuis le com-

mencement de Juillet, sans que Louis ait pu dégager la ville.

— *Ibidem*, pag. 298.●

— Le même jour, l'empereur Louis de Bavière, étant à Haguenau, accorde à un jeune homme de Strasbourg et à ses héritiers 50 marcs d'argent pour le récompenser des services qu'il lui a rendus devant Colmar. Il lui engage pour cette indemnité une cour située près de la forêt dudit Haguenau. — *Ibidem*, pag. 72.

— Le 14 et le 15 Août, Louis de Bavière est à Colmar où il donne cinq diplômes par l'un desquels il confirme, le 15 Août, à la ville de Mulhouse, le droit de haute justice que Henri VII lui avait accordé, également à Colmar, le 31 Octobre 1309. — *Ibidem*, pag. 73.

Louis venait de Haguenau ; il s'était arrêté à Strasbourg et à Schlestadt. De Colmar il se rendit à Constance par Brisach, Mulhouse et Bâle.

— Jean, roi de Bohême, qui aida Louis de Bavière et le comte Ulrich X, de Wurtemberg, à faire lever le siège de Colmar. « fut bien étonné de la pompe des Glaronnais ; de leurs vieilles et longues dagues, de leurs hallebardes, de leurs casques en fer et de leurs cuirasses. » — *Billing*, 2^e *sém.*, pag. 177-178.

Billing place cette remarque entre guillemets pour indiquer qu'il l'emprunte textuellement à une source qu'il ne désigne pas ; peut-être à la chronique manuscrite dont il a été parlé en l'année 1317.

— Par un diplôme daté de Bâle, le 19 Août, Louis de Bavière accorde aux bourgeois de Colmar la dispense de payer aux juifs de la ville, pendant deux ans, les sommes qu'ils leur doivent. — *X. Mossmann, Etude sur l'histoire des juifs à Colmar*, pag. 3.

Nous ne trouvons la dispense dont il s'agit dans aucun des

ouvrages que nous consultons ; mais l'auteur dit qu'elle fut accordée en considération des sacrifices de Colmar pour la cause de Louis et de l'empire.

— Une prieure instruite du couvent d'Unterlinden, nommée Catherine, meurt à l'âge de soixante-dix ans. Elle a écrit la vie des premières religieuses de la maison. Nous la ferons peut-être connaître un jour à nos lecteurs. — *Billing, 1^{er} sem. pag. 405.*

Billing ne l'a pas publiée. J. Görres, professeur d'histoire à l'université de Munich, s'en est occupé et en a fait l'objet d'un livre qui parut en 1836 sous le titre de : *Mystique chrétienne au XIII^e et XIV^e siècles*. Hunkler, *pag. 211*, lui emprunte un fragment qui est exclusivement historique et qui contient plusieurs notices biographiques sur les supérieures de la maison. — *Le Musée pittoresque, pag. 125*, consacre aussi quelques lignes à la prieure Catherine et au mysticisme que son manuscrit révèle ; enfin Charles Bartholdi en parle ainsi dans les *Curiosités d'Alsace*, 2^{me} année, *pag. 107* : « La bibliothèque de la ville en possède un récit manuscrit qui est l'œuvre de l'une des prieures d'Unterlinden, Catherine de Guebwiller, morte en 1330. Elle possède, en outre, un autre manuscrit non moins curieux, où se trouvent relatés tous les faits miraculeux qui se sont accomplis dans le monastère. Le récit de ces faits merveilleux a été l'objet des analyses et des commentaires des personnages les plus érudits. (GORRES, PEZ, P. F. STEIL, GEORG. EPP, DOM. PITRA ET L. HUGOT.)

« Ces deux ouvrages se complètent l'un par l'autre, et les visions extatiques des sœurs ne contribuent pas moins que les miracles dont elles ont été témoins à donner à leur poétique séjour ce charme plein de mystère qu'exercent, malgré nous, sur notre esprit le merveilleux et le surnaturel. »

Apprécient à son tour les écrits de Catherine de Guebwiller,

1. Kuntze Chronica der General Maister Fridrich Oden... durch Conrad Zittand, 1596, p. 114 et seq.

l'auteur de la notice du *Musée pittoresque* s'exprime ainsi :
« L'ardeur particulière aux Dominicains des premiers temps
« provoque de bonne heure parmi les religieuses d'Unterlin-
« den des visions, des extases, voire même le don de prophé-
« tie. Une de leurs prieures, sœur Catherine de Guebwiller,
« morte en 1330, nous a laissé un récit de cette apocalypse fé-
« minine. Je le recommande aux curieux dont la foi a peine
« à admettre les tables parlantes et les esprits frappeurs. »

1331.

— Le 29 Avril, Louis de Bavière, qui se trouvait à Munich, donne des lettres par lesquelles il accorde à Ulrich de Rappolstein 200 marcs d'argent pour reconnaître les services qu'il lui a rendus et ceux qu'il lui rendra encore ; plus 200 autres marcs pour l'indemniser du cheval-entier (palefroi) qu'il a perdu à la défense de Colmar pendant que cette ville était assiégée par le duc d'Autriche. (Othon, oncle de Louis) — *in vnseren dienst ze Colmar, do er besezen was vom vnserm Oehaim von Oesterreich*. Louis a été informé du fait qu'il récompense, par son landvogt, Albert Hummel de Lichtenberg. Les indemnités accordées à Ulrich de Rappolstein seront prélevées sur l'impôt d'empire que fourniront les fidèles bourgeois de Colmar, Schlestadt, Brisach, Neubourg et Mulhouse. — *Schæpfstin, als. diplom. tom. II, pag. 144.*

— Les *Annales* de Lück, de Ribeauvillé, rapportent que Jean de Rappolstein, le jeune, seigneur de la haute ville, reçut, en cette année et à Nuremberg, de l'empereur Louis de Bavière, une indemnité de 300 livres à prélever sur la gabelle de Colmar, pour services rendus dans diverses expéditions, et 60 marcs d'argent sur les juifs de la même ville. Le seigneur de Hohnack était Henri de Rappolstein.

Ainsi, Ulrich et Jean de Rappolstein étaient du parti des

Noirs et ils défendaient Colmar contre les *Rouges* qui l'assiégeaient.

— Le 27 Mai, le schultheiss, les bourgmestres, le sénat, les bourgeois et la communauté des habitants de Colmar instituent un conseil de tutèle de la ville, composé de neuf membres, dont quatre nobles et cinq bourgeois. Lorsqu'il y aura unanimité dans les résolutions que prendra le conseil des IX, ces résolutions seront exécutoires immédiatement. S'il n'y avait pas unanimité, il en sera référé à la communauté. Celui des IX qui serait infidèle à la ville perdra son honneur. « Nous sommes aussi convenus avec les IX que, s'il arrivait « que les deux partis (les *Rouges* et les *Noirs*) ou l'un deux, « *rentrassent dans la ville de Colmar*, de quelque manière que « ce soit, nous voulons cependant avoir dans la majorité du « sénat les gens les plus honorables de Colmar pour lesdites « cinq années, et qu'aucun des deux partis n'y entre en au- « cune manière ; car ils nous font tort à nous et à notre ville, « surtout par les troubles qui ont eu lieu pendant dix-huit « mois, depuis la 30^e année jusqu'en la 31^e, après les treize « cents années que l'on compte depuis la naissance de Jésus- « Christ. » Kopp, *Revue d'Alsace*, 1856, pag. 315, d'après les *Geschichtsblätter de la Suisse*.

Ainsi, les *Rouges* et les *Noirs*, ou plutôt les hommes les plus compromis dans ces deux camps avaient été bannis de la ville avant le 27 Mai 1331, et pour tenir la main à l'exécution de cette mesure le magistrat instituait une dictature composée de neuf membres et devant durer cinq ans.

— Si les deux partis rentrent en ville ou l'un d'eux seulement, et si l'un d'eux attaque un des IX ou un de la commune, « pour cause desdits troubles ou toute autre, » tout le monde doit tenir à honneur d'agir contre lui. Si l'un des IX vient à manquer, les huit restants pourvoient à son remplace-

ment. « *Lorsqu'arrive le douzième jour après Noël, où il s'agit « d'établir (élire) un nouveau sénat,* » alors les IX et les maîtres ou chefs de tribus sortants élisent de nouveaux chefs de tribus « *qui n'appartiennent à aucun parti,* » et quatre nouveaux bourgmestres, quatre nouveaux maîtres-voyers, receveurs de la gabelle, etc., etc.; et comme nous instituons que « tous les « ans il doit y avoir des bourgmestres, des chefs de tribus ou « surveillants de nos biens, ils ne peuvent être changés, sous « aucun prétexte, durant l'année. » Un des quatre Bourgmestres ne doit rester en fonctions que pendant les *quatre-Temps*. Ils sont élus tous les ans, eux, les maîtres-voyers et les chefs de tribus, le 12^e jour après Noël (6 Janvier). Si l'un des partisans y entre, il ne doit pas former de parti ni en porter le costume pendant lesdites cinq années. Ils doivent tenir en leur garde les clefs des portes de la ville, le grand-sceau, les clefs d'icelui, ainsi que les cloches de Saint-Martin. — Kopp, *ibidem*.

Ainsi, à côté de la dictature, subsistait l'ancienne organisation du magistrat pour l'administration proprement dite. L'acte dont nous venons de donner l'analyse, d'après Kopp, paraît exister aux archives de Colmar. Il a été l'objet d'une analyse nouvelle publiée par M. X. Mossmann dans le *Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace*, année 1862, pag. 44-45.

Voici maintenant comment Schoepflin et d'autres après lui font mention de l'événement ou le racontent.

— Le prévôt (Schultheiss), les stettmestres, au nombre de quatre, le sénat, les bourgeois et la communauté conviennent de former une régence de neuf personnes à qui le gouvernement devait être confié pendant cinq ans. L'acte fut signé le lundi après la Saint-Urbain. Parmi ces neuf administrateurs figurent quatre nobles : deux frères de Rust, un Henri de

Wittenheim et un Fritsch, surnommé *zum allen Wege*. — *Schœpflin, Als. illust. tom. V, pag. 201.*

Billing, 2^e *sém.*, *pag. 87*, dit la même chose en ajoutant que l'institution du conseil des IX fut motivée par la dissension intestine. Hunkler, *page 78*, est plus laconique et il commet l'erreur de faire régner Charles IV au lieu de Louis IV ou Louis de Bavière. Le *Musée pittoresque*, *pag. 126*, dit que les habitants étaient divisés en deux partis, les *Rouges* et les *Noirs*, ainsi nommés des couleurs dont ils se vêtaient ; que la lutte de l'Eglise et de l'empire se continuait dans la ville ; que les partisans trouvaient des auxiliaires au-dehors, etc. ; que, las de tant de violences, Colmar recourut à un coup d'Etat et, au nom du salut commun, expulsa les *Rouges* et les *Noirs* ; qu'enfin, pour prévenir leur retour, on établit une magistrature extraordinaire de neuf membres. Revenons aux sources.

— Le 29 Mai, Louis de Bavière se trouvait à Nuremberg. Il écrit de cette ville au sénat et aux bourgeois de Colmar qu'Ulrich de Wurtemberg et Ulrich de Rappolstein se sont présentés à lui et qu'il les a chargés de la réponse à la lettre de clémence que le sénat et les bourgeois lui ont fait parvenir. Il leur promet d'ailleurs que sa volonté est de leur conserver sa protection particulière. — *Bæhmer, reg. imp., addit. secund. Leipzig, 1839, pag. 321, d'après l'orig. aux archiv. de Colmar.*

— Nous ne possédons pas le message par lequel la ville fit part à l'empereur de l'expulsion des *Rouges* et des *Noirs*. — *X. Mossmann, Bulletin cité, pag. 45.*

— Le 4 Juin, le duc Othon se trouve à Nuremberg. Il promet à la ville de Colmar, qui lui a juré fidélité comme vicaire de l'empire, de lui conserver ses privilèges comme un fidèle administrateur du saint empire, et tout spécialement si son vicariat continue. — *Bæhmer, reg. imp. Frankfort, 1839, pag. 253, d'après Lunig, 14, 712.*

C'est cette promesse que Schœpflin, *diplom.*, tom II, pag. 144, appelle lettre de sûreté donnée à la ville de Colmar par Othon, duc d'Autriche et avocat provincial (landvogt) d'Alsace.

— Le 5 Juillet, l'empereur Louis de Bavière écrit de Ratisbonne au sénat et aux bourgeois de Colmar ce qui suit :
« Comme vous nous avez fait savoir, par vos lettres, que vous
« avez expulsé de votre ville notre parti et le parti adverse,
« ce que vous avez fait dans notre intérêt et dans le leur, à
« bonne intention, nous consentons à ce qu'il en soit ainsi.
« Cependant, nous verrions avec plaisir que vous permissiez
« aux *Noirs* de rentrer. Si cela ne pouvait avoir lieu sans dom-
« mage pour nous et pour eux, nous vous prions de laisser
« les choses en leur état jusqu'à ce que nous vous fassions
« savoir, par message, que nous voulons intervenir. Nous vou-
« lons aussi que, dans cet intervalle et jusqu'à l'arrivée de
« notre message, vous ne fassiez aucun pacte avec les *Rouges*.
« Mais si d'ici là vous admettiez les *Noirs*, nous nous emploie-
« rons à ce qu'ils s'accordent à l'amiable et à ce qu'il n'y ait
« point de collision. » — Kopp, *Revue d'Alsace*, 1856, pag. 314.
La pièce est publiée dans les *Fontes rerum germanicarum de Bœhmer*, tom. I, pag. 212. Elle est également mentionnée dans ses *Reg. imp.*, Leipzig, 1846, ad. sec., pag. 321.

— Le vœu de l'empereur (de voir rentrer les *Noirs*) fit prendre aux bourgeois une résolution inattendue. Ils trouvèrent plus de sécurité à rappeler les deux partis. Le 4 Octobre, ils firent avec eux un traité. Il fut stipulé que le jour de l'Épiphanie les chefs de tribus renouvelleraient le magistrat et le Conseil ; que les deux tiers seraient pris parmi les bourgeois de Colmar et le dernier tiers parmi les rentrants ; que les détenteurs de biens communaux rendraient compte à qui de droit, et que les amnistiés se soumettraient aux règlements

établis par les bourgeois. — *Musée pittoresque*, pag. 126, d'après une copie de l'original aux archives de Bâle.

Il est fait mention du même fait dans le *Bulletin de la Société des monuments historiques*, 1862, pag. 46.

1332.

— Pendant que tous ces faits s'accomplissent (les événements dont il a été question les années précédentes), des seigneurs appartenant à la noblesse inférieure prennent les armes contre Colmar...; les Lobegassen, Walther de Géroldseck, Henri de Fénétrange, les chevaliers d'Illzach et Conrad Münch de Bâle en 1332. — *Schæpflin, Als. illust., tom V, pag. 211.*

Le *Musée pittoresque*, pag. 126, ajoute à cette nomenclature des seigneurs qui prirent les armes contre Colmar, l'évêque de Strasbourg, les villes de Fribourg et de Zurich. Sans le dire explicitement, l'auteur semble rapporter ces faits à une époque antérieure ou concordante à la résolution de Colmar d'expulser les Rouges et les Noirs.

Ces indications ont un caractère vague que l'on ne saurait essayer de dissiper sans s'exposer à des erreurs. Nous nous bornons donc à les retenir comme éléments historiques que d'ultérieures découvertes viendront animer. — Cependant, relativement à la prise d'armes de Walther ou Gauthier de Géroldseck contre Colmar, il importe de faire une remarque : ce Gauthier de Géroldseck n'est autre que Walther de Twingen, seigneur de Géroldseck, de Schwanau et de Schutteren, bandit qui désolait l'Alsace et contre lequel Colmar prendra tantôt les armes avec Strasbourg et d'autres villes pour raser le repaire qui l'abritait. Inutile d'ailleurs de faire observer encore que ce Gauthier de Géroldseck ne doit pas être confondu avec l'évêque du même nom que l'on a vu jouer un rôle important dans notre histoire à la seconde moitié du siècle dernier.

1333.

— Le 15 Avril, la ville de Colmar prend part à l'alliance qui avait pour but d'assiéger et de détruire le château de Schwanau, situé sur la rive droite du Rhin, entre Erstein et Ottenheim. Erstein et Schwanau étaient tenus par Gauthier de Twingen, seigneur de Géroldseck, à qui Schwanau servait de repaire pour exercer le brigandage sur le pays plat, et sur la navigation du Rhin une piraterie dont le commerce avait beaucoup à souffrir. L'initiative de cette mesure salutaire revient à la ville de Strasbourg, qui parvint à entraîner dans l'alliance son évêque et les ducs d'Autriche pour leurs possessions du Sundgau, ainsi que les villes de Haguenau, Colmar, Rosheim, Obernai, Schlestadt, Mulhouse, Brisach, Neubourg et Rheinfeld. La bannière de Colmar flotta donc sous les murs du château de Schwanau dont la garnison se rendit le 1^{er} Juin. Le château fut rasé et ne fut pas rétabli. V. *Grandidier, œuv. his. inéd. tom. IV, pag. 125-129 ; Trouillat, tom. III, pag. 429-430 ; 755-756 et 808-809.*

— Le 23 Octobre, Louis de Bavière se trouvait à Haguenau. Il y donne deux diplômes dont les originaux doivent exister aux archives de la ville de Colmar. Boehmer, *reg. imp. addit. secund., Leipzig, 1846, pag. 321*, les analyse ainsi : « Louis de Bavière accorde à la ville de Colmar la faveur exceptionnelle d'établir, jusqu'à décision contraire, un impôt à percevoir à toutes les portes de la ville, sur le vin, le froment et toutes autres marchandises. — Le même jour, il accorde au sénat et aux bourgeois la permission (*gnaden*) de vendre (*abbrechen*) tous les biens communaux situés en ville ou hors de ville, comme ils le jugeront convenable. »

Faisant allusion aux mêmes diplômes, nos divers auteurs s'expriment ainsi :

Par un diplôme, daté de 1333, Louis permet au magistrat

de percevoir un droit sur les marchandises qui *entraient* dans la ville ou qui en *sortaient*. Schœpflin, *Als. illust.*, tom. V, pag. 195. Billing, 2^{me} *sém.* pag. 35, parle de l'établissement du droit à percevoir sur le vin, le blé et toutes autres marchandises *amenées* en ville. Hunkler, pag. 48, et Dillemann, pag. 370, disent exactement la même chose. Le *Musée pittoresque*, pag. 126, est plus explicite : « Tant de calamités, dit-il, en faisant allusion à la lutte entre les *Rouges* et les *Noirs*, avaient obéré la commune. Pour rétablir ses finances, elle se fait autoriser par l'empereur à aliéner les biens communaux et à établir un droit d'octroi sur les denrées qui *entrent* en ville. »

Il importe de remarquer que Schœpflin seul parle du droit qui aurait également frappé les denrées et les marchandises *sortant* de la ville. Pour l'histoire locale cela n'est pas sans importance, et il est fâcheux qu'il n'ait pas publié ces diplômes dans la *diplomatica* ; en l'absence du texte, il faut en effet admettre que les indications suivantes sont basées sur les mêmes titres, à moins de supposer qu'il en existe d'autres encore demeurés inconnus jusqu'à présent.

— Deux années après 1331, c'est-à-dire en 1333, Louis de Bavière pardonne à la ville la part qu'elle a prise dans les troubles des années précédentes, et promet son appui au *Novemvirat*. *Illust.*, tom. V, pag. 201.

Billing, 2^e *sém.* pag. 85, et Hunkler, pag. 78, disent la même chose que Schœpflin ; et, comme lui, ils joignent à ce fait le récit de l'expulsion des *Rouges* et des *Noirs* que l'on a vue s'exécuter en 1331.

On a vu que les exilés, ou une grande partie tout au moins, étaient rentrés en ville en se soumettant aux règlements des bourgeois et à la dictature des IX. Les deux partis vivaient donc côte à côte et l'on conçoit que le pardon dont il est question n'était qu'une nouvelle mesure de conciliation, tout en

donnant aux pouvoirs des IX la sanction de l'autorité souveraine. Louis paraît ne pas être venu de Haguenau à Colmar ; le 8 Novembre il était à Stuttgart.

1334.

— Le 21 Mai Louis intervient comme médiateur dans l'affaire du château de Schwanaau. Il est stipulé que les assiégeants, parmi lesquels se trouvait la ville de Colmar, ne pourraient être recherchés ou inquiétés pour ce fait, qui est déclaré avoir reçu son exécution pour le bien de l'empire. - *Bæhmer, loc. cit., pag. 322.*

— Le 20 Août Louis de Bavière mande, de Constance, au prévôt (schultheiss), au bourgmestre, au conseil (sénat) et à la communauté de Colmar, de prêter aide et conseil au noble homme Jean de Ribeaupierre, lieutenant du grand bailli en Alsace, chargé de faire pour son compte la rentrée de la contribution et des autres redevances des juifs de leur ville. — *X. Mossmann, étude sur l'histoire des juifs à Colmar, pag. 3.*

Ce rescrit s'explique par la délégation de 300 livres à prélever sur la gabelle de Colmar et de 60 marcs d'argent sur les juifs de la même ville, donnée en 1331 par Louis à Jean de Rappelstein, le jeune, pour services rendus à l'empereur dans diverses expéditions. Colmar ne montrait probablement pas beaucoup d'empressement à faire honneur à la signature de Louis et les juifs non plus. De là le rescrit dont il est question.

1335.

— On a vu qu'en 1319 le village de Deinheim, engagé aux Hattstat par le duc Léopold d'Autriche pour une somme de cent marcs d'argent, avait été engagé par substitution à la ville de Colmar, qui se chargeait de rembourser aux Hattstat la somme qu'ils avaient avancée au duc Léopold ; que ce dernier l'avait donné en fief perpétuel à la ville si, au bout d'un an, il

ne lui avait pas remboursé la somme avancée par elle pour le dégager des mains des Hattstatt. Il résulta de cette concession une guerre entre la ville de Colmar et les nobles de Hadstatt. Pour y mettre fin, Colmar paya, en 1335, 200 marcs d'argent auxdits nobles de Hadstatt, démolit le village et recueillit les habitants dans un de ses faubourgs, qui prit le nom de faubourg de Deinheim (aujourd'hui de Brisach). — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 208.*

Billing, *1^{er} sem., pag. 276-277*, et Hunkler, *pag. 26*, font également mention du fait en l'année 1335. Billing ajoute que lorsque la ville de Colmar eut détruit le village, on construisit les maisons qui sont à gauche de la rue Vauban, en entrant par la porte de Brisach, jusqu'au marché au petit bétail, pour recevoir les habitants de Deinheim. Cette partie de la ville actuelle forma donc le second agrandissement de la ville primitive. Nous lui appliquons une teinte spéciale sur le plan qui sera publié lorsque nous arriverons à la période française.

Lorsque l'installation des habitants de Deinheim fut achevée, la ville dut nécessairement songer à prolonger les fortifications de manière à comprendre les nouveaux habitants dans l'enceinte. Le mur, à partir de la porte des morts jusqu'au confluent du canal du Logelbach et de la Lauch au bas de la rue de la Poissonnerie, est de toute probabilité contemporain de l'incorporation à la ville des habitants du village de Deinheim. De plus, la porte qui existait en amont du couvent des Franciscains et dont on voit encore aujourd'hui une pierre d'assise sur laquelle repose le coin de la maison de M. Benckhard, dut être démolie et reportée à l'entrée de la rue Vauban, là où elle existait encore à la fin du siècle dernier. On en a conservé des dessins coloriés qui sont à la bibliothèque de la ville.

Remarquons enfin que l'exécution eut lieu sous la dictature du conseil des IX.

— Le schultheiss de Colmar en cette année était Conrad, duc d'Urselingen. — *Note fournie par M. Dietrich, chef de division à la préfecture du Haut-Rhin.*

1336.

— Le 27 Mai, les pouvoirs de la dictature des IX, établie en 1331, sont renouvelés pour cinq années. Dans l'acte de renouvellement il n'est pas fait allusion à la première résolution ; mais des neuf membres qui constituaient en 1331 cette dictature, il n'en reste plus que sept en 1335. Un gentilhomme et un bourgeois remplacent les deux absents. Il n'est plus question des *Rouges* et des *Noirs* dans l'acte de prorogation. Il y est cependant fait allusion en ces termes : « En outre, nous sommes convenus avec les IX, à l'unanimité, que personne ne portera le costume des partisans pendant lesdites cinq années ; que jamais ils ne se réuniront au nombre de plus de quatre, à moins qu'il ne s'agisse d'un père et de ses enfants et non autrement. Quiconque enfreindra cet ordre sera expulsé de la ville et privé de ses biens. » — *Kopp, Revue d'Alsace, année 1856, pag. 316.*

Billig, Hunkler, le *Musée pittoresque*, etc., font une mention laconique de cette prorogation.

— Le 14 Décembre, le schultheiss, le bourgmestre et le sénat de Colmar donnent à l'évêque de Bâle une charte par laquelle ils s'engagent à laisser publier et faire observer dans la ville, sans difficulté ni opposition de leur part, les mandements de l'évêque et les ordres de ses officiers, et à ne les troubler en aucune manière dans leurs jugements. Cependant si un laïque en citait un autre, en ville ou en tout autre lieu, pour une difficulté dont l'évêque ou son juge ne devrait pas connaître, ce dernier devra le renvoyer devant son juge naturel, sans s'arrêter à l'opposition que ferait le demandeur ou

son avoué pour maintenir la cause devant le juge qui en aurait d'abord été saisi. — *Trouillat, tom. III, pag. 445.*

Le texte de ce document démontre assez clairement que durant les troubles et peut-être depuis bien avant, la double élection par exemple, l'autorité de l'évêque de Bâle avait subi des atteintes dans la ville de Colmar. La réserve pénale démontre aussi combien le magistrat était attentif à sauvegarder le privilège des bourgeois de ne pouvoir être traduits que devant la justice impériale ou du schultheiss.

1337.

— En l'année 1337, un gentilhomme de Dorlisheim et un d'Andlau rassemblent une multitude de gens à pied, assiégent Colmar et demandent qu'on leur livre les juifs pour les exterminer. A Strasbourg, on émet l'avis de marcher contre cette multitude et dès que cela est résolu, les assiégeants abandonnent leur entreprise contre Colmar et il n'en fut plus question. Les deux chefs se nommaient Rois du bracelet de cuir (*Armleder*). Cela se passa au mois de Mai. — *Kœnigshoven, cap. V, pag. 292.* Closener dit la même chose, mais n'indique pas le mois de Mai.

Laguille, *tom. I, pag. 285*, est plus circonstancié, mais il confond dans une inextricable combinaison du récit les faits et les dates. Schœpflin, *Al. illust., tom. V, pag. 194*, adopte la leçon de Kœnigshoven, mais il ajoute que la dispersion de cette multitude fut le résultat des secours venus de Strasbourg. Billing, *2^e sem. pag. 17-18*, emprunte ses informations à une source différente : En 1337, dit-il, deux gentilhommes alsaciens, Enrich, le taureau de Dorlisheim (*der unbehauene*) et un d'Andlau, nommé Zimperlin, qui se donnaient le nom de rois du bracelet de cuir, arrivent devant Colmar avec plus de 2,000 hommes du peuple et demandent qu'on leur livre les juifs de la ville. « Les compagnons (*buben*), dit un annaliste

« colmarien de ce temps-là, se postent devant la porte de
« Deinheim, où sont la tuilerie et les jardins. Tous les Colma-
« riens, sans en excepter les juifs, prennent les armes, sor-
« tent par la Kerkerthor (porte de Rouffach) et dispersent
« les deux rois avec toute leur bande, de sorte qu'il n'en
« fut plus question. » Le *Musée pittoresque*, pag. 126, fait
aussi mention de cette entreprise, mais dans des termes qui
impliquent une confusion semblable, à certains égards, à celle
de Laguille et qui se remarque également dans Grandidier,
œuv. inéd, tom. IV, pag. 160-165. Pour mettre le lecteur au
courant des causes et des phases de cette persécution, nous
allons faire à Grandidier des emprunts que nous classons dans
l'ordre qui nous paraît logique et propre à dissiper les confu-
sions, sans d'ailleurs altérer aucunement la pensée de l'histo-
rien.

« Un certain gentilhomme de Franconie ayant été tué par
les juifs, son frère, qui était de l'ordre des hospitaliers, vou-
lant venger sa mort, fit naître la fausse et horrible doctrine,
débitée en Allemagne deux siècles auparavant et contre la-
quelle Saint-Bernard avait tant déclamé. (*Voy. première par-
tie de cette chronique*, pag. 19.) Cet hospitalier inspirait aux
peuples et persuadait à ses amis que le zèle et la vraie reli-
gion obligeaient les chrétiens d'égorger sans pitié les juifs
pour venger le fils de Dieu que cette nation avait si cruelle-
ment fait mourir. On disait que tous les ans, à la fête de
Pâques, ils enlevaient un enfant chrétien sur lequel ils renou-
velaient le supplice que leurs ancêtres avaient fait souffrir au
Sauveur du monde. L'horreur qu'inspirait une pareille abo-
mination, qu'on supposait réelle, souleva de plus en plus le
peuple qui, aimant à croire tout ce qui peut exciter sa fureur,
ne tarda pas à crier qu'il fallait exterminer ces ennemis du
nom chrétien. Une multitude infinie de fidèles se laissa préve-

nir de cette erreur qui couta la vie à un très-grand nombre de juifs de Franconie. Les princes, après avoir fait des juifs les instruments de leurs exactions, les chassaient souvent pour leur faire racheter leur rappel au poids de l'or. En Alsace, le fanatisme était excité et entretenu par un de ces hommes singuliers que le génie et l'audace élèvent quelquefois au-dessus du néant de leur origine. Cet homme fongueux imprima si fortement dans toutes les âmes, l'horreur du nom de juif, il persuada si pleinement de les sacrifier, il étala d'une manière si frappante les signes du courroux céleste contre ce peuple ennemi du Christ, qu'en 1337 cette doctrine anima les populations d'Alsace. Ce paysan, cabaretier de profession, s'érigeant en prophète, fit croire d'abord aux habitants de la campagne que leur salut dépendait du courage qu'ils auraient de massacrer les ennemis et les meurtriers de celui qu'ils adoraient. Il assurait même qu'il avait eu une révélation, que tel était l'ordre de Dieu, auquel ils ne pouvaient résister sans crime. Il fut cru et l'on vit une foule de fanatiques se joindre à lui. Cette troupe de furieux marcha sous la conduite de son chef, à qui on donna le nom d'*Armleder*, et de deux seigneurs du pays, l'un de Dorlisheim et l'autre d'Andlau. Ils allèrent se présenter devant plusieurs bourgs et villages d'Alsace. Une croix et une bannière paraissaient à la tête de cette procession de faux zélés; ils furent reçus presque partout, même avec joie. Armleder, à qui on donna le nom de roi, voyait chaque jour grossir le nombre de ses partisans. Les marchands abandonnaient leur négoce, les artisans quittaient leurs ouvrages, les paysans négligeaient de labourer la terre. Ils composaient une armée qui, au premier ordre, marchait où il plaisait à son chef, n'ayant d'autres armes que des haches, des serpes, des hoyaux; les artisans des instruments de leurs métiers, quelques épées et quelques javelots; en plusieurs endroits, ils

furent une horrible boucherie des malheureux juifs. Les juifs eux-mêmes augmentèrent le carnage : Les pères, voyant qu'ils ne pouvaient éviter la mort, étranglaient eux-mêmes leurs enfants ou les jetaient dans des précipices pour empêcher qu'on en fit des chrétiens; il y en eut plusieurs qui se tuèrent eux-mêmes après avoir fendu le ventre à leurs femmes. Les juifs des environs de Colmar cherchèrent un asile dans cette ville. Armleder osa venir les demander; le peuple de Colmar voulait qu'on les lui livrât. Les magistrats et les plus considérables bourgeois, ayant horreur de cette inhumanité, s'y opposèrent et prirent les juifs sous leur protection. Les fanatiques, irrités de ce refus, mirent le siège devant Colmar, blessèrent quelques citoyens et firent de grands dégâts dans les moissons et les vignes d'alentour. »

Repoussés de Colmar, les persécuteurs portèrent ailleurs leur fanatisme et ses fruits exécrables. Leurs exploits durèrent deux ans, car, en 1338 et 1339, ceux de Rouffach, ainsi que l'atteste une inscription au chœur de l'église, furent tués ou brûlés. *Grandidier, pag. 164.* — Au surplus on verra Colmar entrer dans une alliance pour arrêter ces massacres, alors vraisemblablement qu'il ne restait plus beaucoup de besogne à faire pour arriver à l'entier anéantissement des débris de la nation juive répandue en Alsace. Mais ceux qui échapperont cette fois sous la protection des murs de quelques villes libres, des évêques et de quelques seigneurs intéressés à leur conservation, ne tarderont pas à être soumis encore à de plus cruelles épreuves.

— Le 22 Août, Louis de Bavière, étant à Nuremberg, donne un diplôme par lequel, en considération de la fidélité et des services de la ville à l'empire, il confirme le privilège accordé aux Colmariens par ses prédécesseurs, de n'être justiciables que du tribunal du schultheiss. L'original doit se trouver aux

archives de la ville. — *Bæhmer, addit..secund., Leipzig, 1846, pag. 325-326.*

C'est probablement à ce titre que Hunkler, *pag. 44*, fait allusion en disant que Louis confirma le privilège de 1293 ; il aurait dû dire : de 1278.

— Neuwiller était le siège de plusieurs familles nobles, qui y résidaient, les unes dans l'intérêt de leur sûreté, les autres à cause des charges qu'elles occupaient près de l'abbé. On y trouve la famille de Colmar. — *Schæpflin, Als. illust., tom. IV, pag. 501.*

— Les revenus de la cour de Lauffon étaient engagés au prévôt du chapitre de Saint-Martin de Colmar, en garantie d'une certaine somme avancée avec le consentement du chapitre. — *Trouillat, tom. III, pag. 779.*

1338.

A la fête de la conversion de Saint-Paul, (25 Janvier 1338), les juifs de Rouffach sont tués, mais plusieurs se réfugient à Colmar. — *Berler, cod. diplom. de Strasb., tom. II, pag. 23, et Grand. loc. cit. pag. 164.*

— Louis, informé de ces désastres, vint lui-même à Colmar, avec l'impératrice Marguerite, pour arrêter le cours de ces désordres. Sa présence dissipa l'armée d'Armleder, qui se retira sur les terres de Lorraine. Les juifs vinrent trouver l'empereur et exposèrent leurs sujets de plainte. Ce prince en parut touché et écouta les remontrances de ceux qui prenaient leur défense. L'impératrice, qui n'approuvait pas la sensibilité de son époux, se servit d'un moyen singulier pour lui faire sentir son mécontentement : elle fit, un jour de jeûne, servir du gras à la table de son époux ; l'empereur fut surpris et voulut en savoir la raison : n'en soyez pas étonné, lui dit l'impératrice, car, puisque vos sentiments s'accordent avec ceux des juifs,

vous ne devez pas faire difficulté de manger les viandes dont ils usent. Ce reproche fit prendre à Louis la résolution de ne plus se mêler de cette affaire et de se contenter d'avoir obligé Armleder de renoncer à assiéger Colmar. — *Laguille, tom. I, pag. 285, et Grandidier, qui le copie littéralement, tom. IV, pag. 164-165.*

Les registes de Bœhmer, *addit. secund., Leipzig-1846, pag. 326 et addit. tert., Insbruck-1865, pag. 370*, permettent de fixer exactement la date de la présence de Louis de Bavière à Colmar. Il y séjourna dix jours au moins, du 3 au 13 Mars, et il ne fut pas inoccupé, ainsi qu'on va le voir :

A peine était-il arrivé que les évêques de Strasbourg et de Bâle vinrent le joindre, suivis d'une armée de vassaux. Ils venaient lui faire leurs doléances au sujet de difficultés survenues dans l'église de Strasbourg à propos de la prévôté du chapitre de la cathédrale.

La prévôté étant devenue vacante par la mort du titulaire, les chanoines se partagèrent entre Jean de Lichtenberg et Ulrich de Signow, neveu de l'évêque Berthold de Bucheck. Ce dernier ayant confirmé l'élection de son neveu, il se forma une ligue du parti contraire, à la tête duquel se trouvait Conrad de Kinkel. La discussion s'envenima à tel point que l'évêque fut sequestré et ne fut rendu à la liberté qu'aux conditions les plus dures et les plus humiliantes. Louis, qui était toujours excommunié par le pape d'Avignon, avait eu constamment contre lui les deux évêques, chefs des Gibelins du pays, affaiblis maintenant par les déchirements que leur ambition avait provoqués au sein même du parti. D'ailleurs, Louis de Bavière régnait malgré l'Eglise et celle-ci commençait à prévoir qu'il lui devenait impossible de l'en empêcher ; les mécontents faisaient donc des essais pour se concilier la force du bras séculier. Louis se contenta de donner de bonnes paroles aux

évêques, et celui de Strasbourg comprit, à l'audience de Colmar, que le moyen de parvenir à son but, le rétablissement de son autorité sur le siège épiscopal, était de travailler à la réconciliation du trône et de l'autel. Tel fut le résultat de la cour que les deux évêques vinrent faire à Louis de Bavière, à Colmar, dans les premiers jours de Mars 1338. — *Voy. à ce sujet la chronique de Mathias du Neubourg, édit. de Studer, pag. 103.*

Louis eut à s'occuper encore d'une autre difficulté qui intéressait l'Alsace et le Brisgau. Le comte Frédéric de Fribourg, Gibelin aussi, était depuis longtemps en lutte avec les Fribourgeois qui refusaient d'obéir à son autorité ; ces Fribourgeois étaient probablement du parti Guelfe, car les Noirs ou les Guelfes d'Alsace avaient pris fait et cause pour eux contre leur duc. Le 3 Mars, Louis ordonne à Albert de Hohenberg, son landvogt en Alsace, et aux populations de la province ainsi qu'à celles du Brisgau, de ne plus inquiéter le comte Frédéric pour avoir repoussé les plaintes que les Fribourgeois élevaient contre lui. — Le 5 du même mois, il signifie audit comte que les Fribourgeois sont amnistiés d'avoir refusé d'obéir au tribunal impérial. — Le 13 dudit mois de Mars, il donne en toute propriété, à Armand de Hadstatt, la maison qui a appartenu au juif Simon, à Munster, tombée dans le domaine impérial. Ces trois pièces diplomatiques sont datées de Colmar, où l'empereur se trouvait donc du 3 au 13 Mars, avec l'impératrice Marguerite. Notons, en passant, que la maison de Munster donnée à Armand de Hadstatt, était probablement tombée en déshérence à la suite de l'extermination de son propriétaire par les pieux soldats des deux gentilhommes de Dorlisheim et d'Andlau, s'abritant sous la triste royauté d'un cabaretier et d'une populace égarée. On peut voir dans *Materne Berler, tom. II, pag. 45 du code diplom. de Strasbourg*, un acte de

largesse de même nature dont l'église de Gundolsheim bénéficia après l'extermination des juifs de Rouffach.

— Nous trouvons dans Schœpflin, *Als. illustr.*, tom. V, pag. 194, et dans Billing, *2^{me} sér.* pag. 18, la mention suivante : Louis de Bavière engage à la ville de Colmar toutes les richesses des juifs en garantie de 4,000 livres (Heller — liv. de Bâle = 16,000 liv. tournois) que la ville lui prête. M. Mossmann, *Etude sur l'hist. des juifs, à Colmar*, pag. 4, est plus circonstancié et plus précis ; il dit : « Le 13 Mars 1338, à Colmar, « Louis de Bavière déclare le prévôt (schultheiss), le Conseil « (sénat) et les bourgeois responsables pendant deux ans, « corps et biens, dettes et taxes, des juifs qui habitaient parmi « eux, jusqu'à concurrence des sommes dont ils étaient redevables envers l'empire. »

Nous ne trouvons aucune autre mention concernant le titre auquel Schœpflin, Billing et enfin M. Mossmann tirent les indications qui précèdent. Il existe probablement aux archives de la ville de Colmar, la brochure de M. Mossmann ayant paru en 1866. Si ces indications proviennent de la même source, ce qui nous paraît probable, voici, à notre avis, comment il faut lire ou interpréter le titre :

Avant de quitter Colmar, c'est-à-dire le 13 Mars, Louis de Bavière prélève sur la ville un impôt de 4,000 livres bálois qu'elle récupérera, dans l'espace de deux années, sur les juifs qui habitent la ville, et que l'empereur a pris sous sa protection.

En quittant Colmar, l'empereur se rendit à Schlestadt. Le 16 Mars il était dans cette ville, et le 28 à Spire.

— Dès que l'empereur fut sorti de la province, les fanatiques retournèrent devant Colmar, dans le dessein de pousser plus vivement leurs entreprises. — *Laguille et Grandidier*, op. et pag. cit.

Nous n'avons pu découvrir sur quelle autorité est basée cette indication si précise. En l'absence de preuve, il faut se contenter de la probabilité que les événements suivants fourniront.

— Berthold de Bucheck, évêque de Strasbourg, était loin d'approuver une persécution si injuste et si capable de rendre le christianisme odieux. Sentant, conjointement avec les seigneurs et les villes d'Alsace, qu'il était temps d'arrêter le cours du mal et de s'unir pour en prévenir les suites, ils firent entr'eux une ligue par laquelle ils s'engagèrent à prendre les armes contre Armleder, à poursuivre jusqu'à la mort quinze de ses principaux partisans et à traiter en ennemis ceux qui leur donneraient retraite. Ce traité fut signé à Colmar le mardi avant l'Ascension 1338 (19 Mai). L'évêque de Strasbourg était à la tête de cette confédération, dans laquelle furent compris Albert de Hohenberg, landvogt d'Alsace, Jean, lieutenant des ducs d'Autriche, Jean-Ulrich de Haus, leur bailli à Ensisheim, Conrad-Werner de Murnhard, abbé de Murbach, les seigneurs de Rappolstein, Jean de la haute-ville, Jean et Anselme du Haut-Rappolstein, et en outre les villes de Strasbourg, Haguenau, Colmar, Schlestadt, Obernai, Rosheim, Mulhouse, Kaysersberg, Turckheim, Munster et Neubourg. — La puissance et la qualité de ces seigneurs intimidèrent Armleder et l'obligèrent de se retirer de devant Colmar, contre laquelle il avait fait d'inutiles efforts. Armleder fut pris, on le fit mourir, et son exécution fit bientôt dissiper et disparaître tous ses partisans. Mais quand le peuple a été une fois ému par un faux zèle de religion ou par la persuasion qu'il y va de son intérêt, il est aisé de le remettre en mouvement : c'est un incendie étouffé qu'une étincelle peut bientôt réveiller. — *Grandidier, œuv. hist. inéd., tom. III, pag. 12.*

Le traité d'alliance est dans les arch. imp. de Lunig.

tom. III, pag. 12. Il est également signalé par Laguille, *tom. I, pag. 285*, et par Bœhmer, *reg. imp. Franckfort, 1839, pag. 245*, ainsi que par le *Musée pittoresque, pag. 126.*

— Le 6 Août, Colmar prend part à l'alliance qui est conclue à Franckfort, où elle s'était fait représenter sur l'invitation de l'empereur ; cette alliance avait pour but de protéger les droits, libertés et usages de l'empire, ainsi que les alliances particulières conclues entre les villes. Outre un grand nombre de seigneurs laïques et ecclésiastiques, les villes de Haguenau, Schlestadt, Obernai, Mulhouse, Kaysersberg, Munster et Turckheim y figurent avec Colmar comme parties contractantes. — *Bœhmer, reg. imp. Franckfort, 1839, pag. 245-246.*

C'est à ce traité que le *Musée pittoresque, pag. 126*, fait allusion en disant que les villes d'Alsace prirent part enfin à la paix provinciale.

— Le 18 Septembre, dans la même ville de Franckfort, Louis de Bavière promulgue les traités conclus pour assurer la paix en Alsace, déclare injuste et criminel l'acte de violence commis par Conrad de Kinkel contre l'évêque Berthold, ne plus vouloir tolérer désormais de semblables violences, ordonne qu'on vive en paix comme un peuple uni et solidaire sous l'autorité de l'évêque. Et aussitôt il dépêche, à Colmar spécialement, Wolfram, maître de l'ordre teutonique, pour y faire connaître ses intentions. — *Bœhmer, addit. prim. Leipzig, 1846, pag. 327.*

1339

Une indication préalable est nécessaire pour faciliter l'intelligence des extraits que nous puisons dans nos livres spéciaux concernant l'action politique de la ville de Colmar en cette année.

Des négociations avaient été entamées par les évêques d'Allemagne pour réconcilier Louis de Bavière avec l'Eglise. Elles

furent traversées par le roi de France auprès de Benoît XII, qui avait succédé en 1334 à Jean XXII. Berthold de Bucheck, évêque de Strasbourg, était demeuré fidèle à la cause du pape, et, malgré le rapprochement qui s'était opéré entre lui et Louis de Bavière à Colmar, l'année précédente, Berthold refusait de prêter foi et hommage à un empereur excommunié. Cette résistance ralluma la guerre en Alsace, et Colmar va de nouveau accuser sa couleur politique en participant à la lutte que la division entre le trône et l'autel ne cesse de provoquer.

— Louis de Bavière donne, de Munich, le 29 Mai, l'ordre aux villes du Rhin, alliées pour maintenir la paix dans la province, de prêter leur appui à son fidèle Conrad de Kinkel et de faire la guerre à l'évêque de Strasbourg, rebelle aux ordres de l'empereur, dont il refuse de prendre l'investiture de l'évêché. — *Bæhmer, reg. imp. Franckfort, 1839, pag. 126.*

Schlestadt fut la plus prompte à obéir. Jean de Eckerich (Echery) et quelques autres gentilshommes de cette ville, vassaux ou amis de Conrad de Kinkel et de Jean de Lichtenberg, mirent le feu dans quelques villages de la dépendance de l'évêché, pendant que Berthold rassemblait des troupes pour assiéger Schlestadt. L'abbé de Murbach et même le comte de Wurtemberg, contre lequel Berthold avait eu des guerres à soutenir au commencement de son épiscopat, lui envoyèrent chacun un renfort de 300 hommes à condition qu'ils ne serviraient pas contre les villes de l'empire. Le val de Liepvre fut ravagé par l'évêque, et tandis qu'il pressait le siège de Schlestadt, ceux de Colmar et d'Obernai, ayant donné secours à Conrad de Kinkel et à Nicolas de Salm, portèrent le fer et le feu dans les terres de l'évêque. L'évêque s'avança avec 200 hommes vers Obernai et ravagea les environs ; le même jour ceux de Colmar et de Schlestadt ravagèrent Pfaffenheim et

Guebwiller qui furent réduits en cendres. — *Grandidier, œuv. hist. inéd. tom. IV, pag. 151-153.*

Billing, 2^e *sém. pag. 182*, et Hunkler, *pag. 114*, font mention des ravages dont Pfaffenheim et Guebwiller eurent à souffrir ; ils en fixent la date à l'année 1340. Aufschlager, *tom. I, pag. 201*, fait de même et sans s'expliquer d'une manière précise sur l'année de l'événement, il semble le placer en l'année 1337 ou 1338. Laguille et Schœpflin sont muets sur cet épisode de la guerre. Grandidier, auquel nous empruntons le récit, ne s'explique pas non plus sur l'année où il se consumma. Bœhmer, d'après Albert de Strasbourg, *apud Ursisium 2, 131*, et Studer, *édit. de 1867, pag. 107*, mettent fin à l'incertitude.

Ainsi Colmar, sous la dictature des IX, et le schultétat de Conrad d'Urselingen que, d'après les notes fournies par M. Dietrich, nous trouvons investi de cette dignité depuis 1335 jusqu'en 1341, Colmar, disons-nous, suivit le parti des Guelphes et combattit celui des Gibelins dans lequel les populations du Haut-Mundat, Pfaffenheim et Guebwiller entre autres étaient entraînées par leurs seigneurs, l'évêque de Strasbourg et l'abbé de Murbach.

1340.

La ville de Strasbourg, dit Grandidier, qui, par toutes ces guerres, avait souffert beaucoup de dommages de la part de l'avoué de l'évêque, déclare qu'elle prendra les armes contre Berthold s'il ne se soumet pas à l'empereur. L'évêque finit par céder, et jusqu'à ce que de nouvelles causes de troubles surgissent, Colmar paraît avoir joui d'une tranquillité complète, car nous ne trouvons aucune trace d'événements notables dans son sein pendant les années 1340 et 1341. Nous recueillons en passant les faits qui vont suivre.

— Les 7 Mai et 8 Juin, Jean, dit Jung, chevalier de Stras-

bourg, et sa femme Susanne, promettent de payer une cense annuelle de sept quartauts de blé au commandeur des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem de Colmar, sur les biens qu'ils ont hérité de feu Egenolphe de Rathsamhausen et de... dit de Wineck (André?). Ces biens sont situés à Steinbrunn. — *Trouillat, tom. III, pag. 788.* N

— Elisabeth, fille de Jean du Haut-Rappolstein, entre au couvent des dominicaines d'Unterlinden de Colmar, auquel elle apporte une rente à percevoir annuellement à Guémar. — *Luck, f° 102 verso.* N

1341.

— Le 28 Septembre, Hartmann de Rathsamhausen, patron de l'église de Niedermorschwiller (Morswilr), donne au couvent de Saint-Jean de Colmar (probablement les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem et non le couvent de Saint-Jean ou d'Unterlinden) une rente annuelle de cinq quartauts de blé que feu son oncle, André de Wineck, avait affectée à une messe perpétuelle dans le susdit couvent. Cette rente doit être prélevée sur celle de quinze quartauts qu'il percevoit à Steinbrunn-le-Haut. Elle est rachetable, par cinq marcs d'argent, poids de Colmar. — *Trouillat, tom. III, pag. 794.* N

Trouillat commet une erreur en traduisant Morswilr par Niedermorschwiller, du canton sud de Mulhouse. Il s'agit de Niedermorschwir du canton de Kayserberg. On a vu que les Morswilr étaient investis du château de Plixbourg, au titre de fief impérial et que le Wineck, voisin de Niedermorschwir, au-dessus de Katzenthal, était aux Rathsamhausen. On a vu encore que des membres de la famille Rathsamhausen ont fait partie successivement des chevaliers de la commanderie de Saint-Jean de Colmar. N

Avant de passer à l'année 1342, il importe de remarquer que les pouvoirs de la dictature des IX, établis le 27 Mai 1331

pour une période de cinq ans et renouvelés le 27 Mai 1336 pour une même période, étaient expirés le 27 Mai 1341. Nous ne trouvons aucune trace de la prorogation de ces pouvoirs en l'année où nous sommes. On peut donc conclure qu'après dix années de ce régime, le magistrat de Colmar était rentré dans le plein exercice de ses droits. Constatons enfin que l'année 1341 est la dernière où les notes recueillies par M. Dietrich attestent que Conrad d'Urselingen était encore schultheiss de la ville ; que la famille d'Urselingen, de la Souabe, était la souche des Rappolstein, et que ceux-ci étaient, comme Conrad d'Urselingen, le schultheiss de Colmar, dévoués à la cause de Louis de Bavière.

1342.

— Le 2 Mars, Colmar se ligue avec Henri de Rappolstein, seigneur du Hohenack, Jean de Rappolstein, seigneur de la Haute-Ville, Ulrich et Jean du Haut-Rappolstein, les villes de Mulhouse, Munster, Turckheim, Kayzersberg, Riquewihr et Bergheim pour refuser d'un commun accord la nouvelle monnaie de Bâle que Jean de Munsingen, évêque de Bâle, les a invités à accepter et dont 3 livres et 5 sols forment le marc, 2 deniers équivalant à 5 deniers de l'ancienne. Cette lourde monnaie ne peut devenir usuelle et tout le monde la refuse. Les contractants s'engagent mutuellement à ne point l'accepter et se déclarent solidaires des dommages, qui pourraient résulter de ce refus, de la part de l'évêque ou de ses officiers. Si l'une ou l'autre des parties ne demeure pas fidèle à l'engagement, les autres sont autorisées à saisir ses biens sans autre forme de procès. — *Schœpflin, Als. diplom., tom. II, pag. 174-175.*

✓ — Ulrich de Hus prend en fief, du prieuré de Saint-Pierre de Colmar, moyennant une mise annuelle de cinq mesures de vin, la moitié du village de Wasserbourg que son père, Die-

trich de Hus, tenait du même prieuré depuis 1286. — *Billing, 1^{er} sem., pag. 386.*

1343.

— Le 22 Avril, Elisabeth de Bollwiller, demeurant à Soultz, lègue par testament une rente de 3 livres au couvent des Catherinettes de Colmar, où sa sœur est religieuse et une de 10 sols au couvent d'Unterlinden. — *Trouillat. tom. III, pag. 808.*

— Colmar prend part au traité conclu, le 22 Mai, entre l'évêque de Strasbourg, les frères Louis et Frédéric, comtes d'œttingen et Landgraves de la Basse-Alsace, les villes de Strasbourg, Haguenau, Colmar, Schlestadt, Obernai, Rosheim, Mulhouse, Turckheim et Munster, ayant pour but d'assurer la paix de la province (Landfrieden) depuis un mille au-dessus de Mulhouse jusqu'à Seltz de ce côté-ci du Rhin, et de la Kintzig jusqu'à l'Oos sur l'autre rive. Le traité est publié dans *Wencker, disquisitio de Ussburgeris, pag. 53-59*. Il est signalé par Grandidier, *Œuv. inéd., tom. IV, pag. 166*, et dans ses *vues pittoresques*, Notice sur Kayzersberg, *pag. 4*, mais par erreur à la date de 1342.

Cette confédération en dehors de l'autorité souveraine prit le nom de combourgeoisie ou de *Landrettung*. Elle avait, comme l'exprime exactement la désignation allemande, pour objet d'assurer la tranquillité du pays, la sécurité des personnes laïques ou ecclésiastiques, chrétiennes ou juives, de les protéger ainsi que les propriétés, contre les violences des bandes armées ou errantes dans la province, et de pourvoir à la sécurité du commerce sur les routes et les voies navigables, le Rhin principalement. Elle fut conclue pour deux années, plus le temps qui courut du 22 Mai à la Saint-Martin 1343. On la verra renouveler en 1345 et 1347.

— Le 11 Décembre Louis de Bavière signe, à Ulm, un res-

crit par lequel il déclare que l'advocatie de l'abbaye de Pairis, revendiquée par Henri de Rappolstein, seigneur du Hohenack, ne lui appartient pas. Il charge les villes de Strasbourg et de Colmar de protéger et de défendre ladite abbaye de manière à ce qu'elle demeure en jouissance de tous ses droits et privilèges. Le texte est publié par Schœpflin, *Als. diplom.*, tom. II, pag. 177 et signalé par Boehmer, *loc. cit.*, pag. 148.

1344.

Le 23 Octobre, Jean de Munsingen, évêque de Bâle, vend à reméré, pour mille florins de Florence, à Henri Fravelor, bourgeois de Bâle, une rente annuelle de 220 quartants (*viertel*) de céréales, dont 100 quartants de froment, 100 quartants d'orge et 20 quartants d'avoine, que l'évêché ou l'église de Bâle perçoit à Wasserbourg, Soultzbach, Wihr-au-Val, Thannenkirch, Orbey, Bergheim, Elenweiler (village détruit), Mittelwihr, Ingersheim, Ostheim, Bischwir, Wihr-en-plaine, Roderen, Andolsheim et Colmar. — *Trouillat*, tom. III, pag. 561-564.

— Le 26 Octobre, sur la demande de Werlin Küssepfening, schultheiss de Colmar, le même évêque accorde, aux frais dudit schultheiss, de nouvelles lettres d'indulgences au chapitre de Saint-Martin. Il est probable que le produit de ces indulgences dut être appliqué à l'achèvement de la tour. — *Schœpflin*, *Als. illust.*, tom. V, pag. 188.

Louis Schnéegans, *Revue d'Alsace*, 1852, pag. 276, dit la même chose et ajoute que l'importante série de documents qui se rapportent à la construction du nouveau chœur ne s'ouvre qu'en 1350 par l'échange d'un terrain dont il sera question en temps et lieu.

Deux remarques sont à faire relativement à ces extraits :

Ils constatent en premier lieu que Conrad d'Urselingen

avait cessé d'être schultheiss en 1344 et que Werlin Kussepfenning était revêtu de cette dignité. On a vu que Conrad était encore en fonctions en 1341 ; il est donc probable que Werlin fut son successeur immédiat.

En second lieu, quand Schœpflin et Schnéegans écrivaient, la résolution du chapitre de Saint-Martin, prise en 1315, de remplacer l'ancien chœur par une construction nouvelle, et l'approbation de l'évêque de Bâle étaient encore dans l'oubli. On conçoit dès lors que ces historiens aient considéré les lettres d'indulgences qu'ils ont rencontrées comme ayant pour objet d'achever la tour. Or, nous pensons que toutes les parties de l'édifice, moins le chœur, étaient à peu près achevées en 1315, et que les ressources créées depuis, jusqu'en 1350, avaient pour but d'arriver au remplacement de l'ancien chœur par la construction du chœur actuel. Les événements survenus de 1315 à 1341 n'étaient pas de nature à favoriser l'exécution de ce projet ; en 1344, le schultheiss et le chapitre durent faire de nouveaux efforts pour être prochainement en mesure d'y mettre la main. On verra tantôt que, malgré de nouveaux obstacles, l'œuvre fut enfin commencée.

1345.

— Le 3 Mars, Colmar prend part au renouvellement de l'alliance conclue le 22 Mai 1343 pour assurer la tranquillité dans la province. Les seigneurs et les villes que nous avons désignés en 1343 sont encore tous parties contractantes. D'autres se joignent à eux dans l'acte de 1345 ; ce sont : Henri, *M* abbé de Murbach, pour les possessions de son abbaye ; Jeanne de Montbéliard, comtesse de Katzenellenbogen, pour le pays de Montbéliard ; Ulric-Thiébaud d'Asuel, bailli de la duchesse d'Autriche, pour le Sundgau ; Pierre de Bollwiller, landvogt de la Haute-Alsace, pour les possessions des ducs d'Autriche ;

et Hanneman de Haus, bailli d'Ensisheim, pour les mêmes ducs ; de sorte que ce nouveau traité d'alliance comprenait cette fois toute la province d'Alsace et l'Ortenau, où il s'agissait encore de se protéger mutuellement contre les bandes armées que le mouvement d'Armleder contre les juifs avait engendrées et qui désolaient le pays par leurs brigandages s'exerçant indistinctement sur les prêtres et les laïques, les chrétiens et les juifs. Les stipulations du traité sont à peu près les mêmes qu'en 1343 ; mais il doit durer du jour où il est signé, à Schlestadt le 3 Mars, jusqu'à la Saint-Grégoire (12 Mars ?), et de cette date pendant cinq années consécutives. Le traité est publié par Wencker, *de Usburgeris*, pag. 59-63, signalé par Schoepflin, *Als. diplom. tom. II*, pag. 180, par Böhmer, *loc. cit.*, pag. 246, et par Trouillat, *tom. III*, pag. 829.

— Le 28 Octobre, Berthold de Bucheck, évêque de Strasbourg, notifie au doyen et au chantre du chapitre de Saint-Martin de Colmar une bulle du pape Jean XXII, qui l'institue juge et conservateur des droits et privilèges des frères prêcheurs dans toutes les parties du monde « *Datum in Rubiaco.* » (original dans la collection de M. Zimberlin). — Trouillat-Vautrey, *tom. V*, pag. 691.

Il s'agit vraisemblablement de la notification de l'évêque datée de Rouffach, le 3 Mars, et non de la bulle de Jean XXII. Ce pape était mort le 4 Décembre 1334 et avait été remplacé par Benoît XII, mort le 25 Avril 1342. Lorsque Berthold notifia la bulle de Jean XXII au chapitre de Colmar et généralement à toutes les principales églises de son diocèse, Clément VI occupait le siège pontifical.

1346.

— Le 27 Mars, Louis de Bavière se trouvant à Marbach, en Wurtemberg, intervient en faveur des juifs de Colmar et de

Schlestadt. Les ducs de Wurtemberg, Eberhard et Louis, les attaquaient, par leurs mercenaires, au sujet des créances que les juifs avaient sur leur père, et que l'empereur avait cependant réduites, les juifs lui appartenant corps et biens, c'est-à-dire faisant partie du domaine impérial. Il prescrit à ses landvoegt d'Alsace, les comtes Frédéric et Louis d'Ettingen, de signifier aux ducs de Wurtemberg de cesser leurs attaques contre les juifs de ces deux villes et de ne plus inquiéter ces dernières à ce sujet. L'empereur va plus loin : il exige la restitution des titres de créances dont ils ont été déchargés. — *Bæhmer, reg. imp., Franckfort, 1839, pag. 156.*

— Charles, marquis de Moravie, fils de Jean, roi de Bohême, ayant été élu roi des Romains, le 11 Juillet, à Reus, par quatre électeurs Gibelins ou opposés à Louis de Bavière, ce dernier convoque les villes du Rhin à Spire, où leurs députés se réunissent au mois de Septembre et décident unanimement que les villes resteront fidèles à la cause de Louis, n'auront aucun égard à l'élection qui venait d'avoir lieu, ni à l'appui qu'elle recevrait de la part du pape d'Avignon, Clément VI, et ne permettraient point que des appels publics eussent lieu dans leur sein contre l'empereur Louis. — *Bæhmer, reg. imp., Franckfort, 1839, pag. 57 et 59.*

1347.

— Cependant Charles, marquis de Moravie, élu roi des Romains l'année précédente, était entré en Bavière où il commit quelques dégâts. Il se disposait à porter la guerre plus loin, lorsqu'il apprit la mort de Louis, frappé d'apoplexie, le 11 Octobre. Quelques seigneurs, le duc de Wurtemberg entre autres, s'étaient immédiatement déclarés pour Charles IV. Mais il y avait aussi des dissidents. Les villes étaient inquiètes sur le parti à prendre. L'évêque Berthold de Bucheck les convoque à Strasbourg, et les décide à se déclarer en faveur de

Charles IV. Ce dernier était d'ailleurs appuyé du crédit de la maison de Lichtenberg, dont un des membres, Jean, doyen du chapitre de la cathédrale et qui sera plus tard évêque, arrive à Colmar le 14 Novembre, chargé des pouvoirs de Charles IV, et confirme, en son nom, à la ville de Turkheim les droits, libertés et coutumes que lui avaient accordés les rois et empereurs précédents. La charte est dans la *Diplomatica de Schæpfflin*, tom. II, pag. 187.

— La charge de schultheiss de la ville de Colmar est engagée par l'empereur Charles IV, pour 200 marcs d'argent, à Burchard Munch de Bâle. Il ordonne que si ce schultheiss veut se démettre de sa charge, dans le délai de dix ans, (délai qui était probablement la durée de l'engagement), il soit proposé à la ville de l'acheter. — *Schæpfflin, Als. illust., tom. V, pag. 200 et note 9.*

Strobel dit, tom. II, pag. 247, que ce même Munch reçoit de Charles IV en engagement pour 1,000 marcs d'argent, la ville de Kaysersberg, le château de Plixbourg, le val de Munster et Turkheim. Ainsi, à l'avènement de Charles IV, le schultheiss de Colmar devient maître engagiste, pour l'empereur, de l'autorité sur Colmar et les places fortes d'alentour.

Que va être sous cet empereur et ce schultheiss le régime intérieur de la ville de Colmar ? sera-t-il Guelphe ou Gibelin, ou bien l'élément bourgeois continuera-t-il à forcer les partis de compter avec lui et de respecter l'indépendance de la ville libre ! Pendant dix ans la dictature des IX avait eu la main assez ferme pour mettre le pouvoir à l'abri des assauts que lui livraient les nobles ; elle avait aussi été assez sage pour ne pas les exclure absolument, tout en leur imposant des conditions propres à prévenir les collisions et à maintenir la tranquillité intérieure. De fait la bourgeoisie de Colmar était attachée à la cause de Louis de Bavière, non à celle des ducs

d'Autriche, parce que Colmar, ville libre et impériale, avait intérêt à relever directement de l'empereur, en un mot à sauvegarder son immédiate au lieu de la perdre en se plaçant, comme d'autres villes de la Suisse et du Sundgau, Ensisheim par exemple, sous la dépendance des subalternes de la maison d'Autriche. A l'expiration de la dictature décennale des IX, les passions étaient assez calmées pour que le magistrat reprît la direction des affaires dans les conditions normales. Mais à la mort de l'empereur tout peut être remis en question ; nous allons voir quelles mesures sont jugées nécessaires à l'avènement de Charles IV.

— On arrête un nouveau règlement en vertu duquel le magistrat sera, à l'avenir, de trois stettmestres et de vingt-quatre sénateurs, dont la moitié sera fournie par les clubs nobles, le *Wagkeller* et la *Couronne*, et l'autre moitié par les bourgeois. Mais comme des bourgeois riches étaient membres de ces clubs, le règlement a soin de stipuler que *huit* des douze sénateurs qu'ils sont appelés à nommer, seront pris parmi la noblesse ; de sorte qu'en réalité celle-ci ne participait à la formation du magistrat que dans la proportion d'un tiers. En même temps, il fut arrêté que chaque tribu se donnerait, par voie d'élection, un chef dont le pouvoir durerait également une année et qui, selon Billing, 2^e *sém.*, pag. 85, avaient ensemble pour attribution de contrôler la gestion des affaires, (*Zu Richtern gesetz wurden*).

Ce règlement est consenti pour dix années et garanti par Jean de Lichtenberg, en vertu des pouvoirs que Charles IV lui a conférés et dont on l'a vu tantôt faire usage à Colmar au profit de la ville de Turckheim.

On a vu encore qu'en 1331 le magistrat fut composé de quatre stettmestres et de vingt-quatre sénateurs élus dans la même proportion par les diverses tribus. L'organisation de 1347 dif-

fère donc de la précédente en ce que : trois stettmestres, au lieu de quatre, remplissent, à tour de rôle, pendant quatre mois au lieu de trois, les fonctions de chefs de l'administration. L'innovation ne consiste en quelque sorte que dans l'institution d'une doublure du sénat fournie par les tribus et dont les attributions et les prérogatives iront grandissant jusqu'à ce que le pouvoir local soit devenu tout à fait dépendant de ce nouvel élément. — Inutile d'ailleurs de faire observer que cette réorganisation laisse intactes les attributions du schultheiss. La ville n'y touchera que lorsqu'elle aura acquis pour elle cette dignité et qu'elle en aura obtenu la confirmation. Mais alors elle lui fera des conditions qui marqueront l'apogée du triomphe de la démocratie bourgeoise.

— L'empereur Charles IV, engage à Bourcart d'Eptingen et consorts, pour 200 marcs d'argent, la contribution que les juifs de Colmar paient à l'empire et qui s'élève à 20 marcs par an. C'était donc dix pour cent que les engagistes touchaient du capital fourni à l'empereur. — *X. Mossmann, étude sur l'histoire des juifs à Colmar, pag. 5.*

— Charles IV déclare les bourgeois de Colmar affranchis du droit de sauvetage ou de main-mise sur les marchandises naufragées, qu'exercent les habitants des bords du Rhin. Il ordonne que tous les objets sauvés du naufrage seront rendus à leurs propriétaires. — *Hunkler, pag. 80.* Nous ignorons la source de ce renseignement.

1348.

— Au mois de Janvier on sentit un tremblement de terre des plus épouvantables. Il y eut trente-six villes et châteaux qui furent renversés. La terre s'ouvrit en divers lieux et engloutit des villages et des hommes. — *Boyve, Annales du comté de Neuf-Chatel et Valangin, tom. I, 2^e partie, pag. 313.*

— Les nobles de Colmar avaient subi la réorganisation du

magistrat de l'année précédente ; ils ne l'avaient sollicitée ni acceptée. Le club du *Wagkeller* paraît cependant ne pas lui avoir opposé une résistance ouverte ; celui de la *Couronne* au contraire, qui se composait de seize nobles et de quatorze bourgeois notables, se mit, sous la bannière des Wittenheim, en hostilité avec la ville. « Les bourgeois furent les plus forts et appliquant aux dissidents la peine de leur parjure, ils les déclarèrent infâmes, privés du droit de bourgeoisie et confisquèrent leurs biens. » Jean de Rappolstein et Hugues de Hohenberg sont choisis comme arbitres du différend et il paraît que ces arbitres prirent fait et cause pour les Wittenheim et leurs adhérents. Colmar résista, s'empare du château de Girsperg à Walbach, qui servait de refuge à des partisans des Wittenheim et du club de la couronne. Cet acte de vigueur fut suivi d'un armistice qui devait durer de la Saint-Jean à la Saint-Martin. Les prisonniers faits de part et d'autre furent rendus, mais ceux qui furent pris à Walbach demeurèrent exclus comme gens dangereux et le château resta occupé par ceux de Colmar.—*Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 193, Billing, 2^e sér., pag. 4 et Musée pittoresque, pag. 127.*

— Le Landvogt, Jean de Fénétrange, qui venait de rétablir à Mulhouse les nobles que cette ville avait également expulsés, vient à Colmar avec la résolution d'en faire autant dans cette ville ; mais voyant que le peuple commençait à se mutiner, il se retira dans la persuasion que quand on ne se sent pas assez de force pour dompter une populace, il est de la sagesse de céder à ses premières fougues en attendant une occasion propre à la ramener à son devoir. *Laguille, tom I, pag. 289.*

La chronique de Mathias de Neubourg, *édit. de Studer-1867, pag. 150*, exprime le même sentiment ; mais elle ajoute des indications qu'il convient de retenir. Après avoir rétabli les nobles à Mulhouse, Jean de Fénétrange « vient à Colmar où

« il entre avec précaution. Il y trouve le peuple ému des mesures qu'il avait prises à Mulhouse et il jugea prudent de se retirer, car les Colmariens chassèrent Hennin de Wittenheim et les siens qui avaient longtemps dominé à Colmar. »

Cette mention nous semble impliquer que l'expulsion des Wittenheim et l'expédition contre le burg de Girsperg à Walbach furent la conséquence de l'arrivée du Landvogt à Colmar et des mesures qu'il venait de prendre contre les bourgeois de Mulhouse.

— On croit que le tremblement de terre survenu au mois de Janvier produisit des exhalaisons puantes qui causèrent une peste des plus terribles, qui dura trois ans et se répandit par toute la terre. Elle enleva 14,000 personnes à Bâle ; à Berne on en ensevelissait 60 par jour. Dans le couvent d'Engelberg, en Ergau, il mourut, dans l'espace de cinq mois, 116 religieuses. Il y en eut qui crurent que les juifs avaient empoisonné les fontaines et que cela avait causé cette contagion. A Berne, Zofingue et Bâle on les condamna à être brûlés. On en donna avis aux villes voisines. On en brûla 1,800 à Strasbourg. Une journée ayant été tenue à Benfeld, on résolut de les exterminer. — *Boyve, op. et pag. cit.* Les Annales d'Engelberg, ap. *Pertz, monumenta Germaniæ historica, tom. XVII, pag. 281*, font également mention de la grande mortalité que la peste occasionna en 1348 et 1349.

— Burghard Munch de Landscron, le jeune, est schultheiss de Colmar en cette année. — *Note fournie par M. Dietrich, chef de division à la préfecture, d'après la collection des sceaux en formation.*

Ce Burghard, le jeune, de Landscron, aurait donc exercé la fonction engagée à son parent, Bourcard Munch, de Bâle, l'année précédente par Charles IV, à son avènement à l'empire. Il la conservera encore plusieurs années, car on le retrouvera

à l'expiration de l'engagement décennal, donnant quittance à la ville pour ses honoraires. La famille des Munch était riche, car elle prêta souvent son argent aux têtes couronnées.— *Voy. sur cette famille, Aug. Quiquerez, Revue d'Alsace, année 1866, pag. 271 et suivantes.*

1349.

— Colmar, imitant l'exemple de Strasbourg, proscriit les Juifs. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 194.*

— Colmar imite l'exemple de Strasbourg et des autres villes voisines en brûlant les juifs. L'exécution eut probablement lieu au canton qui porte encore le nom de Fosse des juifs (*Judenloch*). Beaucoup d'enfants furent baptisés contre la volonté de leurs parents et furent ainsi arrachés aux flammes. Ce qui était dû aux juifs fut soldé par la destruction du créancier et le magistrat distribua aux bourgeois les biens qu'ils possédaient. — *Billing, 2^e sem., pag. 18.*

Nous ne trouvons nulle part d'indications aussi circonstanciées que les précédentes sur l'extermination des juifs à Colmar. Nous soupçonnons que Billing, se basant sur le nom du canton qui rappelle l'événement, a déduit sa relation de celle qu'il a trouvée pour Strasbourg. D'un autre côté, Billing se tait sur le mois et le jour où l'exécution de Colmar eut lieu. S'il est vraisemblable qu'elle ait été consommée en même temps qu'à Strasbourg, ce serait le 14 Février, quelques jours avant ou quelques jours après, car il est présumable que, malgré la journée de Benfeld, il s'est aussi trouvé à Colmar des hommes qui, par compassion ou par politique, ont fait des efforts pour conjurer cet attentat contre — nous ne dirons pas l'humanité, car pour le temps où nous sommes, ce mot n'a pas de sens — mais contre le domaine de l'empereur, les juifs étant sa chose. Ce qui est certain, c'est qu'avant le 2 Avril, Colmar avait encouru la disgrâce de l'empereur pour avoir,

comme la plupart des villes, attenté à son domaine en envoyant au feu ces pauvres victimes des fureurs religieuses.

— Le 2 Avril, Charles IV dépêche à Colmar le landvogt, Jean de Fénétrange, pour régler les difficultés survenues au sujet des biens des juifs qui avaient été immolés. Il lui donne plein pouvoir de relever les auteurs ou les complices de cette immolation des peines qu'ils ont encourues, à la condition toutefois que les biens des victimes seront remis au landvogt. Cette condition ayant été suffisamment remplie, Jean de Fénétrange délivre à la ville de Colmar l'absolution antidatée que l'empereur lui avait remise. X. *Mossmann, loc. cit., pag. 5.*

— Charles IV engage, le 4 Mai, à Jean de Fénétrange, pour mille marcs d'argent de Lorraine, Kaysersberg, Plixbourg, le val de Munster et Turckheim que Jean de Fénétrange reprend de Bourcard Münch de Bâle, moyennant 1400 marcs d'argent de Lorraine. — On se rappelle que ces mêmes lieux avaient été engagés l'année 1347 au dit Bourcard de Bâle pour 1000 marcs seulement. Il en touche 1400 pour les rétrocéder au landvogt l'année suivante et il est probable que les biens des juifs font les frais de la rétrocession, sans compter la part qui fut très-probablement délivrée en outre à l'empereur, si d'ailleurs rien ne resta encore dans les mains du négociateur de la restitution.

— Le 16 Septembre, Charles IV donne un rescrit, daté de Spire, par lequel il signifie au magistrat de Colmar que Jean de Rappolstein lui a justifié de la concession qui lui a été faite (par Louis de Bavière en 1331) de 300 livres de Bâle à prélever sur la part revenant à l'empire de la gabelle (umgelt) de Colmar, et que son intention est que la ville de Colmar le considère comme maintenu dans le bénéfice de cette concession.

— *Schæpflin, Als. dipl., tom. II, pag. 197.*

— La peste continue à régner, car nous trouvons dans les

éphémérides de Montbéliard, *page 377*, qu'au premier Octobre un tiers de la population de la ville a succombé au fléau.

— Il existait à Colmar un fondeur de cloches du nom de André (cloggnier.) Il fondit, pendant la peste, deux cloches pour la paroisse de Mutzig. L'une était dédiée à Saint-Maurice ; l'autre à la Sainte-Vierge. Elles ont été refondues en 1850, pour la même paroisse, par M. Edel de Strasbourg. Louis Schnéegans, *Revue d'Alsace, 1851, pag. 512*, révèle le fait et donne le dessin des deux cloches de 1349.

1350.

— Le 17 Juillet, la ville de Colmar est partie contractante au traité de paix qui est conclu entre le duché de Lorraine, les dynastes des environs de Colmar (Rappolstein, Géroldseck, Echery, Hattstatt, Girsperg) les villes de Strasbourg, Colmar et Munster. On s'engage réciproquement à ne point se rechercher pour les faits de guerre passés. La Lorraine rend les prisonniers qu'elle a faits, parmi lesquels se trouve un Henselin de Mullenheim, qui est tenu aussi de ne point rechercher le duché de Lorraine pour le fait de sa captivité et de celle de ses gens. — *Schæpflin, Als. diplom. tom. II, pag. 198-199.*

— Le 6 Août a lieu, entre la ville et le chapitre de Saint-Martin, un échange qui vaut à ce dernier une partie de rue et de communal, pour l'emplacement sur lequel doit s'élever le nouveau chœur de l'église dont l'architecte, Guillaume de Marbourg, mort le 12 Février 1366, est enterré dans la chapelle de Saint-Nicolas du cloître de la collégiale de Saint-Pierre-le-Jeune, à Strasbourg. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 188.*

On lit la même chose dans Billing, *1^{er} sér. pag. 356*, Hun-
kler, *pag. 168*, Louis Schnéegans, *Rev. d'Als., 1851, pag. 276*,
ainsi que Trouillat-Vautrey, *tom. V, pag. 693*. Ce dernier con-

fond cependant l'église de Saint-Pierre avec celle de Saint-Martin.

1352.

— Jean de Frobourg prend les armes contre Colmar. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 211.*

On se rend compte de cette laconique indication de Schœpflin par les informations suivantes :

— La destruction des juifs à Colmar avait porté atteinte non seulement au domaine impérial, mais encore aux intérêts de tous ceux qui avaient reçu des empereurs une délégation sur les mêmes juifs. Or, on a vu qu'en 1347, Charles IV avait engagé à Bourcart d'Eptingen et consorts, pour 200 marcs d'argent, la contribution que les juifs de Colmar payaient à l'empire. Lorsque le gage eut disparu, Bourcart fit valoir ses droits contre la ville et il trouva des auxiliaires parmi ses co-engagistes ; Jean de Frobourg était vraisemblablement du nombre. Cela explique l'acte d'hostilité dont il est question.

— Avec Bourcart d'Eptingen, le conflit dégénéra en hostilités ouvertes. Le réclamant trouva des alliés dans sa famille. Mais le 12 Juin il signa, à Sainte-Croix, une paix de 50 ans avec la ville de Colmar, s'engageant, pour tout ce temps, à ne pas faire valoir ses droits contre elle et à lui dénoncer dix ans avant l'expiration du délai, les hostilités si jusque là il n'avait été satisfait. Dans cette transaction intervinrent Berthold de Bucheck, Burcart et Conrad Munch de Landscron, parent du réclamant et schultheiss de Colmar. Mais le même jour Bourcard d'Eptingen donnait, sous main, quittance pleine et entière à la ville de tout ce qu'il avait à prétendre d'elle. — *X. Mossmann, Histoire des juifs à Colmar, pag. 6.*

On prévoit de reste que Burchard d'Eptingen étant désintéressé par la ville, où son parent était d'ailleurs schultheiss, le traité de paix de 50 ans n'était pour la ville qu'un moyen dé-

tourné pour se débarrasser des réclamations des co-engagistes de Burcard d'Eptingen.

— Le 4 Septembre, Jean Senn, de Munsingen, évêque de Bâle, assigne à Conrad Schecken, chantre de Saint-Martin de Colmar, à l'occasion d'une somme de 100 marcs d'argent prêtée à l'église de Bâle, une rente annuelle de quatre chars de vin blanc sur les dîmes épiscopales de Hunawihir ou de Riquewihir si les premières manquaient.— *Trouillat, tom. IV, pag. 29-30.*

— Le 15 Avril, Charles IV est à Mulhouse : c'est de cette ville qu'il écrit au magistrat de Strasbourg d'envoyer deux membres du Sénat près de lui à Kayzersberg afin de terminer les difficultés qui se sont élevées, à propos des guerres, entre la ville de Strasbourg et celles de Colmar, Schlestadt, Turckheim et Munster. — *Schœpflin, diplom., tom. II, pag. 204.*

Un diplôme publié par Hugo, *Monum. sacr. ant., tom. II, pag. 291*, en faveur de l'abbaye de Pairis, constate que l'empereur était en effet à Kayzersberg le 5 Mai. Nous ne découvrons rien concernant son intervention entre Colmar et Strasbourg.

— Le III des calendes d'Octobre, la veille de Saint-Michel (23 Septembre), le frère Jean de Riche, de l'ordre de Saint-Jean, meurt et est enterré dans la chapelle de la commanderie de Colmar. — *Billing, Mss. inéd. de M. Ig. Chauffour.*

1354.

— Charles IV est à Schlestadt et relève Colmar du ban de l'empire. — *Schœpflin, illust., tom. V, pag. 210.*

D'autres après Schœpflin font mention de cette particularité et n'expliquent pas les causes de la disgrâce. Hunkler, *pag. 115*, dit qu'il est permis de penser que, dans ces temps de troubles, ce fut une nécessité pour l'empereur de faire de la compression.

Les faits qui ont précédé permettent, peut-être, d'expliquer la mesure de rigueur dont Colmar avait été l'objet. Le magistrat et la bourgeoisie étaient fermes à l'encontre des deux partis nobles ; la ville avait conquis son indépendance à l'égard de ces deux partis ; elle la défendait victorieusement et s'affranchissait, jusqu'à un certain point, de l'influence des évêques de Bâle et de Strasbourg, ainsi que de celle des autres seigneurs du pays, artisans des troubles et auxiliaires des princes qui se disputaient eux-mêmes le pouvoir impérial. Il se peut que l'année précédente la ville de Colmar n'ait pas répondu à l'attente du souverain lorsqu'il la convoqua à Kaysersberg pour applanir les différends que les guerres avaient engendrés, et que pour cette raison ou toute autre résultant de la politique suivie par la ville, elle ait alors été mise au ban de l'empire ; car il n'est pas admissible que si la conciliation eût été faite en 1353, la ville de Colmar eût été encore au ban de l'empire en 1354. On la trouvera plus tard encore frappée de la même disgrâce et on en découvrira la cause dans des événements du même genre qui auront précédé.

— Tandis qu'il se trouvait à Schlestadt, Charles IV accorda, le 10 Mai, à la ville de Munster les droits et privilèges qu'Adolphe de Nassau avait accordés en 1292 à la ville de Schlestadt et confirmés en 1293 à celle de Colmar. « Il statua en même temps que s'il s'élevait des altercations entre le sénat et les citoyens de Munster, le sénat de Colmar les déciderait comme arbitre. » — *Grandidier, Vues pittoresques de l'Alsace, art. Munster, pag. 19*, d'après *Schæpflin, diplom., tom. II, pag. 204*. Hunkler, *pag. 80*, place par erreur ce fait en l'année 1347.

— Le jour de l'Ascension, Charles IV arrive à Colmar où il est reçu comme le libérateur de la ville. — *Schæpflin, Billing et Hunkler, op. cit., pag. 199, 67 et 156*.

C'est la première apparition de cet empereur dans les murs de Colmar. Il avait sans doute évité d'y entrer l'année précédente, lorsque de Mulhouse il se rendit à Kayzersberg.

— Charles IV ajoute au statut de Colmar que des voies de fait suivies de blessures seront assimilées au meurtre. — *Schæpflin, Billing et Hunkler, pag. 113 et 44.*

— La ligue des dix villes impériales d'Alsace reçoit sa constitution définitive par un diplôme de Charles IV, daté de Ratisbonne le 28 Août. Le diplôme est publié par Schæpflin, *diplom., tom. II, pag. 207-209.*

— Ce prince, trop faible et trop éloigné de nos contrées pour les défendre, engage lui-même les villes de *Haguenau, Wissembourg, Colmar, Schlestadt, Obernai, Rosheim, Mulhouse, Kayzersberg, Turckheim et Munster* (10 villes, — décapole), à s'unir étroitement, leur prescrit les conditions de la confédération et nomme le préfet ou avoué impérial pour terminer leurs différends. La confédération de 1353 fut depuis renouvelée à différentes reprises, mais le nombre des villes varia quelques fois. Il en resta finalement dix qui reconnurent constamment l'autorité du préfet ou avoué impérial résidant à Haguenau. — *Grandidier, vues pittoresques de l'Alsace, art. Kayzersberg, pag. 4-5.*

Le *Musée pittoresque, pag. 127*, ajoute que Colmar obtint de bonne heure une influence prépondérante dans cette confédération, et que ses députés, avec ceux de Haguenau, représentaient seuls les dix villes aux diètes de l'empire.

1355.

— Pour donner à la ville de Colmar le moyen d'éteindre ses dettes, Charles IV l'autorise à établir temporairement un droit de pesage et de mouture (*Pfundzoll et Mahlzoll*) dont la moitié du produit revenait aux cours supérieure et inférieure (c'est-à-dire au prieuré de Saint-Pierre ou église de Payerne

et à la cour inférieure ou église de Constance). — *Schœpflin, illust., tom. V, pag. 196 ; Billing, 2^e sem., pag. 35, et Hun-
kler, pag. 48.* Le premier ajoute que ce droit fut maintenu
dans la suite, et le dernier, qu'il fut de 4 pfennings par livre.

— On charge une magistrature temporaire de quatre mem-
bres de diriger l'emploi des ressources affectées à la construc-
tion du chœur de Saint-Martin, jusqu'à l'achèvement des tra-
vaux, y compris les chapelles rayonnantes, les stalles et les
autels. — *Musée pittoresque, pag. 118.*

— Les nobles de Wittenheim, Hugon, comte de Hohenberg,
Petermann de Steinbach, Sigismond de Hadstatt, et d'autres se
liguent contre Colmar. — *Schœpflin, illust., tom. V, pag. 211.*

Schœpflin ne dit pas précisément que ce fut en cette année.
Mais en raison de l'attitude que vont prendre les Wittenheim
et leurs adhérents, nous jugeons que la ligue était un fait ac-
compli à l'époque où nous sommes arrivé.

1356.

— Nous sommes en présence d'un titre que nous allons
faire connaître et dont nous essaierons de dégager le sens his-
torique en nous aidant des faits qui ont précédé et de ceux
qui vont suivre. Nous présentons l'analyse de cette pièce d'a-
près M. Mossmann, *Recherches sur l'ancienne constitution de
Colmar, pag. 56-57 du bulletin de la société pour la conserva-
tion des monuments historiques, année 1862.*

« Le dimanche de la Quadragésime (13 Mars) 1356, le bailli
provincial, Burcard, burgrave de Magdebourg « considérant
« qu'il a reçu mission de l'empereur de *prévenir* et de *détour-*
« *ner*, en Alsace, les dangers qui menacent l'empire et les in-
« *dividus* ; et préoccupé des désordres qui ont *déjà eu lieu* à
« Colmar et qui *peuvent encore survenir*, » institue, par forme
d'injonction à la ville, un pouvoir nouveau qu'il importe de
bien connaître.

« C'est un collège de vingt-trois membres. Les vingt premiers sont élus par chacune des vingt tribus (un par tribu). Deux autres sont pris dans la noblesse par le conseil (le sénat en fonctions). Ces derniers doivent être « deux hommes « d'honneur, les plus pacifiques qu'il se pourra. »

« Les Vingt-deux, ainsi nommés, aidés du conseil (sénat), se choisiront un chef ou président tiré du sein de la commune, chargé de convoquer le collège qui lui devra obéissance en tant qu'il sera besoin.

« Tous les bourgeois indistinctement devront prêter serment aux Vingt-trois. »

« Son action, dit plus loin M. Mossmann, se limitait aux interrègnes. Pendant toute leur durée, le collège devenait une sorte de comité de salut public, investi d'une véritable dictature. La moindre résistance à ses ordres était punie d'un exil perpétuel, de la perte de tous les droits à Colmar, de la confiscation de tous les biens, meubles et immeubles, moitié au profit de l'empereur, moitié au profit de la ville (qui dut s'engager à les conserver et à ne les rendre en aucun cas.) L'autorité des Vingt-trois n'expirait que le jour où le nouvel empereur était élu par la majorité des électeurs et reconnu par les villes impériales. Le bailli mande aux nobles qui habitent Colmar où qui viendraient à l'habiter, de jurer obéissance aux Vingt-trois en apposant leurs sceaux à l'ordonnance. Il prescrit que chaque année, au renouvellement du magistrat, le conseil (sénat) et la communauté prêteront serment de maintenir l'institution (*bundnisz*) des Vingt-trois. »

Le texte désigne les élus pour chacune des vingt tribus, les deux nobles amis de la paix, choisis pour faire partie du collège et le président pris, de concert avec le sénat, dans la communauté. Il importe d'en retenir les noms.

Ce sont : 1° Burklin Rebmman, pour la tribu des *Marchands*;

2° Amand Herbigel, pour celle des *Gourmets* (Vinlütten); 3° Werner de Limperg, pour celle des *Laboureurs*; 4° Amand Egeloff, pour celle des *Blatiers* (Kornlütten); 5° Henri Kappler, pour celle des *Vignerons*; 6° Nicolas Wassermann, pour celle des journaliers agriculteurs (?) (Medern); 7° Hesse, pour celle des *Boulangers*; 8° Meingass, pour celle des *Tanneurs*; 9° Hiltenbrant, pour celle des *Cordonniers*; 10° Amand de Strazburg, pour celle des *Bouchers*; 11° André, fondeur de cloches, pour celle des *Maréchaux*; 12° Clevelin Keser, pour celle des *Jardiniers*; 13° Wincke, derrière le magasin au sel, pour celle des *Meuniers*; 14° Pierre Koch, le jeune, pour celle des *Epiciers* (kremeren-marchands détaillants). 15° Kunemann, pour celle des *Pelletiers*; 16° Jeklin Zertuben, pour celle des *Tonneliers*; 17° Walther Ziegler, pour celle des *Tailleurs de pierres*; 18° Heintzmann Reinbolt, pour celle des *Tisserands*; 19° Fritschlin Buchlin, pour celle des *Pêcheurs* et 20° Bertholt Gœcklin, pour celle des *Tailleurs*.

Sont choisis dans la noblesse : 1° Cuntzmann de Wittenheim, dit le milieu (Alber) et 2° le chevalier Amand Schultheisse.

Les vingt-deux qui précèdent et le sénat élisent pour président (Obmann) Jean Wurmelin et lui jurent obéissance.

Les nobles qui ont leur résidence fixe à Colmar sont dénommés dans l'ordonnance; ce sont : 1° Syfrid Schultheisse; 2° Burkart de Mittelnheim; 3° Henri de Wittenheim; 4° Gotzin de Norggasse; 5° Amand Schultheisse; 6° Cuontz de Wittenheim, le Milieu, (Alber); 7° Cuontz de Wittenheim, le cadet (Leutsche); 8° Burcard de Wittenheim, l'ainé (Meiger); 9° Hugues de Wittenheim, le denier (Hirt); 10° Wollin de Morswiller; 11° Otton de Girsperg; 12° Merklin de Ruost; 13° Bitter de Beblenheim; 14° Werlin de Wittenheim, dit Gigenagel (le ménétrier?); 15° et 16° les frères Conrad et Pierre de Blens-

wilr ; 17° Pierre de Herenkein ; 18° Weltschin de Wittenheim ; 19° Heinzin Joche ; 20° Amand Werlin, fils de feu Thumherre ; 21° Ruestelin de Morswiller ; 22° et 23° Werlin et Clevelin d'I-senbourg ; 24° Charles de Soultzbach, et 25° le gentilhomme Pierre Resselin qui, tous, sont tenus de respecter l'ordonnance et de s'y soumettre en y appendant leurs sceaux.

Les nobles qui ne sont pas compris dans l'acte et qui ne l'ont pas signé, ne sont pas moins tenus de le respecter et de se soumettre aux prescriptions. Le noble absent de Colmar, et qui pour ce motif n'aurait pu y adhérer, devra le revêtir de son sceau dès qu'il rentrera en ville.

On a vu que l'ordonnance est datée du 13 Mars : le 5 Mai, les chevaliers Walther de Beblenheim et Cunon de Westhus, les gentilshommes Walther Stainhel et Cunon Kelbelin y adhèrent par lettre spéciale. Ces quatre derniers, avec les vingt-cinq précédents forment en tout un groupe de 29 nobles dont les sceaux sont appendus à l'ordonnance à côté du grand sceau de la ville.

La mesure décrétée par l'envoyé de l'empereur démontre jusqu'à l'évidence l'extrême tension des esprits dans la ville de Colmar à l'encontre des nobles, car il est probable que le magistrat, c'est-à-dire le sénat, fut pour quelque chose dans l'adoption de cette mesure préventive. S'il ne la sollicita point, il dut s'y montrer favorable, puisque l'ordonnance le fait intervenir pour le choix des deux nobles du collège des XXIII et la désignation de son chef ou président. Dans tous les cas, il est certain que si le landvogt n'eût pas été assuré de répondre au sentiment général de la bourgeoisie, il n'aurait pas décrété « au nom et pour le bien de l'empereur » la situation dure et humiliante faite aux nobles, dans la vue de prévenir le retour des troubles auxquels il est fait allusion dans les considérants de l'ordonnance.

L'intérêt de l'empire et l'intérêt de la ville libre étaient le même en cette occasion : Pendant le règne de Louis de Bavière, les nobles *Rouges* veulent se saisir exclusivement de l'autorité dans la ville afin de maintenir la place dans la dépendance des ducs d'Autriche, leurs suzerains ; les nobles *Noirs* la leur disputent pour être agréables à Louis et servir leurs intérêts privés. Fatigué de ces luttes et consultant l'intérêt de la ville, la bourgeoisie expulse cette démagogie nobiliaire et s'empare du pouvoir de la même façon qu'une année plus tard la bourgeoisie de Strasbourg émancipera son autorité locale à l'occasion du conflit de la Rue-Brûlée, suite de la division entre les Zorn et les Mullenheim, chefs de partis, ayant à peu de chose près les mêmes mobiles que ceux de Colmar. Une dictature de vingt années tient ces partis en respect dans la ville de Colmar et leur impose la soumission ; mais le dernier engagement décennal qu'ils ont juré touche à sa fin ; il va expirer en 1357 et déjà les Wittenheim se sont ligüés contre la ville avec des nobles du dehors, les dynastes de Hadstatt et d'autres, ainsi qu'on l'a vu en 1355. Tout pouvait être remis en question si des mesures n'étaient prises avant l'expiration de l'engagement des nobles à respecter l'ordre établi dans la ville, et un renversement pouvait être nuisible à l'empire comme à la bourgeoisie ; ç'aurait été en effet le retour à la division précédente, car si le club des *Noirs* établis au Waggeller ne donnait aucune inquiétude depuis la mort de Louis de Bavière, il n'en était pas de même du club des *Rouges* établis à la Couronne et où dominait l'influence des Wittenheim, c'est-à-dire du parti des ducs d'Autriche. Le magistrat et la bourgeoisie avaient fait preuve d'une force et d'une énergie suffisantes pour conjurer un tel événement en temps ordinaire, mais il pouvait survenir telle circonstance où le magistrat, tiraillé par les événements, aurait besoin d'être vigoureusement soutenu ; la mort

de l'empereur, par exemple, ou une nouvelle coalition d'électeurs pour opposer un empereur nouveau à l'empereur régnant; ainsi que cela était déjà arrivé. Maître de l'empire dès 1354, année de son couronnement, Charles IV ne laissait pas que d'éprouver des embarras, en Bohême surtout, ce qui le tenait constamment loin de l'Alsace. Son landvogt, après avoir essayé d'imposer au magistrat de Strasbourg l'exécution de l'article 15 de la fameuse constitution nommée Bulle d'or, article qui interdisait aux villes impériales le droit de recevoir bourgeois les hommes des seigneurs voisins, à la puissance desquels ils échappaient en devenant bourgeois de villes libres, arrive à Colmar et y rend l'ordonnance qui nous occupe. Elle constitue un fait si singulier dans l'existence politique de l'ancienne ville libre, qu'il nous a paru nécessaire d'essayer de le caractériser.

Le landvogt laisse intacte l'organisation du magistrat, auquel les nobles fournissent un tiers des membres qui le composent; mais il institue, à côté de cette autorité régulière, un pouvoir exceptionnel tiré du sein des corps de métiers, et il motive cette institution par la crainte de voir se renouveler les troubles dont la double élection de 1314 a été la source, en opposant l'un à l'autre Frédéric-le-Beau et Louis de Bavière. Les nobles de Colmar sont nommément placés dans la plus rigoureuse suspicion et le pouvoir est concentré plus énergiquement encore qu'auparavant entre les mains d'une bourgeoisie qui défendait intelligemment ses droits et ses privilèges, la sécurité de la ville et avant tout son immédiatité.

De telles précautions révèlent un danger imminent: la compression le conjurera pour un temps plus ou moins long, mais l'explosion aura lieu dès que les nobles croiront le moment venu.

— Le 20 Juillet, Henri de Rædersdorff, prévôt, Conrad *M.*

Hartmann, doyen, le chapitre de Colmar, le schultheiss, le burgermeister et le conseil de la ville font une convention pour assurer la reconstruction du chœur de l'église de Saint-Martin. Le chapitre déclare abandonner, pendant quinze années consécutives, les revenus des prébendes dites *Biennia*, évalués à 30 petits florins de Florence qui seront versés chaque année et accumulés pendant quinze ans. Si l'un des chanoines meurt dans cet intervalle sans fonder d'anniversaire, les survivants affecteront une livre denier à ce service. Ils ajouteront encore annuellement 50 livres denier bâlois, prélevées sur les offrandes, aux sommes affectées à la reconstruction du chœur. — De leur côté les bourgeois de Colmar abandonnent à l'œuvre, aussi pendant quinze ans, les donations faites à l'église, soit par legs ou autrement, en habits, chevaux, harnais, argent et biens de toute espèce, de même que le produit des cloches. Les biens de l'église Saint-Martin seront vendus, à l'exception des prés et de deux maisons, dont l'une située dans la *rue de l'église*. Ils solliciteront leurs schultheiss, quels qu'ils soient, d'affecter à la même destination l'argent qui leur revient de leurs fonctions, comme le fait Bourkard Münch et comme ses prédécesseurs l'ont déjà fait. Pour assurer l'exécution de la convention, le chapitre délègue son prévôt, Henri de Rædersdorff et l'écolâtre Werner de Wittenheim. Les bourgeois délèguent Philippe de Kindsperg et Jean de Jebnheim, dit Wurmelin. — *Trouillat, op. cit., tom. IV, pag. 666.*

— Tremblement de terre, le jour de Saint-Luc évangéliste (19 Octobre). — *Annales d'Engelberg, apud Pertz, mon. Germ. hist., tom. XVII, pag. 281.*

— Il y eut cette année une peste générale et on sentit plusieurs secousses d'un tremblement de terre épouvantable qui fit de grands dégâts en divers lieux. Le 19 Octobre, une partie de la ville de Bâle fut renversée ; il n'y eut qu'environ cent mai-

sons qui subsistèrent. Les habitants sortirent de la ville et campèrent sous des tentes pendant toute l'année. Cent personnes furent écrasées. Plusieurs châteaux furent renversés, entr'autres ceux de Délémont, de Vrobourg, de Lowenberg, de Mersbourg, de Blochmont, de Thierstein, de Landskron, de Newenstein, de Pfeffingen, de Bärenfels, de Scholberg, de Monchsberg, d'Angenstein, de Reichenstein, de Birseck, de Münchenstein, de Beuren, de Ramstein, de Gilgenberg, de Schauenberg, de Wartenberg, de Landescher, de Hasenbourg, de Steinbrunn, de Biederthal, de Heitwiller, de Wildenstein, d'Eptingen, de Homberg, de Frobourg, de Farnsbourg, de Falckenstein, de Bechbourg, de Wartbourg, de Liestal, de Dorneck, etc. Les villes de Strasbourg, de Fribourg en Brisgau, de Colmar et de Mulhouse, etc., envoyèrent des hommes pour aider les bourgeois de Bâle à relever les ruines de leur ville. — *Boyve, annales du comté de Neuf-Châtel et Valangin, tom. 1, liv. II, pag. 327-328.*

La chronique des dominicains de Guebwiller, pag. 42, ajoute que pendant presque toute l'année on ressentit des secousses de tremblement de terre en Alsace, jusqu'à Strasbourg, mais qu'elles n'occasionnèrent pas de dommages notables. Voy. au surplus Grandidier, *œuv. inéd. inéd., tom. IV, pag. 208.*

1357.

— On rencontre Bourcard Münch de Landskron comme schultheiss de Colmar en cette année. Il donne à la ville quittance de la somme de 285 marcs d'argent, pour ses honoraires. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 200 et note 7.*

On a vu qu'en 1347, le schultétat de Colmar avait été engagé par Charles IV, pour 200 marcs d'argent, à Bourcard Münch de Bâle. On a vu que dès l'année suivante, cette fonction était remplie par le jeune Bourcard Münch de Landskron. On a vu que l'une des conditions de l'engagement portait que

si l'engagiste voulait se défaire de la charge dans le cours de dix ans il fût proposé à la ville de l'acheter. Ces faits étant acquis, voici incontestablement l'interprétation qu'il faut leur donner.

A la mort de Louis de Bavière, Charles IV, qui avait besoin de beaucoup d'argent pour faire prévaloir ses droits, écarter ses compétiteurs, acheter des auxiliaires, le duc de Wurtemberg entr'autres, eut recours aux trésors des Münck de Bâle, qui lui prêtèrent pour dix ans des sommes importantes et auxquels il donna en nantissement Kaysersberg, Turckheim, Plixbourg, le val de Munster et le schultétat de Colmar. Jean de Fénétrange dégage à son profit, en 1349, les premiers de ces endroits, et en 1357, année de l'expiration de l'engagement du schultétat, Colmar rembourse le prix de l'engagement audit Munck de Landskron qui, dès ce moment, cesse d'être schultheiss de Colmar. Il semble donc qu'à partir de 1357, la ville de Colmar fut en possession du schultétat, c'est-à-dire du droit de nommer elle-même son schultheiss. Mais si cela paraît certain, nous ne trouvons, parmi les documents à notre disposition, aucune preuve directe qui établisse le fait d'une manière positive.

— Le magistrat de Colmar veut soumettre le chapitre de Saint-Martin à sa juridiction en matière civile. Les bourgeois de Schlestadt, choisis pour arbitres, déclarent que le chapitre doit continuer à être affranchi de cette juridiction. — *Schœpflin, illust., tom. V, pag. 189.*

Au mois de Juin, Colmar prend part au siège et à la destruction ordonnés par l'empereur Charles IV, le 7 Mai, de la ville et du château de Seltz ainsi que de Hagenbach, devenus un refuge de brigands occupés à dépouiller les voyageurs et les marchands sur les routes et à exercer une piraterie très-nuisible au commerce de la navigation sur le Rhin. L'expédi-

tion a lieu sous le commandement du landvogt Burcard, burgrave de Magdebourg.— *Wencker, collecta archivi et cancellariæ jura, pag. 377-378.*

1358.

— « Il se forme à Colmar une faction de nobles et de patri-
ciens qui se nomme la *Schebler* ? Ils envahissent violemment
« le sénat et sont, pour ce fait, bannis par le duc d'Autriche,
« Rodolphe, qui était vicaire de l'empire. » *Chronique des*
Franciscains de Colmar.

Nous empruntons cet extrait à Billing, *2^e sém. pag. 178*, qui le place entre guillemets, comme nous venons de le faire. Cela prouve que Billing avait entre les mains ladite chronique, le 25 Octobre 1777. On ne sait ce qu'elle est devenue depuis. Billing ajoute que les auteurs de cet acte de violence, nobles mécontents, s'étaient soulevés contre l'autorité du magistrat et celle du landvogt ; que cela mit le duc Rodolphe dans la nécessité de s'emparer de la ville pour y rétablir l'ordre.

Steyrer, vie d'Albert-le-Sage, *pag. 265*, Hunkler, *pag. 116*, Dillemann, *pag. 377* et le *Musée pittoresque, pag. 128*, rapportent le fait en y ajoutant des détails que nous résumons pour compléter la chronique des Franciscains.

Les révoltés chassent le schultheiss, déposent le magistrat et s'emparent de la ville. Le duc Rodolphe ne laisse pas longtemps la révolte impunie : il intervient avec les forces de la décapole, fait le siège de la ville, la prend d'assaut, et punit sévèrement les auteurs de la rébellion. Leurs maisons sont rasées et il est défendu de relever jamais aucun édifice sur le sol qu'elles ont occupé. Des inscriptions menaçantes, tracées sur les ruines des maisons détruites, transmettent le souvenir de cet acte de haute justice impériale.

A l'époque où Billing écrivait, c'est-à-dire en 1777, on voyait encore en ville deux pierres portant les inscriptions

dont il s'agit : l'une, dit cet auteur, était murée au pignon de l'ancienne maison Linck (de Thurnebourg) qui devint plus tard la maison Moog et qui était alors celle du maréchal-commandant, située dans la rue des Blés, en face de l'école militaire (ancienne maison du poète Pfeffel); l'autre était au bas de la rue des Marchands, à la maison *Zum Hirschelmann* (l'homme au cerf).

Les deux dalles dont il est question existent encore : la première est à la place même où Billing l'a vue ; mais elle est aujourd'hui dissimulée, pour le passant, par une construction moderne occupant la surface du jardin que l'inscription dominait en 1777, lequel jardin était probablement le sol même sur lequel reposait la maison rasée en 1358 ; la seconde dalle a subi un déplacement depuis l'époque où Billing écrivait : elle était alors murée au-dessus de la porte d'entrée par une tourelle de la maison à l'enseigne de l'homme au cerf ; elle dominait également un carré plus ou moins régulier dont la partie longeant la rue est surbâtie et dont le surplus forme cour intérieure. Ce carré était vraisemblablement aussi le sol qu'occupait la maison rasée en 1358 et à laquelle se rapporte la dalle. Les propriétaires actuels, Messieurs Chevalier, l'ont fait murer à la paroi intérieure et au côté droit du porche donnant accès dans la cour, au bas de la rue des Marchands. Cette inscription étant connue et d'un abord facile, nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps ; la première, au contraire, sans différer de la seconde quant au texte, se trouve dans des conditions qui nous engagent à la reproduire d'après le dessin que M. Goutzwiller, secrétaire en chef de la mairie, a bien voulu préparer.

Cette charte lapidaire se lit ainsi, mot à mot :

Alors que l'on comptait, depuis la naissance du Seigneur, treize cent cinquante-huit ans, le lundi après la Sainte-Agnès,



le sérénissime prince, Rodolphe duc d'Autriche, étant vicaire de l'empire dans toute l'Alsace, a jugé et condamné une révolte qui a eu lieu contre le landvogt, le bourgmestre et le sénat de Colmar, et pour cela a fait raser cette maison qui ne devra plus être rebâtie, en éternelle commémoration.

Le lundi après la Sainte-Agnès était le 22 Janvier. Cette date prouve que les rebelles saisirent l'occasion du renouvellement annuel du magistrat pour s'emparer du pouvoir et de la ville. On se souvient en effet que ce renouvellement avait lieu chaque année douze jours après Noël. L'année 1357 était l'année où expirait la soumission que les nobles avaient signée en 1347 pour une période décennale; mais on a vu qu'en 1356 le landvogt était à Colmar, qu'il visita peut-être fréquemment jusqu'après ce renouvellement de 1357, de sorte que la révolte fut ajournée à l'année suivante, c'est-à-dire au renouvellement de 1358, époque à laquelle le landvogt était occupé à purger la basse Alsace du brigandage qui la désolait. Le club de la Couronne et ses adhérents crurent le moment favorable et le 12^{me} jour après Noël, soit le 6 Janvier, il s'empara du pouvoir et de la ville, mettant ainsi à néant tout ce qui avait été fait depuis vingt ans et notamment l'ordonnance de 1356 rendue par le landvogt. Le gendre de Charles IV, le duc Rodolphe, qui était vicaire de l'empire en Alsace, accourt à la tête des milices de la décapole, fait le siège de Colmar et il en est maître le 22 Janvier, comme le prouve l'inscription. La ville aurait donc été au pouvoir des rebelles pendant environ quinze jours.

L'opération du renouvellement annuel du magistrat avait, sans aucun doute, été empêchée par la sédition. On y procéda vraisemblablement dès que Rodolphe eut repris la ville aux insurgés et l'eut rendue à sa vie régulière. Cette opération était accomplie le 29 Janvier et, chose assez singulière, il paraît

qu'aulieu de nommer *trois* bourgmestres on en institua *quatre*, qui, avec « les sénateurs légalement élus et les agents nom-
« més par le sénat avaient pleins pouvoirs de juger et d'ad-
« ministrer conformément aux *anciens droits, franchises et*
« *coutumes de la ville, sauf les cas réservés à l'empire.* »

C'était donc un retour à l'organisation de 1331, année de l'expulsion des *Rouges* et des *Noirs*, de l'institution de la dictature des IX dont les pouvoirs, renouvelés pour cinq ans le 27 Mai 1336, expirent en 1341, époque à laquelle le magistrat parait avoir repris l'exercice de son pouvoir régulier jusqu'en 1347, année de la mort de Louis de Bavière et de l'avènement de Charles IV, de la maison de Luxembourg. En cette année, une réorganisation est décrétée et garantie pour dix ans, par Jean de Lichtenberg, envoyé de Charles IV. Trois bourgmestres et vingt-quatre sénateurs composent le magistrat; chacune des vingt tribus élit un chef et les vingt réunis exercent, sous une forme mitigée, l'ancienne dictature des IX que l'on peut considérer à Colmar comme l'origine du pouvoir que les tribus ou corps de métier exerceront d'une façon prépondérante sur l'administration de la fortune publique et le gouvernement politique de la ville libre. Sous la garantie décennale de Jean de Lichtenberg, les tribus et le magistrat répriment la levée de bouclier des nobles en 1348, font justice du burg de Girsperg à Walbach et des ennemis auxquels il servait de retraite, traversent la période du tremblement de terre, de la peste, de l'immolation et de la spoliation des juifs, se maintiennent jusque vers la fin de la période décennale garantie par Jean de Lichtenberg, soit jusqu'au 13 Mars 1356, moment où le landvogt, Burcard, burgrave de Magdebourg, intervient pour ériger ces mêmes chefs de tribus en collège des XXIII, renforce l'autorité qu'ils avaient conquise en plaçant à leur tête un président (Obmann) qui la résume; puis ce

collège disparaît un instant avec le magistrat tout entier, sous la révolte des nobles, pour renaître, modifié à quelques égards, mais de plus en plus souverain, ainsi qu'on le verra bientôt, c'est-à-dire en 1360

Disons d'abord que par son ordonnance du 29 Janvier de cette année, le duc Rodolphe ordonne que tous les habitants, depuis l'âge de quatorze ans, prêteront chaque année, le lundi de Pentecôte, serment au landvogt, au schultheiss et au magistrat de la ville. Cette date du lundi de Pentecôte nous semble prouver que le renouvellement du magistrat et des chefs de tribus fut fixé pour l'avenir, à la Pentecôte même, au lieu du 12^{me} jour après Noël ainsi que cela avait lieu. Quant à la formule du serment, elle avait été concertée entre le duc Rodolphe, l'évêque de Strasbourg, l'abbé de Murbach et les villes de la décapole. Il serait intéressant de connaître ce document, ne fût-ce que pour faire pendant au *Schwærbrieff* de Strasbourg de 1482, si d'ailleurs il ne devait apporter de nouvelles lumières pour l'histoire de Colmar. M

Rodolphe prescrivit encore des mesures pour le cas où de nouvelles émeutes surgiraient dans la cité : il fut ordonné aux bourgeois de se ranger, au premier signal des troubles, sous la bannière de leur tribu respective ; puis à chaque tribu de se mettre à la disposition du bourgmestre, lequel, entouré des tribus, arborerait la bannière de la ville et se rendrait auprès du schultheiss ou du landvogt si celui-ci se trouvait à Colmar. Il fut interdit aux nobles, en cas de troubles, de s'armer sans l'ordre ou la permission du schultheiss. Des tavernes ouvertes depuis peu furent fermées et le droit d'autoriser l'ouverture de nouvelles fut réservé à l'empereur ou au landvogt. La répression fut complétée par une mesure préventive très-rigoureuse. Rodolphe exigea de vingt-deux nobles et de seize bourgeois faisant partie des clubs du Wagkeller et de la Couronne

leur adhésion, par serment, au régime rétabli et pour chacun d'eux un garant auprès du magistrat. Leur renonciation au droit de bourgeoisie ne pouvait les relever de l'engagement. *Schœpflin, Al. ill., tom. V, Billing, 2^e sém. Hunckler et le Musée pittoresque, pag. 202, 103, 87 et 128.*

Le bannissement était de droit pour les plus compromis et il y en eut sans doute beaucoup qui se placèrent dans cette catégorie, car on verra bientôt le magistrat user de clémence envers eux en leur permettant de revenir en ville. Ce sont, sans doute, les maisons des principaux qui furent démolies et l'on se contenta, à l'égard de ceux qui étaient restés en ville, du serment qui leur fut imposé et des otages, ou cautions, qu'ils durent fournir au magistrat.

1359.

— Les nobles bannis à l'occasion de la révolte de l'année précédente rentrent en ville. Le landvogt impérial (Bourcard, burgrave de Magdebourg) et le landvogt des ducs d'Autriche, ainsi que les villes de l'Alsace supérieure contribuèrent efficacement à leur retour. Mais ils furent obligés de se soumettre à un serment plus sévère que précédemment. Parmi les principaux on trouve : les chevaliers Henri, Cunon, Bourcard et Hugon de Wittenheim ; les gentilshommes Frédéric Schultheisse ; Werlin, Bentz et Nicolas de Wittenheim ; Clevelin d'Isenbourg ; Martin de Ruost ; Karlemann de Soultzbach et Walther de Stameheim ; les frères Rulmann et Fritschmann de Sundhoffen ; Weltschin de Woffenheim ; Clevelin et Werlin de Lagelnheim. — *Schœpflin, Als. illust., tom. V, pag. 194.*

Presque tous les noms qui précèdent se retrouvent dans l'ordonnance de 1356 ; ceux qui y font défaut étaient vraisemblablement sortis de la ville et c'est à eux que fait allusion l'article de l'ordonnance prescrivant aux nobles absents d'apposer leurs sceaux à ladite ordonnance dès qu'ils reviendraient en

ville. Or il ne parait pas qu'ils y soient revenus, puisque l'ordonnance est veuve de leur adhésion ou plutôt de leur soumission. Walther de Stameheim, les frères Rulmann et Fritschmann de Sundhoffen, Weltschin de Woffenheim, Clevelin et Werlin de Lagelnheim, sont du nombre des absents, c'est-à-dire de ceux qui avaient préféré l'exil à la soumission humiliante que tous les Wittenheim avaient acceptée, sauf à trahir leur serment à la première occasion qu'ils jugeraient être favorable.

La répression avait été prompte et sévère ; mais il semble que c'est précisément en raison de cette sévérité qu'une transaction fut jugée nécessaire par le landvogt même dont l'autorité avait été méconnue. Peut-être prit-il lui-même l'initiative de cette mesure de conciliation, comme aussi il peut se faire qu'il ait jugé prudent de céder à l'intervention de Frédéric de Teck, landvogt des ducs d'Autriche dans leurs possessions du Sundgau, et des villes de Schlestadt, Kaysersberg, Obernai, Rosheim, Turckheim et Munster, parties intervenantes dans la transaction. Toutefois deux des exilés, Conrad de Wittenheim, dit Leutsch, et Philippe, dit Bitter de Beblenheim, demeurent exclus des bénéfices de cet acte. Ils étaient vraisemblablement les principaux fauteurs de la révolte et il se peut que les maisons rasées, dont l'attestation lapidaire est conservée, soient précisément celles qui leur appartenaient.

1360.

— Une bulle du pape Clément VII, datée d'Avignon, le 27 Février, accorde des indulgences de quarante jours aux vrais pénitents qui fréquenteront la chapelle du sacré-sang de Notre-Seigneur, de Saint-Jacques et de Saint-Philippe, de Saint-Dominique et de Sainte-Barbe, érigée près de l'église Saint-Martin de Colmar ; qui y accompliront certaines dévotions à des jours déterminés, ou qui fourniront à la fabrique du lumi-

naire, des ornements, des livres, des calices, de l'or ou de l'argent, ou qui lui viendront en aide de toute autre manière, et qui prieront pour le seigneur Philippe, fondateur de la chapelle et pour la dame Heylevic, son épouse, ainsi que pour le seigneur Jacques de Tanne, chanoine du chapitre, et à l'intercession duquel la fondation a été faite, et pour le repos de tous ses parents, amis et bienfaiteurs. — *Trouillat, tom. IV, pag. 681-682.*

Deux autres documents qui existent à Colmar vont nous permettre de reconstituer avec certitude l'histoire de la fondation à laquelle se rapporte la bulle dont l'original est aux archives de Porrentruy.

Le premier est une charte du chapitre de Saint-Martin publiée par *M. Paul Huot* dans les *Curiosités d'Alsace, 2^e année, pag. 181-182.* — Le 29 Janvier 1297, le chapitre agréa la fondation d'un anniversaire qui sera célébré à perpétuité dans l'église collégiale à la mémoire de Saint-Dominique (mort le 6 Août 1221). Cette fondation est faite par une religieuse d'Unterlinden, la sœur Catherine, fille du chevalier Hesso de Kientzheim. Elle y affecte un revenu annuel de trente sols bâlois, équivalant, dit *M. Huot*, à 170 francs de nos jours. Bien que toute la somme ne fût pas affectée à la célébration de l'anniversaire, il paraît certain qu'une chapelle ou un autel dédié à Saint-Dominique fut créé dès ce moment dans l'église collégiale.

Le second est une pierre tombale réfugiée aujourd'hui au musée d'Unterlinden, grâce à une circonstance que nous devons rappeler.

Il y a deux ou trois ans, c'est-à-dire en 1865 ou 1866, le clergé de Colmar résolut de rendre à sa première destination un coin borgne qui servait, depuis un temps immémorial, à la remise du menu mobilier de l'église. L'entrepreneur se mit à



l'œuvre et bientôt l'encombrement eut disparu. L'enduit ancien tomba sous le marteau de ses ouvriers et fut remplacé par un enduit nouveau destiné à recevoir une ornementation semblable à celle de la chapelle de la vierge, restaurée quelque temps auparavant. Les dalles furent enlevées du sol et des dalles nouvelles prirent la place des anciennes, dévolues à l'entrepreneur ; bref, la « restauration » était achevée depuis quelques mois, lorsque le hasard amena un de nos archéologues contemporains, M. Dietrich, sur le chantier d'un constructeur, où il remarqua une dalle portant l'image, en intaille, d'un ecclésiastique tenant un calice, et autour de la dalle une inscription en lettres onciales. Après avoir pris connaissance de ce monument, M. Dietrich s'informa de la provenance et apprit que c'était le dernier débris du dallage de la chapelle formant saillie au sud de l'église de Saint-Martin, entre l'ancienne porte du transept et la petite porte d'entrée sur la place d'armes. Disons de suite que, dans l'intérieur de la chapelle, à la clef de voûte, et au sommet extérieur des deux murs latéraux formant contreforts en pignons, se remarque l'écusson du fondateur dont le nom va nous être révélé dans un instant.

Le lendemain de la découverte, M. Dietrich, assisté de M. le docteur Faudel, se rendit de nouveau sur le chantier de l'entrepreneur, M. Molly, qui s'empressa d'abandonner la dalle à ses visiteurs et au profit du musée où elle se trouve en ce moment. Nous la reproduisons d'après le dessin que M. Ch. Goutzwiller a bien voulu préparer. Nous lui devons cette déférence parce qu'elle est le titre original de la fondation.

L'inscription se lit ainsi :

L'an du Seigneur mille trois cent cinquante-huit, le XVIII des calendes d'Octobre, est mort le sire Philippe-Hunolt de Limperg, chapelain de cette chapelle. — Son père et sa mère. — Qu'il repose en paix !

Il résulte de l'ensemble de ces documents :

1° Qu'en 1297 une première chapelle, ou autel, consacrée à Saint-Dominique, fut établie dans la collégiale de Saint-Martin et desservie par un chapelain, bénéficiaire des revenus de la fondation, augmentés successivement par des bienfaiteurs dont les archives de Saint-Martin révéleraient peut-être les noms ;

2° Qu'en 1358 Philippe-Hunolt de Limperg en était le chapelain ;

3° Qu'à sa mort, arrivée au mois d'Octobre de cette même année 1358, un des chanoines du chapitre, Jean de Thann, obtint du père et de la mère du défunt la fondation de la chapelle qui existe et dont l'intérieur a été réparé ;

4° Que Philippe-Hunolt de Limperg fut enterré au milieu de ladite chapelle, où ses restes reposent encore aujourd'hui ;

5° Qu'à l'achèvement de l'édicule, son père et sa mère firent placer sur sa tombe le monument funéraire que l'on en a expulsé et que M. Dietrich a sauvé de la destruction ;

6° Que le premier autel consacré à Saint-Dominique et à Sainte-Barbe, fondé en 1297, et dont Philippe-Hunolt de Limperg était le chapelain en 1358, lorsqu'il mourut (*capellanus hujus capellæ*), fut rétabli dans la nouvelle chapelle fondée par le père et la mère du défunt, aux sollicitations du chanoine Jacques de Thann ;

7° Que la chapelle, agrandie, fut placée sous le vocable du Sacré-Sang, dédicace de l'autel principal installé au fond, tandis qu'un troisième, établi en face de celui de Saint-Dominique et de Sainte-Barbe, fut dédié à Saint-Philippe et Saint-Jacques, patrons de Philippe de Limperg et de Jacques de Thann ;

8° Qu'en 1360, année à laquelle nous sommes arrivé, le pape confirme la fondation et accorde quarante jours d'indul-

gences aux fidèles qui suivront les exercices religieux dont la chapelle agrandie est devenue le théâtre ou qui feront à la fabrique des dons en objets divers, en espèces d'or ou d'argent, devant sans doute contribuer à la subsistance de deux ou trois chapelains attachés au service des trois autels.

Et 9^o que l'écusson de la clef de voûte et des contreforts extérieurs représente les armoiries de la famille de Limperg, portant : de sable, chapé d'argent.

La famille de Limperg n'est autre que la famille de Limbourg, dont un membre deviendra, en 1541, évêque de Strasbourg.

— Le magistrat consacre à la construction du chœur de Saint-Martin tous les revenus libres de l'église. — *Musée pittoresque*, pag. 118.

— Les Münch de Landskron tiennent en fief cent hectolitres ^M de froment et d'orge sur la dîme épiscopale de l'évêché de Bâle à Colmar. — *Trouillat*, tom. IV, pag. 148.

— L'empereur Charles IV prend sous sa protection les dominicains de Colmar et leur accorde des privilèges. — *Chronique des Dominicains de Guebwiller*, pag. 43.

— A l'organisation du magistrat de 1347, on substitue une organisation nouvelle qui est approuvée par Charles IV. Le sénat est augmenté d'un Settmestre et de deux sénateurs. Le nombre des nobles et des tribuns (chefs de Tribus) reste le même qu'auparavant. — *Schœpflin, illust.*, tom. V, pag. 201 ; *Billing*, 2^e sém., pag. 85 et *Hunkler*, pag. 81.

M. Mossmann, pag. 63 et 64 du bulletin cité, donne des détails plus circonstanciés sur la nouvelle organisation du magistrat. Ces détails sont tirés du titre même dont l'original existe aux archives de la ville et auquel Schœpflin a demandé, sans aucun doute, l'extrait que nous lui avons emprunté.

Ce titre est une ordonnance du landvogt, Burcard, burgrave

de Magdebourg. Elle est datée du 15 Mars. Le nombre des sénateurs est porté à trente. Les tribus continuent à en fournir vingt, c'est-à-dire les deux tiers. Les dix autres sont pris : huit parmi les nobles et deux parmi les bourgeois admis dans leurs clubs, le Waagkeller et la Couronne. « Il est dit expressément que ces dix derniers devront être pris parmi les « signataires de l'acte de pacification du duc Rodolphe d'Autriche. »

C'est de l'acte du 29 Janvier 1358 qu'il s'agit. La stipulation implique donc l'exclusion du magistrat des nobles qui ont été réadmis en ville en 1359 et dont nous avons donné les noms.

Le nombre des bourgmestres est ramené à trois au lieu de quatre : deux bourgeois et un noble.

L'ordonnance stipule en outre que les vingt tribus éliront chaque année leurs chefs le même jour qu'aura lieu l'élection du magistrat, et que ces vingt chefs auront place aux séances du sénat « sur le même pied que les sénateurs titulaires. »

En réalité le sénat se composait donc de cinquante membres ayant voix délibérative, dont vingt-sept avec le titre de sénateurs, trois avec celui de bourgmestres et vingt avec celui de chefs de tribu. On peut inférer de ce chiffre énorme de représentants pour une population qui n'avait peut-être pas la moitié de l'importance, en nombre, qu'elle a aujourd'hui, qu'avec le roulement annuel chaque bourgeois pouvait arriver aux affaires pendant une année au moins dans l'espace de dix ans.

Le jour du renouvellement annuel demeure fixé ou est fixé à la Pentecôte et le lendemain pour le jour du serment que chaque bourgeois doit prêter au nouveau magistrat. Le lundi de Pentecôte était donc le *Schwœrtag*. La formule était probablement celle qui avait été concertée en 1358 par le duc Rodolphe et dont nous avons déjà parlé.

A la Pentecôte on désignait également les trois élus appelés à remplir, à tour de rôle, pendant quatre mois chacun, les fonctions de bourgmestre. Le tour du bourgmestre noble est fixé aux quatre mois du second tiers de l'année, de sorte que, au commencement et à l'expiration des pouvoirs annuels le bourgmestre en fonction était un bourgeois.

Mais voici le point culminant de l'innovation : Les bourgmestres sont dominés par l'un des vingt chefs de tribus adjoints au sénat. Ce chef est aussi élu à la Pentecôte et prend le titre d'Obrismestre. Il est le véritable chef militaire de la commune, car c'est lui qui a la garde de la bannière de la ville — *Vexillum civitatis*.

Quand les chefs de tribus, ses pairs, ne peuvent tomber d'accord sur le choix, le landvogt ou son représentant (le schultheiss ?) et le sénat se joignent aux tribus pour faire l'élection et celui des chefs de tribus qui réunit la majorité relative des suffrages est légalement institué obrismestre.

Huit tribus sont placées sous ses ordres directs et se mettent à sa disposition en cas de danger. Les douze autres tribus sont attribuées aux trois bourgmestres, quatre pour chacun, et se rallient à l'Obrismestre gardien du drapeau. Si l'Obrismestre meurt, on procède à son remplacement immédiat, d'après les formes de l'élection annuelle.

Les membres sortants sont rééligibles, mais de manière à ce qu'il y ait toujours deux fois autant de bourgeois ou plébéiens que de nobles.

A la mort de l'empereur, les élus en fonctions demeurent investis de leurs pouvoirs jusqu'à ce que la ville ait reconnu le nouveau souverain, lui ait prêté hommage et juré obéissance.

Les actes antérieurs, les diplômes impériaux notamment et les lettres de soumission données à la ville par les nobles sont

réservés et continuent à avoir leurs effets. Si les nobles et les bourgeois admis dans leurs clubs viennent à enfreindre l'acte de pacification du 29 Janvier 1358, donné par le vicaire de l'empire, le duc Rodolphe, le landvogt se réserve la faculté de rapporter l'ordonnance de réorganisation pour revenir au mode d'élection des bourguemestres et du sénat en usage précédemment.

Cette réorganisation de l'autorité à Colmar ayant lieu le 15 Mars 1360, le landvogt décide que les pouvoirs des élus continueront jusqu'à la Pentecôte 1361, époque désormais fixée pour les élections annuelles.

Telle est la substance de l'acte de réorganisation du magistrat, réorganisation qui deviendra définitive lorsqu'elle aura reçu l'approbation de l'empereur, et qui régira la commune pendant une série d'années que la suite de cette chronique déterminera. Mais avant d'aller plus loin, quelques remarques nous semblent nécessaires pour indiquer la portée historique de ce document capital, entre tous ceux qui se rapportent à la constitution de la ville de Colmar.

I. Et d'abord, l'ordonnance du landvogt n'était pas une aggravation des mesures adoptées précédemment. La réserve finale, prévoyant l'abrogation et le retour à l'ancien mode de constitution des pouvoirs, si de nouveaux troubles survenaient, prouve suffisamment que l'ordonnance était considérée comme résumant le régime régulier qui convenait à la ville et dont le fonctionnement devait adoucir, en régularisant leur application, les mesures transitoires que les circonstances avaient successivement rendues nécessaires.

II. Il est évident que l'ordonnance dont il s'agit résume, développe et régularise toutes les combinaisons, toutes les mesures temporaires, tous les essais et toutes les prescriptions spéciales que l'on a vus se succéder dans la constitution du pouvoir

et son exercice, depuis 1331 jusqu'en 1360, et que dès lors, sauf les diplômes des empereurs et les gages donnés par les nobles à la ville, les actes constitutifs antérieurs à l'ordonnance sont abrogés par la promulgation de cette même ordonnance.

III. Il est patent que la prépondérance de l'élément plébéen ou bourgeois reçoit une consécration souveraine dans cette réorganisation des pouvoirs ; que non-seulement elle lui est garantie quant au nombre des membres qui composent le magistrat, mais encore quant à l'exercice du pouvoir militant ou de la dictature qui lui est exclusivement déferé en cas de troubles intérieurs ou de danger public. Car que sont les tribuns avec leur Obrismestre adjoints au sénat, si non la constitution permanente et régulière de la dictature des IX de 1331 à 1336, puis à 1341 ? du collège des XXIII, de 1352 à 1356 ? C'en est le calque fidèle avec la substitution, à l'*Obmann* des XXIII, de l'*Obrismestre* des XX tribuns, gardien du drapeau. La manifestation régulière de l'idée mère dont Jean Roesselmann fut le représentant malheureux en 1262, c'est la dictature des IX de 1331 ; elle se développe sous l'influence des faits et gestes d'une noblesse séditeuse et arrive, après soixante dix-sept années d'agitations et de luttes civiles, à prendre, sous la protection du souverain, le premier rang militaire de la cité.

Elle ne tardera pas à aller plus loin, car l'œuvre ne sera achevée qu'après la conquête graduelle des postes et des prérogatives qui ne sont pas encore dans sa main. On la verra y arriver et former bientôt une démocratie bourgeoise aussi âpre que la classe noble qu'elle aura vaincue, puis composer, à son tour, pour faire place à d'autres qui recommenceront l'évolution.

IV. On se demande ce que devient le schultheiss sous le régime nouveau, si même la fonction continua à être remplie ? Il semble, en effet, que depuis la constitution de la décapole,

l'institution d'un vicaire de l'empire en Alsace et celle d'un landvogt en résidence il n'y a plus, pour le schultheiss à Colmar, surtout dans les temps de troubles et de réorganisation fréquente du magistrat, qu'une place bien effacée. Cependant l'ordonnance paraît consacrer la permanence du schultheiss, lorsque le landvogt réserve l'intervention de son représentant pour l'élection de l'Obrismestre en cas de désaccord des chefs de tribus. Si le schultétat fut maintenu — ce qui ne nous paraît pas douteux — il est apparent aussi que cette fonction, la principale autrefois, fut considérablement amoindrie à Colmar pendant tout le règne de Charles IV, car jusqu'à la mort de cet empereur (en 1378), nous n'en trouvons plus de traces aussi fréquentes ni aussi précises qu'auparavant. Ainsi de 1357, année à laquelle la ville remboursa à Burcard Munch, le jeune, de Landscron, lieutenant de l'engagiste de 1347, le prix de l'engagement, nous ne trouvons plus, dans les documents à notre disposition, le nom d'aucun schultheiss jusqu'en 1362. Si cette charge fut à la collation de la ville à partir de 1357, il se peut que la majorité plébéienne du magistrat en revêtit l'un des siens, dont le nom, plus obscur que ceux de ses devanciers, est jusqu'à présent demeuré inconnu dans l'histoire. C'est une lacune que nous devons signaler à cause des circonstances exceptionnelles dans lesquelles elle se produit.

D'autres lacunes ont précédé celle-ci, et nous devons dire qu'elles seraient plus nombreuses encore sans le concours toujours gracieux de M. Diétrich, chef de division à la préfecture. Au moyen de ses notes et de la collection de sceaux qu'il a commencée pour le musée, il est parvenu à enrichir notre liste des schultheiss rangés, dans ce travail, à leurs places chronologiques. Nous aurions voulu remplir les vides que nous avons remarqués dès le début, parce que cela aurait complété la base d'un travail que nous considérons comme fort impor-

tant pour l'histoire d'une ville libre impériale. Il s'agit de ce que nous appellerons le LIVRE DES CONSULS DE COLMAR, comprenant non-seulement les prévôts (*schultheiss*), mais encore les bourgmestres, les membres du sénat (*Rath*), les IX et les XXIII dictateurs, les Obrismestres et généralement ceux qui leur succéderont jusqu'à la réunion à la France ou même jusqu'à la révolution. Ce serait le *livre d'or* de la cité. Pour recomposer l'histoire d'une ville libre d'Alsace, il y a bien d'autres terrains à explorer que celui sur lequel nous ramassons les lambeaux épars du passé pour essayer de l'éclairer au moyen d'un peu de méthode et de critique. Notre sigillographie politique, par exemple, mérite une attention spéciale. Cette branche de la science archéologique offre un vaste champ à des études qui apporteraient un appoint précieux à l'histoire proprement dite. Il est donc à désirer que les efforts de M. Dietrich soient secondés et encouragés par tous ceux qui sont animés de l'amour du sol natal.

Une dernière observation dans le même ordre d'idées.

Jusqu'à présent, il a été question, à plusieurs reprises, de la bannière de Colmar : nous nous sommes livrés à d'infructueuses recherches pour ajouter, à la mention de ce monument, quelques indications descriptives à défaut de l'image qui aurait fait pendant à celle que nous possédons de l'ancienne bannière de Strasbourg. C'est donc encore une lacune à enregistrer. Nous pensons que c'est surtout dans les documents inédits du XIV^e siècle que doivent exister des informations à ce sujet. Colmar a fourni son contingent militaire à l'empire et à ses alliés ; il est probable que des pièces émanant soit de la commune, soit du souverain ou de ses représentants en Alsace et se rapportant au drapeau, existent aux archives ; il est possible aussi qu'elles fourniraient des renseignements sur les modifications qu'il peut avoir subies aux di-

vers changements du régime intérieur ou à l'avènement des différentes dynasties à l'empire. La dissertation *de Vexillo imperiali*, d'Ulrich Obrecht, ne nous fournit rien de particulier. C'est donc aux archives qu'il faut demander la lumière.

1361.

— Par un diplôme, daté de Prague le 15 août, Charles IV donne son approbation à l'ordonnance du landvogt de 1360, portant réorganisation du magistrat. L'empereur ajoute aux prérogatives de l'Obrismestre le droit de convoquer les chefs de tribus quand il le jugera opportun. Le diplôme est aux archives de la ville. — X. *Mossmann*, pag. 65 du bulletin cité.

Ainsi, à la Pentecôte 1361 avait eu lieu le premier renouvellement du magistrat sur le pied de l'ordonnance du landvogt et, après environ dix-huit mois d'essai de ce régime, l'empereur lui donne la sanction souveraine et renforce l'autorité de l'Obrismestre, en la complétant par le droit de convoquer les chefs de tribus quand et quantes fois il le jugera à propos.

— Charles IV affranchit de tout droit fiscal les marchandises des Colmariens, naufragées sur le Rhin. *Schæpflin*, *Als. illust.*, tom. V, pag. 196 et d'autres après lui.

1362.

— Le jour de Saint-Urbain, évêque (25 Mai), se trouvent réunis à Colmar : 1. Jean de Lichtenberg, évêque de Strasbourg ; 2. Jean Senn de Munsingen, évêque de Bâle ; 3. Jean, évêque de Coire, chancelier des ducs d'Autriche et leur fondé de pouvoirs en Alsace et en Souabe ; 4. Jean, abbé de Murbach ; 5. Jean, comte de Habsbourg ; 6. Jean et Hugues, comtes de Furstemberg ; 7. Jean-Louis et Simon de Lichtenberg ; 8. Othmann d'Ochsenstein ; 9. Walther et Henri de Geroldseck, dits de Twingen ; 10. Jean, Ulrich et Brunon de Rapolstein ;

11. Jean et Frédéric de Geroldseck ès Vosges ; 12. Henri de Geroldseck, seigneur de Lahr ; 13. Les bourgmestres (pour les conseils et les bourgeois) des villes de Strasbourg, Bâle et Fribourg ; 15. Le chevalier Stislaw de Witenmül, sous-landvogt d'Alsace ; 15. Les schultheiss et bourgmestres (pour les conseils et les bourgeois) des villes de Haguenau, Colmar, Wissembourg, Schlestadt, Obernai, Rosheim, Mulhouse, Kayzersberg, Turckheim, Munster et Seltz ; 16. Berwart, bailli de Riquewihr, pour les bourgeois et ressortissants de la seigneurie de Wurtemberg, à l'effet de conclure une alliance ayant pour but d'assurer la sécurité de leurs territoires respectifs et de sauvegarder les gens et les biens qui leur appartiennent. Cette alliance, qui doit durer depuis le 25 Mai, jour de sa conclusion, jusqu'à Noël de la même année, est jugée nécessaire pour résister aux bandes anglaises (*in gemeine rede die Engellender*) qui dévastent la France. Il est stipulé par les contractants : que si un de leurs ressortissants aide de ses conseils ou de ses actes les dites bandes, le seigneur ou la ville dont il dépend le fera punir ; que dans le cas où ces Anglais envahiraient le territoire de l'un ou de plusieurs des alliés, les autres devront accourir à leur secours, en s'interdisant de faire de cette clause un prétexte pour commettre des dégâts ou des dommages dont ils deviendraient responsables ; que s'il devait arriver qu'il fallût entrer en campagne contre ces bandes, les alliés s'engagent à prendre des mesures efficaces pour protéger contre le vol, l'incendie, le rapt des denrées ou marchandises, le pays occupé. Celui des alliés qui se rendra coupable de faits pareils sera privé de la protection des autres. Cette alliance embrasse le territoire depuis Saint-Hypolyte, Montbéliard et Belfort jusqu'à Wissembourg et du Rhin aux Vosges, sur la rive gauche du fleuve et sur l'autre rive, depuis l'Oos jusqu'à Rheinfelden, les droits de l'empereur,

quant au maintien ou à la dissolution de l'alliance, demeurant réservés. Le texte de ce traité est publié par Schilter dans sa *Chronique de Kœnigshoven*, pag. 887-891.

Presque tous nos auteurs font mention de cette alliance, mais dans des termes qui ne peuvent rien ajouter à ce que nous venons de demander au texte. Nous nous dispensons donc de renvoyer à leurs ouvrages. Toutefois une remarque nous semble nécessaire. Les bandes auxquelles l'alliance fait allusion ont été l'objet de dénominations diverses dans les livres que nous consultons. On les a appelées : *Sociétés*, *Comitives*, *Grande-Compagnie*, *Routiers*, *Malandrins*, *Tard-venus*, *Ecorcheurs*, *Anglais*, *Compagnie-blanche*, transformée par quelques-uns en *Compagnies-franches*, *Bandes de l'Archiprêtre*, etc., et de ces diverses dénominations est née une déplorable confusion dans les esprits, notamment par rapport à une autre invasion de l'Alsace qui eut lieu dix années plus tard sous la conduite d'*Enguerrand*, sire de Coucy, dont il sera question en temps et lieu. Il n'est donc pas sans utilité de consigner ici quelques indications propres à dissiper cette confusion et à préparer le lecteur à l'intelligence des faits relatifs à l'histoire de Colmar que nous aurons à signaler.

L'origine des cinq premières dénominations est bien antérieure au temps où nous sommes arrivé. Le glossaire de Ducange l'explique aux mots : *Societates*, *Comitivae*, *Rutari* et *Malandrinus*. C'est donc par évocation de souvenirs antérieurs, que le XIV^e siècle désigna les bandes qui s'organisèrent à la faveur des violences du temps, ravagèrent plusieurs des provinces de la France et firent enfin irruption en Alsace.

A la suite de l'invasion du Querci, de l'Auvergne, du Limousin, du Poitou et de la Touraine, en 1356, par 12,000 hommes sous la conduite du prince de Galles et favorisés par le roi de Navarre, le roi Jean II, dit Jean le bon, livra bataille

à l'envahisseur, près de Poitiers, le 19 Septembre 1356, fut défait par lui, devint son prisonnier et fut emmené en Angleterre où il demeura jusqu'à la paix conclue le 7 Mai 1360. Après la défaite et la paix, les armées se désorganisèrent et donnèrent naissance aux bandes ou sociétés de gens armés qui désolèrent les provinces, notamment de 1361 à 1362, époque à laquelle nous sommes arrivé et où la ville de Colmar s'allie avec les principaux Etats de l'Alsace pour se garantir de l'invasion.

Bertrand Guesclin, dans sa chronique, décrit comme suit la composition de ces bandes :

..... et estoient à foison
Gens de maint pays et de mainte nation,
L'un Anglois, l'autre Escot, si avoit maint Breton,
Hanuyers et Normans y avoit à foison,
Par li pays aloient prendre leur mansion,
Vingt-cinq capitaines trouver y pouvoit-on
Chevaliers, Escuyers y avoit ce dit-on
Qui de France exillier avoient dévotion
Et il n'y demeuroit buef, vache, ne mouton,
Ne pain, ne char, ne vin, ne oye, ne chapon,
Tout pillart, meurtrier, traiteur, et felon
Estoient en la route dont je fais mention.

Plus loin il désigne ainsi les bandes espagnoles :

Et je vous chanterai une bonne chanson
De Bertrand de Glaisquin dont je fais mention,
De la compagnie blanche, dont je fu compaignon.
Il y avoit en l'Ost chevalier ne garçon
Qui ne portast la croix blanche comme coton,
Pourtant la blanche compaignie les appeloit-on.

Ainsi, en désignant sous le nom d'*Engellender* les bandes contre lesquelles on se précautionnait, le traité de Colmar,

rapporté par Schilter, n'implique nullement que l'Alsace était menacée d'une invasion anglaise.

Notons encore que dès la fin de l'année 1362 où nous sommes et surtout en 1363, la France songe à diriger ces bandes contre les Turcs, afin d'en débarrasser les provinces qu'elles ravageaient. Or, l'Alsace était sur leur chemin, et cela explique surabondamment pourquoi les Etats se réunirent à Colmar pour organiser les moyens de défense.

Dix ans après la présence des bandes en Alsace, sous la conduite de l'Archiprêtre pour se rendre en Hongrie, ce sera la possession même de la Haute-Alsace qui sera le sujet d'une invasion nouvelle par des bandes analogues, sous la conduite d'Enguerrand de Coucy, pour un fait se rattachant à la maison d'Angleterre et à celle d'Autriche. On verra le dénouement de ces deux invasions aux années 1365 et 1375.

1363.

— Le 28 Février, les principaux Etats d'Alsace sont de nouveau réunis à Colmar et renouvellent l'alliance conclue le 25 Mai de l'année précédente contre les bandes qui désolaient la France et qui menaçaient d'envahir l'Alsace. Ce renouvellement est signalé par la chronique des Dominicains de Guebwiller, *pag. 44, note 1*, comme faisant partie du *Codex (inédit) de la décapole*.

— Le II des nones d'Avril, Pierre de Stauffen, chevalier de la commanderie de Saint-Jean de Colmar, meurt et est enterré dans la chapelle de la commanderie. — La dalle qui recouvre sa tombe a été découverte devant la porte de la chapelle. — *Billing, mss. inéd. de M. Ig. Chauffour*

— Le 21 Octobre, Jean Senn de Munsingen, évêque de Bâle, assigne une rente annuelle et rachetable de dix chars de vin nouveau sur les dîmes épiscopales de Turckheim, Ingers-

heim, Niedermorschwir, Wintzenheim et Wittolsheim ; et de 100 quartants (viertel) de céréales dans le décanat *Inter colles*, à Elisabeth, épouse de Jean de Bechbourg, pour la somme de 1500 florins qu'il en a reçus. Les cent hectolitres de froment seront livrés à Colmar entre les mains de l'intendant de l'évêque et aux frais, risques et périls des décimés à la Saint-Martin. — *Trouillat, tom. IV, pag. 202-204.*

— Charles IV défend au magistrat de séquestrer les biens du meurtrier s'il ne prend pas la fuite. Si au contraire il a fui, ses biens seront, après le prélèvement des frais de condamnation, divisés en trois parts : l'une sera remise à ses héritiers et les deux autres appartiendront aux juges. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 202-203 ; Billing et Hunkler, pag. 113 et 44.*

— Le magistrat donne, après la Fête-Dieu, un règlement portant que le bois de construction provenant des forêts de la ville ne sera plus accordé qu'à ceux qui construiront des maisons s'élevant au moins d'un étage au-dessus du rez-de-chaussée. Cette faveur sera aussi accordée à ceux qui édifieront ce que l'on appelle réellement une maison, c'est-à-dire une habitation avec pignon. Pour la construction de chacune de ces maisons, il sera accordé trois arbres. — *Note fournie par M. Dietrich, chef de division à la préfecture.*

1364.

— Jean de Munsingen, évêque de Bâle, ordonne au chapitre de Saint-Martin de Colmar, de ne plus porter d'aumusses garnies de fourrures tachetées ; que si les chanoines prétendent résister à l'ordre de l'évêque en prétextant que la permission d'en faire usage leur a été accordée par lui, ledit évêque révoque et annule cette permission. — *Donné à Delémont l'an 1364.*

— Appel et protestation solennelle des chanoines de l'église

cathédrale de Bâle contre la prétention du prévôt et des chanoines de l'église de Saint-Martin de Colmar, au droit de porter des aumusses garnies de fourrures mouchetées. — Donné en 1364.

- ↗ — Procès obtenu en cour pontificale par les chanoines de l'église cathédrale de Bâle contre le prévôt et le chapitre de Saint-Martin de Colmar, portant excommunication dudit chapitre, coupable de certaines injures et d'insoumission

— Transaction obtenue par un certain *Thomas de Pixaten*.

— Donné et passé à Avignon au palais apostolique, l'an 1364.

— Extrait de l'ancien catalogue, N° 394, fol. 282. — *Trouillat*, tom. IV, pag. 212. note 1.

1365.

- ↗ — Le magistrat, de concert avec le chapitre de Saint-Martin, dut créer en cette année de nouvelles ressources en vue de l'achèvement du chœur de l'église. — *Musée pittoresque*, pag. 118.

— Le 10 Août, Charles IV donne un diplôme, daté de Spire, qui autorise Colmar, en même temps que les autres villes de la décapole, à recevoir bourgeois les citoyens du dehors qui le demanderaient, et sans avoir égard aux droits que font valoir sur ces citoyens les seigneurs dont ils abandonnent les terres. La ville de Colmar jouira du droit d'accueillir ces nouveaux habitants, au même titre que la ville de Strasbourg. Le diplôme est publié par *Scharpflin*, diplom., tom. II, pag. 247 et *Laguille*, preuves, pag. 53.

Cette question fut l'objet, pendant le règne de cet empereur surtout, de nombreuses contestations entre la ville de Strasbourg, ses évêques et d'autres seigneurs. La fermeté du magistrat et l'habileté de ses négociations avaient assuré de fait, malgré la défense spéciale retenue dans l'art. 15 de la bulle d'or du même empereur, le moyen pour la ville de Strasbourg

d'augmenter, par cette voie, sa population, sa richesse et ses forces au grand avantage de ceux qu'elle accueillait et au grand préjudice des seigneurs que ces défections touchaient.

Nous croyons que, dès 1360 tout au moins, Colmar procédait comme Strasbourg, bien qu'aucune preuve directe n'ait été produite jusqu'à présent à l'appui de cette opinion. Cependant nous considérons comme une preuve certaine les quatre rotules en parchemin conservés aux archives de Colmar, et dont la publication a été commencée dans les deux volumes des *Curiosités d'Alsace*, pag. I à XXXII.

C'est à l'année 1360 que commencent ces listes d'admission au droit de bourgeoisie, conséquemment à une époque antérieure au diplôme de 1365, qui autorise la ville à recevoir dans ses murs ceux qui veulent y fixer leur résidence. De 1360 au 10 août 1365, la ville était en contravention à l'art. 15 de la bulle d'or. Nous avons lieu de supposer que cet état durait depuis longtemps, car nous croyons que le premier rotule ne fut commencé qu'après l'autorisation ou le diplôme de l'empereur et qu'on y inscrivit, de mémoire ou d'après des notes ou déclarations, les individus reçus depuis l'année 1360 jusqu'en 1365, ce qui explique le désordre chronologique qui caractérise le commencement de cette première liste. C'est d'ailleurs par une courtoisie qu'elle débute : on inscrit au premier rang une famille du domaine de la couronne, le juif Eberlin et son gendre, reçus le 20 Décembre 1361 et après eux beaucoup de chrétiens reçus en 1360. Cette seule remarque nous dispense d'insister.

La raison pour laquelle l'empereur accorde la permission de recevoir bourgeois ceux qu'il était défendu d'admettre auparavant, est plus évidente encore.

Arnaut de Cervole, dit l'archiprêtre, s'était offert à conduire les bandes en Hongrie contre les Turcs. Le projet ayant

échoué, il se trouvait, en 1365, à la tête de plus de 40,000 hommes qu'il conduisit au pays Messin, appelé par le comte de Blamont en guerre contre le comte de Salm, le sire de Ruenstein et l'évêque de Strasbourg, Jean de Lichtenberg. Après avoir ravagé les environs de Metz, Cervole et sa troupe marchèrent sur l'Alsace. Le 4 Juillet ils débouchent à Saverne, s'avancent vers Strasbourg dont ils prennent un faubourg, se répandent dans les villages et après un mois de brigandages de toute espèce, prennent la route de Schlestadt et de Colmar, laissant partout d'horribles traces de leur passage. Charles IV qui était accouru pour défendre le passage du Rhin, se trouvait donc à Spire le 10 Août, et l'on conçoit que, dans ces circonstances, il ait révoqué, par un nouveau diplôme, la défense d'admettre bourgeois dans les places fortes ceux qui s'y réfugiaient pour se soustraire cette fois, non aux exactions de leurs seigneurs, mais aux violences des compagnies, des Routiers, des Malandrins, des Anglais, des Ecorcheurs, etc., comme il plaira au lecteur de les appeler.

Le 10 Août, date du diplôme, fixe, selon nous, le moment où Charles IV, enfermé à Seltz, se décide, sur les réclamations des seigneurs, des villes et des populations, à marcher contre les compagnies qui achevaient de ravager les environs de Strasbourg. Charles IV se fait précéder par le diplôme, les compagnies reculent à son approche, l'empereur les poursuit et arrive à Colmar vers la fin du mois d'Août chassant devant lui l'archiprêtre qui, au rapport de Trithème, fait en un jour plus de chemin que les impériaux en quatre. L'archiprêtre entre dans la Bourgogne, abandonnant l'Alsace, qui fut ainsi, pendant près d'un mois, livrée à la cruauté de ses bandes.

Il paraît certain que, dans sa fuite, l'archiprêtre n'entra pas à Colmar. Mais la ville dut néanmoins beaucoup souffrir dans cette occasion, car, selon tous les historiens, les impériaux

achevèrent de piller ce qui avait échappé à l'avidité des compagnies.

Telle fut la cause de la seconde apparition de Charles IV à Colmar, d'où il se retira avec plus de satisfaction que de gloire.

L'alliance conclue en 1362 pour une année et renouvelée en 1363 paraît s'être trouvée impuissante à résister à une invasion aussi subite et aussi considérable. Nous ne trouvons du moins aucune trace d'action commune contre cette nuée d'étrangers.

A sa sortie d'Alsace, l'archiprêtre quitta la conduite des compagnies et passa en Provence, où il mourut en 1366. — *Duchesne, Geneol. de Chateaufillon, pag. 54.*

Disons enfin, à titre d'information complémentaire sur ce personnage, qu'il était issu d'une maison noble du Périgord et que le nom d'archiprêtre lui venait de ce que, quoique marié, il possédait un archiprêtré. En ce temps, il n'était pas rare de voir des séculiers investis de bénéfices ecclésiastiques, même en Alsace où des séculiers sont élus évêques. L'église et la noblesse étaient, comme sous la domination romaine, une seule et même chose fondée sur les intérêts temporels.

1366.

— Le 12 Février. Mort de Guillaume de Marbourg, architecte du chœur de l'église de Saint-Martin. Il est enterré dans le cloître de la collégiale de Saint-Pierre-le-Jeune de Strasbourg. Son tombeau le représente tenant, de la main droite, un cercle et la main gauche une équerre. — *Schæpflin, illust., tom. V, pag. 188 et d'autres.*

— Le 17 Octobre, Colmar prend part à une nouvelle alliance conclue entre les Etats de toute l'Alsace pour assurer la paix dans le pays pendant deux années commençant à Noël. Le territoire représenté par les alliés comprend tout le pays

situé entre Rhin et Vosges à partir de Wissembourg. jusqu'à Lure, Lisle-sur-le-Doubs, le Wissenstein, le Schlosberg, Olten et le Hauenstein; de l'autre côté du Rhin, la Forêt-Noire et le pays en descendant jusqu'à Neubourg. Nous comptons, à côté de quatorze villes alliées, vingt-quatre seigneurs qui se joignent à elles dans cette occasion. Il est convenu que treize juges seront désignés parmi les contractants pour régler les difficultés qui pourront naître de l'exécution du traité et qu'ils se réuniront chaque année à Colmar, le premier lundi après les Quatre-Temps qui précèdent Noël, afin de prononcer sur les plaintes qui leur seront soumises. *Schæpflin, Als. dipl., tom. II, pag. 250-251.*

1368.

— Par un diplôme daté de Franckfort le 7 Février, l'empereur Charles IV confirme à la ville de Strasbourg les droits et privilèges dont elle est en jouissance et institue Colmar et les autres villes de la décapole gardiennes des droits qu'il confirme à la ville épiscopale. — *Wencker, de Ussburgeris, pag. 88-89.*

M — Le 14 Août, Henri de Rœdersdorff, prévôt du chapitre de Saint-Martin, d'accord avec le doyen et les membres dudit chapitre, donne une charte qui confère à chacun des chanoines le droit de désigner celui de ses collègues qui devra lui succéder dans la jouissance de la maison canoniale qu'il occupe. Cette charte modifie un règlement antérieur qui portait qu'à la vacance de l'une des maisons canoniales le droit d'opter, entre celle qu'il occupait et celle qui était devenue vacante, était réservé au plus ancien des chanoines. — *Trouillat-Vautrey, tom. IV, pag. 712, d'après une copie vidimée de 1758.*

Ce titre démontre surabondamment que les maisons composant le domaine du chapitre et occupées par les chanoines moyennant un cens ou loyer déterminé, n'étaient pas toutes

également confortables; que dès lors, à la plupart des vacances, il y avait avantage pour l'un des chanoines à passer de la maison qu'il occupait dans celle qui était devenue vacante.

1370.

— Le clergé de Colmar attirait souvent devant les tribunaux ecclésiastiques les contestations qui s'élevaient entre lui et les bourgeois. Charles IV affranchit ces derniers de cette juridiction et le pape, Innocent IX, confirme la décision de l'empereur. — *Schæpflin, illust., tom. V, Billing et Hunkler, pag. 196, 37 et 51.*

— D'accord avec le chapitre de Saint-Martin, le magistrat prend l'administration des revenus de la fabrique de l'église. Il est décidé que la fabrique aura, à perpétuité, le droit de percevoir sur la succession de celui qui vient à mourir, le meilleur habit qui lui appartenait ou la valeur de cet habit. — *Schæpflin, Billing, Hunkler et Musée pittoresque, pag. 188, 1,340, 169 et 118.*

— On a vu qu'en l'année 1344, Jean Senn, de Munsingen, évêque de Bâle, avait engagé à Henri Frœweler une rente annuelle de 220 quartauts de céréales sur les dîmes épiscopales dans le ban de Colmar et autres lieux des environs. Il paraît que les dîmes ne furent point livrées à Frœweler, car nous trouvons dans Trouillat, *tom. IV, pag. 296*, une charte du 5 Mars de cette année, par laquelle Jean de Vienne, évêque de Bâle, promet au même Frœweler de lui faire payer la rente annuelle de 220 quartauts de céréales, qui a été négligée et retenue.

— Wenceslas, frère de l'empereur Charles IV, est landvogt d'Alsace. Il fixe la valeur du marc d'argent à deux livres et demie, valeur de Strasbourg, pied sur lequel la ville de Colmar doit livrer les 150 marcs de tribut annuel à l'empire. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 197.*

— Par un diplôme daté de Carlsbad, le 16 Octobre, l'empereur Charles IV déclare la ville de Colmar affranchie de toute juridiction provinciale et étrangère. — *Schæpflin, diplom., tom. II, pag. 264, d'après Lunig, part. spec. cont. IV, tom. II, pag. 703.*

1371.

— On a vu qu'en 1355, Charles IV avait autorisé la ville à établir un droit de pesage et de mouture dont la moitié du produit revenait à l'église de Payerne et à l'église de Constance (*Ober- et Niederhof*). En l'année où nous sommes, la ville prend en emphythéose cette moitié du produit des droits de pesage et de mouture, moyennant un cens annuel de 120 florins qu'elle sert aux dites églises. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 196 et Billing 2^e sem., pag. 35.*

— Le 12 Mai, Charles IV écrit au magistrat de Colmar et à ceux des autres villes de la décapole, des lettres datées de Prague par lesquelles il les informe, qu'eu égard à l'état de troubles, de pillage et de violences dans lequel se trouvent l'Alsace et les pays limitrophes, il a donné l'ordre au duc Eberhart de Wurtemberg, aux administrateurs du diocèse de Strasbourg et au magistrat de cette ville, d'entrer sur le champ en campagne pour mettre fin à cet état de choses. Il ordonne également aux villes de la décapole de joindre leurs forces à celles des ducs de Wurtemberg et de Strasbourg, dès qu'elles y auront été invitées par Stislaw de Weytenmül, auquel il a confié le commandement des troupes, sous la bannière impériale, pour rétablir la tranquillité dans les pays troublés. — *Schæpflin, Als. diplom., tom II, pag. 264-265.*

Il s'agissait, sans aucun doute, d'organiser la résistance à la première manifestation, dans le Wurtemberg ou la Souabe, de la révolte des paysans contre leurs seigneurs. — (*Schlegel-Krieg, — premier soulèvement des paysans*)

— Le mardi avant Noël, Pierre, évêque de Citta en Ombrie? (*Citonensis*) et vicaire général de l'évêché de Bâle, fait la consécration du chœur, du maître-autel et du cimetière du couvent des Catherinettes de Colmar. L'église est placée sous l'invocation de Sainte-Catherine et des onze mille vierges. Pierre accorde des indulgences aux visiteurs et aux bienfaiteurs de cette église. L'original fait partie de la collection de M. Zimberlin. *Trouillat-Vautre*, tom. V, pag. 695. n

1372.

— On installe au clocher de Saint-Martin la première horloge de cette église. — *Billing*, 1^{er} sem., pag. 340.

— Un épisode marquant de notre histoire locale est rapporté avec assez peu de concordance par les chroniques et les livres que nous consultons en ce qui concerne le rôle de Colmar en cette circonstance. Nous résumons :

Le magistrat de Strasbourg ordonne le dénombrement des bourgeois de la ville. Un grand nombre de nobles y avaient leur séjour : il les met en demeure de déclarer si leur intention est d'exciper du droit de bourgeoisie, conséquemment d'en réclamer les avantages et d'en supporter les charges. Le plus grand nombre se soumet, d'autres résistent aux prétentions du magistrat qui les bannit de la ville. Parmi les premiers se trouvait Werlin de Hadstatt, seigneur opulent, à qui le burg (le château) et le village de Herrlisheim appartenaient; parmi les seconds se trouvait le gentilhomme Jean Erb, seigneur d'une partie des villages d'Illkirch, Grafenstad et Illwickersheim. Banni pour dix ans des murs de Strasbourg, Jean Erb se met à la tête de quelques gentilshommes mécontents, entr'autres Burcard de Fénétrange et appelle à lui tous les bandits de la province, contre lesquels on a vu Charles IV, en 1371, engager les villes à se mettre en campagne pour rétablir la sécurité dans le pays. Après divers actes d'hostilité et

de violences dans le voisinage de Strasbourg, Jean Erb arrive avec sa bande devant Herrlisheim où se trouvait Werlin de Hadstatt; il s'empare de ce bourg, fait Werlin prisonnier, pille ses richesses, sa vaisselle d'argent notamment et les emporte, laissant à Herrlisheim cinquante de ses hommes selon les uns, cinquante-six selon les autres avec ordre de s'y fortifier et d'y garder le prisonnier.

Cet attentat causa en Alsace une émotion telle que le landvogt se mit à la tête des villes, y compris celles du Sundgau, pour arrêter les brigandages de Jean Erb. Mais Colmar, Strasbourg et Schlestadt paraissent s'être concertés sur le champ pour frapper un grand coup. Leurs forces réunies arrivent pendant la nuit devant le bourg de Herrlisheim, l'investissent, s'en rendent maîtres dans la matinée, délivrent Werlin de sa prison, capturent les bandits qui se trouvaient dans l'enceinte et les font mourir, trois par la roue, seize par la corde et trente-un selon les uns, trente-quatre selon les autres, par le glaive du bourreau de Colmar. Trois sont réservés comme otages jusqu'à la paix avec leur chef.

Werlin de Hadstatt, délivré de sa prison, abandonne ses biens à ses fils à la condition qu'ils donneront leur appui à la ville de Colmar toutes les fois qu'ils en seront requis, en reconnaissance des services que la ville a rendus à leur père dans cette occasion. V. *Closener, code hist. et dipl. de Strasbourg, tom. I, pag. 183-184, Kœnigshoven, pag. 328-329, Laguille, tom. II, pag. 308-309, Schœpflin, diplomatica, tom. II, pag. 255-256, 262 et 263, Billing, 2^e sém., page 182 et Hunkler, notamment pour quelques détails particuliers, pag. 117.*

1373.

— Le 14 Avril, le prieuré de Payerne donne en fief à Henemann de Wildenstein, d'Eptingen et à Gonthier, son oncle, le village de Hölstein, avec gens et biens. La charte réserve

au profit du prieuré la charge par les habitants du village de conduire à Payerne toutes les voitures de vin qui lui seront expédiées de Colmar. — *Trouillat, tom. IV, pag. 324.*

Ainsi la dîme de Colmar et des possessions du prieuré dans les environs de Colmar fournissait ses vins à l'abbaye et la corvée les y charriait. Hölstein était la dernière étape de Colmar à la maison-mère du prieuré de Saint-Pierre.

1375.

— La maison qui servait de lieu de réunion à la tribu des maréchaux de Colmar était située, en 1375, près de la porte intérieure de Deinheim (Inneren Teinheim Thor). — *Note fournie par M. Dietrich, chef de division à la préfecture.*

— Le 24 Septembre, Enguerrand, sire de Coucy, comte de Soissons et de Bedford, écrit au magistrat de Colmar (qu'il appelle Coulombier) une lettre, datée de Massevaux, par laquelle il lui fait savoir que sur des sollicitations venues de l'Alsace, il est entré dans la province pour revendiquer la succession de son aïeul, le duc Léopold II d'Autriche, succession que ses cousins, les ducs Albert et Léopold, retiennent injustement. Il l'informe qu'il a fait part de ses intentions au duc de Brabant, vicaire de l'empire en Alsace, et que ce dernier, se tenant pour informé, n'entend en aucune façon l'empêcher de faire valoir ses droits. Enguerrand fait donc connaître à la ville de Colmar qu'il la tient pour amie, attendu que son intention n'est pas de faire la guerre à l'empereur, mais seulement de revendiquer ses droits à la succession de son aïeul. — *Wencker, app. archiv., pag. 216-217.*

La même missive fut envoyée au magistrat de Strasbourg.

Colmar paraît avoir gardé une attitude passive dans cette occasion, c'est-à-dire n'avoir pris parti ni pour ni contre l'envahisseur. Mais il est difficile d'admettre que la ville n'eut pas à souffrir de sa présence. A son approche le duc Léopold et

le duc de Wurtemberg, qui n'étaient pas en mesure de tenir la campagne contre un ennemi aussi nombreux, s'étaient enfermés dans Brisach après avoir obligé leurs sujets des villages à brûler tout ce qui pouvait servir à la subsistance de l'ennemi et à se retirer avec leurs effets dans les châteaux et les places fortes.

Soixante mille hommes étaient entrés dans le pays par Belfort et Saverne. Pendant cinq semaines les environs de Strasbourg furent livrés au pillage et à l'incendie ; la ville même ne parvint à éloigner l'ennemi de ses murs qu'en lui payant une rançon de 3,000 florins. De Strasbourg, Enguerrand conduisit son armée près de Brisach où elle ne trouve plus à subsister. Pressé par le besoin, l'ennemi décampe, marche sur la Suisse où les mêmes précautions avaient été prises, arrive devant Berne après avoir commis d'immenses ravages et est définitivement battu par les Bernois, le 27 Décembre, à Frauenbrunnen. Enguerrand se retire avec les débris de son armée, rentre en France par le Sundgau, sans autre résultat de son entreprise que d'avoir réduit à la dernière misère un pays qui n'avait pris aucune part dans sa querelle.

Disons en quelques mots la cause de son expédition et la composition de son armée.

Enguerrand était fils du sire de Coucy, comte de Soissons et de Catherine, fille de Léopold II d'Autriche, que l'on a vu engager, en 1335, le village de Deinheim à la ville de Colmar. Un frère de Léopold II, Albert-le-Sage, avait seul continué la race des ducs d'Autriche, et son fils, Léopold III, était en l'année où nous sommes arrivé en possession de la Haute-Alsace, du Brisgau et d'une partie de la Suisse. Enguerrand, son cousin, avait été marié en premières noces à une fille d'Edouard III d'Angleterre et en secondes noces avec Isabelle de Lorraine. Ces circonstances lui facilitèrent les moyens de

réunir sous sa bannière les Bretons et les Anglais répandus en France. C'est avec eux qu'il vint réclamer la succession qu'il prétendait lui revenir. On a vu l'issue de sa tentative armée à laquelle on prétend que le roi de France, Charles VI, était favorable.

1376.

— Par un diplôme daté de Nuremberg le jour de la Saint-George (23 Avril), Charles IV accorde à la ville de Colmar le droit de frapper, à ses armes, les pièces de monnaie (Pfenninge) que l'on jugera utiles et appropriées aux besoins. Cette faveur est accordée à la ville en considération des inconvénients que présente la monnaie que l'on frappe à Bâle et le pays d'alentour et du préjudice qui résulte de son emploi à Colmar. Le diplôme se termine par la formule exécutoire concernant le cours de la monnaie qui sera frappée par la ville.— *Schæpflin, Als. diplom., tom. II, pag. 273.*

Dans son *illustrata*, pag. 196, le même auteur interprète différemment le titre que nous venons d'analyser. Il dit que la monnaie de Colmar devait être frappée à l'instar de celle de Bâle et il remarque cependant « qu'il n'est pas de monnaie d'argent, grandes, moyennes ou petites que la ville n'ait frappées à l'exemple de Strasbourg. » Il existe même, ajoute-t-il, des pièces d'or sorties de la monnaie de Colmar.

Il semble donc qu'il y a erreur dans l'*illustrata*. C'est en effet Strasbourg que Colmar devait imiter, non Bâle, dont la monnaie avait des inconvénients et dont l'emploi était une cause de préjudice. Billing, 2^e sem., pag. 36, et Hunkler, pag. 50, suivent les errements de l'*Illustrata*. Hunkler ajoute qu'il a vu des pièces de tous les modules de la monnaie de Colmar au cabinet des antiquités de Vienne.

Se basant probablement sur de simples inductions, Billing et Hunkler affirment que peu de temps après la concession de

ce droit régalien à la ville de Colmar, il y eut en circulation beaucoup de monnaie provenant de son atelier. Nous pensions que le médaillier local, réputé assez riche, nous fournirait le moyen d'appuyer de quelque preuve cette indication. Mais il n'en est rien : la collection est fort pauvre, car elle ne contient que quelques types anciens de monnaie d'argent (sept ou huit) des XVI^e et XVII^e siècles et à peu près un égal nombre de types de monnaie d'alliage. C'est donc une collection qui est, pour ainsi dire, tout entière à créer. Feu M. le docteur Faudel la possédait plus complète que ne la décrit, dans un beau désordre, M. de Berstett, *Muntz Geschichte des Elsass*, pag. 7 à 10 et 3 à 5 du supplément. La collection de feu M. Faudel est aujourd'hui la propriété de la ville de Haguenau.

— Colmar est de nouveau mis au ban de l'empire ; je ne sais pour quel motif. Mais Charles lui fait grâce la même année, par ses lettres datées de Franckfort. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 210, Billing, 2^e sem., pag. 179, Hunkler, pag. 119, Dillemann, pag. 377 et Musée pittoresque, pag. 129.*

Sans vouloir préciser les causes de cette disgrâce, il est bon de remarquer que : malgré les instances auprès de Charles IV pour obtenir son intervention afin de protéger l'Alsace contre l'invasion d'Enguerrand de Coucy, l'année précédente, l'empereur ne se donna aucun mouvement, occupé qu'il était, en Bohême, à corrompre les électeurs pour faire élire roi des Romains son fils Wenceslas, indigne de lui succéder. A force de largesses pécuniaires, dans lesquelles passèrent tous les revenus de la couronne en Alsace, Wenceslas est élu le 12 Juin. La ville de Colmar, réduite à se défendre seule contre les bandes d'Enguerrand, résista peut-être à des tentatives d'aliénation, au profit de l'électeur palatin, des revenus que l'empereur prétendait percevoir sur elle pour acheter la voix

de cet électeur ; d'un autre côté, la bourgeoisie de Colmar, maîtresse du pouvoir, paraît ne l'avoir point conservé sans avoir été obligée de le défendre contre de nouvelles entreprises des nobles ; car il paraît certain, bien que jusqu'à présent l'histoire soit muette à cet égard, qu'elle les expulsa de nouveau de la ville. Cela nous paraît résulter péremptoirement de la défense que Charles IV fera, en 1378, au landvogt (Wenceslas) de réintégrer en ville ceux que le sénat en a bannis. De l'ensemble de cette situation a pu résulter la mise au ban de l'empire dont Colmar est relevé la même année.

1377.

— Wenceslas qui venait d'être élu roi des Romains, fut institué vicaire de l'empire en Alsace. Il aurait, au dire de quelques-uns, confirmé en cette année 1377, les droits et privilèges de la ville de Colmar.

Nous ne trouvons nulle part cette charte de confirmation. Cependant une semblable charte existe pour Haguenau ; Schœpflin la publie dans sa *diplomatica*, tom. II, pag. 276. Il y est fait allusion à une confirmation précédente ou provisoire, que Wenceslas donne à Franckfort, immédiatement après son élection. Cet acte de gracieux avènement a pu comprendre toutes les villes de la décapole, et c'est peut-être à cela que se rattache la mention que nous avons dû rapporter. Ce qui paraît certain c'est qu'à partir de ce moment Colmar et l'Alsace sont dévolus au gouvernement direct et personnel du vicaire de l'empire, Wenceslas, roi des Romains et fils de Charles IV auquel il succédera tantôt.

1378.

— L'empereur Charles IV fait défense au landvogt de faire rentrer dans la ville de Colmar ceux que le sénat en aurait bannis. — *Schœpflin, Als. illust.*, tom. V, pag. 196 ; *Billing*, pag. 37, et *Hunkler*, pag. 41.

— Colmar s'allie avec Schlestädt contre les Lorrains. — *Schæpflin, loc. cit. pag. 226.*

— Charles IV dissout l'alliance de la décapole. L'auteur en ignore les causes. — *Musée pittoresque, pag. 129.*

Les indications qui précèdent manquent de vie. Il est difficile de les animer en l'absence de preuves diplomatiques. Nous nous bornons donc à constater : 1. qu'en cette année, il y avait des bourgeois bannis de la ville ou menacés de l'être, et que le landvogt (Wenceslas, vicaire de l'empire ou son représentant) voulait faire rentrer ou protéger contre la décision du sénat ; 2. que l'année 1378 est l'année de la mort de Charles IV (29 Novembre) et de l'avènement de Wenceslas à l'empire ; 3. que dès son avènement, Wenceslas avait nommé son vicaire en Alsace, Frédéric de Blanckenheim, évêque de Strasbourg ; 4. que Frédéric, intronisé évêque par le pape Grégoire XI, contre deux compétiteurs que le chapitre de la cathédrale lui avait donnés, était neveu de Jean, comte de Saarbruck, seigneur de Commerci, grand échanson de France et oncle du comte de Blamont ; 5. Que le duc Jean de Lorraine, qui s'était emparé de Saint-Hippolyte sous l'évêque précédent, Lambert de Burne, avait rendu cette ville au nouvel évêque, Frédéric de Blanckenheim ; 6. que les seigneurs ayant fait entr'eux des confédérations qui avaient pour but de se mettre dans une entière indépendance, les villes avaient, de leur côté, contracté des alliances pour défendre leurs franchises et se garer des brigandages que les confédérations nobles favorisaient pour s'agrandir ; 7. que l'évêque de Strasbourg, Frédéric de Blanckenheim, s'était engagé dans la confraternité du Lion et que le duc Jean menaçait de reprendre la ville de Sainte-Hippolyte qu'il avait remise à l'évêque quelque temps auparavant.

Nous laissons au lecteur le soin de décider si, de l'ensemble

de ces circonstances, il y a lieu de penser : que la dissolution de l'alliance des dix villes libres d'Alsace (la décapole) fut le résultat de l'assistance que ces villes se donnaient mutuellement contre les entreprises des confédérations seigneuriales et si spécialement « l'alliance de Colmar avec Schlestadt contre les Lorrains » ne fut pas la conséquence de l'expédition que le duc Jean préparait pour rentrer en possession du Hohenkœnigsbourg et de la ville de Saint-Hippolyte, situés dans le voisinage des deux villes alliées.

1379.

— Le 14 Août, Colmar signe un traité d'alliance, conclu pour cinq ans, dans le but de défendre, pendant ce laps de temps, la liberté des contractants, les villes de Haguenau, Colmar, Schlestadt, Wissembourg, Mulhouse, Obernai, Rosheim et Seltz. Ces villes veulent rester unies à l'empire, ne pas s'en laisser distraire, inféoder ou engager à un autre maître ; que s'il arrive que des entreprises soient tentées à l'encontre de l'une ou de l'autre, contrairement au droit commun de l'empire, par des seigneurs ou hommes d'armes isolément ou confédérés, les villes se donneront une protection solidaire. Elles décident que, pour assurer l'exécution du traité, Colmar et Haguenau éliront chacune deux délégués et les autres villes chacune un, soit en tout neuf membres qui se réuniront, sous la présidence de l'un d'eux, toutes les fois que cela sera nécessaire pour concerter les mesures propres à obtenir réparation des entreprises qui pourraient être faites pour attenter à leur liberté et à leur indépendance. Le traité est fait en trois expéditions dont l'une demeurera déposée à Haguenau, l'autre à Colmar et la troisième à Obernai. — *Schæpflin, Als. diplom., tom II, pag. 277-278.*

1381.

— Le 13 Septembre, l'empereur Wenceslas se trouvait à

Oppenheim. Il écrit au magistrat de Strasbourg pour l'engager à prêter main forte à la ville de Colmar contre Léopold, duc d'Autriche, qui, en attaquant cette ville, s'attaque également à l'empire. Il donne rendez-vous aux Strasbourgeois à Haguenau, pour le jour de la Saint-Michel. — *Schæpflin, Als. diplom., tom. II, pag. 280-281.*

Quelle était la cause de l'hostilité de l'archiduc Léopold contre la ville de Colmar ? C'est ce que l'histoire ne précise pas. Colmar refusait peut-être de s'engager dans le parti de l'archiduc pour soutenir la guerre qui s'allumait de tous côtés dans les possessions autrichiennes de la Suisse et qui aboutira, en 1386, à la défaite de Sempach.

1382.

— De même que l'avaient ordonné Rodolphe de Habsbourg (en 1278) et plusieurs de ses successeurs dans la suite, l'empereur Wenceslas défend, le 13 Juillet, au landgrave de l'Alsace supérieure de traduire les bourgeois de Colmar devant son tribunal, lesdits bourgeois n'étant justiciables que du tribunal du schultheiss ou du représentant de l'empereur dans la ville. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 195 et diplom., tom. II, pag. 281.*

— On lit dans un registre des archives de Colmar, qu'en 1382 il fut décidé que : « Le meilleur vêtement d'un défunt
« échoit à Saint-Martin et doit être racheté par ses héritiers ;
« que s'il y a un cheval, le cheval est dû et de tous le meilleur, mais qu'il peut être racheté moyennant dix florins ;
« que s'il existe une armure, l'armure est due ou quatre florins, comptés par les héritiers du défunt. » — *Billing, 1^{er} sem., pag. 340.*

Cette décision paraît être un complément du droit de décès que l'on a vu établir en 1370, lorsque le magistrat prit en

main l'administration des revenus de la fabrique. Hunkler ajoute que ce droit (*Todtenfall*) fut décrété par le magistrat du consentement des bourgeois afin de subvenir aux besoins de l'édifice, probablement aux frais de construction du chœur actuel qu'il s'agissait peut-être de parachever.

— Le 28 Juillet, Jean de Vienne, évêque de Bâle, assigne à Walram-le-vieux, comte de Thierstein, en retour d'un prêt de 600 florins, les dîmes que l'évêché de Bâle percevait sur l'église de Saint-Martin de Colmar et les territoires d'Eguisheim et de Mittelwihr. — *Trouillat, tom. IV, pag. 417-419.*

1383.

— Le fief de Wasserbourg (la moitié du village) appartenant au prieuré de Saint-Pierre de Colmar, passe des mains d'Ulric de Hauss dans celles des nobles de Hadstadt. — *Billing, 1^{er} sem., pag. 386.*

1384.

— En raison de l'accroissement de Colmar, l'empereur Wenceslas exige que la ville paie à l'empire un tribut annuel de trois cents marcs d'argent. Mais peu après il décida lui-même qu'on en reviendrait à l'impôt de cent cinquante marcs payé sous Adolphe de Nassan. — *Schæpflin, Als. ill., tom. V, pag. 197 et Billing, 2^e sem., pag. 49.*

— Wenceslas confirme au magistrat de Colmar le droit de bannir de la ville que l'empereur Charles IV lui a concédé ou reconnu en 1378 lorsqu'il fit défense au Landvogt de réintégrer dans la ville ceux que le sénat en aurait expulsés. — *Billing, 2^e sem., pag. 37.*

— Le jour de la Saint-Michel (24 Septembre), Meboldus Munser meurt et est enterré dans la chapelle de Saint-Jean. — *Billing, mss. inéd. de M. J. Chauffour.*

— Le chevalier Pierre de Saint-Dié est schultheiss de Colmar en cette année. — *Note fournie par M. Dietrich.*

1385.

— Une charte de cette année, au nom de la ville de Colmar, constate quelques admissions de juifs au droit de bourgeoisie.

— X. *Mossmann, Etude sur l'histoire des juifs à Colmar, pag. 7.*

Ce fut Wenceslas, ajoute le même auteur, qui demanda à la ville de les admettre : Colmar ne fit aucune difficulté et les autorisa à convertir en lieu de sépulture un enclos qui leur appartenait devant la porte de Deinheim ; on consentit même à ce qu'ils y enterrassent non seulement les juifs de la ville, mais encore ceux du dehors.

1386.

— Colmar est mis au ban de l'empire avec les villes de Hagenau et de Schlestadt pour avoir favorisé les juifs qui refusaient de payer à l'empereur une somme d'argent à laquelle ils avaient été imposés. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 227.*

1387.

 Le 7 Janvier, Imier de Ramstein, évêque de Bâle, permet à Bourkard Münch de Landskron, d'assigner une dot de cent marcs d'argent à son épouse, Anne d'Arburg, sur les dîmes des environs de Colmar, qu'il tient en fief de l'église de Bâle. — *Trouillat, tom. IV, pag. 484.*

— L'évêque de Constance afferme pour neuf ans à un citoyen de Colmar, nommé Geyler, le Niederhof, avec toutes ses dépendances, pour un canon annuel de cent dix florins. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V, pag. 190.*

1388.

— L'empereur Wenceslas donne trois diplômes, datés de Prague, par lesquels il relève la ville et les juifs de Colmar du ban de l'empire encouru en 1386 au sujet du tribut demandé aux juifs et refusé par ceux-ci sous la protection ou

avec l'assentiment du magistrat ; par le troisième diplôme, l'empereur adjuge à la ville de Colmar, pour une période de dix ans, l'impôt que les juifs de la ville devaient payer à l'empire. — *Schœpflin, Als. illustr., tom. V, pag. 194 et 210.*

1389.

— Le 29 Novembre l'empereur Wenceslas absout de nouveau du ban de l'empire la ville de Colmar et les juifs qui paraissent y avoir été replacés pour ne pas avoir accepté le bénéfice des diplômes de 1388 qui étaient peut-être grevés de lourdes charges. — *X. Mossmann, loc. cit.; pag. 8.*

Le schultheiss de Colmar en cette année est encore le, chevalier Pierre, de Saint-Dié. — *Note fournie par M Dietrich.*

1390.

— Le 11 Septembre, la ville de Colmar prend part au traité conclu entre l'évêque de Strasbourg, l'abbé de Murbach et d'autres seigneurs, ainsi que les villes de Bâle, Mulhouse, Munster et Turckheim, dans le but de sauvegarder leur indépendance de la juridiction landgraviale de l'Alsace supérieure. Le texte du traité est publié par Schœpflin. — *Als. diplom., tom. II, pag. 288-89.*

1391.

— Le 3 Février, Clewin Bride, bourgeois de Soultz, vend à Henneman Holbrat, bourgeois de la même ville, deux Schatz de vigne, situés au ban dudit Soultz et grevés d'une rente annuelle de deux sols au profit du couvent d'Unterlinden de Colmar. Cette vente est faite pour le prix de huit sols de nouveaux deniers balois. — *Trouillat, tom. IV, pag. 818.*

— Cependant les brigandages continuaient toujours : une troupe de brigands, qui avaient pris le nom de *Rouges* et de *Noirs*, désolait l'Alsace, ce qui donna occasion à une nouvelle ligue qui se fit en 1391 entre Frédéric, évêque de Strasbourg,

1. Rodolphe, abbé de Murbach, Nicolas de Haus, landvogt d'Alsace, Bâle, Colmar, Mulhouse et d'autres villes. — *Grandidier, œuv. hist. inéd., tom. IV, pag. 261.*

— Le chevalier Pierre de Saint-Dié est encore schultheiss de Colmar en cette année. — *Note fournie par M. Dietrich.*

1392.

— Wenceslas, empereur et roi des Romains, déclare les bourgeois et les manants de Colmar, quittes de toutes les dettes qu'ils ont contractées auprès des juifs. Il existe deux sentences de Henri Bescheler, lieutenant du schultheiss, le chevalier Pierre de Saint-Dié, par lesquelles il prononce, le 19 Juillet, au nom de l'empire, la nullité de toutes les créances dont les juifs sont porteurs contre les chrétiens de la ville. Les juifs durent comparaitre et acquiescer personnellement à ce jugement inique. — *X. Mossmann, loc. cit., pag. 8.*

1395.

— L'évêque de Bâle approuve et confirme les statuts et l'ordonnance arrêtés par le prévôt et le chapitre de Saint-Martin de Colmar. Il est ordonné entr'autres choses qu'après admonition légitime du doyen et du chapitre, le chanoine qui entretient une femme suspecte ou une concubine, sera privé des revenus de sa prébende jusqu'à ce qu'il ait renvoyé cette femme. D'autres prescriptions concernant la célébration du culte, la décence de la tenue et les distributions pour la présence quotidienne sont encore contenues dans les règlements que l'évêque approuve et confirme. — *Trouillat, tom. IV, pag. 842.*

— Colmar assiste à la diète tenue à Obernai, le 14 Avril, sous la présidence du landvogt, le comte de Linange, pour convenir en commun des mesures propres à assurer la paix entre les villes impériales et leur sécurité. — La notice de

cette convention est publiée par Schœpflin, *Als. diplom.*, tom. II, pag. 295.

1397

— Le schultheiss de Colmar, en cette année, est encore le chevalier Pierre de Saint-Dié. — *Billing*, 2^e *sém.*, pag. 83.

— Le 18 Octobre, l'empereur Wenceslas donne aux citoyens de Colmar une nouvelle confirmation de leurs libertés et de leur affranchissement de la juridiction provinciale, ainsi que de toute autre juridiction étrangère. — *Schœpflin*, *Als. diplom.*, tom. II, pag. 301.

1399

— Malgré l'alliance des villes de Colmar et de Schlestadt, conclue en 1378, ces deux villes durent accepter la protection des ducs de Lorraine et leur payer annuellement une somme de cent florins. — *Musée pittoresque*, pag. 129.

— Colmar est de nouveau mis au ban de l'empire. On en ignore la cause. — *Ibidem*.

Le Hohkœnigsbourg et la ville de Saint-Hippolyte, ainsi que le val de Liepvre, étaient rentrés dans les possessions du duc de Lorraine, à l'époque où nous sommes arrivé. D'un autre côté, l'Alsace était livrée, comme d'ailleurs le reste de l'empire, aux violences d'une désorganisation que favorisait le gouvernement de dissipation et de débauches de l'empereur Wenceslas, dont la déposition venait d'être prononcée. Les villes libres d'Alsace jouissaient au contraire d'une paix et d'une sécurité relative qui étaient la conséquence de leur fédération et peut-être aussi de leur alliance avec quelques seigneurs de leur voisinage. On peut donc conjecturer que, dans ces circonstances, Colmar et Schlestadt acceptèrent, si elles ne la recherchèrent point, l'action protectrice du duc de Lorraine et lui fournirent une contribution de cent florins ; on peut enfin comprendre que, dans cette situation, l'attitude de Colmar

à l'égard d'un pouvoir mourant lui ait valu de nouveau la disgrâce d'une mise au ban de l'empire.

— Le chevalier Pierre de Saint-Dié est encore schultheiss de Colmar. — *Note fournie par M. Dietrich.*

— Jean Würmelin lui succède en cette année.

1400

L'empereur Wenceslas abandonne pour dix ans à la ville de Colmar la moitié du canon annuel de 300 deniers que la ville payait à l'empire, depuis Charles IV, sur les revenus de la gabelle. — *Schæpflin, Als. illust., tom. V. pag. 196.*

Ce fut, croyons-nous, un des derniers actes de cet empereur concernant Colmar ; Robert de Bavière lui succède le 10 Septembre. Il fait son entrée en Alsace la même année, et c'est le commencement de son règne qui inaugurera notre histoire locale au début du XV^e siècle.

FIN DU PREMIER VOLUME.



This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine is incurred by retaining it
beyond the specified time.

Please return promptly.

Fr 7022.17.2.5
Chronique de Colmar.
Widener Library

003469334



3 2044 087 926 382